

Université de Montréal

La résilience par le *terroir*
Une sociologie du bien-vivre dans les Hautes-Laurentides

par Rosalie Rainville

Département de sociologie
Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté
en vue de l'obtention du grade de Maître ès Science (M.Sc)
en Sociologie

Août 2016

© Rosalie Rainville, 2016

Résumé

Cette étude sociologique porte sur la Municipalité régionale (MRC) de comté Antoine-Labelle dans la région des Hautes-Laurentides au Québec. Historiquement, depuis le début des années 1900, la forêt constituait la principale assise économique et sociale de la MRC. Depuis 2005, « la crise forestière » frappe durement cette région québécoise. Un mouvement de la transition s'est installé au sein de la communauté régionale. À l'intersection de la nature et de la culture, le terroir se présente depuis lors comme l'une des voies privilégiées de la résilience. À travers le terroir, c'est le « vivre de » et le « bien vivre ensemble » que les habitants cherchent à repenser dans leur région. Aujourd'hui, plusieurs initiatives mettant en valeur le *terroir régional*, notamment des projets d'agriculture biologique, sont repérables à l'ensemble du territoire des Hautes-Laurentides. Plus qu'une simple ouverture économique, le *terroir* est porteur de nouveaux récits sociaux et symboliques dans la région. Dans ce mémoire de maîtrise, notre objectif est précisément de mettre en lumière les représentations sociales du terroir de certains acteurs du domaine agroalimentaire de la MRC Antoine-Labelle. Nous cherchons à comprendre comment le *terroir* se construit, se pense, se vit et se raconte dans cette région. En interrogeant dix-sept acteurs, notamment des agriculteurs, des artisans du domaine alimentaire, des chefs, des restaurateurs et des représentants de la gouvernance régionale, ceux-ci montrent que ce concept est porteur de valeurs sociales et environnementales qui répondent à de nouvelles aspirations au sein de la communauté. Non sans difficultés, le *terroir* renvoie pour les acteurs interrogés à des valeurs d'autonomie, de qualité de vie, de convivialité, de conscience écologique, d'éducation et d'espoir pour la relève à venir. Cette étude sociologique du terroir dans les Hautes-Laurentides jette finalement un éclairage nouveau sur le bien-vivre en région rurale au Québec.

Mots-clés : Terroir, représentations sociales, bien-vivre, résilience régionale, valeurs sociales et environnementales, étude de communauté, dynamiques locales, Hautes-Laurentides, culture alimentaire, interface nature et population, appropriation du territoire.

Abstract

This sociological study is about the Regional County Municipality (RCM) of Antoine-Labelle in the Hautes-Laurentides region of Quebec. Since the early 1900s, the forest has been the main economic and social base of the MRC. Since 2005, "the forestry crisis" has heavily affected this region of Quebec. A transition movement has emerged within the regional community. At the intersection of nature and culture, the *terroir* has appeared as one of the preferred pathways toward resilience. Through the *terroir*, it's the ideas of "living" and "living together" that inhabitants are sinking to rethink in their region. Today, several initiatives which highlight the regional *terroir*, including organic farming projects, have emerged throughout the territory of the Hautes-Laurentides. More than just an economic opportunity, the *terroir* brings with it new social and symbolic narratives in the region. In this master thesis, our goal is precisely to highlight the social representations of the *terroir* of some actors in this field of activity in the Antoine-Labelle RCM. We seek to understand how the *terroir* is constructed, conceptualized, lived and told in this region. By interviewing seventeen actors, including farmers, artisans, chefs and representatives of regional governance, we show that this concept carries social and environmental values that express new aspirations within the community. For the actors interviewed and not without its challenges, the *terroir* refers to values such as autonomy, quality of life, friendliness, environmental awareness, education and hope for the next generation. This sociological study of the *terroir* in the Hautes-Laurentides sheds new light on what is meant by "living well" in rural Quebec.

Keywords: Terroir, social representations, living well, regional resilience, social and environmental values, community study, local dynamics, Hautes-Laurentides, food culture, nature and population interface, territorial appropriation.

Table des matières

Résumé	1
Abstract	2
Table des matières	3
Liste des tableaux	6
Remerciements	7
Introduction générale.....	8
CHAPITRE 1 : Problématique	15
Les Hautes-Laurentides : Une région en transition.....	15
1. La crise forestière : une problématique sociale dans les Hautes-Laurentides.....	17
1.1. Le secteur forestier (aménagement, récolte et transformation du bois)	17
1.2. La crise forestière dans les Hautes-Laurentides (approx. 2005-2012).....	20
1.3. Le secteur récréotouristique (les activités nature/culture).....	23
1.4. Le secteur de l'agriculture :	27
2. La résilience par le <i>terroir</i> ?	31
2.1. Construire le <i>terroir</i> en pratique : des initiatives émergentes	32
2.2. Le <i>terroir</i> : un cadre législatif au Québec	36
3. Le <i>terroir</i> comme nouveau « vivre-de » : une problématique sociologique.....	37
CHAPITRE 2 : Le cadre théorique et conceptuel	42
Une approche du <i>terroir</i> par une sociologie du « bien vivre ».....	42
1. Le <i>terroir</i> au prisme de la sociologie de l'environnement.....	43
1.1. Le mouvement de la consommation responsable.....	48
2. Le <i>terroir</i> au prisme de la sociologie de l'alimentation.....	54
2.2. Le mouvement Slow Food	62
3. Le <i>terroir</i> au prisme d'une sociologie du <i>bien vivre</i>	65
3.3. Les mouvements convivialistes, agroécologistes et décroissantistes pour le bien-vivre.....	70
CHAPITRE 3 : Cadre méthodologique.....	76
Une approche qualitative du <i>terroir</i> par l'étude de ses représentations sociales	76
1. L'étude de communauté pour appréhender le <i>terroir</i>	78

1.1. Le terrain d'étude : La MRC Antoine-Labelle dans les Hautes-Laurentides au Québec.....	78
1.2. Les représentations sociales comme outil méthodologique	80
2. Présentation du terrain d'étude et recrutement des participants.....	83
2.1. Premier terrain d'étude (été 2014).....	83
2.2. Deuxième terrain d'étude (février 2015).....	86
3. Les entretiens qualitatifs semi-dirigés avec 17 acteurs-clés du <i>terroir</i> dans les Hautes-Laurentides	89
4. L'analyse du discours.....	97
CHAPITRE 4 : Présentation des résultats.....	102
Analyse des représentations sociales du terroir dans la MRC d'Antoine-Labelle, Hautes-Laurentides, Québec	102
1. En quête du terroir.....	103
1.1. La crise forestière.....	103
1.2. <i>Vivre de quoi</i> dans la MRC Antoine-Labelle ?	106
1.3. La résilience par le <i>terroir</i> ?.....	107
2. Le terroir : des définitions variées.....	110
3. Le terroir au prisme de valeurs.....	118
3.1. L'autonomie	118
3.2. La qualité de vie	122
3.3. La convivialité.....	125
3.4. La conscience écologique.....	132
3.5. L'éducation.....	137
3.6. La relève	142
4. Une réalité en décalage : le <i>terroir</i> comme défi.....	146
4.1. Un défi économique	147
4.2. Un défi politique.....	149
4.3. Un défi touristique.....	153
4.4. Un défi concernant les mentalités et les pratiques alimentaires	157
4.5. Un défi démographique	162
Conclusion générale	165

Bibliographie.....	175
Annexe 1.....	i
Annexe 2.....	ii
Annexe 3.....	iii

Liste des tableaux

Tableau I.	Préambule des entretiens (juillet 2014).....	85
Tableau II.	Préambule des entretiens (février 2015).....	89
Tableau III.	Guide d’entretien (juillet 2014).....	92
Tableau IV.	Guide d’entretien (février 2015).....	96

Remerciements

La réalisation de ce mémoire a été possible grâce au concours de plusieurs personnes à qui je voudrais témoigner toute ma reconnaissance.

Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice de maîtrise, Sara Teitelbaum pour toute la confiance qu'elle m'a témoignée. Ce projet n'aurait jamais vu le jour sans son appui indéfectible et sans les possibilités qu'elle m'a offert d'élargir mes expériences de recherche. Je souhaite aussi remercier ma codirectrice, Julia Csergo, pour le temps qu'elle a accordé à ce projet et les nombreux conseils qu'elle m'a prodigués. Ses enseignements et ses relectures ont sans cesse guidé mes réflexions. Chacune à votre manière, comme femme et comme professeure, vous êtes un modèle d'inspiration.

Je voudrais également adresser toute ma gratitude à ma famille et en particulier à mes parents, Alain et Danielle, qui m'ont apporté leur support moral et financier tout au long de ma démarche. Vos encouragements sont inestimables pour moi.

Mes remerciements vont aussi à Nicolas Le Dévédec pour m'avoir aidé à « mieux penser ». Je te remercie pour tes précieux conseils, tes nombreuses relectures et ta générosité qui m'ont donné confiance en moi et en mon travail.

À toutes ces personnes, encore un grand merci.

Introduction générale

« L'économie des terroirs c'est la rencontre des conditions naturelles d'un milieu, de savoir-faire, de traditions, et de besoins en continuelle mouvance de la population. Elle ne saurait se limiter ni à la seule recherche de profits, ni au folklore et à la nostalgie de la tradition. Là où elle se développe, elle est génératrice de fierté, de cohésion sociale, d'identité culturelle et de regain économique. L'économie des terroirs se construit à partir des ressources d'un milieu, réunies par la volonté et la capacité d'agir des différents acteurs de développement. Elle réfère ainsi à la dynamique des territoires, à leur capacité à générer de l'intérieur le développement ».

Bernard Vachon, 2011

Dans le cadre du Symposium international sur l'Économie des terroirs organisé par Solidarité rurale du Québec en 1999, Bernard Vachon, professeur retraité en géographie à l'Université du Québec à Montréal, prononçait une conférence sous le titre : « L'économie des terroirs : plus que des produits, une approche de développement et une chance à saisir pour le monde rural »¹. Dans cette communication, Bernard Vachon montrait déjà l'importance « d'offrir sur le marché des produits typiques, associés aux caractéristiques géographiques d'un lieu et aux savoir-faire d'artisans, [puisque] ce créneau de production contribue à renforcer l'identité territoriale et la cohésion sociale, tout en maintenant un champ d'activité créateur d'emplois dans les zones rurales. [...] L'économie des terroirs exprime la volonté et la capacité d'une communauté rurale à refuser la fatalité du déclin et à générer les leviers de son développement par la valorisation des ressources diversifiées de son milieu de vie »². Une dizaine d'années plus tard, l'engouement et la réflexion concernant les terroirs québécois ne se sont pas démentis comme le montre la multiplication des projets régionaux s'inscrivant à la croisée d'activités nature/culture. En effet, pour diverses raisons notamment sociales et environnementales (*c.f.* déclin d'une mono-industrie, dévitalisation démographique, dégâts écologiques, etc.) bon nombre de

¹ Vachon, Bernard, *La passion du rural. Quarante ans d'écrits, de paroles et d'actions pour que vive le Québec rural*, Tome 2, « Évolution récente du Québec rural, 1961-2014. De l'exode au puissant désir de campagne », Éditions Trois-Pistoles, 2011, p. 292-293.

² *Ibid.*

régions québécoises ont dû faire face à des enjeux de diversification économique et de valorisation culturelle au cœur desquels la fierté territoriale et alimentaire est centrale. Autour de ces enjeux nature/culture, le terroir apparaît déterminant.

Ce mémoire vise à mettre en lumière ces réalités rurales émergentes en montrant l'importance des aspects sociaux que recouvre la notion de *terroir* pour les communautés locales et particulièrement la MRC Antoine-Labelle située dans les Hautes-Laurentides au Québec. L'idée de ce mémoire s'est d'abord constituée dans le cadre d'une recherche initiée au département de foresterie de l'Université Suédoise des Sciences Agricoles (SLU-Skinnskatteberg) et pour laquelle j'ai participé au Québec à titre d'assistante de recherche. Cette étude internationale comparative est dirigée par Per Angelstam, Marine Elbakidze et Robert Axxelson, tous des professeurs de l'École de foresterie de l'Université Suédoise des Sciences Agricoles et co-pilotée au Québec par Sara Teitelbaum, professeure et chercheure au département de sociologie de l'Université de Montréal. En cours depuis 2013, cette recherche interuniversitaire et multidisciplinaire a pour principaux objectifs d'examiner les espaces ruraux en transition, les modes ruraux de gouvernance et le développement des infrastructures écologiques pour le bien-être humain. Ce vaste projet de recherche comprend une série d'études de cas réalisées en Suède, au Canada, en Russie et en Europe de l'est. Au Canada, le projet se concentre sur la province du Québec et plus spécifiquement, sur la Municipalité régionale de comté (MRC) Antoine-Labelle dans la région des Hautes-Laurentides. Via l'étude comparative de deux régions où prédominait jusqu'à récemment l'industrie forestière (Hautes-Laurentides, Québec et Vilhelmina, Suède), l'objectif est de comprendre comment les activités économiques liées à la nature et à la culture contribuent à un nouveau développement économique dans les communautés rurales.

Embauchée à titre d'assistante de recherche (été 2014) par Sara Teitelbaum dans le cadre du pan québécois, cette expérience empirique m'a permis de nourrir mes propres réflexions qui sont à l'origine de ce mémoire. C'est plus précisément le concept de *terroir* qu'il m'intéressait de développer. Un intérêt de recherche qui s'est consolidé et que j'ai pu approfondir dans le cadre d'un *certificat en gestion et pratiques socioculturelles de la*

gastronomie à l'Université du Québec à Montréal. En effet, le cours *Terroir et Gastronomie*, suivi à l'automne 2014, m'a notamment permis d'aborder la question des rapports des terroirs aux structures sociales et au développement économique et, plus généralement, de questionner la place du terroir dans l'histoire québécoise actuelle. D'un point de vue sociologique, ce sont les représentations sociales du terroir dans les Hautes-Laurentides qu'il m'est apparu essentiel de questionner pour mieux saisir les mutations de cette région québécoise.

Constituée administrativement en 1983, la MRC Antoine-Labelle est aujourd'hui composée de 17 municipalités dont la principale agglomération, la ville-centre, est Mont-Laurier. Situé à environ 200 km au nord de Montréal, « ce territoire couvre 15 658 km² de superficie de terre ferme, [...] environ 1000 km² de superficie d'eau [et] [...] la population totale est de 35 658 habitants soit, 2,3 habitants/km² ». ³ La MRC d'Antoine-Labelle constitue la plus vaste et la moins peuplée des huit MRC de la grande région des Laurentides méridionales. On peut également la considérer comme une jeune MRC plutôt éloignée des grands centres urbains, Montréal et Gatineau étant à environ deux cents kilomètres de distance. ⁴ Suite à la « crise forestière », les conditions socio-économiques se sont largement détériorées dans cette région rurale. Pour les résidents de la MRC, l'importante dégradation de leurs conditions matérielles et existentielles a été un point déterminant pour mettre en marche une transition régionale et ainsi « retrouver un fonctionnement normal ou plutôt un nouvel équilibre viable ». ⁵ Comme l'affirme l'agronome et agriculteur Simon Duval-Matte interrogé en 2015 pour l'émission *La semaine verte* diffusée sur les ondes de Radio-Canada, pour lui, la transition régionale passera par l'agriculture biologique qui contribuera à la relance et à la nouvelle identité de la communauté : « Les céréales biologiques sont peut-être le symbole d'une nouvelle

³ Emploi Québec Laurentides, *Profil socioéconomique et caractéristiques du marché du travail MRC d'Antoine-Labelle*, Québec, Emploi Québec, 2010. En ligne au <http://www.emploi Quebec.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/pdf/Regions/Laurentides/15_imt_profil_Antoine_Labelle.pdf>, consulté le 10 juillet 2015.

⁴ Voir les cartes géographiques et routières de la MRC Antoine-Labelle en Annexe 1, 2 et 3.

⁵ Durand Folco, Jonathan, « Bâtir, habiter et penser la transition par le milieu », *Milieu(x)*, numéro 2, Éditions Habiter, Québec, 2015, 51-57.

agriculture, [...] de notre nouvelle fierté, [...] ils pourront donner un second souffle à la région. Le vent est en train de tourner dans les Hautes-Laurentides »⁶.

Auparavant construite sur une forte identité régionale forestière, la région repense depuis une dizaine d'années le « *vivre ensemble* » et ce que la philosophe Corinne Pelluchon nomme le « *vivre de* »⁷, c'est-à-dire plus le rapport ontologique et d'interdépendance que les humains ont avec la nature, les autres humains et les objets qui les entoure. Émergeant notamment à travers de nouvelles pratiques agricoles localisées et de nouveaux aménagements écologiques et touristiques en nature, etc., le *terroir* et sa mise en valeur, semble en effet être l'une des voies privilégiées de la résilience régionale, de ce nouveau « *vivre de* », insufflant à nouveau *sens* et *signification* à la vie collective dans les Hautes-Laurentides. Dans cette perspective, ce mémoire vise à mieux comprendre les représentations sociales et culturelles liées à la constitution d'un *terroir* en région rurale, et particulièrement dans la MRC d'Antoine-Labelle dans la région des Hautes-Laurentides au Québec. Ce milieu est selon nous un lieu d'observation sociologique privilégié pour rendre intelligibles les représentations, les pratiques, les dynamiques et les structures sociales liées à la résilience par le *terroir*. Comment le *terroir* se construit-il, se pense-t-il, se vit-il et se raconte-t-il dans cette région ? C'est ce que nous visons à mieux comprendre dans ce mémoire. Autrement dit, nous voulons mettre en lumière la manière dont les habitants des Hautes-Laurentides se pensent, se racontent et mettent en œuvre ce renouveau concernant le *vivre de* et surtout le *bien-vivre* à travers leur milieu et leur alimentation, c'est-à-dire à travers leur *terroir*.

Ce mémoire se situe théoriquement au croisement de la sociologie de l'environnement en ce qui a trait à la prise de conscience écologique et à l'insistance des liens d'interdépendances des humains et des non-humains⁸ et de la sociologie de

⁶La Semaine Verte, *Céréales de la relance*, 2015. En ligne au <<http://ici.radio-canada.ca/tele/la-semaine-verte/2014-2015/episodes/351182/lin-lait-nichoir-oiseaux-shiitake-exportation-fruit-mer-cereales?isAutoPlay=1>>, consulté le 15 décembre 2015.

⁷ Pelluchon, Corinne, *Les Nourritures : Philosophie du corps politique*, Paris, Éditions Du Seuil, 2015.

⁸ Abraham, Yves-Marie, L. Marion, H. Philippe, *Décroissance versus développement durable, Débat pour la suite du monde*, Montréal, Écosociété, 2011 ; Beck, Ulrich, *La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, 2001 ; Latour, Bruno, *Face à Gaïa Huit conférences sur le nouveau régime*

l'alimentation portant sur les cultures et espaces alimentaires⁹. Il articule ces deux perspectives à la nécessité de réfléchir à une sociologie du « bien-vivre »¹⁰ et de la « convivialité »¹¹. Centrale dans cette analyse, la compréhension de diverses représentations du *milieu* environnemental, culturel et alimentaire ainsi que celles relatives au « bien vivre » dans cette région rurale constitueront une clé de lecture pour mieux saisir notre objet de recherche, le *terroir* appréhendé en tant que rapport au monde particulier.

D'un point de vue méthodologique, notre analyse du terroir des Hautes-Laurentides mettra en lumière « l'expérience » de dix-sept acteurs centraux issus de la chaîne agroalimentaire de la MRC d'Antoine-Labelle soit, des producteurs (production), des artisans (transformation), des chefs-restaurateurs (consommation) et des acteurs de la gouvernance régionale. En interrogeant par entrevue semi-directive ces acteurs-clés, la démarche qualitative mobilisée dans ce projet vise à mettre en lumière les définitions et les significations que la notion de terroir revêt pour eux aujourd'hui. Afin d'en saisir les sens, nous avons surtout mis en œuvre une approche compréhensive « indirecte » du terroir. Ainsi, pour comprendre *l'essence* de cette notion, nous l'avons questionné à

climatique, Paris, Les empêcheurs de tourner en rond/La Découverte, Paris, 2015 ; Jonas, Hans, *Le principe responsabilité : Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Champs Essais, Flammarion, 2013.

⁹ Corbeau, Jean-Pierre, J-P., Poulain, *Penser l'Alimentation. Entre imaginaire et rationalité*, Toulouse, Éditions Privat, 2002 ; Csergo, Julia, « Nostalgies du terroir », dans Sophie Bessis (dir.), *Mille et une bouches. Cuisines et identités culturelles*, Éditions Autrement, Mutations 154, 1995 ; Csergo, Julia, « L'Émergence des cuisines régionales – France XVIIIe-XXe », dans Jean -Louis Flandrin et M. Montanari (dir.), *Histoire de l'Alimentation*, Paris, Fayard, 1996 ; Csergo, Julia, « Les mutations de la modernité alimentaire XIXe siècle », dans *Des aliments et des hommes. Entre science et idéologie, définir ses propres repères*, Publications de l'Institut français de nutrition, Paris, 2004 ; Fischler, Claude, « Gastronomie et gastro-anomie : Sagesse du corps et crise bio culturelle de l'alimentation moderne », dans Fischler Claude (dir.) *La nourriture. Pour une anthropologie culturelle de l'alimentation*, Communications, 31, 1979 ; Claude Fischler, E., Masson, *Manger. Français, Européens et Américains face à l'alimentation*, Éditions Odile Jacob, 2008 ; Poulain, Jean-Pierre, *Sociologies de l'alimentation : les mangeurs et l'espace social alimentaire*, Paris, Presses universitaires de France, 2002 ; Poulain, Jean-Pierre, *Dictionnaire des cultures alimentaires*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012 ; Pitte, Jean-Robert, *Gastronomie française: histoire et géographie d'une passion*, Paris, Fayard, 1991.

¹⁰ Ariès, Paul, *Le socialisme gourmand: Le Bien-vivre: un nouveau projet politique*, Paris, La Découverte, 2013 ; Caillé, Alain, *Manifeste Convivialiste. Déclaration d'interdépendance*, Le Bord de l'eau, 2013 ; Latouche, Serge, « La voie de la décroissance. Pour une société d'abondance frugale », dans Caillé, Alain, M. Humbert, S. Latouche et P. Viveret (dir.) *De la convivialité. Dialogues sur la société à venir*, Paris, La Découverte, 2011 ; Morin, Edgar, *Enseigner à vivre: manifeste pour changer l'éducation*, Arles, Éditions Actes Sud, 2014.

¹¹ Caillé, Alain M., Humbert, S., Latouche et P., Viveret, *De la convivialité. Dialogues sur la société à venir*, Paris, La Découverte, 2011 ; Illich, Ivan, *La convivialité*, Paris, Points, 1973.

travers diverses thématiques ou catégories de pensée associées couramment au *terroir*, telles que l'agriculture, la nature, les aliments produits et consommés localement, les recettes, les coutumes, les traditions familiales, la gastronomie, l'agrotourisme, les modes de vie.

En prenant comme lieu d'observation critique ce milieu rural québécois (MRC Antoine-Labelle), ce mémoire entend contribuer à l'enrichissement de la compréhension contemporaine du paysage culturel et alimentaire de cette région tout en cherchant à mieux comprendre les multiples significations du « bien vivre » en région rurale. Il invite finalement à la nécessité sociale et politique d'excéder les seuls critères économiques pour penser le développement régional. Comme nous allons le voir, le *terroir* relève autant de valeurs sociales et environnementales que de produits certifiés.

L'annonce des chapitres du mémoire

Le premier chapitre sera consacré à la présentation de notre problématique sociologique. Suite à « la crise forestière », nous verrons que les habitants des Hautes-Laurentides sont confrontés à une problématique sociale d'importance : Maintenant « vivre de » quoi dans les Hautes-Laurentides ? S'orientant vers le *terroir* et les activités de type nature/culture comme mode de résilience, notre problématique sociologique vise à cerner comment les acteurs se représentent précisément le *terroir*. Quelle définition en donnent-ils et de quelles valeurs le *terroir* est-il selon eux porteur ? Dans le second chapitre, nous aborderons le cadre théorique de notre étude. Ainsi, nous verrons que divers champs de la sociologie permettent de réfléchir la constitution sociale d'un *terroir* au moyen de concepts et théories qui permettent de repenser les conditions d'existence. De plus, dans une approche sociologique, nous verrons que le *terroir* s'appréhende comme une construction sociale et culturelle à définir. En effet, étudier un *terroir* régional n'équivaut pas à recenser et décrire les produits homologués comme tels, mais bien à analyser comment une société humaine habite son milieu suivant sa culture. Ainsi, dans l'esprit du géographe Augustin Berque à propos du paysage : « Il faut comprendre pourquoi telle ou telle société interprète son environnement de telle ou telle manière, ce qui la conduit à y créer telle ou telle forme d'habitat. [...] Cela demande d'étudier le sens

que les sociétés humaines donnent à leur environnement »¹². Finalement, comme pour le concept de paysage, nous verrons que diverses dimensions sont en prendre en considération dans l'approche théorique et empirique du terroir, notamment celles qui relèvent de l'idée du « vivre de » et du « bien vivre ».

Le chapitre trois sera consacré à la présentation de l'approche méthodologique. À l'issue de deux enquêtes de terrain (été 2014 et février 2015), nous avons interrogé 17 acteurs-clés du terroir de la MRC Antoine-Labelle (6 producteurs, 3 artisans, 5 chefs-restaurateurs et 3 acteurs liés à la gouvernance régionale). En ce sens, la démarche qualitative mobilisée donne la parole à des acteurs pionniers du *terroir* des Hautes-Laurentides afin de mieux saisir la constitution de celui-ci dans les représentations et les imaginaires individuels et collectifs. Dans le quatrième et dernier chapitre, nous proposons une analyse du discours de ces acteurs qui permet de mettre en lumière la manière dont le *terroir* se construit, se pense, se vit et se raconte dans cette région. Dans un premier temps, nous verrons ce que ces acteurs considèrent comme relevant du *terroir*. Dans un second temps, nous verrons qu'à défaut d'être strictement compris comme étant des produits, le terroir relève surtout de valeurs collectives structurant ce « goût du terroir » dans la région. Finalement, nous verrons que la constitution du terroir des Hautes-Laurentides demeure en construction en exposant les principaux défis de cette résilience régionale. En guise de conclusion, nous ferons un retour sur les concepts et les apports théoriques et méthodologiques de notre démarche et verrons les critiques et les limites de ce projet de recherche.

¹² Berque, Augustin, *Milieu et identité humaine. Notes pour un dépassement de la modernité*, Paris, Éditions Donner Lieu, 2010, p.29.

CHAPITRE 1 : Problématique

Les Hautes-Laurentides : Une région en transition

« Leitmotiv du mouvement de la transition [...], la résilience est un concept positif qui redonne espoir en l'avenir, ouvre une voie pour l'action, et permet d'aller de l'avant. Il porte en lui cette capacité que nous avons à naviguer entre les épreuves, et à en sortir plus forts ».

Agnès Sinaï et al., 2015

Il est aujourd'hui commun de parler de *transition* qu'elle soit économique, écologique, sociale, etc. *Le mouvement des villes en transition*, fondé en 2006 au Royaume-Uni par Rob Hopkins et ses étudiants et arrivé au Québec en 2009, est certainement l'un des réseaux internationaux qui promeuvent au mieux l'esprit et les initiatives de transition là où elles s'installent. D'après Hopkins : « la transition est une mise en pratique de l'idée selon laquelle l'action locale peut changer le monde, une tentative parmi d'autres de créer un contexte favorable à l'émergence de solutions concrètes. [...] peu importe que vous l'appeliez transition au non »¹³. Ainsi, les acteurs de la transition « incitent les citoyens d'un territoire (d'un quartier, d'une ville, village) à prendre conscience, d'une part, des profondes conséquences que vont avoir sur nos vies la convergence du pic du pétrole et du changement du climat et, d'autre part, de la nécessité de s'y préparer concrètement ».¹⁴ Dans le mouvement de la transition, il s'agit de mettre en place, selon le contexte, les ressources et les enjeux, des solutions fondées sur une vision positive de l'avenir qui vise notamment à réduire l'empreinte écologique, à renforcer la résilience et l'autonomie des territoires par une relocalisation et une diversification de l'économie et à renforcer les liens, les solidarités et la coopération dans une communauté. Sans nécessairement se revendiquer de ce mouvement de la transition,

¹³ Hopkins, Rob, *Ils changent le monde. 1001 initiatives de transition écologique*, Paris, Anthropocène, Éditions du Seuil, 2014, 198 pp.

¹⁴ Transition France Le Mouvement de la transition en France, *Présentation*, 2016. En ligne au <<http://www.transitionfrance.fr/2016/04/01/presentation/#more-10584>>, consulté 8 août 2016.

plusieurs initiatives inspirées de ce processus dynamique sont visibles dans la communauté régionale de la MRC Antoine-Labelle dans les Hautes-Laurentides qui, depuis une dizaine d'années, vit de profonds changements systémiques liés à la « crise forestière ». En ce sens, diverses entreprises locales, regroupements et associations adoptent, dans la région et dans leur mode de gestion, des idéaux et des pratiques différentes de celles des entreprises conventionnelles (*c.f.* économie sociale et solidaire, mode de gestion participatif et répartition équitable des bénéfices, recours au bénévolat et à l'échange, réorganisation de la production énergétique, inventer, apprendre ou réapprendre des savoir-faire, etc.).

Historiquement connue comme étant un riche milieu forestier, cette région québécoise est aujourd'hui un milieu en transition et en reconstruction. En raison du déclin du secteur forestier, nous y reviendrons sous peu, la région des Hautes-Laurentides explore d'autres avenues économiques viables, mais surtout questionne les nouvelles valeurs et pratiques sociales qui pourront insuffler à nouveau *sens* et *signification* à la vie collective. Si le milieu naturel régional est en lui-même un remarquable réservoir d'imaginaires sociaux – le paysage et l'histoire « *des pays d'en haut* » sont en effet grandioses et mythiques au Québec¹⁵ – les représentations concernant l'avenir de la région sont pourtant encore aujourd'hui incertaines. Reconfiguré par le contexte social, économique et environnemental des dernières années, le milieu des Hautes-Laurentides opère ainsi une transition aussi bien en ce qui a trait à la création de récits sociaux-symboliques qu'en ce qui concerne les pratiques sociales concrètes. Ce mémoire cherche à mettre en lumière les nouvelles représentations collectives du « bien vivre » et à montrer comment celles-ci participent à la résilience et à l'élaboration de projets alternatifs régionaux centrés sur le *terroir*. Du point de vue de la communauté des Hautes-

¹⁵ Nous faisons ici référence à la populaire série télévisuelle diffusée à Radio-Canada de Claude-Henri Grignon *Les Belles Histoires des Pays d'en Haut (1956-1970)* d'après son roman *Un homme et son péché (1933)* et aux nombreuses adaptations à la radio, au théâtre, en bande dessinée, au cinéma; *Séraphin Un homme et son péché (2002)* et encore récemment à la télé; *Les Pays d'en haut (2016)* qui mystifient l'histoire canadienne-française et de la colonisation des Laurentides au Québec vers la fin du xixe siècle (env. 1885-90).

Laurentides, le *terroir* semble en effet être un concept social central, mais aussi un outil concret pour la résilience du milieu.

Dans ce chapitre, nous aborderons dans un premier temps la « crise forestière » pour mieux comprendre le contexte social à partir duquel s'enracine la transition de la région. Dans un deuxième temps, nous verrons que le *terroir*, au croisement de la *nature* et la *culture*, constitue pour de nombreux acteurs, notamment ceux du Laboratoire rural G.R.A.I.N, une avenue de la résilience régionale des Hautes-Laurentides. Nous précisons pour finir les termes de notre problématique sociologique qui vise à mieux comprendre le *terroir* par les représentations sociales portées par les acteurs de cette résilience.

1. La crise forestière : une problématique sociale dans les Hautes-Laurentides

1.1. Le secteur forestier (aménagement, récolte et transformation du bois)

La région des Hautes-Laurentides est une région forestière. Selon le portrait de la MRC Antoine-Labelle actualisé en 2006, « la forêt couvre 83,4 % du territoire de la MRC Antoine-Labelle [soit environ 13 000 km²]. Ce constat, compte tenu de l'immensité de ce territoire, fait de la forêt l'assise économique de la MRC. [...] De propriété publique à 85 %, privée à 15 %, la forêt génère 68 % des emplois primaires et secondaires du territoire ». ¹⁶ Très présente sur le territoire, la forêt et la foresterie sont parties prenantes de la région et ce, depuis l'ouverture des premiers villages forestiers dans le nord des Laurentides. Depuis le tournant de la deuxième moitié du 19^e siècle, issu de l'entreprise de colonisation du Curé François-Xavier-Antoine Labelle (Curé Labelle-1833-1891), le territoire des Hautes-Laurentides s'est en effet considérablement peuplé et développé en

¹⁶ Service de l'aménagement du territoire MRC d'Antoine-Labelle, *Portrait de la MRC d'Antoine-Labelle*, Québec, 2006. En ligne au < http://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/default/files/SAT_SAR_PORTRAIT%20MRC.pdf>, consulté le 4 février 2016.

raison de l'essor de l'industrie forestière. Surnommé le « Roi du Nord » pour l'importance de son action sociale et politique dans « les Pays d'en haut », c'est en 1869 que le Curé Labelle commence à convaincre des colons d'ouvrir des villages forestiers dans le nord de la région des Laurentides. D'après Michel Lambert, ancien chef aubergiste québécois et auteur de *L'histoire de la cuisine familiale du Québec : la forêt ses régions et ses produits* :

« Les rivières de la Rouge et la Diable qui serpentent les hautes plaines laurentiennes « auront été les premières routes de pénétration forestière pour les colons souvent établis aux embouchures de ces dernières [...] Ses premiers colons s'installèrent sur le bord de la Lièvre en 1873 : le village devint Notre-Dame-du –Laus (prononcer Lo) en l'honneur du pays d'origine du premier curé (Alpes françaises). Chutes-aux-Iroquois, qui fut colonisé en 1878, (aujourd'hui Labelle) fut suivi en 1880 de La Conception, L'Annonciation et Nomingue. Kiamika s'ajouta en 1883 et Notre-Dame-de-Pontmain, en 1884 et en 1891, l'Ascension recevait ses premiers colons ». ¹⁷

Après la mort du curé Labelle en 1891, avec l'essor de l'industrie forestière, les Hautes-Laurentides continuent de se développer en ouvrant plus d'une douzaine d'autres villages.

« Entre 1894 et 1919 : Mont-Laurier, (autrefois appelée Rapide-de-l'Orignal), Sainte-Véronique, Val Barrette, Ferme-Neuve, Chute-Saint-Philippe, Lac-des-Écorces ou Saint-Anne-du-Lac en sont des exemples. Les colons venaient principalement des régions avoisinantes et des villages riverains ». ¹⁸

Depuis les débuts de la colonisation par les bûcherons qui « *montaient dans le nord* », l'économie des Hautes-Laurentides s'est principalement développée autour de l'exploitation forestière et de la transformation du bois. Ainsi, durant tout le XXe siècle, la région était reconnue comme étant un pôle forestier d'envergure. Dans les années 1990, pour répondre à la demande mondiale d'approvisionnement en bois de qualité, l'organisme *Signature Bois Laurentides*, un regroupement d'entrepreneurs laurentiens de la sylviculture, de la 1^{re}, 2^e et 3^e transformation du bois explique que :

¹⁷ Lambert, Michel, *Histoire de la cuisine familiale du Québec. Volume 3 : La forêt, ses régions et ses produits*, Québec: Les Éditions GID, 2009, p. 427.

¹⁸ *Ibid.*, p. 432.

« Jusqu'en 1986, la quasi-totalité de la forêt publique des Laurentides était concédée à deux entreprises : la James McLaren et la CIP (Canadian International Paper). Pour ces concessionnaires, la région des Laurentides servait de zone d'approvisionnement pour leurs usines de pâte et papier situées dans le sud de l'Outaouais. L'abolition des concessions en 1986 et l'abandon de la drave en 1990 ont permis à des entreprises locales de développer une connaissance du territoire forestier régional et d'implanter une structure industrielle de la première transformation des bois. Sans l'appui de leurs élus municipaux, les communautés forestières des Hautes-Laurentides auraient connu un déclin drastique de l'emploi suite à la mécanisation des interventions en forêt publique. Plutôt que de s'opposer à ce virage, qui visait une hausse de la productivité, les travailleurs et les entreprises locales du secteur forestier ont investi dans la mécanisation des opérations et diversifié leurs activités dans le domaine de la sylviculture ».¹⁹

En raison de cette tradition forestière centenaire, le secteur de l'aménagement, de la récolte, et de la transformation des bois feuillus et résineux constitue pour les Laurentides un important vecteur de développement local et régional et un pôle significatif d'emplois. D'après un rapport réalisé en 2004 par la firme *ÉcoTec Consultant* spécialisée dans les études sur les retombées économiques :

« L'industrie forestière est un important employeur dans les deux MRC [des Hautes-Laurentides], mais surtout dans la MRC d'Antoine-Labelle. Un total de 128 entreprises ont été identifiées comme étant actives dans le secteur de l'industrie forestière dans la MRC d'Antoine-Labelle. [...] Le nombre total d'emplois directs dans le secteur de l'industrie forestière dans les Hautes-Laurentides est estimé à 3 059, soit 2 456 dans la MRC d'Antoine-Labelle et 603 dans celle des Laurentides. Il est à noter que les emplois incluent des emplois saisonniers. Le chiffre d'affaires total est estimé à 347,8 M\$ dans la MRC d'Antoine-Labelle et à 109,8 M\$ pour les entreprises situées dans la MRC des Laurentides, soit un total de 457,6 M\$ ».²⁰

De plus, les emplois forestiers générés dans cette région sont parmi les mieux payés de la MRC Antoine-Labelle, le salaire moyen dans ce domaine étant beaucoup plus élevé par exemple que dans le domaine du tourisme ou du commerce au détail.

¹⁹ Signature Bois Laurentides, *L'industrialisation du secteur forestier des Laurentides*, Québec, 2013. En ligne au <http://www.cneae.gouv.qc.ca/publications/PDF/memoires/sbl_mem.pdf>, consulté le 4 février 2016.

²⁰ EcoTec Consultants, *Retombées économiques de l'industrie forestière et de l'industrie du récréotourisme en terres publiques dans les MRC d'Antoine-Labelle et des Laurentides*, Québec, 2004. En ligne au <http://cld-antoine-labelle.qc.ca/doc/labo/Rapport_retombees.pdf>, consulté le 4 février 2016.

1.2. La crise forestière dans les Hautes-Laurentides (approx. 2005-2012)

L'économie forestière canadienne est étroitement liée et dépend en partie de celle des États-Unis, ceux-ci étant les principaux importateurs de bois canadien. Ainsi, lorsque l'économie américaine est en déroute, les effets se font immédiatement sentir sur la demande en produits forestiers canadiens. La crise financière de 2008 a de ce point de vue eu des répercussions majeures ainsi qu'en témoigne le service de l'aménagement du territoire MRC d'Antoine-Labelle :

« La structure industrielle forestière de la MRC Antoine-Labelle était jeune et en pleine effervescence. [...] Elle a réussi à bien supporter la crise économique des années 1990, mais la crise économique vécue depuis 2008 est beaucoup plus complexe, son impact étant plus grand. D'abord, pour l'industrie forestière cette crise a débuté vers 2006 et n'a cessé de se prolonger, fragilisant au terme du temps le capital accumulé. L'impact a été majeur pour la région [des Hautes-Laurentides], et ce, dans plusieurs sphères (entreprises; emplois directs, indirects et induits) ». ²¹

D'après *l'organisme Signature Bois Laurentides*, « la crise, qui a frappé durement l'ensemble de l'industrie forestière au Québec, s'est manifestée avec encore plus de force dans les Hautes-Laurentides. [Par exemple], en 2007 [...], les pertes totales d'emplois directs s'élevaient à 1 785 pour la seule MRC d'Antoine-Labelle ». ²² Cette chute d'emploi et des revenus provoque dans la région un exode des catégories supérieures de salariés (cadres, travailleurs scolarisés et spécialisés) ce qui ne manque pas de plonger la région dans une austérité économique et sociale. Comme le souligne également un rapport réalisé en 2008 par la firme *ÉcoTec Consultant* commandé par le centre local de développement (CLD) et par la société d'aide au développement des collectivités (SADC) d'Antoine-Labelle:

²¹ Service de l'aménagement du territoire MRC d'Antoine-Labelle, *Diagnostic territorial : Bilan et Enjeux de développement Vers un schéma d'aménagement et de développement de 3^e génération*, Québec, 2013. En ligne au <http://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/default/files/diagnostic_territorial_bilan_et_enjeux_de_developpement.pdf>, consulté 5 février 2016.

²² Signature Bois Laurentides, *Impacts des changements apportés à l'assurance-emploi sur le développement local et régional du secteur forestier des Laurentides*, Québec, 2013. En ligne au <http://www.cneae.gouv.qc.ca/publications/PDF/memoires/sbl_mem.pdf>, consulté le 2 août 2015.

« La structure économique de la MRC [Antoine-Labelle] se caractérise par une assez forte concentration de l'emploi dans quelques industries. Ainsi, en 2005, environ 75 % des emplois dans les secteurs des ressources naturelles et manufacturier dans Antoine-Labelle se trouvaient entre les mains de quatre industries qui font partie du secteur forestier (coupe de bois, scieries, usines de panneaux et services forestiers). Il est évident qu'un ralentissement dans le secteur forestier va avoir un impact très important sur la capacité de l'économie de la MRC à gagner des revenus d'exportation. [...] Le portrait d'ensemble qui se dégage [...] de la situation socio-économique de la MRC d'Antoine-Labelle est plutôt sombre. Cette dernière est très dépendante du secteur forestier pour les revenus d'exportation essentiels au maintien du niveau de vie de ses résidents. Cette forte dépendance envers la forêt signifie aussi qu'en cas de ralentissement dans ce secteur (ce qui est le cas à l'heure actuelle), il n'y a pas d'autre secteur capable de prendre la relève au niveau des emplois et des revenus. Déjà aux prises avec un taux d'emploi relativement bas, des revenus bien inférieurs à la moyenne du Québec et une dynamique démographique peu favorable, l'économie d'Antoine-Labelle est d'autant plus vulnérable aux nombreux défis auxquels fait face le secteur forestier ».²³

Ainsi, comme le font remarquer plusieurs rapports officiels et regroupements de travailleurs forestiers, la crise de l'industrie forestière a frappé durement la MRC Antoine-Labelle dans la région des Hautes-Laurentides. Certains constats tels que le revenu moyen par ménage et le taux d'emploi sont d'ailleurs éloquentes. D'après *Emploi Québec Laurentides* : « Le revenu médian des ménages privés de la MRC d'Antoine-Labelle était en 2005, nettement inférieur à la moyenne de la région des Laurentides et à celle du Québec. Le revenu médian des ménages privés s'élevait à 38 334 \$ dans la MRC d'Antoine-Labelle, ce qui est inférieur à celle de la région des Laurentides (51 775 \$), de même qu'à celle de la moyenne québécoise (46 419 \$). [...] En 2008, la MRC d'Antoine-Labelle comptait 980 familles sous le seuil de faible revenu soit 9,2 % du total des familles de la MRC ».²⁴ Également, d'après les données statistiques de 2011 émises par le *Centre de développement local (CLD)* de la MRC Antoine-Labelle, la MRC a « le taux d'emploi le plus faible des Laurentides. [Ainsi], les habitants de la MRC sont très dépendants des

²³ EcotTec Consultants, *Retombées économiques de l'industrie forestière et du récréotourisme dans la MRC d'Antoine-Labelle*, *Op. cit.*

²⁴ *Emploi Québec Laurentides, Profil socioéconomique et caractéristiques du marché du travail MRC d'Antoine-Labelle*, *Op. cit.*

revenus provenant des gouvernements (le plus haut taux des Laurentides) ». ²⁵ Les conséquences sociales et économiques de cette crise sont en effet nombreuses et durables : précarité, pauvreté, hausse du taux chômage, exode des hauts salariés et des jeunes, etc. En définitive, la dévitalisation sociale, culturelle et matérielle induite par la « crise de la foresterie » dans les Hautes-Laurentides s’inscrit dans l’espace et dans le temps et place les membres de la communauté devant des reconsidérations profondes d’ordre autant naturel que culturel.

Depuis 2012, les activités forestières connaissent une lente reprise dans la région des Laurentides et plus particulièrement dans les Hautes-Laurentides (MRC d’Antoine-Labelle et MRC des Laurentides). Clamant haut et fort que « la forêt, c’est notre vie et on en prend soin » ²⁶, les travailleurs forestiers de la MRC d’Antoine-Labelle sont légion à s’être battus pour leurs emplois et le sens que ceux-ci donnent à leur vie dans leur région. Bien qu’en 2016, l’industrie forestière demeure un intrant économique important dans la région, le centre local de développement indique cependant que « les principaux signaux et indicateurs d’une relance de l’industrie forestière ne sont guère encourageants ». ²⁷ Ainsi, à l’image de nombreuses régions rurales québécoises qui vivent également une transition notamment en raison du déclin de l’industrie forestière ou d’une autre mono-industrie, la MRC Antoine-Labelle est aujourd’hui confrontée à une préoccupation collective d’importance quant à son avenir: qu’est-ce qui pourra maintenant être considéré comme le point d’ancrage de l’occupation du territoire régional? Autrement dit : Maintenant, « vivre de » quoi dans la région si ce n’est plus en grande partie de la foresterie ?

²⁵ Centre Local de Développement d’Antoine-Labelle (CLD), *Portrait socio-économique de la MRC d’Antoine-Labelle*, Québec, CLD, 2011. En ligne au <http://www.cld-antoine-labelle.qc.ca/doc/portrait_socio-economique_mrcal.PDF>, consulté le 4 février 2016.

²⁶ Radio-Canada, *Les travailleurs forestiers des Hautes-Laurentides manifestent*, 2003. En ligne au <<http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Index/nouvelles/200305/14/013-foret-manif-laurentides.asp>>, consulté le 2 août 2015.

²⁷ Centre Local de Développement d’Antoine-Labelle (CLD), *Portrait socio-économique de la MRC d’Antoine-Labelle*, *Op. cit.*

1.3. Le secteur récréotouristique (les activités nature/culture)

De concert avec les activités économiques forestières, ce qui fait vivre la région des Laurentides depuis plus de cent ans, ce sont les retombées des activités touristiques. Au tournant du XXe siècle, avec l'avènement de la ligne du chemin de fer, *Le Petit Train du Nord* qui dessert « les Pays d'en Haut », les Hautes-Laurentides sortent de l'isolement, les chemins de colonisation devenant complètement impraticables l'hiver venu. C'est en septembre 1909 qu'un premier train entre en gare de Mont-Laurier. De Mont-Laurier à Montréal, il transportait des marchandises et beaucoup de bois de chauffage. Dans les décennies suivantes, il véhicula des dizaines de milliers de familles de diverses nationalités venant s'installer et travailler dans la région et des touristes qui, la saison arrivée, venaient pratiquer la chasse, la pêche et le ski. Déjà à cette époque, le Mont-Tremblant et plus au nord les Hautes-Laurentides sont connues comme des destinations touristiques des plus prisées en Amérique du Nord, notamment par les Américains qui fréquentaient alors les clubs de chasse et pêche de la région. D'après Michel Lambert :

« Lors de la Deuxième Guerre mondiale, beaucoup d'Américains fréquentaient l'auberge Grey Rocks du Mont-Tremblant. Et le fils aîné des propriétaires Tom Wheeler, en amenait beaucoup avec son hydravion pêcher dans les lacs du parc actuel du Mont-Tremblant. Leur engouement allait provoquer la naissance de nombreux clubs de chasse et pêche qui avaient, chacun, un ou plusieurs chalets à disposition des membres. C'est le train qui amenait tous ces gens à Mont-Tremblant ».²⁸

« C'est le ski [de fond] qui fut, après la chasse et la pêche, la deuxième locomotive du tourisme dans les Laurentides. En effet, c'est l'arrivée du train dans les Laurentides qui a permis la transformation de l'économie agroforestière en économie touristique. Dès la fin du XIXe siècle, les pêcheurs envahissaient le train du nord avec leurs cannes à pêche. Au début des années 1920, on commençait à venir l'hiver avec ses skis. Ce sont des Norvégiens, des Suédois et des Finlandais qui allaient travailler en ski dans les rues de Montréal qui ont suscité, peu à peu, un engouement pour ce sport. [...] À la fin du XIXe siècle, le ski attira beaucoup d'Allemands, d'Autrichiens, de Suisses, de Suédois et de Finlandais dans les Laurentides montagneuses. [...] Les compagnies de chemin de fer ont dû mettre plusieurs trains par fins de semaine pour répondre à la demande. [...] Les fermes locales se transformaient en maisons de pension pour accueillir les milliers de

²⁸ Lambert, Michel, *Histoire de la cuisine familiale du Québec. Volume 3 : La forêt, ses régions et ses produits*, Op. cit. p. 436.

personnes qui envahissaient la région, tous les week-ends d'hiver. L'hiver 1938-1939, les trains ont transporté, en moyenne, 11 777 skieurs par fin de semaine. [...] Plusieurs maisons de pensions furent aussi ouvertes par des immigrants d'origine allemande ou suisse ».²⁹

Comme nous venons de le voir brièvement avec ces deux extraits, il existe depuis plus d'un siècle dans les Hautes-Laurentides, une grande tradition touristique de villégiature, sportive et de chasse et pêche. Grâce à ses ressources et à son paysage naturel, les Laurentides demeurent aujourd'hui un pôle de villégiature important qui ouvre sur le Nord de la région et du Québec. Comme le mentionne le rapport *Plan de développement touristique de la MRC d'Antoine-Labelle* (2008) « le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle présente des caractéristiques propres quant à son patrimoine naturel et culturel et [...] à sa localisation. Celles-ci contribuent d'ailleurs de façon unique à l'offre [touristique] de la région des Laurentides »³⁰.

L'aire géographique des Hautes-Laurentides possède en effet des ressources naturelles et des caractéristiques distinctives participant à l'essor de l'industrie touristique et à son identité géographique régionale singulière. Dans la région des Hautes-Laurentides, l'espace géologique est défini comme le Bouclier canadien. Ce territoire forme un plateau composé de vallées et de collines boisées. C'est aussi un territoire de prairies naturelles et une région forestière. On reconnaît également cette aire géographique à la présence de reliefs plus ou moins marqués. Le mont Sir-Wilfrid, aussi appelé la Montagne du Diable, domine le paysage de la municipalité de Ferme-Neuve avec un sommet à 783 mètres d'altitude. De plus, des plans d'eaux d'une grande envergure se retrouvent dans les Hautes-Laurentides. (*c.f.* les réservoirs Lac du Poisson Blanc, Kiamika, Baskatong et Mitchinamecus et les rivières du Nord, Rouge et du Lièvre). Aussi, le cœur des Laurentides et les Hautes-Laurentides font partie de la province géologique de Grenville, laquelle est reconnue pour ses mines de fer, ses minéraux industriels (le

²⁹ Lambert, Michel, *Histoire de la cuisine familiale du Québec. Volume 3 : La forêt, ses régions et ses produits*, *Op. cit.* p. 438.

³⁰ Zins Beauchesne et associés, *Plan de développement touristique de la MRC d'Antoine-Labelle*, CLD de la MRC Antoine-Labelle, Québec, 2008, En ligne au <http://www.cld-antoine-labelle.qc.ca/doc/tourisme_plan/plandedeveloppementtouristiquezins.PDF>, consulté le 8 février 2016

graphite, la silice, l'ilménite (la principale source du bioxyde de titane), l'hématite, etc.) et, dans une moindre mesure, ses métaux usuels (ex. : le magnésium, le fer, le cuivre, le nickel et le zinc), avec les métaux précieux.³¹ Également, selon le *Ministère des Ressources naturelles du Québec*, la région des Laurentides compte cinq des six domaines bioclimatiques de la partie méridionale du Québec : « Un domaine bioclimatique est un territoire caractérisé par la nature de la végétation qui, à la fin des successions, couvre les sites (avec des conditions moyennes sur le plan de la pédologie, du drainage et de l'exposition). L'équilibre entre la végétation et le climat est le principal critère de distinction des domaines ».³² Dans les Hautes-Laurentides, le domaine de l'érablière à bouleau jaune domine avec une superficie d'environ 12 000 kilomètres carrés. L'érable et le bouleau sont les principales essences d'arbres sur ce territoire, mais le hêtre à grandes feuilles, le chêne rouge et la pruche du Canada croissent aussi dans cette région. Ces composantes physiques (minerais, plaines, montagnes, vallées, lacs et rivières) représentent une diversité d'habitats qui offrent une grande variété de composantes biologiques. Tous ces éléments naturels constitutifs de cette aire géographique, combinés aux activités de l'homme, offrent des potentiels intéressants pour la définition d'un terroir régional basé notamment sur les activités en plein air et récréotouristiques.

D'après le *Plan de développement touristique de la MRC Antoine-Labelle (2008)*, « on estime qu'en 2006 les dépenses des touristes dans la MRC Antoine-Labelle se sont élevées à 90 244 000\$ ».³³ Le tourisme de plein air et de villégiature (activités d'aventure (défi physique, sensations) ou de l'écotourisme (respect de l'environnement, découverte) est reconnu comme l'un des créneaux d'excellence dans les Hautes-Laurentides bien « que le segment naturel/intérêt faunique est encore sous-exploité dans la MRC d'Antoine-Labelle, faute sans doute d'hébergement et d'une organisation adéquate ».³⁴ La MRC

³¹ Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles du Québec (MERN), *Portrait territorial ; Laurentides*, Québec, MERN, 2006. En ligne au <<https://www.mffp.gouv.qc.ca/publications/territoire/planification/portrait-laurentides.pdf>>, consulté le 28 novembre 2015.

³² *Ibidem*.

³³ Zins Beauchesne et associés, *Plan de développement touristique de la MRC d'Antoine-Labelle*, *Op. cit.*

³⁴ *Ibidem*.

Antoine-Labelle est en effet convoitée pour ses activités récréotouristiques « où l'on continue de retrouver « la vraie nature des Laurentides » axée sur un environnement naturel abondant et des activités de plein air, douces ou motorisées ». ³⁵

En raison notamment d'une longue tradition touristique (villégiature, chasse et pêche, motoneige et quad) et d'une immense superficie de territoire (vastes plans d'eau, grands espaces naturels et humanisés), la région des Hautes-Laurentides bénéficie d'un environnement « grande nature » favorable aux activités récréotouristiques douces ou motorisées quatre saisons. Cependant, d'après le rapport du *Service de l'aménagement du territoire de la MRC Antoine-Labelle (2013)* : « Contrairement à d'autres régions telles que Charlevoix, la MRC Antoine-Labelle n'est pas un lieu où il y a « l'appel touristique ». Les utilisateurs du territoire sont en général ceux qui y sont familiers, ayant un lien (chasse, pêche, chalet familial) » ³⁶. Les principaux touristes de la MRC Antoine-Labelle sont donc, en grande majorité des Québécois (92%), des Canadiens (2%), des États-Uniens (5%) et des gens d'outre-mer (2%). ³⁷ Ainsi, la MRC d'Antoine-Labelle est encore méconnue des clientèles européennes et internationales.

Le paysage culturel

Si la région des Hautes-Laurentides est bien connue pour sa beauté naturelle, la définition de la culture et son développement touristique demeure jeune et encore peu revendiquée, à l'image de l'identité culturelle régionale. À cet effet, le *Schéma d'aménagement de développement de la MRC Antoine-Labelle (2013)* fait remarquer que :

« La culture en tant qu'identité régionale prend une place de plus en plus importante dans le quotidien. Que ce soit par la découverte de bâtiments, de lieux ou d'évènements, il n'en demeure pas moins que de vouloir connaître et découvrir les spécificités culturelles d'un territoire prend de l'ampleur. [...] Traditionnellement, la culture est perçue comme étant une volonté locale d'acteurs souhaitant un certain divertissement. Toutefois, la culture se représente également par l'identité propre à une communauté. Maillage de l'histoire, des coutumes, des savoir-faire, des

³⁵ *Ibidem*.

³⁶ Service de l'aménagement du territoire MRC d'Antoine-Labelle, *Diagnostic territorial : Bilan et Enjeux de développement Vers un schéma d'aménagement et de développement de 3^e génération*, *Op. cit.*

³⁷ Zins Beauchesne et associés, *Plan de développement touristique de la MRC d'Antoine-Labelle*, *Op. cit.*

légendes transmises au fil du temps, c'est l'aspect abstrait de la culture qui constitue le patrimoine immatériel d'une population. Or pour se définir, la population doit se rejoindre en un même point, se rallier à cette identité et c'est l'un des défis majeurs qui réside actuellement dans la MRC Antoine-Labelle : la définition de son identité régionale, de son unicité. Une culture riche, forte et rayonnante ajoute à l'épanouissement personnel et collectif ».³⁸

Dans ce même rapport, les conclusions indiquent que « depuis cinq à dix ans, on observe un changement dans la région et la culture [matérielle et immatérielle] est de plus en plus demandée, voire mise de l'avant ».³⁹ Dans cet objectif de valorisation de la culture, la *Politique culturelle de la MRC Antoine-Labelle (2013)*, rédigée par des élus municipaux, des représentants culturels et des personnes-ressources de la MRC, dresse ainsi un inventaire des produits et enjeux culturels notamment: l'histoire, la généalogie le patrimoine (mobilier, immobilier, religieux, immatériel, etc.), le paysage naturel et culturel patrimonial, l'archéologie, la muséologie, les archives, les arts médiatiques (cinéma, multimédia, etc.), la littérature, les métiers d'art (poterie, vitrail, bijoux, etc.), les arts visuels (peinture, photographie, sculpture, installation, etc.), les arts de la scène (théâtre, danse, musique, etc.) et les arts multidisciplinaires.

1.4. Le secteur de l'agriculture :

L'agriculture est le troisième secteur économique d'importance dans la région des Hautes-Laurentides. D'après le *portrait socio-économique du territoire de la MRC Antoine-Labelle (2011)* du Centre Local de Développement (CLD) Antoine-Labelle, on note que « l'agriculture est un secteur beaucoup plus stable que l'industrie forestière et touristique ».⁴⁰ Par exemple, selon le rapport du *Service de l'aménagement du territoire de la MRC Antoine-Labelle (2013)*, « pour la période 2010, l'agriculture a généré des revenus de 32,3 millions \$, dont 12 millions \$ en production laitière et 5 millions \$ en production bovine ». Ainsi, dans les Hautes-Laurentides, ce sont majoritairement les

³⁸ Service de l'aménagement du territoire MRC d'Antoine-Labelle, *Diagnostic territorial : Bilan et Enjeux de développement Vers un schéma d'aménagement et de développement de 3^e génération*, Op. cit.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Centre Local de Développement d'Antoine-Labelle (CLD), *Portrait socio-économique de la MRC d'Antoine-Labelle*, Op. cit.

fermes laitières (48%) et bovines (13%) qui dominent le paysage agricole bien que, comme ailleurs dans le Québec rural, celles-ci tendent à s'essouffler en raison des abandons (problèmes financiers, etc.) et des départs à la retraite (vieillessement de la population, etc.) sans relève identifiée (manque de main-d'œuvre agricole prévue). En déclin depuis la période 1997-2010 dans la MRC Antoine-Labelle, on constate tout de même que « la production laitière demeure toujours un intrant économique majeur, [...] les avancées technologiques [et la relève mieux établie dans ce domaine de production] ont permis à ce secteur de demeurer compétitif »⁴¹. Également, ciblés par un besoin de diversification agricole, « les secteurs de l'acériculture (culture des érables) et la production d'ovins (moutons et agneaux) et de caprins (chèvres et chevreaux) ont augmenté de façon significative au cours de la dernière décennie »⁴² dans la région des Hautes-Laurentides.

D'après le *Schéma d'aménagement de développement de la MRC Antoine-Labelle (2013)*, « la zone agricole de la MRC Antoine-Labelle est concentrée dans la vallée de la Lièvre (Mont-Laurier, Ferme-Neuve et Kiamika) et dans une moindre mesure dans la Vallée de la Rouge. [Elle] recouvre une superficie totale de 61 207 hectares représentant 10,5 % du territoire municipalisé (5 840,96 km²). [...] [Cependant], le taux d'occupation de la zone agricole (49% soit, 30538 hectares) se situe en deçà du taux d'occupation des MRC situées dans les Basses-Terres-du-Saint-Laurent qui frôlent le 70 % d'occupation »⁴³. L'importante portion non occupée de la zone agricole est actuellement en majorité boisée. Également, dans ce même rapport de 2013, il est démontré que « la particularité du milieu agricole de la MRC Antoine-Labelle est que le nombre de grandes exploitations agricoles est minimal. En effet, on retrouve une majorité de petites et moyennes entreprises (0 à 499 999 \$ de revenus) [...] [Et que], « près de la moitié des entreprises agricoles génèrent un revenu brut inférieur à 50 000 \$, faisant ainsi baisser le revenu moyen »⁴⁴. Ce faisant, dans la MRC Antoine-Labelle, plus de la majorité des exploitants

⁴¹ Service de l'aménagement du territoire MRC d'Antoine-Labelle, *Diagnostic territorial : Bilan et Enjeux de développement Vers un schéma d'aménagement et de développement de 3^e génération*, Op. cit.

⁴² *Ibidem*.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ *Ibid.*

agricoles déclarent un travail rémunéré à l'extérieur de la ferme. Étant pourtant une composante importante du développement socioéconomique de la région des Hautes-Laurentides, le service de l'aménagement du territoire conclut dans son rapport de 2013 qu'il existe une importante « méconnaissance des éléments qui caractérisent la zone agricole de la MRC Antoine-Labelle ».⁴⁵

Suite à ce constat, et de concert avec le *Ministère de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation (MAPAQ)*, la MRC Antoine-Labelle s'est dotée d'un *Plan de Développement de la Zone Agricole (PDZA)* rendu public en avril 2015. Ce document fait mieux état de la réalité agricole actuelle dans la MRC et constitue un plan d'évaluation des possibilités de développement responsable et durable des activités agricoles et de planification stratégique des actions à mettre en œuvre. D'après le rapport *PDZA 2015* : « il apparaissait clair, tant pour les élus et les professionnels, que la MRC d'Antoine-Labelle devait approfondir le sujet afin de mieux comprendre la réalité propre à cet important secteur économique »⁴⁶. Ce rapport affirme que « fruit d'une histoire jeune, ambitieuse et étroitement liée à ses racines forestières, le territoire fait place à une agriculture de productions diversifiées, complémentaires et intégrées à l'environnement, ainsi qu'à une communauté d'exploitants soudée et résiliente ». Également, dans ce rapport de 2015, on y réitère qu'un des principaux enjeux de la vitalité agricole en région rurale au Québec, et ceci est aussi vrai pour la MRC Antoine-Labelle, se trouve dans la relève, qui majoritairement, manque dans tous les domaines agricoles.

Par exemple, « La MRC d'Antoine-Labelle dénombre un total de 350 exploitants agricoles sur son territoire. Plus de la moitié d'entre eux sont âgés entre 35 et 54 ans. La moyenne d'âge de ces exploitants est de 51 ans, certaines productions agricoles sont toutefois vieillissantes. C'est le cas des entreprises spécialisées en production de fourrages (47 %), acéricole (48 %) et de chevaux (63 %). [...] Malgré cela, en 2010 on relevait que près de la moitié des exploitations qui prévoyaient vendre d'ici cinq ans n'avait pas de relève prévue. Quant aux producteurs de bovins de boucherie, 85 % ne comptent pas de relève établie, malgré le fort nombre d'entreprises agricoles présentes sur le territoire. Cependant, on

⁴⁵ MRC d'Antoine-Labelle, *Plan de développement de la zone agricole (PDZA)*, Québec, 2015, En ligne au <http://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/default/files/pdza_synthese_consultation_0.pdf>, consulté 10 février 2016.

⁴⁶ *Ibidem*.

constate que 50 % de la relève agricole provient du démarrage d'une nouvelle entreprise, alors que l'autre moitié de celle-ci s'inscrit dans un transfert d'entreprise d'origine familiale ou non »⁴⁷.

En ce qui concerne les principales productions en 2015 dans la MRC, les productions animales dominant :

« Dans la région, on retrouve 147 entreprises agricoles animales et 77 entreprises agricoles végétales. La MRC compte 27 % des productions animales et 11 % des productions végétales de la région des Laurentides. Les productions animales comprennent les cheptels bovins (de boucherie et laitiers), ovins, ainsi que les productions de volaille, de porc, de chevaux et d'autres élevages spécialisés comme les abeilles ou les grands gibiers. La majorité des entreprises spécialisées en production animale sont les élevages de bovins de boucherie (67 entreprises) et des élevages de bovins laitiers (42 entreprises). Les revenus des productions animales sont particulièrement importants dans la MRC puisqu'ils constituent près de 70 % des revenus bruts totaux générés par l'ensemble des productions agricoles ».⁴⁸

Vu comme un secteur économique en émergence et à fort potentiel identitaire, ce rapport *PDZA 2015* met en effet de l'avant le caractère multifonctionnel du domaine agricole. Dans ce plan de développement de la zone agricole, on constate que l'agriculture renforce le « vivre ensemble » et qu'elle permet de mettre en valeur de façon durable l'environnement afin de préserver et de créer des paysages agricoles uniques aux Hautes-Laurentides. À cet effet, le *PDZA 2015* mentionne que :

« L'agriculture n'est pas uniquement un sujet à caractère économique. Elle comporte également un volet social qui tend à favoriser la création de liens autour d'initiatives, de projets et d'événements dynamiques. Ces éléments contribuent à l'émancipation de la culture agricole régionale et au maintien d'une identité rurale. L'implication des producteurs et des intervenants du secteur agricole joue un rôle primordial au niveau de la vitalité de l'agriculture dans la MRC ».⁴⁹

Finalement, le *PDZA 2015* fait ressortir le potentiel que représente le développement de l'agriculture régionale tant au niveau de son dynamisme (occupation régionale, vitalité territoriale et pérennisation du milieu naturel) que des retombées économiques (développement territorial). En raison notamment de la bonne qualité des sols et du taux d'occupation relativement faible de l'importante superficie de la zone

⁴⁷ *Ibidem.*

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ *Ibid.*

agricole de la MRC Antoine-Labelle, ce document laisse présager un regain d'intérêt collectif pour l'agriculture durable dans les Hautes-Laurentides et une volonté citoyenne de la mettre en œuvre.

2. La résilience par le *terroir* ?

Les perturbations qui ont secoué le secteur forestier ont engendré, depuis une dizaine d'années, une certaine déstructuration économique et sociale dans la MRC Antoine-Labelle. Suite à la crise forestière, et capitalisant sur l'histoire nature/culture régionale (récrétourisme environnemental et culturel et agriculture), la région et ses membres explorent et expérimentent diverses possibilités de résilience. Par résilience, nous entendons « la capacité de rebondir de manière créative après un choc ou une importante perturbation (psychique, collective ou écosystémique), afin de retrouver un fonctionnement normal ou plutôt un nouvel équilibre viable. Or, la résilience d'un système dynamique peut être atteinte via de multiples modalités, un ensemble de trajectoires potentielles, une matrice de virtualités ».⁵⁰ Pour plusieurs résidents des Hautes-Laurentides, ce que l'on peut appeler le *terroir*, c'est-à-dire, comme nous allons y revenir, la relation durable de l'humain à son milieu médiée par des savoir-faire localisés, se présente alors comme l'une des voies privilégiées et souhaitées de la résilience régionale. Si d'autres projets socio-économiques ont en effet été envisagés, notamment l'extraction minière, ce sont bel et bien des projets liés au *terroir* qui suscitent l'engouement collectif, qui reconfigurent les liens sociaux et qui redonnent espoir pour l'avenir dans les Hautes-Laurentides. Fruit d'une « interaction entre un groupe social, sa culture et le biotope dans lequel l'histoire l'a placé »,⁵¹ le *terroir* est une notion riche et un concept souple qui ouvre une voie positive pour l'action et fédère la communauté régionale autour d'une réflexion sociale, culturelle et identitaire articulée au milieu naturel. En effet, « le concept de *terroir* a ainsi été caractérisé par une multiréférentialité : d'une part un objet représentant un système productif et culturel local, d'autre part un projet d'une communauté dont les finalités et la dynamique sont empreints de subjectivité. [...] Ainsi, le *terroir* permet de

⁵⁰ Durand Folco, Jonathan, « Bâtir, habiter et penser la transition par le milieu », *Op. cit.*

⁵¹ Pitte, Jean-Robert, *Gastronomie française: histoire et géographie d'une passion*, Paris, Fayard, 1991.

désigner d'un côté, l'idée d'un projet collectif porteur de changements et de l'autre, l'idée d'une conscience collective de l'ancrage historique, social, d'une communauté à un milieu et à un territoire de pratiques ». ⁵² De fait, dans les Hautes-Laurentides, suite à la « crise forestière », plusieurs initiatives *de terroir* ont en ce sens vu le jour ces dernières années dans une optique de « résilience communautaire, c'est-à-dire la résilience d'une communauté locale (humaine donc). [...] La résilience communautaire vise donc à coupler les capacités de réaction et d'adaptation à des efforts visant la transformation de la structure communautaire afin d'absorber les chocs lorsqu'ils se présentent et d'atténuer les perturbations d'événements futurs [en mettant] l'accent sur les qualités récréatives et proactives d'une communauté ». ⁵³ Portée par la base et mise en marche par des actions innovatrices et expérimentales, la résilience locale, notamment celle soutenue dans la MRC Antoine-Labelle, s'opère dans un contexte économique et social où se renforcent les secteurs de la nature, de la culture et de l'agriculture. À cet égard, dans la section suivante, nous verrons brièvement l'initiative du laboratoire rural le G.R.A.I.N, l'un des regroupements pionniers dans la constitution d'un *terroir régional*.

2.1. Construire le *terroir* en pratique : des initiatives émergentes

À partir de 2007, le laboratoire rural des Hautes-Laurentides, un groupe de relance de l'agriculture par l'Innovation (G.R.A.I.N) opère une transition agricole régionale. Mis en place dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité (2007-2014), ce groupe composé d'une douzaine d'agriculteurs de la région des Hautes-Laurentides initie collectivement un virage vers la production de grandes cultures de grains certifiés biologiques destinés à la consommation humaine. Bien qu'il ne soit pas le seul regroupement local à mettre en valeur le terroir régional à partir de pratiques nature/culture alternatives, le G.R.A.I.N joue un rôle phare dans la définition et la signature « biologique » du terroir des Hautes-Laurentides. Comme d'autres groupes et associations dans la région, le G.R.A.I.N cherche

⁵² Prévost, Philippe et al. « Le terroir, un concept pour l'action dans le développement des territoires », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 14, Numéro 1, 2014. En ligne au <<https://vertigo.revues.org/14807>>, consulté le 02 juin 2016.

⁵³ Sinaï, Agnès, R., Stevens, H., Carton, P., Servigne, *Petit traité de résilience locale*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2015, p. 29.

à valoriser et à renouveler la vocation d'agriculteur dans cette région tout en participant à la construction de l'identité alimentaire de la MRC Antoine-Labelle et ce, en « accompagnant les producteurs agricoles dans leurs démarches de diversification de leur potentiel agricole en régie biologique ».⁵⁴ À l'origine de ce projet, Simon Duval-Matte, agronome et agriculteur de première génération, note que plusieurs bonnes terres agricoles sont négligées dans la MRC Antoine-Labelle. Interrogé à l'émission télévisuelle *La Semaine Verte* diffusée à Radio Canada en février 2015, Duval-Matte affirme :

« J'ai clairement ciblé qu'il y avait un besoin de diversification agricole dans les Hautes-Laurentides parce qu'il y avait beaucoup d'abandon dans la production laitière et il y avait beaucoup d'entreprises bovines qui s'essouffaient. Il y avait un manque de produits à valeur ajoutée pour l'ensemble du territoire. [...] Tout l'automne 2007, ça été la consultation, la mobilisation des forces locales pour voir qu'est-ce qu'on pourrait développer dans les Hautes-Laurentides. C'est là qu'on a ciblé les grandes cultures de céréales pour la consommation humaine en régie biologique. Ça, ça été la production de terroir à développer qui correspondait à notre réalité de terre abandonnée, mais de bonne qualité. On a recruté des membres. En 2008, on était une douzaine de membres».⁵⁵

L'agronome ajoute également :

« Dans la région des Hautes-Laurentides, l'agriculture a longtemps été l'affaire des producteurs de lait et de bovins. Ce faisant, les terres des Hautes-Laurentides sont particulières, elles ne portent pas l'héritage des cultures intensives (pas de vestiges d'intrants chimiques) ce qui en fait des terres à bon potentiel pour l'agriculture biologique. En l'espace de deux ans, les producteurs sont en mesure d'opérer une transition agricole, passant d'une agriculture dite conventionnelle à l'obtention de la certification biologique ».⁵⁶

Finalement, la création de ce laboratoire rural a permis de mettre en valeur une agriculture de niche et de terroir biologique qui distingue les Hautes-Laurentides d'un point de vue agricole, environnemental, social et politique. En effet, en parallèle des activités agricoles sur grande superficie du G.R.A.I.N., plusieurs autres productions locales ont ainsi pu se doter de la certification biologique, notamment les miels, les

⁵⁴Laboratoire rural des Hautes-Laurentides (Le G.R.A.I.N), *Qui sommes-nous ?*, 2009. En ligne au <<http://legrain.qc.ca/GRAIN.html>>, consulté le 15 décembre 2015.

⁵⁵ La Semaine Verte, *Céréales de la relance*, 2015. En ligne au <<http://ici.radio-canada.ca/tele/la-semaine-verte/2014-2015/episodes/351182/lin-lait-nichoir-oiseaux-shiitake-exportation-fruit-mer-cereales?isAutoPlay=1>>, consulté le 15 décembre 2015.

⁵⁶ *Ibid.*

hydromels, les fruits et légumes, etc. Ainsi, les productions alimentaires et les pratiques biologiques pour la consommation humaine se veulent l’emblème du terroir des Hautes-Laurentides. Comme l’affirme le G.R.A.I.N : « de nombreux essais ont été réalisés dans le but de cibler les cultures les plus prometteuses et d’adapter les pratiques culturelles à la réalité des Hautes-Laurentides ». ⁵⁷ La production de grandes cultures de céréales biologiques semble bel et bien être le symbole d’une nouvelle agriculture régionale qui insufflera un second souffle et une nouvelle fierté aux Hautes-Laurentides. Comme le mentionne le G.R.A.I.N :

« Les producteurs sont directement impliqués dans la mise en œuvre et dans l’administration du projet et ce laboratoire leur donne l’occasion d’effectuer des recherches nécessaires au développement du secteur biologique. Elles permettront entre autres de cibler les différents cultivars de céréales à consommation humaine les mieux adaptés aux conditions climatiques, pédologiques et agronomiques qui caractérisent les fermes participant au laboratoire. Des techniques entourant la gestion des éléments nutritifs dans la culture des céréales en régie biologique du sol seront également expérimentées. [...] Ce laboratoire aura des répercussions sur les retombées économiques du secteur agricole de la MRC garantissant la rentabilité et la viabilité à long terme de leurs productions biologiques, il permettra également d’établir un programme d’accompagnement sur mesure et en fonction des réalités de chacun qui pourra servir de modèle à tous les producteurs agricoles qui empruntent le virage de l’agriculture biologique ». ⁵⁸

Aujourd’hui, le Laboratoire Rural le G.R.A.I.N est devenu la *Coopérative BioGrain des Hautes-Laurentides*. Fondée en 2011 dans le but d’assurer une cohésion entre ses membres et une continuité au projet de diversification du G.R.A.I.N Hautes-Laurentides qui prenant fin (2008-2014), la Coopérative BioGrain des Hautes-Laurentides « regroupe maintenant 10 producteurs de la MRC Antoine-Labelle qui cultivent des grains biologiques sur près de 1000 hectares. Le sarrasin, l’épeautre, le soya et l’avoine sont les principaux grains cultivés dans la région par les membres de la coopérative ». ⁵⁹ À ce projet d’agriculture biologique en grande culture s’ajoute le projet d’un moulin à farine et d’une multitude de petites productions locales qui construisent également le *terroir* des Hautes-Laurentides d’aujourd’hui et de demain. Il existe en effet, *sur*, et *permis par*, le territoire

⁵⁷ Coopérative BioGrain des Hautes-Laurentides, *À propos*, 2016. En ligne au <<http://www.coopbiograin.com/apropos.html>>, consulté le 15 décembre 2015.

⁵⁸ Laboratoire rural des Hautes-Laurentides (Le G.R.A.I.N), *Qui sommes-nous ?*, *Op. cit.*

⁵⁹ Coopérative BioGrain des Hautes-Laurentides, *À propos*, *Op. cit.*

de la MRC Antoine-Labelle, plusieurs artisans et paysans qui à leurs manières et par leur savoir-faire créent et mettent en valeur le *terroir* des Hautes-Laurentides avec des produits de renom régional, national et international. À titre d'exemple de productions et de produits de qualité qui font la fierté du *terroir* des Hautes-Laurentides : les miels et les hydromels, les fromages et les crèmes de laiteries régionales, les viandes de mouton, de volailles, de wapitis et de canards, les bières artisanales, les farines, les céréales, l'ail et les champignons. En outre, il existe dans la région, selon l'expression de l'ethnologue Martin de la Soudière, une certaine « « météorologie de cuisine », ⁶⁰ car la qualité des aliments [et des productions], leur goût et même leur mode de préparation changent avec les conditions atmosphériques [avec le *terroir* géographique et saisonnier] du moment ». ⁶¹ Finalement, dans la région des Hautes-Laurentides, le *terroir* est mis en valeur par des arrêts agrotouristiques dans certains centres d'interprétation. De plus, plusieurs agriculteurs, chefs et restaurateurs proposent une production agricole et une cuisine qui se veut solidaire, alternative et du terroir en offrant des produits locaux et biologiques par exemple dans certains pubs, gares, cafés et établissements en forêt.

Le laboratoire rural du G.R.A.I.N et toutes ces autres productions que nous venons d'évoquer relèvent d'initiatives de *terroir* dans l'esprit de la définition du géographe français Jean-Robert Pitte, dans la mesure où elles sont au cœur d'une interaction entre une communauté de producteurs (cf. *Coopérative BioGrain des Hautes-Laurentides*), un terroir délimité (MRC Antoine-Labelle) et des savoir-faire localisés qui font émerger des spécificités régionales (cf. grains et farines biologiques). Toutefois, au Québec, comme nous allons maintenant le voir, le *terroir* n'est pas en soi reconnu au niveau législatif. Il l'est uniquement à travers des produits certifiés comme tels ce qui pose donc la question de sa pleine compréhension sociologique.

⁶⁰ De la Soudière, Martin, *Au bonheur des saisons. Voyage au pays de la météo*, Paris, Bernard Grasset, 1999, 379 p.

⁶¹ Becker, Karin, V., Morinaux et M., Tabeaud, « L'alimentation et le temps qu'il fait : deux phénomènes « totaux » intimement liés », dans Becker, Karin et al. (dir.) *L'alimentation et le temps qu'il fait*, Éditions Hermann, 2015, p. 8.

2.2. Le terroir : un cadre législatif au Québec

Dans l'objectif de mieux saisir la notion de *terroir*, le Québec s'est doté d'une *Loi sur les appellations réservées et les termes valorisants (2006)* qui précise et encadre certaines dimensions du *terroir* québécois. Ce faisant, le Conseil des appellations réservées et des termes valorisants (le CARTV) agit à titre d'autorité compétente pour le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) en ce qui a trait spécifiquement aux « produits du terroir ». ⁶² D'après le CARTV, il n'existe pas de définition précise de la notion elle-même de *terroir*, mais bien une définition claire des « produits du terroir ». Au Québec, il est donc possible de légiférer en ce qui concerne les *produits* et non pas concernant le *terroir* lui-même c'est-à-dire que le *terroir* « ne jouit pas de protection particulière, [...] en théorie, n'importe qui peut utiliser ce terme pour identifier son produit ». ⁶³

Concernant les « produits du terroir », le CARTV stipule que la loi « vise à protéger l'authenticité de produits et des désignations qui les mettent en valeur au moyen d'une certification acquise en regard de leur origine ou de leurs caractéristiques particulières liées à une méthode de production ou à une spécificité ». ⁶⁴ Cette juridiction est valable « sur les produits agricoles et alimentaires portant une appellation réservée et qui sont vendus sur le territoire du Québec ». ⁶⁵ Ainsi, d'après le CARTV :

« Un produit du terroir est un produit qui provient - ou dont les principales composantes proviennent - d'un territoire délimité et homogène et dont les caractéristiques qui le distinguent de façon significative des produits de même nature reposent sur la spécificité de ce territoire. Ses caractéristiques dépendent à la fois des particularités du milieu, comme la géologie, le climat, le relief, la culture, l'histoire ainsi que du savoir et du savoir-faire, traditionnels ou émergents, et de ses habitants. [...] La Loi sur les appellations réservées et les termes valorisants [...]

⁶² Conseil des appellations réservées et des termes valorisants [CARTV], *Qui sommes-nous ?*, Québec, CARTV, 2015. En ligne au <<http://www.cartv.gouv.qc.ca/qui-sommes-nous-cartv>>, consulté le 18 janvier 2016.

⁶³ Conseil des appellations réservées et des termes valorisants [CARTV], *Questions autour de la notion de terroir*, Québec, CARTV, 2015. En ligne au <<http://www.cartv.gouv.qc.ca/questions-autour-notion-terroir>>, consulté le 18 janvier 2016.

⁶⁴ Conseil des appellations réservées et des termes valorisants [CARTV], *Qui sommes-nous ?*, *Op. cit.*

⁶⁵ Conseil des appellations réservées et des termes valorisants [CARTV], *Questions autour de la notion de terroir*, *Op. cit.*

prévoit une catégorie d'appellation relative au lien avec un terroir incluant les appellations d'origine (AO) et les indications géographiques protégées (IGP). Le cahier des charges [des appellations réservées] démontre les caractéristiques spécifiques du produit et les conditions lui permettant de se prévaloir de l'appellation. Les produits d'appellation sont ainsi protégés et reconnus pour leurs caractéristiques particulières ». ⁶⁶

À la lumière de ces précisions législatives, qu'en est-il du concept de « terroir » s'il n'est pas envisagé à l'aune de ses produits reconnus comme tels? S'il n'existe pas de produits du terroir dans les Hautes-Laurentides certifiés comme tels, est-ce à dire qu'il n'existe pas pour autant du *terroir*? Car, en effet, dans les Hautes-Laurentides, il n'existe aucun produit relevant d'une *appellation d'origine (AO)*, d'une *appellation réservée (AR)*, ni d'une *appellation de spécificité (AS)*, mais il existe pourtant bel et bien des initiatives et des pratiques sociales qui relèvent du *terroir* comme nous le montre notamment le G.R.A.I.N. Qu'est-ce que des initiatives régionales comme celles-ci ont à nous dire en propre sur la notion de *terroir*? Cette interrogation nous amène à notre problématique sociologique qui vise précisément à appréhender le *terroir* non pas par ses produits, mais par les représentations sociales qu'il porte.

3. Le terroir comme nouveau « vivre-de » : une problématique sociologique

Au-delà de la définition législative des « produits du terroir », que savons-nous aujourd'hui du concept de *terroir*? À quoi renvoie le *terroir* en termes d'imaginaires et de représentations sociales? Dans le cadre de notre étude, nous cherchons en effet à appréhender le *terroir* en tant que données sensibles. Mettant de côté les enjeux législatifs et économiques concernant les « produits du terroir », nous nous intéresserons ici davantage aux représentations, imaginaires et valeurs que véhicule ce « goût du terroir » au Québec et spécifiquement dans les Hautes-Laurentides. C'est pourquoi nous choisissons d'adopter une définition large du *terroir* qui renvoie à toutes initiatives où a lieu une « interaction entre un groupe social, sa culture et le biotope dans lequel l'histoire

⁶⁶ *Ibid.*

l'a placé ».⁶⁷ Ainsi, le *terroir* déborde largement de sa simple définition nominale, géographique et législative et englobe toutes les dimensions liées aux valeurs, au temps et à l'équilibre social et naturel du milieu. En ce sens, plus qu'au mot « terroir » lui-même et à ses produits, nous accorderons ici surtout une attention accrue au « *vivre ensemble* régional », soit « aux liens tissés entre une société et son milieu naturel »⁶⁸ ou encore à ce que la philosophe Corine Pelluchon nomme le « vivre de »⁶⁹, c'est-à-dire le rapport à soi, aux autres, au monde humain et au milieu naturel. Comme la philosophe le mentionne dans son ouvrage intitulé *Les Nourritures : Philosophie du corps politique* (2015):

« vivre, c'est *vivre de*, c'est-à-dire sentir, être-avec-le monde et être-avec-les-autres. [...] [C'est ce dont nous vivons et dont nous avons besoin, le milieu dans lequel nous baignons et tout ce que nous nous procurons, la manière dont nous nous le procurons, nos échanges, les circuits de distribution, les techniques qui conditionnent nos déplacements, nos habitations, nos œuvres, mais aussi les écosystèmes. [...] Les choses, y compris les objets techniques, ne s'offrent pas uniquement à nous comme des ustensiles, mais sont les conditions de notre existence. [...] Il s'ensuit une autre manière de concevoir le milieu « extérieur », l'altérité des *nourritures*, les forêts, les lacs et les plantes, les saisons, la ville, les routes, les aliments ».⁷⁰

Les représentations de ces « nourritures existentielles »⁷¹ se construisent individuellement, mais surtout collectivement, comme un projet fédérateur qui nécessite une réflexion en ce qui a trait fondamentalement aux conditions sociales, économiques, politiques et environnementales du « bien-vivre ». En définitive, d'un point de vue sociologique, le *terroir* est à saisir « non comme une réalité factuelle, mais comme expression d'une pluralité de dimensions sociales, cognitives, institutionnelles et matérielles singulières parce que liées à un territoire et à une histoire, se projetant dans l'avenir ».⁷²

⁶⁷ Pitte, Jean-Robert, *Gastronomie française: histoire et géographie d'une passion*, *Op.cit.*

⁶⁸ Prévost, Philippe et al. « Le terroir, un concept pour l'action dans le développement des territoires », *Op.cit.*

⁶⁹ Pelluchon, Corine, *Les Nourritures : Philosophie du corps politique*, Paris, Éditions Du Seuil, 2015.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 18 et 76.

⁷¹ *Ibidem.*, p. 12.

⁷² *Ibid.*

Dans l'esprit du géographe Augustin Berque, ainsi que le résume Philippe Prévost et al., « comme expression articulée d'un ensemble localisé d'humains (la communauté), de non-humains (le vivant – animal et végétal) et d'êtres inanimés (le milieu), le *terroir* serait un lieu qui appelle un mode de gestion ne pouvant se satisfaire des impératifs de la seule valorisation technique et économique ». ⁷³ Dès lors, pour appréhender ainsi le concept de *terroir*, nous nous sommes tournées vers une posture où l'objet *terroir* se définit dans un contexte ontologique, c'est-à-dire où les interactions et les significations s'organisent à travers un processus dynamique et un système existentiel complexe de représentations, de communications et de pratiques sociales. Le *terroir* comme objet sociologique doit donc être compris en tant que lieu d'observation critique permettant d'examiner les processus sociaux à l'œuvre dans l'*oikos* – l'ensemble des biens et des hommes rattachés à une *demeure* – et dans ce que le philosophe japonais Watsuji Tetsurô nomme *la médiance* à savoir : « le moment structurel de l'existence humaine » ⁷⁴ dans ce qu'elle a : 1) de matériel (« orientations dans l'espace et dans le temps »), 2) de sensoriel et de charnel et 3) d'intellectuel (« signification pour l'esprit ») ». ⁷⁵ Le *terroir*, comme « phénomène de milieu » ⁷⁶ intègre ainsi diverses notions relatives à sa réalité naturelle, temporelle, sociale, météorologique et symbolique. Par exemple, des concepts tels que « le climat », « le paysage », « la nature », « le bien commun », « l'écologie », « l'environnement », « l'agriculture », « les traditions », « l'identité alimentaire », « l'existence », « la qualité de vie », « le bien manger », « la postérité », etc., donnent en effet sens au *terroir*. Pour saisir le *terroir* au sein de systèmes représentationnels, il nous a fallu considérer dans notre approche théorique et méthodologique, comme nous y reviendrons, l'ensemble de ces objets. Cette posture vis-à-vis du concept de *terroir* nous oblige donc à prendre en compte une pluralité d'objets dont l'articulation se traduit dans l'entrelacement des significations du « bien vivre ».

Notre problématique sociologique interroge le *terroir* sous l'angle de ses représentations sociales et culturelles. Comment les acteurs se représentent-ils en effet le

⁷³ *Ibidem*.

⁷⁴ Tetsurô, Watsuji, *Fûdo le milieu humain*, Paris, CNRS Editions, 2011, p. 35.

⁷⁵ Berque, Augustin, *Écoumène Introduction à l'étude des milieux humains*, Paris, Belin, 2010, p. 12.

⁷⁶ Tetsurô, Watsuji, *Fûdo le milieu humain*, Paris, *Op. cit.*

terroir ? Quelle définition en donnent-ils et de quelles valeurs le terroir est-il selon eux porteur ? À travers ses représentations, nous serons mieux à même de comprendre en quoi le *terroir* est un outil significatif de la résilience collective dans la MRC Antoine-Labelle et comment il permet la redéfinition d'un nouveau « vivre de » régional. Par l'étude des représentations sociales du *terroir*, nous voulons mettre en lumière les nouveaux récits symboliques et sociaux que ce concept recouvre. En d'autres mots, nous cherchons à comprendre comment ce « goût du terroir » dans les Hautes-Laurentides se pense, se construit, se vit et se raconte dans cette région rurale québécoise et comment il s'articule à une certaine sociologie du « bien vivre ». Puisque les résidents de la MRC Antoine-Labelle mobilisent le *terroir*, dans sa compréhension large, comme objet de la résilience, nous faisons l'hypothèse que pour eux, ce concept et sa matérialité sont bel et bien porteurs d'espoir et véhiculent des valeurs d'avenir. Par le *terroir*, et les possibilités de reconfiguration et de revitalisation des liens à la nature et à la culture qu'offre ce concept, nous pensons en effet que les gens espèrent « mieux vivre » dans leur région. Si tel est bien le cas, quelles sont donc les représentations sociales et valeurs de ce « bien vivre » inhérentes à la notion de *terroir* dans cette région ?

D'un point de vue scientifique, appréhender le *terroir* par les représentations, les valeurs et les affects, c'est-à-dire au-delà de « l'objet », permet finalement de porter un regard sociologique compréhensif sur un phénomène de société trop souvent abordé d'un point de vue législatif, gestionnaire et économique. Notre étude cherche ainsi à mieux comprendre la constitution du *terroir* au prisme des représentations et des valeurs collectives et dans ses dimensions culturelles (porteur d'histoire et de significations), intellectuelles (permettre et transmettre des connaissances), environnementales (témoigner d'une conscience écologique), citoyennes (créer du lien) et sociales (fédérer). Ce travail, qui consiste à *saisir le terroir* dans ses imaginaires et ses représentations, invite donc à la nécessité sociale et politique d'excéder les seuls critères économiques pour repenser les projets de communauté, la résilience et le « bien vivre » collectif.

Conclusion du chapitre

Reconfiguré par le contexte social et économique issu de la crise forestière des dernières années, le *milieu* des Hautes-Laurentides opère une transition par le *terroir*. Pour

plusieurs résidents des Hautes-Laurentides, le *terroir* permet de construire, de manière positive, anticipée et collective, la résilience régionale à travers de nouveaux récits symboliques et pratiques sociales. Mais qu'en est-il vraiment du *terroir des Hautes-Laurentides*? À quoi renvoie-t-il? Comment se construit-il? De quels imaginaires et représentations se nourrit-il? Comment reconfigure-t-il le paysage naturel et social régional? Entre le crépuscule de la « crise forestière » et l'aube d'une nouvelle société se loge, dans les Hautes-Laurentides, la promesse de la *résilience par le terroir*. En d'autres termes, dans le cadre de cette étude, nous nous aidons de la « crise de la foresterie », comme d'un levier, pour comprendre et étudier la constitution du *terroir* dans les Hautes-Laurentides. Finalement, le phénomène de la *résilience par le terroir* dans la MRC Antoine-Labelle permet, de manière indirecte, une analyse des rapports sociaux à l'espace géographique et aux enjeux agricoles, alimentaires, culturels et environnementaux. Cette analyse suggère donc d'étudier les relations qu'entretiennent les acteurs des Hautes-Laurentides avec leur territoire et avec leur culture alimentaire, mais également, d'étudier la reconstruction et l'évolution des liens sociaux entre les membres de cette communauté. Dans le chapitre qui suit, nous verrons que le concept de *terroir* peut-être envisagé au regard des concepts et théories issus de la sociologie de l'environnement et de l'alimentation. Finalement, à travers le prisme de ces deux sociologies, nous verrons que le *terroir* constitue un trait d'union *nature/culture* entre ces deux champs d'études et qu'il permet d'ouvrir vers une nécessaire sociologie du *bien-vivre*.

CHAPITRE 2 : Le cadre théorique et conceptuel

Une approche du *terroir* par une sociologie du « bien vivre »

« Il faut [...] « enseigner à vivre ». Certes il n’y a pas des recettes de vie. Mais on peut enseigner à relier les savoirs à la vie. On peut enseigner à chacun et à tous ce qui aide à éviter les pièges permanents de la vie. [...] Alors il faudrait introduire dans la préoccupation pédagogique le vivre bien, le « savoir-vivre », « l’art de vivre » et cela devient chaque fois plus nécessaire dans la dégradation de la qualité de vie sous le règne du calcul et de la quantité, dans la bureaucratisation des mœurs, dans les progrès de l’anonymat, de l’instrumentalisation où l’être humain est traité en objet, dans l’accélération générale depuis le fast-food jusqu’à la vie de plus en plus chronométrée. Nous arrivons à l’idée que l’aspiration au bien vivre nécessite l’enseignement d’un savoir vivre dans notre civilisation ».

Edgar Morin, 2014

Dans ce chapitre, nous proposons d’aborder le *terroir* au regard de la littérature académique. Divers champs de la sociologie permettent de réfléchir l’objet *terroir* et sa constitution au moyen de concepts et théories. Ainsi, ce mémoire se situe théoriquement au croisement, d’une part de la sociologie de l’environnement en ce qui a trait à la prise de conscience écologique et à l’insistance des liens d’interdépendances des humains et des non-humains et, d’autre part, de la sociologie de l’alimentation éclairant les représentations et les pratiques au regard d’espaces et de cultures alimentaires. En effet, pour apporter des éléments de réponses à notre étude sur le *terroir* dans les Hautes-Laurentides, il faut mieux comprendre l’appropriation des arguments écologiques et environnementaux au regard de l’espace alimentaire. Ainsi, il est opportun de réfléchir le *terroir* en l’associant à l’histoire socio-environnementale et à l’émergence de mouvements alimentaires nommés plus ou moins indistinctement *responsables, citoyens, solidaires, éthiques, durables* pour enfin mieux comprendre les mutations de l’alimentation contemporaine. À travers une recension des écrits en sociologie de l’environnement et de l’alimentation, nous verrons en quoi il importe aujourd’hui de les lire de façon

transversale, mais aussi d'ouvrir la sociologie aux conditions d'existence c'est-à-dire à une certaine sociologie du *bien-vivre* et de la « convivialité ». À travers le concept de *terroir*, ce mémoire vise en effet à mieux comprendre et à conceptualiser les conditions d'existence ou le « vivre de » régional c'est-à-dire le rapport à soi, aux autres, au monde humain et naturel à travers des savoir-faire localisés indissociables d'un *milieu*.

Dans ce chapitre, nous verrons en quoi le concept de *terroir*, intrinsèquement *nature/culture* peut-être envisagé comme le trait d'union entre divers champs sociologiques. Dans un premier temps, nous ferons appel aux leçons tirées de la sociologie de l'environnement qui nous montre la nécessité de penser la nature et la culture non pas comme deux dimensions séparées, mais au contraire comme deux composantes intimement interdépendantes. Certaines représentations et pratiques du *terroir* dans les Hautes-Laurentides doivent en effet être resituées dans cette histoire socio-environnementale et en particulier dans l'émergence de la consommation responsable. Dans un deuxième temps, nous aborderons le *terroir* au prisme de la sociologie de l'alimentation qui éclaire les espaces et cultures alimentaires dans lesquels se structurent les représentations sociales du *terroir*. Enfin, à partir de ces deux traditions de pensées, nous poserons les bases de ce que nous appelons une sociologie du « bien-vivre ». Celle-ci vise à mettre l'accent sur la *qualité de vie* et le « bien-vivre-ensemble » à travers l'alimentation et la constitution pratique et idéologique du *terroir*.

1. Le terroir au prisme de la sociologie de l'environnement

Le *terroir* questionne les frontières entre la *nature* et la *culture* et nécessite de ce point de vue d'être resitué dans la perspective de la sociologie environnementale. On ne saurait comprendre les changements qui s'opèrent actuellement dans la région des Hautes-Laurentides sans prendre en compte ce lien entre les différentes dimensions humaines et non humaines, l'écologie du *milieu*. En tant que domaine d'études scientifiques, « l'écologie, un terme beaucoup plus récent qu'on le croit souvent, témoigne à la fois de la communauté de destin entre humanité et monde naturel, et de l'importance des sciences

sociales pour la compréhension de ce lien ».⁷⁷ Pour appréhender le *terroir*, notre sociologie dans les Hautes-Laurentides s'inscrit dans la prise de conscience écologique opérée par les sciences sociales tant en Amérique du Nord qu'en Europe. Depuis environ une centaine d'années, mais avec beaucoup plus d'acuité depuis les années 1970, la sociologie évoque en effet la nécessité de couvrir le fossé qui existe entre l'écologie et elle, c'est-à-dire de mieux comprendre le rapport entre les individus, leurs activités et leur environnement.

C'est au regard de l'émergence de cette problématique qu'à partir des années 1920, une nouvelle posture de la sociologie américaine voit le jour ; celle de l'écologie humaine et de l'écologie urbaine. Surtout développée à l'École de Chicago, cette branche de la sociologie fait référence à l'écologie végétale et animale en insistant sur « l'idée que les problèmes sociaux urbains sont influencés et même déterminés par l'espace urbain [...] l'être humain étant l'espèce animale dominante ».⁷⁸ L'écologie urbaine et humaine prenait dès lors en considération l'environnement dans l'explication des phénomènes sociaux sans pour autant conclure à une approche « écosystémique » c'est-à-dire, un rapport plus complexe entre la nature et les systèmes sociaux. Par la suite, répondant aux limites et aux critiques mettant en question le déterminisme de la perspective de l'écologie humaine, l'écologie sociale, plus constructiviste, s'est imposée en tentant de montrer « que ce sont plutôt les phénomènes socioculturels qui ont une influence sur le milieu spatial et sur l'environnement urbain ».⁷⁹ En vigueur au milieu du XXe siècle, ces approches sociologiques étaient encore plutôt anthropocentriques.⁸⁰ Comme le mentionne Jean-Guy Vaillancourt, sociologue de l'environnement : « Pour ces courants sociologiques, la société semblait fonctionner hors de son cadre spatial et environnemental et indépendamment des ressources naturelles et de tout substrat matériel. [...] On cherchait

⁷⁷ Laurent, Éloi, *Social-écologie*, Paris, Editions Flammarion, 2011, p.16.

⁷⁸ Vaillancourt, Jean-Guy, « Sociologie de l'environnement: de l'écologie humaine à l'écologie sociale », dans Tessier, Robert, J-G., Vaillancourt (dir.), *La Recherche sociale en environnement Nouveaux paradigmes*, Montréal, PUM, 1996, p. 22.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 23.

⁸⁰ Pour en apprendre d'avantage sur le continuum des idéologies environnementales, voir B. Corbett, Julia, *Communicating Nature : How we create and understand environmental messages*, Island Press, 2006.

avant tout à mettre en lumière les effets des facteurs environnementaux sur l'organisation sociale »⁸¹ plutôt que d'éclairer leurs liens d'interdépendance.

Dans les années 1970, 1980 et 1990, le domaine de la sociologie de l'environnement apporte une compréhension nouvelle concernant la transition écologique contemporaine. Par l'apport de travaux scientifiques, diverses activités humaines industrialisées sont en effet pointées de doigt par bon nombre de chercheurs et citoyens, notamment les pratiques de production agricole intensive, l'industrialisation des transports, l'extraction des ressources naturelles et fossiles et l'augmentation de la consommation de masse, etc. Sauf pour quelques *climato-sceptiques*, la révolution industrielle semble causer irrémédiablement, et à l'échelle globale, des enjeux mondialisés, tels que les changements climatiques, la destruction de la biodiversité, la pollution et la dégradation des écosystèmes, etc. Bien que l'ampleur et la nature de ces transformations demeurent aujourd'hui contestées au sein des différentes communautés scientifiques, politiques et civiles, il n'en demeure pas moins que la confiance dans le progrès technoscientifique de la Modernité laisse peu à peu place à de nouveaux questionnements relatifs à l'environnement et à la place de l'humain dans le « système terre ». Comme le mentionne le sociologue Bruno Latour dans son ouvrage *Face à Gaïa Huit conférences sur le nouveau régime climatique* : « À la racine du scepticisme à l'égard du climat, il y a ce renversement surprenant de la teneur même du progrès, de la définition de ce qui est à venir et de ce que signifie appartenir à un territoire. En pratique, [nous essayons] de minimiser les conséquences d'une révolution qui s'est faite sans nous, contre nous et, en même temps, par nous ».⁸² Ainsi, dans le domaine académique, un nouveau rapport de dépendance entre les humains et l'écosystème terre est mis en lumière. Cette interdépendance se caractérise, au tournant du XXI^e siècle, par ce que plusieurs

⁸¹ Vaillancourt, Jean-Guy, « Sociologie de l'environnement: de l'écologie humaine à l'écopsychologie », *Op. cit.*, p. 25.

⁸² Latour, Bruno, *Face à Gaïa Huit conférences sur le nouveau régime climatique*, Paris, Les empêcheurs de tourner en rond/La Découverte, 2015, p.55.

scientifiques ont nommé « l'anthropocène », c'est-à-dire « une nouvelle époque géologique ». ⁸³

En 2000, le météorologue et chimiste néerlandais Paul Joseph Crutzen, introduit et popularise le terme « Anthropocène ». Il propose de faire débiter cette période géologique en 1784, « date du brevet de James Watt sur la machine à vapeur, symbole du commencement de la révolution industrielle ». ⁸⁴ Dans *L'Évènement Anthropocène*, les historiens Bonneuil et Fressoz affirment concernant ce phénomène :

« L'Anthropocène est un évènement, un point de non-retour. [...] la nouvelle période des humains, l'âge de l'Homme. L'Anthropocène se caractérise bien par le fait que « l'empreinte humaine sur l'environnement planétaire est devenue si vaste et intense qu'elle rivalise avec certaines des grandes forces de la Nature en termes d'impact sur le système Terre ». [...] Le concept d'Anthropocène, si on le prend politiquement et intellectuellement au sérieux, met à bas cette séparation et ces promesses de perpétuer notre système économique en le modifiant à la marge. Au lieu de l'*environnement*, il y a désormais le *système Terre*. Nous faisons face à « l'intrusion de Gaia » selon l'expression d'Isabelle Stengers, Gaia étant la déesse grecque de la Terre. Les processus éco-bio-chimiques globaux et profonds que nous avons perturbés font irruption au cœur de la scène politique et de nos vies quotidiennes ». ⁸⁵

Bien que le concept d'anthropocène soit assez récent et critiqué dans l'histoire environnementale, ce changement de paradigme faisant passer « les Hommes » de maîtres et possesseur de la nature à un paradigme où il est « impossible d'appréhender la nature *indépendamment* de la société, et impossible d'appréhender la société *indépendamment* de la nature » ⁸⁶ est déjà bien présent depuis la décennie quatre-vingt en Europe et aux États-Unis. Dans un contexte mondialisé, cette compréhension de l'interdépendance des milieux humains et des enjeux environnementaux met en lumière ce que le sociologue allemand Ulrich Beck nomme *La Société du risque* (1986). Dans un article intitulé *La politique dans la société du risque* (2001) Beck mentionne :

⁸³ J. Crutzen, Paul, « Geology of mankind », *Nature*, vol. 415, 2002. En ligne au <<http://www.nature.com/nature/journal/v415/n6867/full/415023a.html>>, consulté le 12 février 2016.

⁸⁴ Bonneuil, Christophe, J. B. Fressoz, *L'évènement anthropocène*, Paris, Éditions du Seuil, 2013, p. 17.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 18 et 36.

⁸⁶ Beck, Ulrich, *La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, 2001, p. 146.

« Ce qu’initialement personne ne voyait et surtout ne souhaitait, à savoir la mise en danger de chacun et la destruction de la nature, devient le moteur de l’histoire. [...] Si les effets secondaires non pensés de la production industrielle sont bien devenus les foyers d’une crise écologique globale, il ne faut pas pour autant en conclure que nous avons affaire à de simples problèmes environnementaux. Il s’agit bien davantage d’une crise profonde des institutions de la société industrielle dont les enjeux politiques sont considérables ».⁸⁷

Au regard de la théorie de Beck, les forces de destruction environnementale, imputables aux risques industriels, sont désormais « ni limités dans l’espace, ni dans le temps, ni sur le plan social [« la répartition du risque »]. [Ils] ne peuvent être imputables selon les règles de la causalité, de la culpabilité et de la responsabilité en vigueur [« effacement des frontières entre la science et la politique »], [ni] ne faire l’objet d’aucune compensation ou d’une quelconque assurance [« individualisation »] »⁸⁸ car les dangers sont pour la plupart invisibles et imperceptibles. Au regard de la mondialisation et de l’industrialisation, Beck problématise les enjeux environnementaux selon de nouveaux paramètres : une prise de conscience mondiale de la société politique, scientifique et civile en ce qui concerne les risques et les conséquences des conflits environnementaux ainsi qu’une « crise des droits fondamentaux prise au cœur du conflit de la responsabilité ».⁸⁹ En effet, à l’heure où les frontières physiques et politiques ne nous protègent en rien des risques encourus, à qui imputer la faute, comment lutter et au nom de quoi ? Selon les sociologues Ulrich Beck et Anthony Giddens, nous sommes, dès lors, entrés dans l’ère de la « modernisation réflexive », une époque dans laquelle « la science devient de plus en plus nécessaire, mais de moins en moins suffisante à l’élaboration d’une définition socialement établie de la vérité ».⁹⁰

Cette modernité réflexive est aujourd’hui pleinement à l’œuvre dans les pratiques et discours alimentaires. La sociologie de l’environnement examine en effet les nouveaux rapports à l’alimentation, notamment à la consommation, sur lesquels il nous paraît

⁸⁷ Beck, Ulrich, « La politique dans la société du risque », *La Découverte | Revue du MAUSS*, no.17, 2001. En ligne au <<http://www.cairn.info/revue-du-mauss-2001-1-page-376.htm#re1no1>>, consulté le 12 février 2016.

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ Beck, Ulrich, *La société du risque: Sur la voie d’une autre modernité*, *Op. cit.*

⁹⁰ Beck, Ulrich, *La société du risque: Sur la voie d’une autre modernité*, *Op. cit.*, p. 343.

important de revenir avant d'aborder le champ de la sociologie de l'alimentation proprement dit. Le renouveau autour du *terroir* dans les Hautes-Laurentides s'inscrit entre autres dans cette expression citoyenne et écologique qu'est la consommation alimentaire responsable et durable. En effet, pour réduire les *risques* environnementaux, sociaux et politiques et surtout, faire des choix éclairés et se saisir d'un *empowerment* individuel semblent, dans cette logique, répondre à ces inquiétudes contemporaines. Finalement, par le développement et la consommation durables, il semble possible, pour ses adeptes, de rendre plus *endurable* le monde d'aujourd'hui.

1.1. Le mouvement de la consommation responsable

Au tournant des années 1970, élaborés par les premiers sociologues américains de l'environnement, certains modèles théoriques et analytiques ont suscité beaucoup d'intérêts créant ainsi une véritable sociologie environnementale « même si l'idée d'une sociologie de l'environnement était dans l'air depuis longtemps ». ⁹¹ Par exemple, réalisé par le *Club de Rome*, un groupe de réflexion réunissant divers acteurs internationaux du domaine scientifique, politique et des affaires, le *Rapport Meadows (1972)* paru sous le titre *The Limits To Growth*, montre que la crainte de la surpopulation et du manque de ressources naturelles occupait le cœur de la conscience écologiste de l'époque. Ce rapport est fondateur dans la mesure où il sonne les premières sirènes d'alarme concernant l'empreinte écologique mondiale en évoquant des limites réelles à la croissance infinie. Dans un ouvrage plus récent, mais selon les mêmes modèles néo-malthusiens qu'en 1972, Meadows, Meadows et Sanders (1992) pointent cinq facteurs qui, dès l'horizon 2015-2020, deviendront catastrophiques si rien n'est entrepris pour changer la situation : la croissance démographique, la croissance industrielle, la croissance de la production agricole et alimentaire, l'augmentation de la pollution et la diminution des ressources naturelles. Analysant la relation entre l'augmentation de la population et la réduction des ressources naturelles, Meadows et Sanders esquissent divers scénarios qui, en fonction du degré d'efforts de redressement des sociétés humaines, s'échelonnent d'une situation dite

⁹¹ Vaillancourt, Jean-Guy, « Sociologie de l'environnement: de l'écologie humaine à l'écopsychologie », *Op. cit.*, p. 29.

« équilibrée » à un « effondrement » au sens où l'entend le biologiste et géographe Jared Diamond (2005) c'est-à-dire, « une réduction drastique de la population humaine et/ou de la complexité politique/économique/sociale, sur une zone étendue et une durée importante [...] causée par des problèmes écologiques : les habitants avaient détruit, sans le savoir, les ressources naturelles dont dépendait leur société». ⁹²

L'apport des travaux de Meadows, Meadows et Sanders demeure majeur en ce qui concerne la prise de conscience, par la société civile et politique, que de nouveaux problèmes environnementaux à l'échelle globale sont à venir et qu'ils sont en majorité induits par les activités humaines. Leurs travaux sont également fondateurs en ce qu'ils sont les prémisses de ce que le *Rapport Brundtland*, issu de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, nommera pour la première fois en 1987, le développement durable ou, comme l'impose le bon usage, le développement soutenable (*sustainable development*) : « Ce projet repose sur l'idée qu'il est à la fois nécessaire et possible de concilier respect de l'environnement, croissance économique et progrès social ». ⁹³

Ainsi, central dans le champ de la sociologie de l'environnement depuis les décennies 80, le développement durable s'impose et avec lui, la responsabilité citoyenne. Dans le domaine agroalimentaire, l'ouvrage de Rachel Carlson, *Silent spring* (1964) catalyse ce tournant en dénonçant avec force les effets des pesticides, intrants et produits phytosanitaires (DDT notamment) sur tous les organismes vivants. L'ouvrage est également très critique en ce qui concerne l'implication des institutions de recherche dans ce qu'il est commun de nommer la *Révolution verte*. Dans les décennies qui suivront, la vigilance de nouveaux groupes sociaux en matière de sécurité alimentaire ne cessera de grandir. Au cœur de cette « contre-culture », diverses campagnes mondiales de prévention se mettent en branle et luttent contre la pollution de l'air et de l'eau, la multiplication des déchets et du gaspillage des ressources, l'agriculture intensive et chimique, la

⁹² Diamond, Jared, *Effondrement : Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard, 2006, p. 15.

⁹³ Abraham, Yves-Marie, L. Marion, H. Philippe, *Décroissance versus développement durable, Débat pour la suite du monde*, Montréal, Écosociété, 2011, p. 7.

surconsommation de biens, de services et de ressources, la déforestation, les organismes génétiquement modifiés, la faim, la pauvreté systémique, etc. Devant l'interdépendance de ces maux et face à ces modes de production et de consommation qui semblent ne plus en « vouloir la peine », l'affirmation, la participation et la responsabilité citoyennes deviennent indispensables afin de transformer les systèmes de production agricole, industrielle, énergétique qui pour plusieurs, semblent de plus en plus problématique d'un point de vue social et politique.

Dans cette perspective du développement durable et de l'action politique, *verdir* les modes de consommation devient un objectif important, particulièrement dans les pays industrialisés. Ainsi, au tournant des années 1990, des considérations de rationalité individuelle et collective incombent maintenant les gestes alimentaires. De ce fait, l'alimentation devient plus que jamais un objet d'importance de la sociologie de l'environnement avec notamment le concept de « consom'action » qui peut être lu comme une forme d'affirmation identitaire, sociale et politique. Argumentant qu'« acheter, c'est voter »⁹⁴, la consom'action ou le consom'acteur est popularisé au Québec par l'éco-sociologue et cofondatrice d'Équiterre, Laure Waridel dans son ouvrage *L'envers de l'assiette et quelques idées pour la remettre à l'endroit* (1998) ; un « guide alimentaire nouveau genre : engagé et socialement responsable ».⁹⁵ En effet, avec première parution de *L'envers de l'assiette* en 1998 [2011], l'auteur prône « quatre concepts alimen...Terre »⁹⁶ par lesquels doivent s'inscrire nos choix individuels, collectifs et politiques. Proposés par l'acronyme « 3-NJ », les concepts « Nu », « Non-loin », « Naturel » et « Juste », s'articulent comme une alternative durable au système agroalimentaire industrialisé. Dès lors, on entend parler d'acteurs prônant une alimentation *engagée, responsable, citoyenne, juste, équitable, alternative, durable*, etc. en référence à des productions biologiques, à des aliments produits et achetés localement, à des gestes *réfléchis* consistant à réduire la consommation et le gaspillage, notamment en réutilisant les contenants (sacs, contenants consignés, bocaux, etc.), à recycler et à

⁹⁴ Waridel, Laure, *L'envers de l'assiette et quelques idées pour la remettre à l'endroit*, Montréal, Les éditions Écosociété, [1998], 2011.

⁹⁵ *Ibid.*, p.22.

⁹⁶ *Ibidem.*

valoriser le compostage, etc. Au tournant des années 2000, on note un engouement particulier pour ces produits alimentaires et ces pratiques *responsables*, c'est-à-dire qui répondent entre autres au principe du développement durable. D'après Lucie Sauvé, professeure de didactique et directrice du Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté à l'UQAM :

« Le schème conceptuel du développement durable traduit une cosmologie (ou vision du monde) particulière, le plus souvent illustrée par trois cercles distincts, mais interpénétrés : économie, société, environnement. [...] C'est donc « l'idée de contribuer à la « durabilité » ou viabilité de l'environnement et de « développer » l'éducation, la santé, la résilience, la sécurité, l'emploi, la participation, la démocratie, la paix, la dignité, l'équité, la culture (selon l'enquête réalisée par Kates et coll., 2005) : une mosaïque des meilleures intentions du monde qu'on tente d'intégrer entre elles et qu'on accepte de rassembler sous le vocable de « développement durable ».⁹⁷

De plus, la consommation *responsable et durable* est généralement employée pour désigner « cet ensemble de systèmes se réclamant en rupture avec le système agroalimentaire « global », « dominant » ou « conventionnel »⁹⁸ », c'est-à-dire qui prône des « initiatives agroalimentaires alternatives », des « systèmes alimentaires locaux » ou encore des « pratiques alimentaires alternatives »⁹⁹ ». Dans la littérature issue de la sociologie de l'environnement, l'alimentation, et particulièrement l'alimentation *responsable*, renvoie ainsi majoritairement aux rapports marchands liant la production, la consommation et l'environnement. D'après les chercheurs en sciences sociales Christian Deverre et Claire Lamine, ce champ d'études s'intéresse aux « marques d'attachement des productions à un territoire, [...] aux associations entre producteurs et consommateurs, [...] aux structures et administrations territoriales d'approvisionnement et de distribution alimentaires, [...] aux différentes formes de productions/distributions/consommations »¹⁰⁰ bref, aux rapports de pouvoir entre les groupes sociaux au sein du modèle économique néolibéral. De plus, comme le suggère la sociologue Sophie Dubuisson-Quellier, dans son

⁹⁷ Sauvé, Lucie, « L'équivoque du développement durable », *Chemin de traverse*, 2007, vol. 4, p. 31-47.

⁹⁸ Deverre, Christian et C., Lamine, « Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales », *Économie rurale*, 2010, no 3, p. 57.

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Ibidem*, p. 58.

ouvrage *La consommation engagée* (2009), « les pratiques alimentaires alternatives elles-mêmes, et les répertoires de la mobilisation leurs étant associés, sont donc très larges et vont de l'action sur le marché à des actions dans l'espace social ». ¹⁰¹ Les individus, pensés comme des *consom'acteurs*, peuvent dès lors « tenter d'organiser leur résistance de façon individuelle à travers leurs achats ou leur mode de vie, mais cherchent souvent à mettre en visibilité ces actions individuelles et plus directement à créer des actions collectives. L'objectif de ces actions est de responsabiliser les consommateurs et de les impliquer davantage dans la critique des fonctionnements marchands et la proposition de modes alternatifs de régulation ». ¹⁰² Dans un article intitulé *Dis-moi ce que tu manges. La vie urbaine hypermoderne révélée par les pratiques alimentaires* (2005), le sociologue et urbaniste François Ascher stipule que « la question du choix [alimentaire] est au cœur de la modernité et de l'hyper-modernité [...] manger est à la fois individuellement vital et socialement très lourdement chargé. Or la quasi-totalité des individus des pays développés doivent faire le choix plusieurs fois par jour de ce qu'ils mangent. [...] Ainsi, analyser comment ils choisissent ce qu'ils mangent, où ils le font, avec qui, à quelle heure et avec quels moyens la société régule leurs repas est potentiellement riche d'enseignements sur notre société, notamment parce que nous pouvons faire l'hypothèse que cette abondance relative touchera des domaines de plus en plus nombreux ». ¹⁰³

Concrètement, ces choix et pratiques s'organisent à travers certaines stratégies d'actions telles que le *boycott* et le *buycott* (discriminer ou soutenir certaines offres d'achats en fonction d'éco-labels par exemple, des aliments certifiés biologiques, équitables, locaux, etc.), pratiquer la *simplicité volontaire* (acheter moins, pour travailler moins, pour avoir plus de temps pour *faire soi-même*), favoriser des achats avec peu ou sans emballage dans l'objectif de réduire la production de déchets, encourager la coopération entre les producteurs locaux et les consommateurs tout en réduisant son

¹⁰¹ Dubuisson-Quellier, Sophie. *La consommation engagée*, Les Presses de Sciences Po, 2009.

¹⁰² Dubuisson-Quellier, Sophie, « Cible ou ressource: Les ambiguïtés de la mobilisation des consommateurs dans la contestation contre l'ordre marchand », *Sociologie et sociétés*, 2009, vol. 41, no 2, p. 200.

¹⁰³ Ascher, François, « Dis-moi ce que tu manges. La vie urbaine hyper moderne révélée par les pratiques alimentaires », dans *Informations sociales Prospective 2015 Politique familiales et sociales*, CNAF, 2005, p. 92-104.

empreinte écologique par l'achat de paniers d'aliments biologiques sur circuit court, prôner un régime alimentaire à faible impact environnemental, mais ayant un impact éthique positif (par exemple, le végétalisme et le véganisme), participer à des campagnes de sensibilisation, manifestations, débats publics, conférences, actions collectives dans l'objectif de promouvoir un mode de vie « durable », etc.

À travers la consommation alimentaire responsable se construit un nouveau rapport au monde via de nouvelles catégories de sens, par exemple, qui relève de la *nature*, du *naturel*, du *terroir*, de *l'authentique*, etc. En effet, d'après certains chercheurs s'intéressant aux représentations sociales, cette reprise de *l'authenticité*, du *naturel* du *juste*, du *sain*, de *l'acceptable* dans les discours médiatiques et privés révèle l'idée d'une crise sociale, d'une rupture du sens commun dans la compréhension de l'ordre naturel, donc de « l'essence même de la vie ». ¹⁰⁴ Ainsi, l'étude du *terroir* « se présente comme un sujet d'actualité, étant donné que depuis l'émergence du mouvement écologiste et du discours politique et idéologique correspondant, les consommateurs ont, du moins dans le monde occidental, de plus en plus tendance à chercher une nourriture en harmonie avec la « nature », produite selon le rythme élémentaire des saisons ». ¹⁰⁵ Cohabitant avec la pensée rationnelle, ces questionnements cognitifs et imaginaires entourant l'acte alimentaire ne sont, bien entendu, pas exclusifs au contexte québécois des années 1980 et 1990 et 2000, mais en sont au cœur.

Ce courant de la consommation alimentaire responsable, compris au regard de la sociologie de l'environnement, est nécessaire, mais, toutefois, non suffisant pour appréhender les pratiques et représentations du *terroir* dans les Hautes-Laurentides. Bien entendu, la conscience écologique et les pratiques responsables et raisonnées qui l'entérinent sont essentielles pour comprendre l'engouement pour le *terroir*. Elles ne rendent néanmoins pas entièrement compte de ce phénomène social. Comme nous venons

¹⁰⁴ Wagner, Wolfgang, N., Kronberger, « Le naturel et l'artificiel dans le nouveau monde du génie génétique », dans K. Weiss, D. Marchand (dir.), *Psychologie sociale de l'environnement*, Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 2006, p. 179-192.

¹⁰⁵ Becker, Karin, V., Morinaux et M., Tabeaud, « L'alimentation et le temps qu'il fait : deux phénomènes « totaux » intimement liés », dans Becker, Karin et al. (dir.) *L'alimentation et le temps qu'il fait*, Éditions Hermann, 2015 p. 7.

brièvement de l'énoncer, c'est également un ensemble de sensibilités, d'affects, de discours, de savoir-faire culturels et d'imaginaires sociaux qui participent à la construction du *terroir*. Il est de ce point de vue nécessaire de comprendre la construction de ce concept et de cet objet, non seulement à travers la sociologie de l'environnement, mais aussi par la sociologie de l'alimentation.

2. Le terroir au prisme de la sociologie de l'alimentation

Si le *terroir* constitue bel et bien une médiation au milieu naturel et environnemental, c'est aussi un lieu de lecture du social. En effet, le concept de « terroir » recouvre tout une gamme d'aspects sociaux: « les choix de productions agricoles, les produits eux-mêmes, les différentes cuisines qui en sont issues, les formes de repas, les manières de manger et notamment, le rapport entre la corporéité du mangeur et son milieu social ». ¹⁰⁶ D'après la définition donnée par l'Unesco en 2005, le « terroir » renvoie en effet à « un espace géographique délimité défini à partir d'une communauté humaine qui construit au cours de son histoire un ensemble de traits culturels distinctifs, de savoirs et de pratiques, fondés sur un système d'interactions entre le milieu naturel et les facteurs humains. Les savoir-faire mis en jeu révèlent une originalité, confèrent une typicité et permettent une reconnaissance pour les produits ou services originaires de cet espace et donc pour les hommes qui y vivent. Les terroirs sont des espaces vivants et innovants qui ne peuvent être assimilés à la seule tradition » ¹⁰⁷. Telle *l'alimentation* comme objet sociologique, le *terroir* renvoie à des dimensions biologiques, mais aussi au rapport à la culture, au symbolique, aux discours voire à la mythologie en d'autres mots, à des constructions sociales porteuses de sens et de significations. Ainsi, pour saisir le concept de « terroir » il est de ce point de vue nécessaire « de surmonter la dichotomie *nature/culture*, car tout humain est à la fois un être biologique et un être social qui cherche

¹⁰⁶Becker, Karin, V., Morinaux et M., Tabeaud, «L'alimentation et le temps qu'il fait : deux phénomènes « totaux » intimement liés », dans Becker, Karin et al. (dir.) *L'alimentation et le temps qu'il fait*, Éditions Hermann, 2015 p. 6-7.

¹⁰⁷Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture [UNESCO], *Rencontres internationales Planète Terroirs*, 2005. En ligne au <<http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001543/154388f.pdf>>, consulté 4 août 2016.

à régler, par des normes collectives, l'interaction entre lui et son environnement, entre l'intérieur et l'extérieur».¹⁰⁸

Les représentations et pratiques du *terroir* dans les Hautes-Laurentides sont également à saisir au prisme de la sociologie de l'alimentation qui étudie précisément ces dimensions biologiques, sociales et culturelles. Ainsi, dans ce champ d'études constitué aux alentours des années 1990 principalement en France, l'*alimentation* est qualifiée de « phénomène social total », selon l'expression de Marcel Mauss, c'est-à-dire un objet qui articule les différentes dimensions physio-psycho-sociologiques et ses institutions. À cet effet, *boire et manger sur et par* un territoire, c'est donc plus qu'incorporer des aliments et des nutriments, c'est aussi *incorporer* des codes sociaux, des traditions, des prescriptions, des interdictions, des représentations, etc. D'après le sociologue de l'alimentation Jean-Pierre Poulain, « nos volontés alimentaires et nos désirs de manger tel ou tel aliment sont façonnés par nos modèles alimentaires et par des espaces [socio]alimentaires en mutation permanente ».¹⁰⁹ Ainsi, selon Poulain dans *Manger aujourd'hui (2008)* un « modèle alimentaire » est sans contredit issu d'une configuration particulière de l'espace social qui est lui-même composé de différents « ordres du mangeable », c'est-à-dire des formes et des règles de production et de consommation alimentaire, un espace culinaire, des aliments, des techniques et des manières de manger, des codes symboliques, des croyances, des jeux de différenciation sociale, etc. D'après l'auteur, le mangeur humain est en effet sans cesse soumis à des jeux de contraintes et de choix culturels, écologiques, technologiques, etc. issus de « l'espace social alimentaire » dans lequel il s'inscrit. Ainsi, pour Poulain :

« L'espace du mangeable [...] est ce par quoi une collectivité humaine signe sa connexion à la nature. Le processus de construction sociale de l'identité alimentaire est l'ensemble des règles d'inclusion ou d'exclusion d'un produit disposant d'une charge nutritionnelle dans l'espace du mangeable. Les qualités symboliques des aliments émergent à l'intérieur de systèmes de classification qui leur donnent du sens et qui sont propres à chaque culture. Ces représentations définissent tout à la

¹⁰⁸ Becker, Karin, V., Morinaux et M., Tabeaud, « L'alimentation et le temps qu'il fait : deux phénomènes « totaux » intimement liés », dans Becker, Karin et al. (dir.) *L'alimentation et le temps qu'il fait*, Op. cit

¹⁰⁹ Poulain, Jean-Pierre, *Sociologies de l'alimentation : les mangeurs et l'espace social alimentaire*, Paris, Presses universitaires de France, 2002, p. 34.

fois l'ordre du mangeable, les formes d'acquisition, les modalités de mise en œuvre du meurtre alimentaire, de préparation, de consommation des aliments, de partage et d'échange. Ce faisant, et pour un groupe social donné, elles participent à l'articulation du naturel et du culturel ».¹¹⁰

Or, aujourd'hui en Occident, en raison de la culture alimentaire industrielle, rendue possible notamment par le développement des transports, nous avons accès à une impressionnante diversité alimentaire. Or, cette surabondance alimentaire et les enjeux environnementaux qu'elle occasionne, couplée à une cacophonie des discours sur l'alimentation a pour conséquence ce que Claude Fischler nomme la « gastro-anomie », c'est-à-dire « la désagrégation ou la destruction des systèmes normatifs et des contrôles sociaux qui régissaient traditionnellement les pratiques et les représentations alimentaires (au sens étymologique : les gastro-nomies). Une crise multidimensionnelle du système alimentaire se dessine, avec ses aspects biologiques, écologiques, psychologiques, sociologiques, et cette crise s'inscrit dans une crise de civilisation ».¹¹¹ En ce sens, comme l'explique l'historienne Julia Csergo, la Modernité est au cœur de cette « gastro-anomie » qui concourt à la reconfiguration des normes, des pratiques et des valeurs propres à un « espace social alimentaire » :

« Le XIXe siècle est le siècle de l'innovation technique et du progrès matériel, de l'industrialisation et de l'urbanisation, de l'internationalisation des échanges et des capitaux. Le sentiment de rupture avec le passé ne touche plus les seules élites intellectuelles, mais toute la société, non plus la seule pensée, les débats théologiques ou savants, mais tous les domaines de la vie, non pas un moment circonscrit, mais un siècle qui tout entier se pense comme moderne : on parle alors de société moderne, de vie moderne, de civilisation moderne. [...] Le domaine de la consommation alimentaire n'échappe pas aux profonds changements induits par le progrès scientifique et technique et par l'entrée dans ce que l'on peut communément appeler l'âge agro-industriel. Les mutations, qui affectent autant la production agricole que la production industrielle, ont un impact déterminant sur les

¹¹⁰ Poulain, Jean-Pierre, « Penser et manger la chair », dans Jean-Pierre Poulain (dir.) *L'homme, le mangeur et l'animal. Qui nourris l'autre ?*, Paris, Les Cahiers de l'OCHA, no 12, 2007, p. 306.

¹¹¹ Fischler, Claude, « Gastronomie et gastro-anomie : Sagesse du corps et crise bio culturelle de l'alimentation moderne », dans Fischler Claude (dir.) *La nourriture. Pour une anthropologie culturelle de l'alimentation*, Communications, 31, 1979, p. 191.

consommateurs et sur la perception qu'ils ont de l'avènement d'un "monde moderne" en rupture avec les temps passés ». ¹¹²

Catalysé par la modernité, le progrès de l'agro-business permet une amélioration significative de la quantité et de la qualité alimentaire par le perfectionnement des techniques de conservation, de conditionnement, de transport, etc. En effet, dans les pays industrialisés, la sécurité alimentaire se renforce bien que certaines « crises » posent désormais autrement le problème de la santé publique. Par exemple en Europe et au Canada, « la crise de la vache folle » et « l'affaire du lait cru » dans la décennie 1990, de la listériose en 2010, la fraude de la viande de cheval en 2013, etc. ébranlent la confiance citoyenne. L'agro-industrie et l'industrie agroalimentaire, en raison de leur caractère impérialiste, *transnational* et *transsectoriel* transgressent et modifient le rapport coutumier au lieu et au temps et aux savoir-faire ce qui ne manque pas d'induire un changement du lien de confiance face à l'alimentation. De nouvelles peurs s'installent et sont entre autres induites par l'apparente facilité et impunité de l'industrie à falsifier, voir à tromper le consommateur. D'après l'historienne Julia Csergo :

« L'autre domaine dans lequel innove l'industrie alimentaire alliée à la chimie est celui de la falsification et de la production de produits imités dits "similaires inférieurs". Ce que l'on nomme alors "produits imités" ou "similaires inférieurs" sont des produits alimentaires fabriqués avec des produits de substitution, mais d'une apparence et d'une saveur proches de l'aliment original notamment grâce à des colorants et des arômes artificiels. Produits à moindre coût, ils peuvent être vendus moins chers, donc sur un marché de consommation plus large. [...] Les mutations engendrées par le développement des techniques et par l'application des progrès de la chimie à la production alimentaire vont être diversement reçues par les consommateurs. Entre exaltation, foi dans le progrès, esprit positiviste, et anxiétés, peurs, stigmatisations de l'innovation, les tensions contradictoires entre les modernes et les anciens marquent le tournant du XXe siècle. [...] Ainsi, les partisans de l'ancien s'attachent à dénoncer la modernité comme ère du faux, des ersatz, des imitations, corruptions, adultérations, d'autant de mensonges destinés à servir les intérêts économiques d'une industrie puissante, occupée à tirer parti de la science pour vendre au prix le plus élevé possible le moins de matière nutritive possible. Si

¹¹² Csergo, Julia, « Les mutations de la modernité alimentaire XIXe siècle », Dans *Des aliments et des hommes. Entre science et idéologie, définir ses propres repères*, Publications de l'Institut français de nutrition, Paris, 2004, p.76.

certains vont jusqu'à y voir une nouvelle forme d'exploitation des masses laborieuses, les dénonciations se multiplient ». ¹¹³

À cet effet, dans le domaine de l'alimentation, l'anxiété et le désarroi sont renforcés par la peur de la contagion par l'incorporation de l'*altération*, de l'*artificiel*, du *faux*. Ainsi, l'incorporation de la *monstruosité* constitue l'une des dimensions importantes de l'actuelle représentation négative, voir du rejet des organismes génétiquement modifiés (ogms) issus du génie génétique. Prenons l'exemple des tomates génétiquement modifiées qui, dans les médias, ont largement été dépeintes comme des « *Killers tomatoes* » associées à des « êtres inclassifiables que l'on nomme des « monstres » [...] et qui sont « dangereux », « laids », « étranges », « impurs », etc. ». ¹¹⁴ Étant donné qu'*incorporer*, c'est « faire siennes les qualités de l'aliment. [...] les nutriments devenant le corps même du mangeur, mais c'en est une aussi du point de vue imaginaire ; le mangeur s'approprie les qualités symboliques de l'aliment » ¹¹⁵, *manger* doit alors mobiliser des croyances qui *apaisent* et non qui exacerbent l'angoisse. Ainsi, le refus des *ogms* et par ailleurs des intrants phytosanitaires (pesticides, insecticides, etc.), est largement déterminé par « les jugements sur la légitimité morale des interventions technologiques qui dépendent de la valeur culturelle de l'objet ». ¹¹⁶ À très haute valeur culturelle, l'alimentation et, par le fait même, sa modification génétique semblent être aujourd'hui problématiques. À ce jour et depuis les années 1990, nombreux sont les exemples de ces refus des *ogms* et produits chimiques dans l'alimentation, et plus généralement d'une lassitude envers la nourriture industrielle qui se cristallisent notamment à travers des groupes et mouvements sociaux pro terroir, pro santé, pro environnementaux et bien sûr, pro biologique. Comme le fait d'ailleurs remarquer le géographe Gilles Fumey dans *Manger local, manger global. L'alimentation géographique (2010)*, « bio » est une racine [grecque] qui signifie la

¹¹³ *Ibid.*, p.80-83.

¹¹⁴ Wagner, Wolfgang, N., Kronberger, « Killer tomatoes! Collective symbolic coping with biotechnology », dans Deaux, K., G Philogene (dir.) *Representations of the social : Bridging Theoretical Traditions*, Oxford : Blackwell 2001, p.147-164.

¹¹⁵ Poulain, Jean-Pierre, « La nourriture de l'autre: entre délices et dégoûts », dans *Internationale de l'imaginaire Cultures, Nourriture*, Paris, Babel, Nouvelle série – No 7, 1997, p. 128.

¹¹⁶ Wagner, Wolfgang, N., Kronberger, « Le naturel et l'artificiel dans le nouveau monde du génie génétique », *Op.cit.*

« vie », mais aussi « le temps de la vie, la durée », « le genre de vie ». Dans un sens encore plus large, « bio » inclut le moyen de vivre, les ressources pour vivre ». ¹¹⁷ En corollaire, dans l'imaginaire de sens commun, il est aujourd'hui courant d'ancrer, par la monstruosité, les produits chimiques de synthèse et les organismes génétiquement modifiés nouvellement appliqués aux aliments faisant d'eux, des nourritures menaçantes. À titre d'exemple, les *Dirty dozen* sont ces fruits et légumes populaires listés annuellement par *The Environmental Working Group*. Ces fruits et légumes sont présentés comme les plus *infréquentables* de l'année en raison de leur contamination aux pesticides et de leurs effets sur la santé humaine. Bien entendu, ces « altérations alimentaires » ne manquent pas de marquer les univers de sens et de renforcer l'enracinement dans l'espace social des représentations de ce qui est « authentique » ou « faux », de ce qui est « acceptable » ou « non ».

En réponse à l'angoisse et à l'insécurité nouvelle que procure l'abondance de *la culture alimentaire industrielle* issue de la modernité alimentaire, *la culture alimentaire de terroir* et ses diverses constructions de sens s'imposent comme lieu de *reconnexion* à la nature, de résistance pratique ou symbolique et comme berceau de la tradition. En ce sens, le *terroir* renvoie non seulement à un territoire et des produits, mais aussi et peut-être surtout à des représentations et à des valeurs issues de constructions sociales propres à un espace et à un temps social. Comme l'affirme Gilles Fumey dans *Manger local, manger global. L'alimentation géographique* : « [Avec les terroirs alimentaires] Le mangeur peut positiver sur le produit car il sait qui a fait ce produit, il mange le terroir, le mode de vie, la personne qui a fait le produit, il construit une relation positive à l'aliment. [...] Des jeux de représentations qui s'avèrent être des figures de continuité nécessaires pour les humains dans leur rapport au monde ». ¹¹⁸ Bien entendu, selon la définition qu'en donne l'Unesco et d'après Fumey, « les terroirs sont des espaces vivants et innovants qui ne peuvent être assimilés à la seule tradition ». ¹¹⁹ Ainsi, la notion de terroir n'est jamais figée et s'adapte au contexte et aux imaginaires de l'époque. Dans cet esprit, l'historienne

¹¹⁷ Fumey, Gilles, *Manger local, manger global. L'alimentation géographique*, Paris: CNRS Editions, 2010, p. 103.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 112 et 117.

¹¹⁹ *Ibidem*.

Julia Csergo, dans un chapitre intitulé *Nostalgies du terroir (1995)*, fait remarquer à propos des représentations sociales du terroir en France :

« L'engouement de ces dernières décennies pour le terroir, qui marquera sans doute davantage l'histoire des représentations que l'histoire des pratiques alimentaires, s'inscrit dans le mouvement général repérable depuis les années 70 dans une France où s'exprime une importante demande d'histoire. [...] Le parti pris d'historicisation de la gastronomie locale, apparemment si contemporain, s'inscrit pourtant dans une tradition historique de la nostalgie où les usages culinaires ancestraux semblent menacés de façon récurrente [...] [favorisant] sans doute l'aspiration à la relocalisation, au retour à l'archaïsme et à la familiarité du sol natal, du clocher, qui se donne comme référence identitaire. [...] C'est cette mémoire fabuleuse et mythique du terroir ainsi recréé qui avive et garantit le sentiment d'appartenance et de pérennité d'une population urbaine qu'elle rend à ses racines et à son identité. Dans cette réappropriation et cette revalorisation des cuisines traditionnelles et des savoir-faire locaux, le discours contribue à l'élaboration de stéréotypes culinaires où la ruralité se voit désormais intimement associée à une « qualité » apte à symboliser l'excellence de la France dans toutes ses composantes, dans son sol comme dans ses hommes ».¹²⁰

En effet, pour apporter des éléments de réponses à notre étude sur les représentations sociales du *terroir* dans les Hautes-Laurentides, il nous faut non seulement lire cet engouement régional au regard des mutations du modèle alimentaire dominant passant d'une culture alimentaire industrielle à une culture alimentaire « durable » ou de « terroir », mais il importe aussi de lire ce phénomène à travers un regain d'intérêt pour la ruralité et les représentations de sa « saine localité ». Comme le suggère le sociologue Bruno Jean dans son ouvrage *Territoire d'avenir. Pour une sociologie de la ruralité (1997)*, « l'espace rural est chargé de plusieurs significations [paradoxaes], mais il est généralement entendu, [dans les représentations sociales], qu'il y règne une harmonie des hommes, des choses et de la nature. [...] Dans ce contexte, la campagne est investie de nouveaux sens et devient le terrain de nouveaux usages ».¹²¹ Plus nuancée, la sociologue et spécialiste du développement rural en France Jacinthe Bessière, affirme que « le rural et ses divers composants identitaires, environnementaux ou sociaux semblent aujourd'hui

¹²⁰ Csergo, Julia, « Nostalgies du terroir », Sophie Bessis (dir), *Mille et une bouches. Cuisines et identités culturelles*, Editions Autrement, Mutations 154, 1995, p. 158-159-161.

¹²¹ Jean, Bruno, *Territoire d'avenir. Pour une sociologie de la ruralité*, Sciences régionales, Presses de l'université du Québec, 1997, p.248.

structurer l'imaginaire [...] La ruralité actuelle donne à voir des signes de reconstitution, des signes de vitalité indéniables; elle atteste de l'émergence de nouveaux espaces d'innovation où le patrimoine alimentaire demeure un catalyseur ou un initiateur ». ¹²² De ce fait, dans les représentations collectives, les campagnes sont, créent et font perdurer le *terroir*. La ville, elle, contribue bien entendu à sa reconnaissance symbolique. Finalement, l'intérêt pour le *terroir* et sa *campagne* fait en quelque sorte partie de l'air ambiant d'un temps qui a besoin de confort, de protection et de durabilité.

Ainsi, depuis une trentaine d'années, dans ce mouvement général d'intérêt pour les cultures alimentaires « durables » et de *réveil* des campagnes québécoises, il est aujourd'hui possible d'explorer les *sens* et les *significations* que revêt le *terroir* et ce, autant dans ses dimensions culturelles (porteur d'histoire et de significations), intellectuelles (transmettre des connaissances), environnementales (soutenabilité) que citoyennes et sociales (fédérer). En d'autres termes, nous souhaitons appréhender le *terroir* dans les Hautes-Laurentides en tant que construction de l'esprit c'est-à-dire, comme le fait remarquer Augustin Berque à propos de la notion de paysage, qu' « il existe d'abord dans sa *relation* à un sujet, un sujet collectif : la société qui l'a produit, le reproduit et le transforme en fonction d'une certaine logique. [...] Il faut comprendre [le paysage ou, ici, le *terroir*] en tant [...] qu'il est vu par un regard appréhendé par une conscience, valorisé par une expérience, jugé (et éventuellement reproduit) par une esthétique et une morale et géré par une politique ». ¹²³ Aujourd'hui, la demande sociale d'espaces *locaux*, *naturels* et *culturels* acquiert en effet une ampleur considérable. Le *terroir* témoigne ainsi « du processus de construction des imaginaires du national, du régional et du local qui accompagne les mutations politiques, économiques et culturelles » ¹²⁴ d'une époque et *d'un rapport au monde* qui se réinvente sans cesse et notamment par le discours de groupes et mouvements internationaux tels que Slow Food qui sait s'adapter à divers

¹²² Bessiere, Jacinthe, *Innovation et patrimoine alimentaire en espace rural*, Éditions Quae, 2012, p. 34.

¹²³ Berque, Augustin, « Paysage empreinte, paysage matrice : Éléments de problématique pour une géographie culturelle », *Espaces géographiques*, volume 13, no 1, 1984, p. 33-34.

¹²⁴ Csergo, Julia, « L'Émergence des cuisines régionales – France XVIIIe-XXe », dans Jean -Louis Flandrin et M. Montanari (dir.), *Histoire de l'Alimentation*, Paris, Fayard, 1996, chap. XLV, p. 838.

milieux, comme en témoigne au Québec Slow Food Montréal, Slow Food Lanaudière, Slow Food Laurentides, etc.

2.2. Le mouvement Slow Food

Depuis 1989, le mouvement « éco-gastronomique » Slow Food, fondé en Italie par Carlo Petrini, s'est aujourd'hui constitué dans plus de 1500 pays et regroupe environ 1500 associations locales. Ayant comme slogan « Bon, propre et juste pour tous », le réseau Slow Food se définit comme une communauté de la nourriture désirant se réapproprier les plaisirs de la table. « Ensemble [disent-ils], nous relient le plaisir de la bonne nourriture. Nous préservons les cultures alimentaires locales et traditionnelles tout en protégeant la biodiversité ». ¹²⁵ Par plusieurs initiatives éducatives tels que les jardins potagers, les ateliers du goût et via leur université privée des sciences gastronomiques, les objectifs de Slow food sont de « donner de la valeur aux petits producteurs (Sentinelles Slow Food), en protégeant les produits à risque d'extinction (Arche du goût), en organisant des événements et en créant des liens entre les personnes (Slow Fish, Asio gusto, Salon du goût, Terra Madre) et en réalisant des campagnes pour un meilleur système alimentaire (inclusion des communautés indigènes, réduire le gâchis alimentaire, améliorer les politiques alimentaires, cesser l'accaparement des terres, valoriser bien-être animal) pour l'avenir de l'humanité ». ¹²⁶ D'après l'ethnologue et anthropologue Valeria Siniscalchi, « Il y a [chez Slow Food] un empilement d'objectifs qui ne font pas disparaître les précédents. Les adhérents appartiennent à toutes les tranches, les copains qui viennent pour manger et d'autres qui sont là par militantisme [...] [notamment] pour la défense d'une consommation alimentaire de qualité et « à rythme humain » à travers la valorisation du plaisir du goût, de manger et de la convivialité, mais aussi par la redécouverte des productions locales ». ¹²⁷ Ainsi, chez Slow Food, on invite en quelque sorte le *mangeur* à

¹²⁵ Slow Food Montréal, *Qu'est-ce que Slow Food ?*, 2016. En ligne au <<http://www.slowfoodmontreal.com/a-propos/>>, consulté le 16 avril 2016.

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ Siniscalchi, Valeria, « Slow versus fast. Économie et écologie dans le mouvement Slow Food », *Terrain. Revue d'ethnologie de l'Europe*, no 60, 2013, p. 135.

repenser ses représentations du « bien vivre » en prenant conscience de son corps et de son ventre tout en cultivant l'art des sensations.

Par des initiatives telles que l'évènement *Terra Madre*, l'une des grandes rencontres internationales organisées par le mouvement Slow Food, des milliers de paysans, de petits producteurs, de restaurateurs et de chercheurs sont invités à échanger leurs expériences agricoles et alimentaires et à constituer un réseau mondial pour « encourager les citoyens à comprendre leur nourriture, sa provenance, son goût et l'impact de nos choix alimentaires sur le monde ». ¹²⁸ *Terra Madre*, couplé à *l'arche du goût*, un catalogue des produits traditionnels en danger, consacre dans les imaginaires la sacralité des *terroirs paysans*. Comme l'évoque Siniscalchi, « Avec un langage qui mêle images bibliques et terminologie militaire, *l'Arche* est conçue [d'après Slow Food] comme un instrument « pour sauver la planète des saveurs », c'est-à-dire « pour préserver la petite production agroalimentaire artisanale de qualité du déluge de l'uniformisation industrielle, pour empêcher que la vitesse dévore et fasse disparaître des centaines de races animales, de charcuteries et de fromages, des herbes comestibles spontanées ou cultivées, des céréales, des fruits, afin de diffuser l'éducation au goût, pour combattre l'hyperhygiénisme exaspéré qui tue la spécificité de nombreuses productions, pour sauvegarder le droit au plaisir ». ¹²⁹ Ainsi, par une pédagogie aux *terroirs*, c'est-à-dire par la sensibilisation aux écosystèmes, aux aires de production, aux cuisines, aux techniques et aux variétés locales de plantes ou d'animaux menacés, Slow Food, dans « le prolongement de la conception romantique du local comme conservatoire de la sensibilité du passé construit un système de représentations qui fait des cuisines régionales [et du terroir] l'incarnation des traditions de la terre et des solidarités villageoises, des coutumes familiales et religieuses, l'expression de la nostalgie d'un « autrefois » d'avant la révolution industrielle et l'urbanisation ». ¹³⁰

¹²⁸ Slow Food International, *Notre philosophie*, 2016. En ligne au <<http://www.slowfood.com/network/fr/a-propos-de-nous/>>, consulté le 16 avril 2016.

¹²⁹ Siniscalchi, Valeria, « Slow versus fast. Économie et écologie dans le mouvement Slow Food », *Op.cit.*, p. 136.

¹³⁰ Csergo, Julia, « L'Emergence des cuisines régionales – France XVIIIe-XXe », *Op.cit.*, p. 831.

Avec le mouvement Slow Food, c'est plus que la rationalité de la *consommation responsable* qui est mise de l'avant pour combattre les maux de la modernité, c'est finalement le *bien manger* (« bon » et « propre ») et le *bien vivre* (« juste ») qui s'érigent en moral, en valeur et en mode de vie apparemment subversif. Plutôt que d'appliquer la « consom'action » qui apparaît trop *raisonnable*, les partisans de Slow Food sont plus *conciliants* et parlent « d'« éco-gastronomie », qui représente la tentative de concilier les intérêts, identifiés comme étant souvent antagonistes, du gastronome et de l'écologiste». ¹³¹ Ainsi, chez Slow Food, l'incorporation progressive des thématiques environnementales dans l'alimentation s'élabore via tout un arsenal de représentations « positives » d'une *décroissance raisonnée*, d'une *qualité de vie durable*. Plutôt que de se *responsabiliser*, on « *s'hédonise* » avec tempérance c'est-à-dire qu'il y a chez Slow Food une recherche active de plaisir, le goût de la fête, même si *tout n'est pas permis*. En effet souligne Siniscalchi : « S'inspirant du « Manifeste du Futurisme », mais en renversant ses valeurs, le premier *Manifesto Slow Food* revendiquait la *lenteur*, le *plaisir*, la *slow-life*. Le terme « Slow Food » s'opposait explicitement à l'alimentation industrielle. « Slow » voulait dire « prendre le temps », profiter du plaisir de la convivialité et de la table, contre l'homologation de la nourriture, la frénésie de la vie moderne incarnée par la vitesse et les fast-foods ». ¹³² De plus, la souplesse et la diversité du mouvement Slow Food permettent d'imaginer des économies et des *civilités* alternatives au libéralisme et où l'engagement politique excède la consommation. Comme le mentionne Siniscalchi : « La spécificité de ces paramètres est aussi de prendre une distance avec le langage du développement durable et des certifications (bio, indication géographique protégée, etc.) : il ne s'agit pas de paramètres définis de manière précise ni mesurables. Ils permettent aux responsables et aux adhérents de Slow Food d'intervenir dans le domaine de l'alimentation sans prendre de positions « rigides » –ou « claires » » ¹³³, mais de se positionner selon une certaine *économie morale* qui respecte et renvoie à une réciprocité entre les humains et les non-humains. Ainsi, à l'image des représentations du *terroir* en *idées* et non en *produits*,

¹³¹ Siniscalchi, Valeria, « Slow versus fast. Économie et écologie dans le mouvement Slow Food », *Op.cit.*, p. 140.

¹³² *Ibid.*, p. 137-138.

¹³³ *Ibid.*, p. 142.

comme défini dans le chapitre problématique, la lenteur, associée aux temporalités du milieu rural (la saisonnalité), le « bien vivre » et le « bien manger » s'érigent finalement en valeur, en morale et en nourriture pour le corps et pour l'esprit. Nous verrons que dans les Hautes-Laurentides, ce rapport à *l'art de vivre* et à *l'art de la table* s'inscrit dans la définition et l'engouement porté au terroir.

Au croisement de la sociologie de l'environnement par la conscience écologique mobilisée et de la sociologie de l'alimentation par le rapport à la constitution des socialités alimentaires, c'est enfin au prisme d'une sociologie du « bien-vivre » qu'il est essentiel d'analyser la résilience par le terroir dans les Hautes-Laurentides.

3. Le terroir au prisme d'une sociologie du *bien vivre*

« Buen vivir, vie bonne, jours heureux, vie pleine, socialisme gourmand... Autant de nouveaux gros mots pour dire la nécessité de penser et d'organiser autrement les chemins de l'émancipation »

Paul Ariès, 2013

Comme nous venons de le voir à travers ces deux traditions sociologiques, de plus en plus s'exprime la nécessité de « fabriquer une société plus vivable, plus conviviale, en cessant de placer une confiance absolue dans les grands appareils techniques de la modernité – de moins en moins efficaces et conviviaux, de plus en plus contre-productifs –, en se déprenant de l'espoir que la croissance économique puisse résoudre miraculeusement tous nos problèmes ».¹³⁴ La résilience par le *terroir* dans les Hautes-Laurentides doit être analysée sous l'angle de ce que nous appelons une sociologie du « bien vivre ». Ce phénomène traduit en effet plus qu'un rapport alternatif au milieu naturel et qu'une manière de se raconter autour de la table, il permet « aussi de traiter de questions éthiques ».¹³⁵ Cette résilience exprime une certaine aspiration à un « mieux vivre ensemble » que plusieurs auteurs en sciences humaines et sociales systématisent depuis quelques années sous le qualificatif du « bien vivre ». Compris dans sa pleine radicalité, le

¹³⁴ Caillé, Alain M., Humbert, S., Latouche et P., Viveret, *De la convivialité. Dialogues sur la société à venir*, Paris, La Découverte, 2011, p.11.

¹³⁵ Prévost, Philippe et al. « Le terroir, un concept pour l'action dans le développement des territoires », *Op. cit.*

« bien-vivre » promeut le projet d'une autre organisation collective. D'après l'historien Jérôme Baschet, spécialiste des formes d'organisations politiques alternatives :

« Le bien vivre, c'est d'abord l'affirmation de la vie, humaine et non-humaine, contre ce qui la nie, à savoir la puissance destructrice de la production-pour-le-profit. Supposant la critique de l'idéologie du progrès et du développement, le bien vivre pose le dilemme de manière limpide : capitalisme ou vie. Mais le bien-vivre, c'est surtout le *qualitatif* du vivre humain. Par opposition à la quantification marchande qui mesure tout en argent ou en biens matériels, le qualitatif ne se mesure pas. Il peut seulement s'éprouver en termes éthiques et esthétiques, dans le plaisir de l'être et du faire. Enfin, deux principes sont au cœur du bien vivre : d'une part, une éthique du collectif, qui fait prévoir la solidarité, l'aide à autrui et la convivialité, au détriment des rapports de compétition et de domination ; de l'autre, un principe d'équilibre général (parfois dénommé harmonie), qui doit prévaloir dans les rapports entre les êtres et notamment entre les humains et la Terre Mère. [...] Et c'est dans la mesure où il renonce [le bien-vivre] à la concentration privée des ressources et des biens qu'il peut effectivement faire prévaloir des rapports de réciprocité et de coparticipation aux tâches d'organisation collective : le bien vivre n'a de sens qu'à être également partagé par tous. [...] Il s'agit, pour ceux qui le défendent, de prendre appui sur la tradition et d'en réinterpréter la trajectoire singulière, au vu des périls présents et en fonction d'un désir préservation/émancipation tourné vers le futur ».¹³⁶

L'auteur ajoute également dans son ouvrage *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes* (2014) :

« Le « bien vivre » [le *buene vivir*] serait au Sud ce que la décroissance est au Nord ; à ceci près qu'au Nord la décroissance mène la critique d'un mode de vie et de consommation effectivement expérimenté, tandis que le « bien-vivre » se manifeste comme refus d'adopter un mode de vie qui n'a été éprouvé que très partiellement ».¹³⁷

Bien que l'engouement pour le *terroir* dans les Hautes-Laurentides ne vise sans doute pas le renversement du capitalisme, il traduit toutefois une certaine déconstruction du paradigme *occidento-centriste* qui suppose que « l'ensemble de l'humanité ne souhaite rien d'autre que de jouir des délices de la consommation moderne ».¹³⁸ Dans ce concept du « bien-vivre » réside l'idée que l'on peut vivre *bien* et *mieux* en fonction d'autres

¹³⁶ Baschet, Jérôme, *Adieux au capitalisme: autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*. Paris, La Découverte, 2014, p. 127-129.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ *Ibidem.*

sources de bonheur, c'est-à-dire selon d'autres indicateurs de richesse qui n'ont rien à voir la possession matérielle. À cet égard, *l'Initiative du vivre mieux* lancée en mai 2011 par l'OCDE, et s'appuyant sur *le Rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi sur la mesure de la performance économique et du progrès social (2008)*, soutient que « les dimensions objective et subjective du bien-être sont toutes deux importantes comme prédicateur de la satisfaction que les gens tirent de leur vie ».¹³⁹ Dans cette perspective, en plus de tenir compte d'indicateurs de richesse tels que le revenu et l'emploi pour la qualité de vie et le bien-être humain, *l'Initiative mieux vivre* élargit ses indicateurs *du vivre mieux* aux activités non marchandes telles qu'une « bonne éducation, un air pur, la confiance, l'engagement et la participation civique, etc. ».¹⁴⁰ Dans son ouvrage, *L'idée même de la richesse (2012)*, le sociologue Alain Caillé abonde en ce sens tout en formulant une critique concernant ces nouveaux indicateurs de richesse :

« Nous savons tous que l'argent – c'est-à-dire la richesse matérielle – ne fait pas le bonheur (même s'il y contribue). Et la croissance du PIB non plus. Pire, depuis une trentaine d'années, celle-ci semble aller de pair avec un déclin du bonheur. Il est donc naturel de rechercher d'autres indicateurs de la richesse, qui entendent mesurer non seulement la valeur marchande, mais aussi la valeur sociale, humaine, culturelle, etc., produite par une société. Ces indicateurs alternatifs sont utiles pour rompre avec l'omniprésence de l'idéologie marchande. Mais ils donnent des résultats incertains et contrastés. Et, surtout, on peut se demander si, en prétendant agréger des données extrêmement disparates, ils ne participent pas du fantasme de la mesure universelle, celui-là même qui donne à la dictature du PIB toute sa puissance. [...] Face à cette crise [l'obsessionnelle injonction à l'enrichissement couplée aux déséquilibres écologiques], il apparaît nécessaire de repenser l'idée même de richesse, en la sortant de son carcan matérialiste. La richesse ne se réduit pas à la richesse monétaire, et il faut prendre en compte à travers sa mesure, ses dimensions multiples et qualitatives plutôt que quantitatives. [...] Il n'est pas sûr que la « vraie » richesse se laisse saisir par l'addition et la complémentarité de ses multiples formes, aussi pertinentes soient-elles les unes par rapport aux autres. L'impensé de ces indicateurs alternatifs reste la richesse : qu'est-ce que la richesse ? ».¹⁴¹

¹³⁹ Stiglitz, Joseph, A., Sen, J-P., Fitoussi, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, 2008. En ligne au <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/stiglitz/doc-commission/RAPPORT_francais.pdf>, consulté le 08 août 2016.

¹⁴⁰ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Indicateur du mieux vivre*, En ligne au <<http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/#/111111111111>>, consulté le 08 août 2016.

¹⁴¹ Caillé, Alain, *L'idée même de richesse*, Paris, Cahiers libres, La découverte, 2012, 142 p.

Dans le même ordre d'idées, le socio-économiste Paul Ariès, dans son ouvrage *Le socialisme gourmand* (2012), affirme ainsi que le « bien-vivre » s'identifie plutôt à l'être qu'à l'avoir. Le « bien vivre » s'apparente en effet à « un nouveau socialisme, un écosocialisme capable d'en finir avec l'exploitation et la domination, et avec la seule réponse capitaliste à nos propres angoisses existentielles, un écosocialisme permettant d'établir de nouveaux rapports à soi, aux autres et à la nature, un socialisme de la jouissance d'être contre un capitalisme de la jouissance d'emprise, un socialisme du bien-vivre contre un socialisme de la grisaille ». ¹⁴² Ainsi, comme projet social et politique, le « bien vivre » pointe un renouveau concernant les représentations collectives d'une *qualité de vie* indissociable d'une réalité à la fois naturelle et culturelle. Combinant ainsi l'héritage de la rationalité, en pratique dans la responsabilité individuelle et en idées dans la *bonne vie tempérée*, il semble aujourd'hui y avoir aussi une demande sociale « d'affectivité, c'est-à-dire d'attachement, d'épanouissement, de joie, d'amour, d'exaltation, de jeu, de Je, de Nous ». ¹⁴³ Comme le mentionne le sociologue Edgard Morin dans *Enseigner à vivre. Manifeste pour changer l'éducation* (2014) : « On peut appeler poésie ce qui nous met dans un état second ; d'abord la poésie elle-même, la musique, la danse, la jouissance, et l'amour bien entendu. [...] La poésie c'est l'esthétique [...] c'est la vie par opposition à la survie [...] Survivre, c'est sous-vivre ». ¹⁴⁴ Nombreuses sont aujourd'hui les contestations et les revendications sociales contre l'austérité économique et sociale (*c.f.* occupy Wal Street, printemps arabe et érable, nuit debout, etc.) qui condamnent la *sous-vie*, et qui exigent plutôt la véritable *sur-vie* au sens de vivre pleinement, d'une abondance, d'un surplus de vie.

En plus de cette flagrante nécessité sociale d'humanisme, d'affect et de *vivant*, il y a par ailleurs, aujourd'hui, une nécessité éthique et politique d'interroger le « vivre de » et le « bien vivre ensemble », humain et non humain et ainsi de fédérer les communautés autour de ce que la philosophe Corinne Pelluchon nomme les « nourritures existentielles »

¹⁴² Ariès, Paul. *Le socialisme gourmand: Le Bien-vivre: un nouveau projet politique*, Paris, La Découverte, 2013, p.6.

¹⁴³ Morin, Edgar, *Enseigner à vivre: manifeste pour changer l'éducation*, Arles, Éditions Actes Sud, 2014, p. 28.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 27.

c'est-à-dire ce qui nous *nourrit* collectivement et nous comble le corps et l'esprit. Au cœur d'une approche phénoménologique, l'auteur questionne le « vivre de », c'est-à-dire nos conditions d'existence rendues possibles par nos multiples relations individuelles, collectives et étatiques vis-à-vis du monde vivant et non-vivant. Dans son ouvrage *Les Nourritures. Philosophie du corps politique* (2015), Pelluchon mentionne que :

« Les nourritures désignent ce dont nous vivons et dont nous avons besoin, le milieu dans lequel nous baignons et tout ce que nous nous procurons, la manière dont nous nous le procurons, nos échanges, les circuits de distribution, les techniques qui conditionnent nos déplacements, nos habitations, nos œuvres, mais aussi les écosystèmes. [...] Les choses, y compris les objets techniques, ne s'offrent pas uniquement à nous comme des ustensiles, mais sont les conditions de notre existence. [...] Il s'ensuit une autre manière de concevoir le milieu « extérieur », l'altérité des nourritures, les forêts, les lacs et les plantes, les saisons, la ville, les routes, les aliments ».¹⁴⁵

Ainsi, d'après l'auteure, il y a une véritable obligation éthique de la reconnaissance de notre lien d'interdépendance entre le milieu et nous, donc le devoir d'interroger la manière et le sens dont l'humain habite la terre. Dépassant la simple réciprocité entre humain et non-humain, mais questionnant les conditions de notre existence, Pelluchon souligne que :

« Les existentiels qui découlent de la phénoménologie des nourritures – notamment de l'analyse de l'alimentation, du lieu et du milieu pensés dans leur dimension écouménale, à la fois géographique et sociale, de la cohabitation et de la naissance – n'ont rien à voir avec des valeurs morales, qui sont l'expression de jugements normatifs liés à des préférences subjectives. [...] Au contraire, en mettant l'accent sur le « vivre de » et sur les conditions biologiques, écologiques et sociales de notre existence, en insistant sur la corporéité du sujet qui est né et qui a faim, nous faisons surgir des structures qui ont un sens pour toutes les sociétés et à toutes les époques. Cet universalisme est cependant un universalisme en contexte. Aussi les repères qu'il peut offrir sont-ils chaque fois interprétés par des hommes [et des femmes] situés dans une culture et à une époque données et évoluant dans un univers façonné par leur histoire, leur géographie, leur langue et leurs mythes ».¹⁴⁶

À travers une meilleure compréhension des conditions de notre existence, c'est-à-dire de notre rapport à soi, aux autres et au monde, en d'autres mots, au « vivre de », peut

¹⁴⁵ Pelluchon, Corine, « Les Nourritures : Philosophie du corps politiques », *Op. cit.*, p.18.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 346-347.

enfin s'élaborer un nouveau contrat social qui dépasse l'usage responsable des ressources, mais qui ouvre plutôt sur l'idée « du commun ». Dans cet esprit, Pierre Dardot et Christian Laval dans *Commun. Essai sur la Révolution au XXIe siècle* (2014) affirment :

« Le commun n'est ni l'humanité comme essence morale ou dignité, ni l'humanité comme espèce, ni l'humanité comme aptitude à sympathiser avec les autres hommes, qui n'est pas sans rapport avec la faculté de penser en se mettant à la place d'autrui. Le commun est à penser comme co-activité, et non comme coappartenance, copropriété ou copossession. [...] Il faut affirmer que c'est *seulement* l'activité pratique des hommes qui peut rendre des choses communes, de même que c'est *seulement* cette activité pratique qui peut produire un nouveau sujet collectif, bien loin qu'un tel sujet puisse préexister à cette activité au titre de titulaire de droits. [...] [Le commun] est le principe politique à partir duquel nous devons construire des communs et nous rapporter à eux pour les préserver, les étendre et les faire vivre. [...] [Le commun est une institution] selon laquelle l'activité humaine est toujours co-activité et co-obligation, co-opération et réciprocité».¹⁴⁷

Ainsi, dans l'esprit de Corine Pelluchon, cette posture du « vivre en commun », entre humains et non-humains, suggère par principe éthique et politique, de ne pas imposer une vie diminuée à quiconque ou à quoi que ce soit, car cela reviendrait à diminuer sa propre vie. Pour Dardot et Laval, construire « le commun » en pratiques et en idées en appelle « à la spontanéité créatrice de la société », mais aussi à la constitution d'une « institution de la politique à l'heure des dangers qui menacent l'humanité ».¹⁴⁸ C'est à travers ce nouveau rapport ontologique et projet politique du « bien-vivre » que l'on voit s'élaborer une multitude de mouvements, de la décroissance au convivialisme, et dans lesquelles la *résilience par le terroir* dans les Hautes-Laurentides est dans une certaine mesure à resituer.

3.3. Les mouvements convivialistes, agroécologistes et décroissantistes pour le bien-vivre

Comme l'évoque l'économiste et penseur de la décroissance, Serge Latouche : « La convivialité dont Ivan Illich emprunte le terme au grand gastronome

¹⁴⁷ Dardot, Pierre, C., Laval, *Commun: essai sur la révolution au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2015, p.48-49.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 459.

français du XVIIIe siècle, Brillat-Savarin (*La physiologie du goût. Médiations de gastronomie transcendante*), vise précisément à retisser le lien social détricoté par « l'horreur économique » (Rimbaud) ». ¹⁴⁹ Le mouvement actuel du *convivialisme* ou *convivialiste pour le bien-vivre* s'inscrit en effet dans cette mise en place du « bien vivre en commun » qui impliquent « des relations émotionnelles ouvertes avec les autres ». ¹⁵⁰ Dans l'ouvrage intitulé *De la convivialité. Dialogue sur la société conviviale à venir (2010)* les auteurs affirment que « le principe de base du *convivialisme* consiste dans l'affirmation de la *commune humanité* et de la *commune socialité* de tous les êtres humains ». ¹⁵¹ Esquissé par le sociologue français Alain Caillé, mais inspiré des mouvements *buen vivir* d'Amérique central et du sud et de la décroissance, le Manifeste du mouvement *convivialisme* est co-rédigé par « une quarantaine d'auteurs francophones, représentatifs des nombreux courants de pensée et d'action qui tentent de dessiner les contours d'un autre monde possible ». Ainsi, le mouvement du *convivialisme* regroupe plus largement quelques milliers de *convivialistes* intellectuels, acteurs de la société civile et militants « qui, dans l'esprit du *Manifeste convivialiste (2015)*, inventent des formes de démocratie post-croissantiste en théorie ou en pratique ». ¹⁵² Le mouvement du *convivialisme* se veut le point de ralliement pour la définition d'un monde alternatif basé sur :

« la recherche d'un art de vivre-ensemble (*con-vivere*) qui valorise la relation et la coopération, et qui permette de s'opposer sans se massacrer, en prenant soin des autres et de la Nature. [...] *Convivialisme* est le nom donné à tout ce qui dans les doctrines existantes, laïques ou religieuses, concourt à la recherche des principes permettant aux êtres humains à la fois de rivaliser et de coopérer, dans la pleine

¹⁴⁹ Latouche, Serge, « La voie de la décroissance. Pour une société d'abondance frugale », dans Caillé, Alain, M. Humbert, S. Latouche et P. Viveret (dir.) *De la convivialité. Dialogues sur la société à venir*, Paris, La Découverte, Paris, 2011, p. 66.

¹⁵⁰ Corbeau, Jean-Pierre, J-P., Poulain, *Penser l'Alimentation. Entre imaginaire et rationalité*, Toulouse, Éditions Privat, 2002, p. 97.

¹⁵¹ Caillé, Alain, M., Humbert, S., Latouche et P., Viveret, *De la convivialité. Dialogues sur la société à venir*, *Op. cit.*, p.21.

¹⁵² Les Convivialistes, *Pourquoi un site convivialiste ?*, 2016. En ligne au <<http://www.lesconvivialistes.org/>>, consulté le 18 avril 2016.

conscience de la finitude des ressources naturelles et dans le souci partagé du soin du monde. Et de notre appartenance à ce monde ».¹⁵³

Le *Manifeste convivialiste* a donc pour objectif, selon ses auteurs, de « dessiner les contours généraux d'une doctrine universalisable adaptée aux urgences de l'heure et de portée mondiale même si son application concrète sera nécessairement locale et conjoncturelle ».¹⁵⁴ En effet, à ces principes de *commune humanité*, de *commune socialité* s'ajoutent ceux « d'individuation » et « d'opposition maîtrisée » parce que, comme l'affirment les auteurs du *Manifeste Convivialiste*, dans un monde où « chacun a vocation à manifester son individualité singulière il est naturel que les humains puissent s'opposer ».¹⁵⁵

Concernant le *terroir*, cette philosophie *convivialiste* s'incarne souvent, de façon concrète, par un « retour à la terre » mettant en « acte un autre mode de vie dont les valeurs prennent le contre-pied de celles de la société dominante »¹⁵⁶ et dans l'*agroécologie* qui s'est d'abord consolidée comme courant scientifique avec la publication en 1987 du livre de Miguel Altieri *Agroecology, the Scientific Basis of Alternative Agriculture*. Au sein de la société civile, l'*agroécologie*, mise en pratique dans le cadre d'un réinvestissement des campagnes, est également apparue dans les années 1990 comme « une des options, et non la moindre, pour un véritable changement de logique dans nos sociétés ».¹⁵⁷ Comme le mentionne en effet Alain Peeters, ingénieur agronome, docteur en *agroécologie* et secrétaire d'*Agroecology Europe*, une récente association européenne pour la promotion de l'*agroécologie* : « L'*agroécologie* est à la fois une science, des techniques (pratiques agricoles) et un mouvement social. Elle se distingue des autres sciences et de l'agriculture conventionnelle par son approche holistique ».¹⁵⁸ Prônant notamment l'ancrage dans un territoire, le travail de la terre à l'échelle humaine, l'autonomie, la diversité du vivant, la

¹⁵³ Caillé, Alain, *Manifeste Convivialiste. Déclaration d'interdépendance*, Le Bord de l'eau, 2013, p. 14 et 25.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 26.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 27.

¹⁵⁶ Rouvière, Catherine, *Retourner à la terre. L'utopie néo-rurale en Ardèche depuis les années 1960*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015, p133.

¹⁵⁷ Rabhi, Pierre, *L'agroécologie, une éthique de vie*, Arles, Domaine du Possible, Actes Sud, 2015, p. 11.

¹⁵⁸ Consoglobe Consommer mieux, Vivre mieux, *L'agroécologie s'arme pour conquérir l'Europe*, 2016. En ligne au <<http://www.consoglobe.com/agroecologie-europe-cg>>, consulté le 18 avril 2016.

justice et le « bien vivre » comme mode de vie, l'agroécologie est aujourd'hui une approche fédératrice autour de représentations altermondialistes positives et d'actions concrètes. Comme l'affirme Pierre Rabhi, père de l'agroécologie en Europe :

« L'agroécologie telle que nous l'entendons, est la base d'une civilisation respectueuse des écosystèmes au sein desquels l'humain est un participant favorable à la vie, et non plus contre elle [...] La pratique agroécologique permet de fertiliser les sols, de lutter contre la désertification et l'érosion, de préserver la biodiversité, d'optimiser l'usage de l'eau. Elle est une alternative peu coûteuse et adaptée aux populations les plus démunies dont elle emploie l'énergie métabolique humaine ou animale, souvent surabondante, mais insuffisamment sollicitée et mal valorisée. Par l'usage optimisé des ressources naturelles et locales, elle libère le paysan de la dépendance à l'égard des intrants chimiques, coûteux et destructeurs. Elle participe à réduire fortement des transports générateurs de tant de pollutions, dues à une véritable chorégraphie de l'absurde où des denrées anonymes parcourent chaque jour des milliers de kilomètres plutôt que d'être produites localement sur les divers territoires. Elle permet d'obtenir, et cela est sans doute l'une de ses finalités essentielles, une alimentation de qualité, garante de bonne santé pour la terre et ceux qu'elle nourrit ». ¹⁵⁹

C'est dans un même élan pour le « bien-vivre en commun » et pour une autre organisation sociale et politique de la société que se trouvent les mouvements de la *décroissance soutenable* ou, autrement nommée, de la *simplicité volontaire*. Selon le sociologue Andreu Solé, « la décroissance en va du refus du « dogme de la croissance », du « productivisme », de « l'économisme », de la « société de consommation », de la « loi du profit », de la « loi du marché », de « l'idéologie du progrès ». Contre la « mondialisation », on pense « local » [c'est-à-dire], s'approvisionner, ainsi que de vivre et de produire dans le respect du lieu où nous habitons, des écosystèmes et des ressources particulières ». ¹⁶⁰ Pour le philosophe Louis Marion : « La décroissance, ce n'est pas la décroissance économique, ce n'est pas la récession, c'est la décroissance de l'économie elle-même comme représentation idéologique dominante qui légitime son autonomie désastreuse à l'abri de toutes attaches et de toutes responsabilités normatives et

¹⁵⁹ Rabhi, Pierre, *L'agroécologie, une éthique de vie*, *Op. cit.*, p. 12 et 27.

¹⁶⁰ Solé, Andreu, « Développement durable ou décroissance ? Le point aveugle du débat », dans Abraham, Y-M, L. Marion et H. Philippe (dir.), *Décroissance versus développement durable*, Montréal, Écosociété, 2011, p. 22.

collectives ». ¹⁶¹ On retrouve une même aspiration à travers le mouvement de la *Simplicité volontaire*. Les acteurs de ce mouvement social privilégient en effet une meilleure *qualité de vie* en *simplifiant* certains aspects de leur vie et en cultivant plutôt des sources non matérielles de satisfaction et de sens. Comme l'affirme Serge Mongeau, père de la simplicité volontaire au Québec, en ce qui concerne la consommation et la possession matérielle: « Beaucoup de gens qui ont bien intégré la philosophie libérale croient encore qu'ils manquent de chance ou d'occasions, et ne remettent en cause ni les orientations ni les structures sociales. [...] [Or,] une part importante de nos besoins sont immatérielles et se situent au niveau de l'âme, des sentiments des états d'être. [...] Et si nous profitons de la crise pour revoir nos façons de vivre, pour rétablir un nouvel ordre dans la hiérarchie de nos valeurs ? ». ¹⁶²

Finalement, à l'image de ces mouvements convivialistes, agroécologistes et décroissantistes, le concept de « bio-région » manifeste un même appel à replacer au cœur de l'existence humaine d'autres manières de « bien vivre en commun ». Dans le *Petit traité de résilience locale* (2015), la *biorégion* est en effet décrite comme l'un des lieux privilégiés de la mise en pratique du « bien vivre » en ce sens qu'elle renvoie à :

« Un urbanisme alternatif porteur d'un développement local, autosoutenable, qui accorde une valeur primordiale à la diversité, aux particularités identitaires et aux savoir-faire locaux. Le territoire devient l'acteur central de la production de la richesse (durable) et de l'économie (solidaire), en mettant en relation culture et nature, à travers une autogestion responsable des communautés locales. Le territoire est considéré comme un bien commun. La biorégion [...] renouvelle totalement le dialogue entre l'humain et son environnement : elle développe une économie créatrice d'emplois non délocalisable et oriente les principes d'aménagement vers la reproductibilité autonome et globale de l'écosystème, autour du triptyque de la qualité environnementale et paysagère des espaces habités, de l'ancrage de leur aménagement dans les traditions culturelles et de la participation des habitants et des acteurs locaux à l'élaboration de leur « projet de territoire » ». ¹⁶³

¹⁶¹ Mouvement québécois pour une décroissance conviviale, Marion, Louis, *Le progrès en procès*, 2009. En ligne au <<http://www.decroissance.qc.ca/node/238>>, consulté le 18 avril 2016.

¹⁶² Mongeau, Serge, *La simplicité volontaire plus que jamais*, Montréal, Écosociété, 1998, p.52-53 et 55.

¹⁶³ Sinaï, Agnès, R., Stevens, H., Carton, P., Servigne, *Petit traité de résilience locale*, *Op. cit.*, p. 67.

Tout comme les mouvements *convivialistes* que nous venons de voir, le mouvement de la *résilience par le terroir* dans les Hautes-Laurentides invite ainsi, à sa manière, « à la révision complète des modes d'organisation de nos sociétés »¹⁶⁴ en faisant la promotion de valeurs et pratiques alternatives au système social et politique actuel.

Conclusion générale du chapitre

Nous nous sommes attachés dans ce chapitre à définir les contours théoriques du *terroir* et ce au prisme tant de la sociologie de l'environnement, de l'alimentation que du « bien vivre ». Au croisement de ces trois paradigmes sociologiques, le *terroir* peut ainsi être compris 1) comme une prise de conscience, une responsabilité écologique, 2) comme une construction sociale qui façonne les représentations du temps (lent), du lieu (incarné) et des savoir-faire (locaux) et 3) comme un projet social fédérateur misant sur le caractère collectif de l'existence humaine et l'importance de cultiver les liens sociaux de manière conviviale et éthique. Il est maintenant essentiel d'aborder le cadre méthodologique de cette étude. C'est une méthodologie résolument qualitative qu'il nous semble essentiel de mettre de l'avant pour l'étude des représentations sociales du *terroir* dans les Hautes-Laurentides.

¹⁶⁴ Caillé, Alain, M., Humbert, S., Latouche et P., Viveret, *De la convivialité. Dialogues sur la société à venir*, *Op. cit.*, p.10.

CHAPITRE 3 : Cadre méthodologique

Une approche qualitative du *terroir* par l'étude de ses représentations sociales

« Les représentations sociales apparaissent au carrefour des lignes de force effectives et événementielles de la vie d'un individu ou d'un groupe, à l'interface des éléments émotionnels dont elles tirent leur substance et de l'émergence circonstancielle d'un nouvel objet imaginaire modérateur de sens, ou de la transformation d'un ancien »

Pierre Mannoni, 2010

Dans le cadre d'une sociologie du *terroir*, nous proposons ici d'explicitier la méthodologie d'enquête qualitative à laquelle nous avons procédé pour appréhender le phénomène social de la *résilience par le terroir* dans la région des Hautes-Laurentides. Afin de mieux comprendre le sens que les acteurs donnent au *terroir* dans cette région, nous avons adopté une posture épistémologique interprétative et constructiviste qui valorise une approche compréhensive et sensible du *terroir*. Nous nous sommes ainsi intéressés à la *réalité plurielle et construite* de cet objet social afin de mieux en saisir ses significations, ses définitions et les valeurs qu'il porte. L'étude des représentations sociales du *terroir* vise de ce point de vue à mettre en lumière les nouveaux récits symboliques et sociaux que ce concept recouvre. En d'autres mots, nous cherchons à comprendre comment ce « goût du terroir » dans les Hautes-Laurentides se pense, se construit, se vit et se raconte dans cette communauté rurale québécoise et comment il permet la redéfinition d'un nouveau « vivre de » et d'un nouveau « bien-vivre ensemble » régional. La démarche méthodologique privilégiée ici consiste ainsi à « appréhender la richesse du concept de *terroir*, en démêlant la complexité, mais aussi la diversité des

usages et des représentations, tant au sein des communautés de chercheurs que dans les pratiques sociales, afin de s'en construire une représentation claire ».¹⁶⁵

Concernant les pratiques sociologiques de recueil des données discursives pour l'étude du *terroir* dans les Hautes-Laurentides, nous avons opté pour une démarche qualitative qui, par sa souplesse, permet un accès en profondeur aux témoignages et « aux subtilités quasi infinies des stratégies que les agents sociaux déploient dans la conduite ordinaire de leur existence ».¹⁶⁶ Les techniques d'enquête privilégiées pour cette recherche sont l'entrevue semi-dirigée et l'analyse de discours. Les entrevues ont été réalisées avec dix-sept acteurs-clés de la chaîne agroalimentaire de la MRC soit, des producteurs (production), des artisans (transformation), des chefs-restaurateurs (consommateur) et des acteurs de la gouvernance régionale. Via ce corpus recueilli, nous avons effectué une analyse de discours qui repose sur une codification et une systématisation constituées au regard de la problématique et du cadre conceptuel « en vue d'interpréter [ces discours] dans le but de [mieux] connaître la vie sociale »¹⁶⁷ dans la MRC Antoine-Labelle. Dans ce chapitre, nous verrons, dans un premier temps, en quoi *l'étude de communauté* et l'étude des représentations sociales comme outils méthodologiques sont fondamentales pour décrire et analyser le *terroir* dans les Hautes-Laurentides. Dans un deuxième temps, nous fournirons une réflexion sur les conditions de réalisation du travail empirique et sur les méthodes d'enquête mobilisées soit, les entretiens semi-dirigés et l'analyse du discours.

¹⁶⁵ Prévost, Philippe et al. « Le terroir, un concept pour l'action dans le développement des territoires », *Op. cit.*

¹⁶⁶ Bourdieu, Pierre, « Comprendre », *La misère du monde*, Éditions du Seuil. Paris, 1993, p. 903.

¹⁶⁷ Sabourin, Paul, « L'analyse de contenu », dans Gauthier, Benoît (dir.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, Presses de l'Université du Québec, 2009, p. 416.

1. L'étude de communauté pour appréhender le *terroir*

1.1. Le terrain d'étude : La MRC Antoine-Labelle dans les Hautes-Laurentides au Québec

Notre étude sociologique est menée dans la MRC Antoine-Labelle dans les Hautes-Laurentides, une région administrative et géographique du Québec. Administrativement constituée en 1983, la MRC Antoine-Labelle est aujourd'hui composée de 17 municipalités dont la principale agglomération, la ville-centre, est Mont-Laurier. Situé à environ 200 km au nord de Montréal et de Gatineau « ce territoire couvre 15 658 km² de superficie de terre ferme, [...] environ 1000 km² de superficie d'eau [et] [...] la population totale est de 35 658 habitants soit, 2,3 habitants/km² ». ¹⁶⁸ La MRC d'Antoine-Labelle constitue donc la plus vaste et la moins peuplée des huit MRC de la grande région des Laurentides méridionales. Elle est également considérée comme une jeune MRC plutôt éloignée des grands centres urbains, notamment parce qu'aucune autoroute à deux voies ne dessert la région à partir du Mont-Tremblant ce qui limite l'accès au territoire. ¹⁶⁹ Comme nous l'avons vu au chapitre consacré à la problématique, les conditions socio-économiques se sont largement détériorées dans cette région suite à la « crise forestière ». Pour les membres de la communauté d'Antoine-Labelle, l'importante dégradation de leurs conditions matérielles et existentielles a déclenché la mise en marche d'une transition régionale. D'une certaine manière, comme nous le verrons dans l'analyse, celle-ci a permis la reconfiguration et la revitalisation du sentiment d'appartenance à la communauté.

C'est au regard de cette problématique sociale que traversent et vivent ses membres que nous saisissons les Hautes-Laurentides. Notre terrain d'étude constitue en effet moins une région administrative et géographique qu'une « communauté » au sens sociologique du terme. Par communauté, nous entendons « un lieu de convivialité et de

¹⁶⁸ Emploi Québec Laurentides, *Profil socioéconomique et caractéristiques du marché du travail MRC d'Antoine-Labelle*, Op. cit.

¹⁶⁹ Voir les cartes géographiques et routières de la MRC Antoine-Labelle en Annexe 1, 2 et 3.

vraie vie ; [...] la communauté locale [...] entendue non seulement comme lieu physique ou géographique, mais aussi comme un ensemble de relations, liens interpersonnels et chaîne de rapports sociaux ». ¹⁷⁰ Dans l'esprit du sociologue Max Weber, un ensemble d'interactions et de relations sociales peut en effet être appelé « *communauté* si la disposition à agir s'appuie sur une appartenance commune affective ou traditionnelle, subjectivement ressentie par les personnes impliquées ». ¹⁷¹ Dans les Hautes-Laurentides, la « crise forestière » constitue l'évènement significatif qui a participé à la construction d'une « nouvelle appartenance affective » que se traduit par une aspiration régionale à un nouveau « vivre de » et « vivre ensemble ». Ainsi, la « crise forestière » est la porte d'entrée par laquelle nous verrons comment différents acteurs de la chaîne agroalimentaire des Hautes-Laurentides donnent dorénavant sens au *terroir* qui est le leur.

L'étude des Hautes-Laurentides en tant que communauté permet en ce sens de mettre « en évidence la façon dont un évènement particulier peut avoir une influence sur la qualité et sur la globalité de l'organisation de la vie locale ». ¹⁷² Comme l'ajoutent Palmonari et Zani: « le partage émotionnel [...] dans l'affrontement de certains évènements [...] constitue une condition nécessaire pour faire d'un ensemble d'individus une vraie communauté, et pour transformer les histoires individuelles de vie en histoire de la communauté, symbolisée dans les différentes expressions artistiques, [symboliques et langagières] ». ¹⁷³ Dans les Hautes-Laurentides, la crise autant économique que sociale a été le ferment d'une redéfinition collective des pratiques, des valeurs, des aspirations et des représentations par laquelle se structure la *résilience par le terroir* dans la communauté. Ce sont bien les représentations sociales de ce phénomène que cette étude vise méthodologiquement à explorer et analyser. Ainsi, comme nous allons le voir, l'usage de méthodologies qualitatives s'impose pour saisir la complexité de ce phénomène autant dans ses dimensions sociales, qu'écologiques.

¹⁷⁰ Palmonari, Augusto, B., Zani, « Les études de communautés », dans Moscovici, Serge, F., Buschini (dir.), *Les méthodes des sciences humaines*, Presses universitaires de France, 2003, p. 14. Pour une définition anthropologique de la notion de communauté, voir UNESCO, « Réunion internationale d'experts sur le patrimoine culturel immatériel Établissement d'un glossaire », 2012.

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² *Ibidem.*, p. 15.

¹⁷³ *Ibidem.*, p. 31-32.

1.2. Les représentations sociales comme outil méthodologique

Depuis une dizaine d'années, à la suite de la crise économique et forestière nord-américaine, les imaginaires sociaux liés à la *nature* et à la *culture* se transforment dans la région des Hautes-Laurentides suggérant de nouvelles représentations et modes de vie. Pour le philosophe Cornelius Castoriadis, l'*imaginaire* n'est autre chose que « la faculté originaire de poser ou de se donner, sous la forme de la représentation, une chose ou une relation qui ne sont pas (qui ne sont pas données dans la perception ou ne l'ont jamais été) [...] C'est bien sa dimension créatrice qui importe : il [l'imaginaire] institue les significations sociales dans la mesure où il les crée ».¹⁷⁴ La clé de notre démarche méthodologique est la mise au jour des représentations sociales constitutives de l'imaginaire collectif du *terroir* dans les Hautes-Laurentides. Dans cette optique, nous nous sommes attachés à « ne pas négliger les valeurs, les affects, et tout ce qui ne se laisse pas rationaliser dans la société moderne ».¹⁷⁵ Ainsi, afin de saisir l'*insaisissable* complexité de ce phénomène social qui témoigne d'une multitude de dimensions dynamiques et évolutives, nous avons en effet choisi d'investiguer le *terroir* comme objet sociologique par l'étude de ses représentations et de celles du « bien vivre » de cette communauté. De ce point de vue, nous mobilisons une approche « holistique et globale [...] [qui] tient les faits humains pour des totalités qui ne peuvent être expliquées si l'on se limite à étudier séparément leurs différentes composantes [...] [c'est-à-dire] non seulement les conduites, les représentations, mais aussi les contextes et les moments historiques où elles s'inscrivent ».¹⁷⁶ Le concept du « bien vivre » a ainsi constitué un *pont sémantique* dans notre étude des représentations sociales du *terroir* et dans l'élaboration de notre méthode d'enquête comme nous le verrons sous peu.

¹⁷⁴ Castoriadis cité par Caumières, Philippe, A., Tomès, *Cornelius Castoriadis : réinventer la politique après Marx*, Paris, Presses universitaires de France, 2011, p.135. Sur le concept d'imaginaire, voir également Durand Gilbert ; *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*, Paris, Dunod, 1993 (1ère édition Paris, P.U.F., 1960) et *L'Imagination symbolique*, Paris, PUF, 2015 (1ère édition en 1964).

¹⁷⁵ Palmonari, Augusto, B., Zani, « Les études de communautés », dans Moscovici, Serge, F., Buschini (dir.), *Les méthodes des sciences humaines, Op. cit.*, p. 14.

¹⁷⁶ Jodelet, Denise, « Aperçus sur les méthodologies qualitatives », dans Moscovici, Serge, F., Buschini (dir.), *Les méthodes des sciences humaines*, Presses universitaires de France, 2003, p. 144.

Le concept de représentations sociales se définit, d'après la psychosociologue Denise Jodelet, comme « une forme de connaissance socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social ». ¹⁷⁷ Englobant des croyances, des valeurs, des attitudes, des opinions et des images, Jodelet affirme que « les représentations sont organisées de façon à produire un savoir cohérent et surtout pratique sur l'état de la réalité ». ¹⁷⁸ Ainsi, une représentation sociale n'est jamais ni vraie, ni fausse, elle est un savoir de sens commun qui structure l'expérience. Comme l'affirme le sociologue Gilles Houle :

« le sens commun est une forme de connaissance dont la transformation est la base même du travail sociologique aussi bien que tout travail scientifique ; et cela non pas pour être disqualifié, mais pour servir à l'élaboration d'un autre savoir, sur la base de règles théoriques et méthodologiques qui en définissent la spécificité, l'objectivité [...] Précisons encore : les règles de connaissance caractéristiques du sens commun seraient dans cette perspective constitutives d'un modèle concret de connaissance, par opposition au modèle abstrait que construit le chercheur ». ¹⁷⁹

Dans la perspective d'une étude des représentations sociales du *terroir* dans les Hautes-Laurentides, il n'est pas possible, ni d'ailleurs souhaité, de s'accorder sur une définition qui se voudrait objective de la notion de *terroir*. Dans le cadre de cette étude, nous nous intéressons plutôt à mettre en évidence, chez les acteurs interrogés, les multiples significations qu'ils donnent, dans leur vie quotidienne, de la notion *terroir*. La réalité sociale du *terroir* n'est en effet accessible qu'à travers la subjectivité, qu'à travers l'interprétation que les individus s'en font. Dans l'esprit du philosophe Edmund Husserl « le sujet ne peut avoir de sens que dans sa relation avec l'objet, et de même, l'objet suppose en soi d'être relié à la subjectivité ». ¹⁸⁰ Notre étude s'inscrit ainsi dans le courant de la phénoménologie sociale, « c'est-à-dire l'étude systématique de tout ce qui présente à la conscience, exactement comme cela se présente ; autrement dit, [...] l'étude des

¹⁷⁷ Jodelet, Denise, *Les représentations sociales*, Paris, Presses universitaires de France, 1989b, p. 53.

¹⁷⁸ *Idid.*

¹⁷⁹ Houles, Gilles, « Le sens commun comme forme de connaissance : de l'analyse clinique en sociologie », *Sociologie et sociétés*, vol. 19 no 2, 1987, p. 84.

¹⁸⁰ Giorgi, Amedeo, « De la méthode phénoménologique utilisée comme mode de recherche qualitative en sciences humaines : théorie, pratique et évaluation », dans Poupart J., et Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives, *La recherche qualitative Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Éditions Gaëtan Morin, 1997, p. 345.

structures de la conscience, ce qui inclut une corrélation entre les actes de la conscience et leur objet ». ¹⁸¹ D'une certaine façon, dans cette perspective, le *terroir* est une *invention*. En d'autres mots, c'est bien le discours de sens commun, le langage ordinaire, les univers de sens, ou encore, le « vécu » relatif au terroir qu'il nous intéresse d'interroger tout autant qu'aux conditions de possibilités du phénomène et de sa constitution au sein de l'expérience.

C'est en effet précisément le terroir tel qu'il est « vécu » dans ses dimensions affectives et existentielles que nous cherchons à mettre en lumière afin de mieux appréhender le phénomène de la *résilience par le terroir* sous l'angle des acteurs qui la vivent. Comme l'affirme l'historien Michel Vovelle à propos des représentations sociales : « Il s'agit de comprendre, au-delà des conditionnements et des rapports qui régissent la vie des hommes, l'image qu'ils s'en font, l'activité créatrice qu'ils y appliquent en termes d'imaginaire, d'émotions et d'affects ». ¹⁸² À travers le concept de *terroir*, ce sont bien des « visions du monde » que nous cherchons à mettre en lumière. Comme l'affirme en effet le psycho-sociologue Jean-Pierre Abric : « Le repérage de la « vision du monde » que les individus ou les groupes portent en eux et utilisent pour agir et prendre position est reconnu comme indispensable pour comprendre les dynamiques des interactions sociales et donc éclairer les déterminants des pratiques ». ¹⁸³ Dans les Hautes-Laurentides, les représentations sociales concernant les diverses « visions du monde » des acteurs et ses « affects » sont donc essentielles afin d'appréhender ce « goût du terroir » comme objet sociologique.

Avant de procéder à une analyse des représentations sociales du *terroir*, nous avons en effet effectué une enquête de terrain auprès de différents acteurs-clés de la chaîne agroalimentaire de la région des Hautes-Laurentides. C'est cette enquête et le recours à la méthode par entrevues semi-dirigées que nous allons maintenant présenter.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 342.

¹⁸² Vovelle, Michel, « Histoire et représentations », *Sciences humaines*, no 27, 1993, p. 27. Sur les représentations, voir également Chartier, Roger, « Le monde comme représentation », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, Volume 44, Numéro 6, 1989, pp. 1505-1520.

¹⁸³ Abric, Jean-Claude, « Les représentations sociales : aspects théoriques » dans Abric Jean-Claude (dir.) *Pratiques sociales et représentations*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 11.

2. Présentation du terrain d'étude et recrutement des participants

Nos résultats d'enquête pour ce mémoire reposent sur la combinaison de deux terrains d'étude : l'un réalisé à l'été 2014 en tant qu'assistante de recherche dans le cadre d'une étude sur les espaces ruraux en transition, menée au Québec par la sociologue Sara Teitelbaum ; l'autre, en février 2015, effectué de manière autonome en tant qu'étudiante-chercheure pour la réalisation de ce mémoire de sociologie. Après avoir présenté le premier terrain d'étude de la recherche menée par Sara Teitelbaum (recrutement et identification des participants à l'étude (échantillon) et présentation du préambule des entretiens), nous présenterons notre propre terrain par lequel nous avons complété nos données d'enquête en accord avec notre étude des représentations sociales du *terroir*. Il est important d'ajouter que c'est finalement, « comme c'est souvent le cas dans les enquêtes de terrain, une rencontre fortuite »¹⁸⁴ – d'abord avec Sara Teitelbaum et ensuite avec la région des Hautes-Laurentides – qui a décidé de la tournure de notre projet de mémoire en sociologie. En effet, nous n'étions ni originaire et jusqu'alors ni familière avec la région étudiée. Notre intérêt pour les Hautes-Laurentides et sa communauté s'est constitué un peu par hasard et s'est développé en la côtoyant.

2.1. Premier terrain d'étude (été 2014)

Notre premier terrain d'étude a été mené à titre d'assistante de recherche à l'été 2014 dans le cadre d'un stage en milieu de recherche portant sur les espaces ruraux en transition. En cours depuis 2013, cette étude internationale menée entre la Suède et le Québec a pour objectif d'examiner les modes ruraux de gouvernance et le développement des infrastructures écologiques pour le bien-être humain. Initiée au département de foresterie de l'Université Suédoise des Sciences Agricoles (SLU-Skinnskatteberg), cette étude comparative est dirigée par Per Angelstam, Marine Elbakidze et Robert Axxelson, professeurs de l'École de foresterie de l'Université Suédoise des Sciences Agricoles et co-pilotée au Québec par Sara Teitelbaum, professeure et chercheure au département de

¹⁸⁴ De la Soudière, Martin, *Poétique du village*, Paris, Éditions Stock, 2010, p. 16.

sociologie de l'Université de Montréal. Nous le rappelons, au Canada, le projet se concentre à la province du Québec et plus spécifiquement, à la Municipalité régionale de comté (MRC) Antoine-Labelle dans la région des Hautes Laurentides. Via l'étude comparative de deux régions où prédominait jusqu'à récemment l'industrie forestière (Hautes-Laurentides, Québec et Vilhelmina, Suède), l'objectif de cette recherche internationale est de comprendre comment les activités économiques liées à la nature et à la culture contribuent à un nouveau développement économique dans les communautés rurales (Teitelbaum, 2014).

Dans le cadre du segment québécois de cette étude internationale Suède-Québec, nous étions trois chercheuses sur le terrain, soit Sara Teitelbaum, la chercheuse principale, ainsi que deux assistantes-chercheurs, moi-même et une autre étudiante à la maîtrise en sociologie à l'Université de Montréal. Pour cette étude, nous avons interrogé un large échantillon d'acteurs étant donné que nous désirions, pour mieux respecter le comparatif suédois, nous entretenir avec une trentaine de personnes opérant des activités de type *nature/culture* dans la MRC Antoine-Labelle et des acteurs de la gouvernance locale et régionale. À travers un examen des sites Internet et des répertoires municipaux d'entreprises et au regard des informations collectées auprès des offices de tourisme des Hautes-Laurentides, nous avons ciblé différents acteurs qui correspondaient aux critères d'entretiens élaborés par les chercheurs principaux. En ce sens, nous avons contacté aussi bien des hommes que des femmes de tout âge et de toute origine qui, dans le cadre de leurs opérations entrepreneuriales, valorisent, d'une manière ou d'une autre, des activités de type *nature/culture*. La méthode d'échantillonnage en « cascade » ou « boule de neige » a été utilisée pour recueillir des contacts supplémentaires, c'est-à-dire qu'au fur et à mesure des rencontres, de nouveaux entrepreneurs nous étaient suggérés par les autres répondants. Finalement, en demeurant dans un chalet loué dans les Hautes-Laurentides sur une période d'environ un mois (fin juin et juillet 2014), ce contact prolongé avec la communauté nous a permis de connaître différents autres acteurs « significatifs » du point de vue du thème de la recherche.

Au total, pour le pan québécois de cette étude internationale, nous avons interrogé par entrevues semi-dirigées trente-trois acteurs de la MRC Antoine-Labelle. Parmi ces

acteurs figurent des entreprises liées à la foresterie, à la chasse et pêche, à l'histoire, à la préservation et à la protection de l'environnement, aux activités de loisirs, douces ou motorisées, en nature, à l'hébergement (pourvoiries, *resorts*, alternatifs) à la restauration et à l'agrotourisme (cabane à sucre, pourvoiries, restaurant solidaire), à la production agricole, de viande et de poissons d'élevage (champignon, miel, fromage, volaille, bœuf, pourvoiries) à l'art et à l'artisanat (musée, artistes), à la santé et au bien-être (spa) et des acteurs de la gouvernance régionale pour le développement de la collectivité. Ces entrepreneurs d'activités *nature-culture* et ces acteurs de la gouvernance régionale ont été contactés par téléphone selon le préambule suivant :

Préambule des entretiens (juillet 2014)

Bonjour, mon nom est Rosalie Rainville. Je suis une étudiante-chercheuse au département de sociologie de l'Université de Montréal (chercheuse principale est Sara Teitelbaum). Ce printemps / été, mon équipe et moi faisons une étude sur le rôle du tourisme et des loisirs en milieu naturel dans la MRC d'Antoine-Labelle. Nous espérons interviewer environ 30 entrepreneurs de la région afin de connaître en autres les opportunités et les défis associés au secteur touristique de type *nature/culture*. La recherche fait partie d'une étude internationale comparative comprenant à la fois la MRC d'Antoine Labelle et une région similaire dans le nord de la Suède. En tant qu'entrepreneur dans le secteur récréotouristique, vos expériences nous intéressent. Les questions s'articuleront autour du lien entre la nature et la culture dans votre entreprise, les défis et les opportunités du secteur touristique, l'avenir du tourisme axé sur la nature et la culture dans la MRC d'Antoine Labelle, etc. Acceptez-vous de nous accorder environ 45 minutes à 1 heure de votre temps pour une interview durant les mois de juin ou juillet ? L'entretien peut être réalisé à votre entreprise ou nous pouvons trouver un autre endroit selon notre convenance. (Par exemple, un emplacement dans la ville la plus proche (bureau municipal, restaurant, etc.)). De plus, les entretiens sont confidentiels c'est-à-dire que votre nom ne sera en aucun cas associé à vos réponses. Finalement, à une date qui n'est pas encore déterminée, nous présenterons, dans la MRC, les résultats de la recherche. Vous serez bien entendu invité à la présentation.

Tableau I. Préambule des entretiens (juillet 2014)

Suite à cet appel, nous avons fourni aux participants, par courriel, un court descriptif du projet et le formulaire de consentement à signer lors de notre rencontre.

En tant qu'assistante de recherche pour cette étude dans les Hautes-Laurentides, nous avons réalisé, sous la direction de la chercheuse principale, une recension de littérature sur la région et ses enjeux, dépouillé les sites Internet et brochures touristiques, contacté et interrogé des acteurs régionaux et finalement, parcouru le territoire de la MRC Antoine-Labelle. Cette expérience empirique nous a en effet fourni une large compréhension du contexte régional des Hautes-Laurentides et des divers enjeux locaux s'y opérant. Dans la continuité de notre travail amorcée sur ce territoire et auprès de sa population, nous avons voulu toutefois construire notre propre problématique de recherche portant davantage sur les représentations sociales du *terroir* dans les Hautes-Laurentides plutôt que concernant l'apport des activités *nature/culture* en ce qui a trait au développement économique régional. Avec l'accord de la directrice du projet de recherche Sara Teitelbaum et avec l'approbation du Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences (CERAS) de l'Université de Montréal, nous avons dans un premier temps bénéficié d'une partie du matériau discursif construit dans le cadre de cette enquête internationale. L'année suivante, en février 2015, nous avons ensuite effectué un deuxième terrain d'étude pour explorer plus en profondeur notre propre problématique de recherche axée sur le phénomène de la *résilience par le terroir*.

2.2. Deuxième terrain d'étude (février 2015)

Des trente-trois entretiens semi-dirigés réalisés lors du premier terrain d'étude, nous avons retenu, pour notre propre recherche, dix entrevues qui correspondaient le mieux à l'angle sociologique privilégiée par notre problématique de recherche portant sur les représentations sociales du *terroir*. Nous avons volontairement sélectionné ces dix entretiens étant donné que les acteurs interrogés y abordaient spontanément des enjeux et des aspects liés au terroir notamment concernant l'alimentation, les savoir-faire locaux, le rapport à la terre et à l'environnement. En raison de la nature de leurs activités entrepreneuriales (des activités liées à l'histoire, à la préservation et à la protection de l'environnement, à l'hébergement (pourvoiries, *resorts*, alternatifs) à la restauration et à

l'agrotourisme (cabane à sucre, pourvoiries), à la production agricole et de viande (miel et bœuf) et en ce qui a trait à la gouvernance régionale pour le développement de la collectivité), ces dix premiers acteurs nous ont permis d'ouvrir une piste de réflexion sur le *terroir* dans les Hautes-Laurentides et ainsi, développer notre propre problématique de recherche. Pour approfondir et compléter nos données sur le terroir et maximiser la représentativité sociologique, nous avons effectué sept entrevues semi-dirigées supplémentaires en février 2015 avec différents autres acteurs de la chaîne agroalimentaire de la région. Pour recruter ces nouvelles personnes, nous avons entrepris un inventaire des entreprises qui relèvent le mieux du *terroir* dans sa définition large, c'est-à-dire des entreprises où s'opère une articulation entre le milieu humain, non-humain et des savoir-faire propres à la communauté. À travers un examen des sites Internet, des répertoires municipaux d'entreprises et au regard des informations collectées auprès des offices de tourisme des Hautes-Laurentides, nous avons ciblé de nouveaux acteurs qui correspondaient à nos critères d'entretiens. Ainsi, nous avons contacté aussi bien des hommes que des femmes de tout âge et de toute origine qui, dans le cadre de leurs opérations entrepreneuriales et/ou familiales, valorisent, d'une manière ou d'une autre, le *terroir* et sa constitution dans la MRC Antoine-Labelle. De plus, en demeurant un mois dans une auberge de jeunesse des Hautes-Laurentides durant notre enquête de terrain (février 2015), nous avons pu faire, tels que le dit l'ethnologue Martin de la Soudière dans son ouvrage *Au bonheur des saisons. Voyage au pays de la météo (1999)* « des observations de trottoir et de terroir ». En vivant dans la région étudiée durant un mois, nous avons en effet pu connaître et interroger, dans leur vie quotidienne, des acteurs « significatifs » du *terroir* notamment en participant aux événements locaux tels que des lancements de produits, en faisant du covoiturage en compagnie de touristes et de locaux et en fréquentant fermes, épiceries, cafés, pubs et restaurants régionaux. Ainsi, comme nous l'avons vu précédemment, en plus de bénéficier de « l'expérience » des dix entrepreneurs issus de secteurs d'activités économiques *nature/culture* et d'acteurs liés à la gouvernance régionale, nous avons eu accès aux discours supplémentaires de maraîchers, de cultivateurs de céréales biologiques, d'éleveurs et de producteur d'ovins et de wapitis, d'artisans de métiers de la bouche tels que des bouchers, de chefs-restaurateurs,

des micro-brasseurs et des fabricants de spiritueux, totalisant, pour notre propre étude sociologique, un corpus d'analyse de dix-sept entretiens semi-dirigés.

Étant donné que ces dix-sept différents acteurs sont issus de diverses étapes de la chaîne agroalimentaire, leurs « expériences » plurielles et singulières permettent d'appréhender le *terroir* dans ses diverses étapes (gouvernance-production-transformation-consommation) et dimensions (écologiques, sociales, économiques et politique). Cette variété d'acteurs et de discours permet autrement dit d'accéder « à une connaissance détaillée et circonstanciée »¹⁸⁵ de la réalité sociale du *terroir* dans les Hautes-Laurentides. Par souci de cohérence et de continuité avec les dix premiers entretiens retenus, nous avons d'abord abordé, dans le cadre des sept nouveaux entretiens, sensiblement les mêmes questions qu'en juillet 2014 c'est-à-dire le lien entre la nature et la culture et leur entreprise, les défis et opportunités rencontrés, les représentations de l'avenir dans la région. Néanmoins, pour explorer davantage la spécificité de notre propre problématique de recherche axée sur les représentations du *terroir*, nous avons élargi la grille d'entretien au fait alimentaire (production, transformation et consommation d'aliments) et au *terroir*, c'est-à-dire au lien entre les spécificités des activités/productions au regard du milieu naturel et culturel et finalement, à ce que les acteurs considèrent comme relevant d'un certain « bien vivre » et « bien manger » régional. Nous les avons contactés sur le modèle du préambule suivant :

Préambule des entretiens (février 2015)

Bonjour, je suis étudiante à la maîtrise en sociologie à l'Université de Montréal et je mène actuellement une étude sur les représentations de l'alimentation et du terroir dans la MRC d'Antoine-Labelle. Je cherche à interviewer environ une dizaine de personnes. En tant que (producteurs / chefs-restaurateurs / artisans), votre expérience m'intéresse. Mes questions s'articulent autour du lien entre votre entreprise, l'alimentation et votre région. Aussi, d'un

¹⁸⁵ Deslauriers, Jean-Pierre, M., Kérisit, « Le devis de recherche qualitative », dans Poupart J., et Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives, *La recherche qualitative Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Éditions Gaëtan Morin, 1997, p. 97.

point de vue plus familial, je m'intéresse aux pratiques alimentaires concrètes à la maison. Finalement, nous discuterons de vos points de vue concernant les défis, les opportunités et l'avenir du secteur alimentaire dans la MRC d'Antoine Labelle. Seriez-vous intéressé à m'accorder environ 1h à 1h30 de votre temps pour une interview au courant de la semaine prochaine ? L'entretien peut être réalisé à votre entreprise ou nous pouvons trouver un autre endroit selon notre convenance. (Par exemple, un emplacement dans la ville la plus proche (bureau municipal, restaurant, etc.)). De plus, les entretiens sont confidentiels c'est-à-dire que votre nom ne sera en aucun cas associé à vos réponses. Finalement, à une date qui n'est pas encore déterminée, je présenterai, dans la MRC, les résultats de la recherche. Vous serez bien entendu invité à la présentation. Êtes-vous intéressé à participer à mon projet de recherche?

Tableau II. Préambule des entretiens (février 2015)

Suite à cet appel, nous avons fourni, par courriel, aux sept nouveaux participants un court descriptif du projet et le formulaire de consentement à signer lors de notre rencontre.

D'un point de vue méthodologique, cette étape de la prise de contact préliminaire avec les personnes susceptibles d'être interrogées n'est pas à négliger. Elle constitue les premiers échanges qui, en quelque sorte, détermineront la participation, ou non, des acteurs aux entretiens. Dans le cadre des deux terrains d'étude, la très grande majorité des personnes contactées ont répondu positivement à notre proposition d'enquête et ont montré un intérêt pour l'étude de leur région. Les quelques personnes qui n'ont pas souhaité participer à l'un ou l'autre des terrains d'étude ont, pour la plupart, évoqué un manque de temps.

3. Les entretiens qualitatifs semi-dirigés avec 17 acteurs-clés du *terroir* dans les Hautes-Laurentides

Pour accéder aux divers univers de *sens* que comporte la *résilience par le terroir* dans la MRC Antoine-Labelle, nous nous sommes, pendant près de deux mois au total,

« mêlés à la vie de la population et à ses échanges quotidiens ».¹⁸⁶ Dans l'esprit des ethnologies de Martin de la Soudière, nous avons en effet « glaner des histoires de vie, [nous avons voulu] les cueillir tout en arpentant un territoire ».¹⁸⁷ Suivant un protocole plus rigoureux, nous avons, rappelons-le, interrogé par entrevues semi-dirigées dix-sept acteurs des Hautes-Laurentides. Ainsi, afin de répondre aux critères de notre démarche compréhensive qui cherche à mettre en lumière les représentations sociales du *terroir*, les entretiens semi-dirigés se sont en effet imposés comme outil méthodologique privilégié afin d'accéder au *sens* que les acteurs donnent au *terroir* dans leur région. Ce type d'interaction permet en effet de laisser place à la finesse du récit de la personne interviewée, inhérente aussi bien au contenu qu'à la forme, aux sensibilités, aux sentiments, aux valeurs propres à l'expérience des acteurs du phénomène de la *résilience par le terroir*. En ce sens, « l'entretien [...] [est] un moyen de rendre compte du point de vue des acteurs sociaux et d'en tenir compte pour comprendre et interpréter leurs réalités ».¹⁸⁸ Dans cet échange verbal animé de façon souple par le chercheur, « la personne interviewée produit un discours dans lequel elle livre, selon le cas, la signification qu'elle donne à ses pratiques, sa perception d'un événement ou d'une situation, son interprétation d'une expérience, ou encore la représentation qu'elle se fait du monde environnant »¹⁸⁹. Par l'entrevue semi-dirigée, « une dynamique de co-construction de sens s'établit donc entre les interlocuteurs [...] dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il [le chercheur] souhaite explorer avec le participant à la recherche ».¹⁹⁰ De ce point de vue, l'entretien semi-dirigé est un outil qui permet d'avoir accès en profondeur à la manière dont les gens vivent et surtout se racontent la *résilience par le terroir* dans les Hautes-Laurentides.

¹⁸⁶ Jodelet, Denise, « Aperçus sur les méthodologies qualitatives », *Op. cit.*, p. 151.

¹⁸⁷ De la Soudière, Martin, *Poétique du Village*, *Op. cit.*, p. 15.

¹⁸⁸ Deslauriers, Jean-Pierre, M., Kérisit, « Le devis de recherche qualitative », *Op. cit.*, p. 175.

¹⁸⁹ Nils, Frédéric, B., Rimé, « L'interview », dans Moscovici, Serge, F., Buschini (dir.), *Les méthodes des sciences humaines*, Paris, Presses universitaires de France, 2003, p. 166.

¹⁹⁰ Savoie-ZaJc, Lorraine, « L'entrevue semi-dirigée », dans Gauthier, Benoît (dir.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2009, p. 337 et 340.

Le succès de la conduite de l'entrevue dépend donc de la relation d'interaction entre l'interviewé et l'intervieweur, mais aussi, de la capacité de ce dernier à diriger, avec souplesse, la conversation vers le contenu voulu. Pour se faire, il est nécessaire de préparer un schéma d'entrevue proposant des thèmes et/ou des questions « ouvertes, courtes, neutres et pertinentes ».¹⁹¹ Les thèmes et questions à aborder sont ainsi prédéterminés, au regard de la problématique et de la question de recherche. Dans le cadre du premier terrain d'enquête portant sur les espaces ruraux en transition, et pour lequel nous étions engagés à titre d'assistante de recherche, la grille d'entretien portait sur une série de thèmes, prédéterminés par la chercheuse principale, concernant le « milieu de vie » et organisés selon une chronologie temporelle. Ainsi, en entretien, nous avons d'abord abordé le *présent* (lié à l'état de l'entreprise et au milieu de vie; clientèle, collaboration, soutien, secteur d'activités, qualité de vie), le *futur* (lié à l'entreprise, au rôle du secteur économique dans laquelle elle s'insère, mais aussi aux aspirations existentielles aussi bien personnelles, familiales que collectives) pour ensuite revenir sur le *passé* (la crise forestière et ses conséquences entrepreneuriales, personnelles et collectives). Les entrevues étaient d'une durée d'environ 45 minutes à 1h et elles ont été menées sous différentes combinaisons d'interlocution avec l'interviewé, la chercheuse principale et les deux auxiliaires de recherche. Les entrevues ont été enregistrées à l'aide d'un enregistreur numérique et elles ont toutes été retranscrites ultérieurement par des étudiants de deuxième cycle en sociologie. Nous avons conduit ces entretiens selon le guide d'entretien suivant :

¹⁹¹ *Ibid.*

Guide d'entretien (juillet 2014)

- Expliquez-moi votre parcours professionnel, l'histoire de votre entreprise, le rapport avec la nature et/ou la culture ? (Portrait de leurs activités dans la région)
- Qui est votre clientèle ?
- Pourquoi avoir choisi ce domaine ? Quelle est votre passion, qu'est-ce qui vous motive ?
- Avez-vous obtenu du soutien (financier, politique et/ou familiale, symbolique) et/ou des collaborations//reconnaissance (organisations d'acteurs locaux ou régionaux, élus, secteur industriel, etc.) ?
- Comment voyez-vous le secteur récréotouristique dans la MRC ?
- Les principaux défis ? Les principales opportunités ?
- Le rôle du secteur récréotouristique dans l'avenir selon vous ?
- Votre vision du meilleur moyen pour valoriser la région dans l'avenir ? De quoi aimeriez-vous voir vivre les gens/vos enfants dans la région ?
- Comment avez-vous vécu la crise forestière ? Quels impacts sur vos activités ?
- Conciliation entre les activités industrielles du secteur forestier et le secteur touristique nature/culture ?

Tableau III. Guide d'entretien (juillet 2014)

En ce qui a trait à notre propre terrain d'étude, les entrevues s'adressaient à des acteurs-clés (producteurs, artisans, et chefs-restaurateurs) opérant des activités liées au *terroir* dans la MRC Antoine-Labelle. Afin de favoriser une certaine concordance dans les réponses des personnes interrogées et ainsi, permettre une analyse complémentaire de ces corpus discursifs recueillis à deux moments temporels, la grille d'entretien, construite pour ce nouveau terrain, est largement inspirée de celle mobilisée à l'été 2014. En ce sens, nous avons conservé toutes les questions et la chronologie de la première grille d'entrevue c'est-à-dire que nous avons d'abord abordé le *présent* en questionnant les acteurs concernant leur milieu de vie et leurs activités entrepreneuriales. À ce propos, nous avons cherché à comprendre leur parcours personnel et professionnel en questionnant ce qui les passionne, l'état de leur entreprise, leur clientèle, leurs collaborations, les soutiens qu'ils ont obtenus ou pas, etc. Nous avons aussi abordé le *futur* en questionnant les acteurs concernant les défis liés à leur entreprise et au secteur économique dans laquelle elle s'insère. En lien avec l'avenir, il nous intéressait aussi de comprendre leurs aspirations existentielles aussi bien personnelles, familiales que collectives. Finalement, dans les entrevues nous sommes revenus sur le *passé* en évoquant la crise forestière et ses conséquences entrepreneuriales, personnelles et collectives.

Pour aborder plus directement le phénomène *de la résilience par le terroir*, nous avons développé toute une série de questions concernant notre objet d'étude afin d'aborder plus explicitement les enjeux liés au terroir que les interviewés de la première enquête avaient mentionnés de manière plus indirecte. En nous basant ainsi sur les dimensions du *terroir* évoquées spontanément par les acteurs lors du premier terrain d'étude (les pratiques alimentaires dans la région ou dans la famille, certaines spécificités concernant des savoir-faire locaux, le rapport au paysage des Hautes-Laurentides, à la terre et à l'environnement naturel), nous avons, pour notre seconde vague d'entrevues, élargi et enrichi notre grille d'entretien. D'une certaine manière, nous sommes ainsi passés, pour ce deuxième terrain d'étude, d'une approche inductive du terroir à une approche plus déductive. En effet, après avoir retenu la notion de terroir comme objet d'étude suite aux entrevues du premier terrain, nous avons effectué un travail de conceptualisation de la notion de terroir à travers la littérature scientifique. C'est à partir de ce travail sur la notion de terroir que nous avons voulu mener le deuxième terrain d'étude. Cependant, cette approche plus déductive du terroir n'a pas été sans soulever quelques difficultés méthodologiques.

Du point de vue de cette approche déductive, la plus grande difficulté rencontrée lors du second terrain d'enquête a renvoyé au mot « terroir » lui-même. En effet, lors ces nouveaux entretiens, nous nous sommes rendu compte que notre compréhension *plus académique* du mot et du concept *terroir* n'était pas tout à fait celle des acteurs dans les Hautes-Laurentides. Le mot *terroir*, en tant que catégorie scientifique, s'est en quelque sorte révélé un obstacle épistémologique pour pleinement comprendre le sens commun et la réalité sociale du *terroir* dans les Hautes-Laurentides. Ainsi, lors des entretiens, nous avons remarqué que le mot *terroir* était lui-même relativement peu mobilisé bien que ses diverses dimensions étaient toujours pertinentes pour les acteurs des Hautes-Laurentides. Pour accéder au sens que les acteurs accordent au *terroir*, il nous a donc fallu déconstruire notre compréhension théorique du concept pour mieux laisser apparaître celle des acteurs du *terroir* dans les Hautes-Laurentides. Par « déconstruire » le terroir, nous entendons la prise de conscience, par le chercheur, du fait que le *terroir* n'est pas donné d'avance. Son sens est en effet à construire dans la communication, d'abord par les acteurs eux-mêmes

et ensuite dans l'interaction entre le chercheur et les acteurs interviewés. En d'autres termes, il nous est apparu que le *terroir* est le fruit d'une co-construction, à la fois comme catégorie de langage, d'analyse et comme réalité de sens commun.

Pour surmonter ce défi épistémologique, nous avons finalement privilégié, dans un premier temps et de manière réflexive, une approche indirecte ou détournée du terroir, c'est-à-dire sans mobiliser le mot lui-même. Ainsi, nous avons questionné les acteurs au sujet du fait alimentaire, autrement dit de leurs rapports à la production alimentaire (agriculture), à la transformation (cuisine) et à la consommation (achat et incorporation) et concernant le *sens* que les acteurs en donnent (temps, rôles, implications accordées, etc.). Nous avons également cherché à faire parler les acteurs concernant leur lien à la terre et à la région. Par exemple, nous leur avons demandé s'ils étaient originaires des Hautes-Laurentides, quelle était leur histoire familiale dans la région et ce qui les motivait à *vivre là*. En définitive, le lien opéré entre les deux enquêtes de terrain a été rendu possible par cette approche indirecte du *rapport nature/culture et du terroir* à travers laquelle nous avons justement investigué ces objets en questionnant avant tout les motivations, les valeurs et les aspirations des acteurs. Comme dans la première enquête, le terroir a été appréhendé à travers les valeurs qu'il recouvre, ce qui a permis de mettre en concordance nos deux corpus d'entretiens. Toutefois, afin d'approfondir notre compréhension du terroir, nous avons également, dans le second terrain, abordé de manière plus directe la question du terroir en mobilisant le terme et en interrogeant les acteurs sur ce que le mot terroir représentait pour eux, la définition et le sens qu'ils lui accordaient. Avec ce *test d'évocation*, nous avons pu savoir si les acteurs se reconnaissaient ou non dans cette notion, en leur demandant notamment : Qu'est-ce que le terroir selon vous ? Y a-t-il du terroir dans les Hautes-Laurentides ?

Dans le cadre de ce second terrain d'étude, les entrevues étaient d'une durée d'environ 1h à 1h30. Elles ont été enregistrées à l'aide d'un enregistreur numérique et retranscrites par nous-mêmes ultérieurement. Les entretiens ont été conduits selon le guide d'entretien suivant :

Guide d'entretien (février 2015)

- Expliquez-moi votre parcours professionnel, l'histoire de votre entreprise, le rapport entre l'environnement naturel, l'alimentation et/ou la culture ? (Portrait de leurs activités dans la région)
- Avez-vous obtenu du soutien (financier, politique et/ou familiale, symbolique) et/ou des collaborations//reconnaissance (organisations d'acteurs locaux ou régionaux, élus, secteur industriel, etc.) ?
- Pourquoi avoir choisi ce domaine? Quelle est votre passion, qu'est-ce qui vous motive ?
- Pourquoi avez-vous décidé de vivre dans cette région ? Qu'a-t-elle de particulier ?
- Comment voyez-vous le secteur alimentaire actuellement dans la MRC ?
- Les principaux défis ? Les principales opportunités ?
- Le rôle du secteur agricole et/ou alimentaire et/ou nature/culture dans la région pour l'avenir ?
- Votre vision du meilleur moyen pour valoriser la région dans l'avenir ? De quoi aimeriez-vous voir vivre les gens/vos enfants dans la région ?
- Comment avez-vous vécu la crise forestière ? Quels impacts sur vos activités ?
- De quoi, aujourd'hui, les gens de la région se sentent-ils le plus fiers selon vous ?
- Qu'est-ce que vous aimeriez transmettre à vos enfants ou à vos petits-enfants aussi bien en termes de valeurs, de savoir-faire, de savoir-être, de savoir-vivre qu'en termes de biens matériels ? Qu'est-ce qui, selon vous et selon vos activités, vaut la peine d'être transmis ?

Questions portant sur les pratiques alimentaires :

- Qu'est-ce que bien manger ?
- Qu'aimez-vous produire et/ou cuisiner?
- Y a-t-il des aliments que vous refusez de produire, d'acheter, de cuisiner et/ou de manger ?
- Où vous procurez-vous vos denrées alimentaires ? Y a-t-il des lieux d'achat alimentaire que vous favorisez et/ou refusez de fréquenter ?
- Le bio ? Quelle importance pour vous ?
- Avec qui mangez-vous le plus souvent (nombre de membres dans le ménage) ?
- À quel endroit mangez-vous principalement (maison, restaurant, à table, devant la télé, etc.) ?
- Dans votre unité familiale, qui s'occupe en général des tâches liées à l'alimentation?
- Parlez-moi un peu de vos traditions alimentaires familiales. Avez-vous par exemple des recettes que vous vous transmettez dans la famille? Mangez-vous comme le faisaient vos parents ?
- **Test d'évocation** : Qu'est-ce que le terroir ?
- Diriez-vous qu'il existe un terroir dans la région ? Si oui, de quels éléments/produits/savoir-faire est-il constitutif ?

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Test d'évocation : Qu'est-ce qu'un patrimoine alimentaire ? - Selon vous, y a-t-il un patrimoine alimentaire propre aux Hautes-Laurentides ? Y a-t-il, un héritage qu'on vous a transmis ou que vous souhaiteriez transmettre concernant par exemple, les modes de productions, les semences, les aliments, les recettes, les façons de manger et de vivre qui seraient propres aux Hautes-Laurentides ? |
|---|

Tableau IV. Guide d'entretien (février 2015)

Dans la réalisation des entrevues semi-dirigées, nous avons considéré les grilles d'entretiens plutôt comme un aide-mémoire que comme un questionnaire à suivre. De ce fait, au regard de plusieurs aspects subjectifs tels que la personnalité de l'acteur, la relation établie entre le chercheur et la personne interviewée, le rythme de l'entrevue, etc., nous nous sommes parfois plus ou moins détachés de ce cadre d'entretien. Également, à plusieurs reprises lors des entrevues, nous avons remarqué que les acteurs parlaient « plus facilement » lorsqu'ils le faisaient au nom de quelqu'un d'autre ou de la communauté. Ainsi, suite aux premiers entretiens, nous avons régulièrement utilisé de techniques de substitution pour en apprendre davantage sur notre objet d'étude. Par exemple, plutôt que de demander « qu'est-ce que vous souhaitez pour l'avenir ? », nous demandions plutôt « qu'est-ce que vous souhaitez transmettre à vos enfants ? » Encore, plutôt que de dire « êtes-vous fier de vos pratiques, de vos activités ? », nous demandions plutôt, « pensez-vous que les gens ici sont fiers de la région ? » ou « Il y a-t-il ici une source de fierté régionale selon vous ? ». Dans la première situation, nous accédons mieux aux aspirations des acteurs en passant par ce qu'ils souhaitent léguer à leurs enfants. Dans le deuxième cas, pour les acteurs, parler plus généralement au nom de la communauté semble faciliter la possibilité de parler sans gêne, *plus ouvertement*. En effet, concernant la fierté régionale, nous avons remarqué que la deuxième formulation amenait beaucoup plus de nuances dans le discours des acteurs interrogés. Également, nous avons été étonnés de remarquer que *parler d'alimentation* n'est pas aisé. En effet, puisqu'inscrite et questionnée au regard de la sphère privée, les acteurs se sont parfois montrés intimidés et gênés de parler d'alimentation en évoquant des motifs tels que : « ne pas faire de la grande cuisine », « ne faire que des choses ordinaires », etc. Pour remédier à ces difficultés, nous avons remarqué qu'il était *préférable* d'aborder ces questions lorsque le sentiment de confiance réciproque s'était mieux installé. Ainsi, nous avons questionné les acteurs

concernant leurs pratiques alimentaires concrètes en milieu ou fin d'entretien. Pour les aider à se remémorer et à expliquer leurs pratiques alimentaires, nous leur avons parfois demandé de nous montrer et de nous parler de leur livre de recettes familiales. Finalement, plus que de suivre ces deux grilles d'entretien à la lettre, nous avons plutôt tenté d'aborder tous les thèmes préétablis au regard de la problématique et du cadre conceptuel et nous avons cherché à en obtenir le plus de précisions possible. Dans la section suivante, nous allons mettre à jour la démarche de connaissance mobilisée dans le cadre de notre analyse des représentations sociales du *terroir* dans les Hautes-Laurentides.

4. L'analyse du discours

Afin de mieux comprendre le phénomène de la *résilience par le terroir* dans les Hautes-Laurentides, il nous a fallu procéder à une analyse de contenu de nos entrevues semi-dirigées pour ainsi « produire du langage (le discours savant d'interprétation des documents) à partir du langage (les documents analysés résultant d'une interprétation du monde) ». ¹⁹² De ce point de vue, pour décrire, interpréter et analyser les représentations sociales du *terroir* dans les Hautes-Laurentides, nous avons, dans un premier temps, appréhendé le concept de *terroir* au regard de l'étude de la construction sociale du discours environnemental (protection des milieux, principe de la responsabilité, etc.) et alimentaire (culture locale, pratiques, etc.) à travers des mouvements sociaux (Consom'action, Slow Food et Convivaliste) et selon des approches théoriques en sociologie de l'environnement, de l'alimentation et du « bien vivre ». Cette étape de la conceptualisation du *terroir* nous a permis de recenser des « idées » entourant cette notion et ainsi de bien préparer notre approche du terrain et notre grille d'entretien et d'analyse. En nous apportant une meilleure compréhension du phénomène étudié et en aiguisant notre regard critique, ces lectures nous ont permis d'éviter d'interpréter nos résultats d'enquête sur « des impressions semblables à celles d'un touriste qui a passé quelques jours dans un pays étranger ». ¹⁹³ Dans un second temps, au regard de la revue de littérature et selon les

¹⁹² Sabourin, Paul, « L'analyse de contenu », *Op.cit.*, p. 416.

¹⁹³ Campenhoudt, Luc van, R., Quivy et J. Marquet, *Manuel de recherche en sciences sociales*, 4^e éd., Paris: Dunod, 2011, p. 66.

entretiens réalisés, nous avons procédé à l'élaboration de catégories d'analyse de contenu. Comme l'affirme le méthodologue Berelson: « dans la méthode thématique, l'analyse de contenu est définie comme une technique de recherche objective, systématique et quantitative de description du contenu manifeste de la communication ».¹⁹⁴ De ce point de vue, à travers l'analyse de discours, nous avons cherché, à terme, à « obtenir une « vue d'ensemble » de la situation, une sorte de synthèse résumant l'ensemble des données compilées ».¹⁹⁵

Afin de discerner les représentations du *terroir* dans les Hautes-Laurentides, nous avons cherché, dans le discours des personnes interrogées, « des unités de sens » [c'est-à-dire] un ensemble de mots ou d'images qui donnent un sens particulier à une partie du document ».¹⁹⁶ Nous intéressant davantage à la sémantique qu'à la syntaxe, nous avons ainsi cherché dans les entretiens à distinguer des « idées » plutôt qu'à isoler des phrases ou des paragraphes. Pour déterminer le contenu à analyser, nous avons, comme le suggèrent les méthodologues Christian Leray et Isabelle Bourgeois, élaboré « un plan d'analyse » comportant des codes précis. À cet effet, dans notre première analyse, nous avons catégorisé, à l'aide du logiciel d'analyse de discours *Atlas ti*, les codes : « agriculture », « agrotourisme », « aliments produits et vendus localement », « biologique », « distribution », « environnement », « gastronomie », « relève », « lieu de naissance », « mode de vie », « pratiques alimentaires », « profession », « qualité de vie », « sentiment identitaire/culture », « terroir » et « tourisme de plein air ». En appliquant ces codes à notre corpus d'analyse, nous avons constaté que ceux-ci comportaient plusieurs confusions. Par exemple, diverses « idées » pouvaient se retrouver, ici et là, dans d'autres catégories d'analyse. Au regard de cette analyse exploratoire, nous avons réajusté nos codages selon des « critères explicites, homogènes, exclusifs et exhaustifs ».¹⁹⁷ En d'autres mots, nous avons renommé nos catégories classificatoires afin que chacune contienne le même « type » d'informations, informations qui ne peuvent être transférées

¹⁹⁴ Leray, Christian, I., Bourgeois, « L'analyse de contenu », dans Gauthier, Benoît et I., Bourgeois (dir.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2016, p. 428.

¹⁹⁵ *Ibid.*

¹⁹⁶ *Ibidem.*, p. 429.

¹⁹⁷ Sabourin, Paul, « L'analyse de contenu », *Op.cit.*, p. 422.

ou se retrouver simultanément dans une autre catégorie thématique. Par cette rétroaction, nous avons ainsi réfléchi aux limites de la première démarche d'analyse de discours et élaboré un second plan d'analyse.

Ces nombreux processus de rétroactions concernant les catégories d'analyse représentent en effet des moments méthodologiques importants dans notre analyse de discours. Comme l'expliquent les méthodologues Pierre Paillé et Alex Mucchielli à propos du travail de transposition d'un savoir de sens commun à un savoir sociologique :

« Le travail de transposition représente le moment de l'analyse où la « danse » des mots a le plus d'implication, des pages entières de témoignages se retrouvant représentées parfois par quelques expressions fortes, des catégories par exemple. Il existe lors de cette étape un travail constant de déconstruction/ reconstruction/ recontextualisation (Tesch, 1990) à travers lequel s'opère un brassage profond d'idée, de perspectives, de points de vue, qui débouche sur un réarrangement ou une nouvelle mise en valeur des données de départ. Dans cette phase de transposition, le matériau disponible, venant de la phase précédente, passe à travers une lecture beaucoup plus explicitement conceptuelle. Les catégories de la transposition réfèrent à la « sensibilité théorique » du chercheur, à ses connaissances, à l'orientation théorique de son projet de recherche ».¹⁹⁸

Laisant de côté, ou plutôt en nous inspirant des *biais* de notre première analyse de discours réalisée avec *Atlas ti*, nous avons de nouveau relu et réannoté, cette fois avec *Word*, nos entretiens au regard de nouvelles catégories d'analyse. Nous avons choisi de poursuivre l'analyse de discours avec des codes de couleurs dans *Word* plutôt qu'avec *Atlas ti* simplement pour ne pas perdre les traces des premières analyses et parce que *Word* s'est finalement avéré tout aussi fonctionnel et convivial. Ainsi, au regard d'une nouvelle *logique d'analyse*, nous avons saisi que le *terroir*, comme catégorie, s'interprète surtout selon des valeurs. Au regard de cette compréhension nouvelle, d'autres catégories d'analyse ont plus facilement « émergé » de ce magma de témoignages. Cette lecture par les « valeurs » c'est-à-dire en mettant en lumière les manières *d'être et d'agir*, les *principes* et les *idéaux* individuels et collectifs, a également permis de lire de façon transversale les deux corpus d'entretiens (été 2014 et février 2015). Comme chercheur,

¹⁹⁸ Paillé, Pierre, A., Mucchielli, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin, 2008, p. 62-63.

nous avons ainsi tenté de reconstituer le sens que les acteurs donnent au *terroir* selon les catégories « terroir », « autonomie », « qualité de vie », « convivialité », « conscience écologique », « éducation », « relève », « mentalités », « transition/résilience », « tradition », « néo-ruralité » et « réalité en décalage ». Ces nouvelles catégories sont en effet opératoires pour constituer un modèle d'analyse du *terroir* dans les Hautes-Laurentides et pour comprendre l'adaptation de cette communauté aux transformations qui la traverse.

Comme chercheur, nous sommes en effet conscients que la codification du matériau d'analyse n'est pas une opération neutre. Comme le mentionnent les psychosociologues Augusto Palmonari et Bruna Zani :

De plus, celle-ci [la méthode] n'est ni aseptique ni neutre. En effet, les intentions à la base du processus de recherche de connaissance peuvent être très différentes les unes des autres, et cela met en évidence certains aspects plutôt que d'autres, selon que les instruments utilisés sont fonction du filtre culturel dont le chercheur dispose ». ¹⁹⁹

Dans notre étude du *terroir* dans les Hautes-Laurentides, nous avons voulu rendre compte d'une lecture plurielle (pratique et théorique) du *terroir*. Ainsi, notre analyse porte sur les valeurs partagées par les acteurs du *terroir*, mais aussi sur les défis que rencontrent les acteurs de *la résilience par le terroir* dans les Hautes-Laurentides. Ces valeurs et ces défis qui relèvent d'un contexte social, de motivations et de situations subjectives ont ainsi fait l'objet d'un travail d'objectivation de notre part. Loin d'être aisé, ce travail sociologique du *terroir* relève donc d'un processus complexe, fruit d'importants tâtonnements méthodologiques à travers lesquels le *terroir* prend finalement corps et s'érige en concept opératoire. Le sens du *terroir* procède alors de ses représentations sociales par les acteurs eux-mêmes et par la compréhension scientifique du chercheur.

Conclusion du chapitre

Comme nous venons de le voir, nous avons mené notre étude qualitative des représentations sociales du *terroir* dans les Hautes-Laurentides en plusieurs temps.

¹⁹⁹ Palmonari, Augusto, B., Zani, « Les études de communautés », *Op. cit.*, p. 23.

D'abord, en parallèle de nos lectures académiques, nous nous sommes familiarisés avec la communauté de la MRC Antoine-Labelle lors de deux terrains d'étude (juillet 2014 et février 2015). Pour appréhender en profondeur notre objet sociologique, nous avons mené dix-sept entrevues semi-dirigées avec des acteurs-clés du *terroir* régional. En nous intéressant davantage aux représentations sociales du *terroir*, nous avons fait face, non seulement à la complexité des sens que recouvre le concept de terroir, mais aussi à la complexité du mot « terroir » lui-même quant à sa réception ou sa résonance sociale auprès des acteurs interrogés. En effet, pris par le chercheur comme un concept sociologique opératoire et pour les acteurs, comme une réalité sociale, le *terroir* dans les Hautes-Laurentides n'est pas donné, il est à construire, comme nous allons le voir au prochain chapitre, à travers tout un ensemble de valeurs collectives, sociales et culturelles.

CHAPITRE 4 : Présentation des résultats

Analyse des représentations sociales du terroir dans la MRC d'Antoine-Labelle, Hautes-Laurentides, Québec

« Il ne suffit pas qu'un aliment soit bon à manger, encore faut-il qu'il soit bon à penser ».

Claude Lévi-Strauss

« Acheter ou vendre des aliments, c'est apprécier leur valeur, laquelle n'est pas seulement relative aux prix des denrées alimentaires, mais renvoie aussi et surtout à une culture, aux hommes qui habitent un milieu, à leur patrimoine et à leur agriculture »

Corine Pelluchon, 2015

Dans le cadre d'une sociologie du *terroir*, nous proposons ici la description et l'analyse des représentations sociales et culturelles constitutives de l'imaginaire de la *résilience par le terroir* dans la région des Hautes-Laurentides. Au-delà de son aspect économique, nous verrons en quoi le terroir semble être un outil significatif de la résilience collective dans cette région rurale québécoise. En effet, nous verrons, selon les acteurs, comment il participe à la redéfinition d'un « vivre de » axé autour de valeurs sociales, politiques et environnementales alternatives. Afin de mieux saisir ces nouvelles « conditions d'existence », c'est-à-dire le rapport à soi, aux autres et au monde, nous proposons ici une analyse des valeurs émanant du « goût pour le terroir » dans les Hautes-Laurentides. Phénomène souvent abordé d'un point de vue législatif, gestionnaire et économique, nous verrons que le terroir est plus fondamentalement associé par les acteurs à des valeurs collectives, sociales et culturelles, en plus d'être aussi des produits et des labels. Autrement dit, le *terroir* est ici compris bien au-delà de sa définition administrative et procédurale ne se réduisant pas à la reconnaissance, à l'identification et à la protection législative des produits du terroir. D'un point de vue sociologique, les pratiques régionales novatrices (agricultures biologiques, jardins et cuisines solidaires,

etc.) dans les Hautes-Laurentides sont finalement porteuses de valeurs alternatives aussi bien au plan social, politique qu'environnemental.

En mettant de l'avant le discours des dix-sept acteurs interrogés dans la MRC Antoine-Labelle, l'analyse des résultats se fera en trois parties. Dans un premier temps, après avoir rappelé le contexte dans lequel s'opère la transition régionale, nous mettrons en lumière ce à quoi renvoie le « terroir » pour les acteurs, c'est-à-dire la manière dont ils le définissent. Dans un second temps, nous verrons en quoi le terroir est vecteur de résilience régionale en étant porteur, à travers de nouvelles pratiques et projets, de valeurs alternatives. Finalement, en dernière partie d'analyse, nous exposerons les principaux défis auxquels, selon les acteurs, la région et eux-mêmes font face en ce qui a trait à la création d'un terroir. Nous verrons à cet égard que la *résilience par le terroir* dans les Hautes-Laurentides est un processus toujours en construction.

1. En quête du terroir

1.1. La crise forestière

Du point de vue des acteurs interrogés dans les Hautes-Laurentides, la « crise forestière » est bel et bien l'évènement qui signe le début de la transition régionale. Selon les acteurs interrogés dans la communauté de la MRC Antoine-Labelle, au tournant des années 2000, il est devenu nécessaire de réfléchir à une voie de résilience autant économique que sociale. Il faut en effet rappeler que la « crise » a durement touché la MRC. À cet égard, plusieurs acteurs témoignent des conséquences et difficultés encourues suite à la déroute de l'industrie forestière. Au regard des extraits d'entretiens suivants, les acteurs font état de la hausse considérable du taux de chômage et de la pauvreté dans la région, de la dévitalisation des villages forestiers dans la MRC en raison de l'exil de certains groupes sociaux notamment, les plus scolarisés et les mieux nantis et de la difficulté à replacer, sur le marché du travail, les travailleurs vieillissants et souvent peu scolarisés de l'industrie du bois. À cet effet, divers acteurs interrogés sur « leur vécu » de la crise forestière mentionnent par exemple que :

« On bûchait aussi beaucoup pour la construction. Beaucoup de la production s'en allait aux États-Unis. Et, dans les dernières années, quand les Américains ont fermé la frontière pour le bois d'œuvre, ben, il n'y avait plus de marché pour l'exportation du bois. Ce qui fait que les moulins à scie ont fermé un après l'autre. Progressivement là, parce qu'on n'avait pas diversifié la production. Tsé, comme toutes les régions-ressources... C'est un peu comme l'Abitibi pis la Gaspésie. En Gaspésie, on a pêché la morue jusqu'à ce qu'il n'y en ait plus. Pis en Abitibi, ben, ils ouvrent des mines pis quand il n'y a plus de minerais, ben la ville ferme. Pis elle ferme aussi vite qu'elle a grandi vite. Ici, ben c'était le bois... ». (Serge)²⁰⁰

« S'en est suivi une **forte hausse du chômage**. Pis beaucoup ont **quitté la région** aussi à ce niveau-là. Pis, c'est une **main-d'œuvre qui est difficile à remplacer parce que ce sont des gens qui ont un certain âge**. Tsé, beaucoup dans la quarantaine, cinquantaine et soixantaine. Qui n'ont pas de diplôme universitaire. Qui sont rentrés dans le moulin à scie parce que le père était là pis ils sont rentrés, tsé, à 16 ans au moulin à scie. Pis à 45 ans, ils se retrouvent sur le chômage avec pas beaucoup... Sinon presque **pas de possibilités d'emplois d'autant qu'il n'y a pas d'emploi**. Comme le bois fermait, ben, ça déteint sur tous les commerces aussi. Les gens achètent beaucoup moins ce qui fait que les commerces diminuent leur personnel aussi. C'est un cercle vicieux quand l'économie est basée juste sur une ressource. Si la ressource est presque fermée ben, tout le reste s'en suit là. Il y a un organisme par exemple qui fait du dépannage alimentaire pis il ont vu le nombre de famille, tsé, doubler dans le temps de le dire ». (Sylvie)

« Toutes les entreprises en lien avec cette industrie-là ont fermé... Les scieries, le transport. Ç'a été assez problématique. Tsé, il y a des villages qui tiraient leur épingle du jeu en lien avec l'industrie forestière. Ferme-Neuve, en autres. **Écoutez, les gens sont partis**. Vraiment là. **Ceux qui avaient de bons postes sont allés se replacer ailleurs**. Fack, plein de maisons à vendre. Il y avait des villages qui étaient réputés pour être riches là. Ferme-Neuve, c'était réputé pour être riche, Nomingue aussi. [...] Suite à ça, il y a eu beaucoup de familles à Ferme-Neuve qui étaient... qui avaient besoin des services des banques alimentaires. Tsé, un village qui a déjà été assez fleurissant là. Dans les dernières années, il y avait une forte concentration de **familles dans le besoin**. Tsé, le portrait de la région a vraiment changé. Beaucoup ». (Louise)

« Ferme-Neuve, justement, c'est le village, je pense, qui a été **le plus dévitalisé par la crise forestière**. C'est un gros coup qu'ils ont eu là-bas parce qu'ils ont un gros moulin à scie. Pis, il y avait des entreprises

²⁰⁰ Pour des raisons d'éthique et par souci d'anonymat, les prénoms des sujets ont été modifiés.

forestières bien implantées là-bas. Pis le village, là, ça a diminué. Il y a beaucoup, beaucoup de gens qui se **sont exilés vers la ville, vers l'extérieur parce qu'il n'y avait plus d'emplois dans la région** ». (Céline)

« Dans la région ici, évidemment, avec toute la foresterie qui est tombée, ben, ça fait que **les gens sont plus pauvres**. Il y en a même qui sont partis. Il y a des écoles qui ont fermé. Tsé, la pauvreté s'est installée. Il y a encore des avocats, des docteurs, des notaires qui sont restés, mais ça reste qu'il a plus de pauvreté ici. Tsé, souvent on compare notre MRC à celle de la Gaspésie. Toutes les mesures qui sont prises d'austérité font que ça affecte vraiment, vraiment beaucoup notre région ». (Denis)

« Il y a beaucoup **de gens pauvres dans la région, mais, vraiment pauvre** tsé. Sans emploi. Notre aide sociale, ça doit être à 16% je dirais ce qui est beaucoup plus que partout au Québec. On est la 3^e MRC la plus pauvre sans vouloir me plaindre. Moi, je vis très bien pis j'en connais plein aussi qui vivent très bien. Mais tsé, les ménages s'habituent à vivre avec 25 0000\$-30 000\$ par année ». (Denis)

« Il y en a beaucoup, juste dans le village, qui vivaient du bois. Comme mon cousin, il a mon âge, c'est un entrepreneur forestier. Mes oncles, un autre oncle, un autre cousin, j'en ai beaucoup, **beaucoup dans notre famille qui vivent du bois**. Fack, c'est sûr que oui, on le voit, **les gens sont plus serrés**, les gens sortent moins parce qu'ils ont moins de job. Il y en a souvent, **ils ne sont jamais allés à l'école. Ils n'ont pas de métier autre que la foresterie**. Se passer d'un salaire, eeh... c'est parce que ça a été rentable le bois, très rentable là. Ce sont des gens qui sont passés d'une qualité de vie vraiment très haute à plus rien. C'est sûr que ce n'est pas évident ». (Céline)

Du point de vue des habitants des Hautes-Laurentides, la « crise forestière » a non seulement causé d'importantes conséquences économiques au niveau régional, mais elle a également produit de considérables conséquences sur le tissu social affectant de ce fait, la fierté et l'identité régionale. Bien que cette dimension plutôt macro sociale ait été moins évoquées, en des termes clairs, par la majorité des acteurs interrogés, certains acteurs de la gouvernance régionale en font tout de même le constat comme en témoignent l'extrait qui suit :

« Il y a le parc des draveurs qui est juste en bas. Je pense qu'il représente bien l'importance du secteur forestier au-delà de l'importance économique qu'il a eue. Il a eu un rôle social majeur. Tout le monde se définissait un peu par la forêt. Tout le monde se définissait par cette industrie-là, mais

aussi, par la nature. Tsé, la forêt est au cœur un peu de tout ce qu'on est dans les Hautes-Laurentides. Je pense que le secteur forestier va continuer, oui, à définir ce que sont les Hautes-Laurentides sans pour autant revenir, en termes de moteur économique principal, primordial. Je ne pense pas qu'on va reconnaître l'apogée qu'on a connu v'la quelques décennies de ça. Mais, reste que la forêt va toujours rester au cœur des activités ici pis de ce qu'on fait, c'est certain. On ne peut pas faire autrement. Tout est relié à ça ». (Catherine)

Ainsi, suite à la « crise forestière » et quelques années plus tard, face au constat selon lequel il n'y aurait, à l'avenir, qu'une faible relance de l'industrie forestière régionale, un questionnement collectif s'est alors imposé dans la MRC Antoine-Labelle : Maintenant, « vivre de » quoi dans la région ?

1.2. *Vivre de quoi dans la MRC Antoine-Labelle ?*

Il est vrai que, selon les acteurs interrogés, d'autres avenues que celle du *terroir* ont été envisagées pour permettre une relance régionale notamment, l'extraction minière. Cependant, comme le montrent les extraits d'entretiens suivants, certains habitants des Hautes-Laurentides ont fait le choix de rejeter ou de militer contre cette option qui, selon plusieurs, constituait une entorse aux valeurs sociales et surtout, environnementales de la communauté :

« C'est sûr que, comme partout ailleurs, on a des mines. Mais, les mines, **ce n'est pas la plus belle richesse**. Du point de vue de ce que ça coûte la transformer, pis qu'est-ce que ça coûte pour l'environnement. Je n'ai jamais trop *tripé* là-dessus, les mines. Tsé, ils avaient le projet d'en ouvrir une à Sainte-Véronique dans le village à côté. Mais comme ben d'autres, ça ne me faisait pas *tripper* parce que ce n'est pas du long terme. Tsé, des mines, c'est du court terme, c'est dix ans. Quand ils ont tout arraché ce qu'on avait, ils s'en retournent les poches ben pleines, pis tous les employés, ils perdent leur job pis le paysage est gâché. Tsé, ce n'est pas le meilleur business pour nous ». (Denis)

« Je sais qu'il y a eu des recherches sur l'uranium. Tsé, ça, ça fait peur. On ne voulait pas ça ici ». (Céline)

« On a présenté [au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement] un mémoire assez bien étoffé sur la problématique d'ouvrir des mines

d'uranium icitte. On n'avait pas vraiment le goût d'aller dans cette direction-là. On l'a fait savoir ». (Denis)

« Je ne sais pas... est-ce que c'est ça que les gens veulent voir quand ils vont venir dans la région ou ça ne serait pas plus plutôt d'aller à la pêche, d'être tranquille dans la nature, les petites entreprises agroalimentaires, les belles plages, c'est chose-là. Je suis un peu partagée dans cette histoire de mines là ». (Janie)

1.3. La résilience par le *terroir* ?

Concernant l'avenir de leur région, les acteurs interrogés ont en effet évoqué diverses aspirations économiques, sociales et environnementales autres que celles qu'offrait notamment l'extraction minière et forestière. Ainsi, selon les participants de l'étude, le *terroir* dans sa définition large, c'est-à-dire le rapport entre la spécificité des activités au regard du milieu naturel et social, s'est peu à peu dessiné comme l'une des avenues souhaitées de la résilience régionale. Du point de vue des personnes interrogées, les nouvelles pratiques d'agriculture régionale et les représentations et valeurs qu'elles portent esquissent le *terroir* des Hautes-Laurentides. Ainsi, comme le font remarquer certains acteurs impliqués dans la transition, le *terroir* semble en effet l'une des voies privilégiées de la résilience régionale :

« En ce moment, il y a une conjoncture tout à fait nouvelle [...] Certaines entreprises du terroir se sont déjà bien diversifiées... Bon, les Miels d'Anicet, la Fine fleur de Tapini, mais d'un point de vue général, jusqu'à assez récemment, l'agriculture s'essouffait pis était en manque de vitesse excepté pour les entreprises laitières qui avaient de la relève identifiée. Pis, il y a eu une opportunité qui s'est présentée à nous dans la région. C'était la nouvelle politique nationale de la ruralité qui était en place à ce moment-là [2007-2014]. Dans le cadre de la politique nationale de la ruralité, il y avait des projets qui s'appelaient les Laboratoires ruraux. [...] Je me suis trouvé à déposer un projet régional pour la politique nationale de la ruralité. [...] **Dans tout ce projet-là, l'idée c'est d'en venir à ce que la plupart des gens produisent biologique ici, pour une dynamique économique, pour une dynamique identitaire. Toute une espèce de concertation autour de pratiques alimentaires saines, de modes de vie responsables, d'un milieu de vie solidaire** ». (Tristan)

« Interviewer: *Qu'est-ce que vous souhaitez comme direction à prendre pour la région?* Le retour à la terre. Beaucoup de petites fermes. Essayer de produire pour notre région et notre Québec pis arrêter d'acheter ailleurs.

Il faudrait arrêter d'importer autant. Pis de faire remplir des paquebots ben pleins de légumes qui viennent d'à l'autre bout du monde pis qui coûte un million de *fuel* pour amener ça icitte quand on serait capable de le produire. [...] Toi, tu cultives des fraises, bon ben, l'autre, il cultive ça aussi pis d'autres choses. Pis on produit ici et ensemble. Tsé, ça ferait peut-être travailler du monde de cette manière-là pis le monde nous connaîtrait pour une affaire, par exemple, les fraises ».(Martin)

« Ça aussi, c'est une affaire qui est spécifique à notre région. C'est qu'il y a eu tellement peu d'agriculture industrielle que de virer quasiment toute la région en bio, c'est possible. Je te ne dis pas qu'on va convaincre tout le monde, mais le potentiel des terres pis de l'agriculture peu industrielle fait que ça serait possible. Ça serait possible et ça serait spécifique à notre région. C'est de là qu'est venu le projet du G.R.A.I.N, le laboratoire rural pour faire des grains biologiques pour la consommation humaine. **Le laboratoire c'était vraiment pour essayer de découvrir ce qui pousse bien ici, qu'est-ce qui marche pour la région, quand pis quoi, les recettes, chez qui... Tsé, ils ont fait beaucoup beaucoup de tests.** [...] C'est là qu'est venue l'idée à Simon de convaincre les gars qui dételaiement justement de ne pas laisser leur champ à n'importe quoi, mais de les cultiver en régie biologique. Ils avaient souvent déjà la machinerie pour cultiver. Souvent, ils avaient les moissonneuses, tout ce qu'il fallait pour semer parce qu'ils faisaient un peu d'avoine. La plupart des gars qui avaient des vaches faisaient de l'avoine parce que tu dois relever un champ de temps en temps. Fack, **on avait tout ce qu'il fallait, de bonnes terres et des agriculteurs qui cherchaient quoi faire. L'idée était très bonne** ». (Alice)

À travers ce verbatim, nous voyons comment, peu à peu, s'est mise en œuvre, en pratique et en idée, *la résilience par le terroir* dans la MRC Antoine-Labelle. Au regard du discours des personnes interrogées, nous estimons que les projets qui relèvent du *terroir* dans la région, c'est-à-dire qui, nous le répétons, entretiennent un rapport entre le milieu naturel, le milieu social et médiés par des savoir-faire locaux, semblent en effet correspondre aux aspirations régionales et collectives du moment sans pour autant être systématiquement nommé et revendiqué en ces termes. Le projet du *laboratoire rural G.R.A.I.N* et aujourd'hui de la *Coopérative BioGrain des Hautes-Laurentides*, sont, comme nous l'avons vu, à cet effet exemplaire. Comme nous l'avons ainsi observé dans la région et dans le discours des personnes interrogées, des projets de *terroir* se sont bel et bien mis en branle dans la région à un moment qui le permettait. À travers ceux-ci, des membres de la communauté ont cherché à recommencer à « vivre » et à « bien vivre »

parce qu'il y voyait une brèche intéressante pour eux et leur région comme en témoignent des acteurs pionniers dans la *résilience par le terroir* :

« Justement, on a essayé de créer des choses ici quand il y a eu la crise de l'industrie forestière. Enfin bon, il y a eu ici... Vous savez sans doute... Bon, ça été économique, mais ça aussi été social, ça été vraiment difficile à vivre, ça été difficile à passer par-dessus. La région commence à s'en remettre, mais ç'a été vraiment difficile. Certaines personnes et municipalités sont mises ensemble pis se sont dit: « Ben, qu'est-ce qu'on va faire maintenant? » On cherchait à faire un projet qui oui, amène des gens et de l'argent ici, mais surtout qui soit aussi vecteur de fierté ». (Catherine)

« Par rapport à quand je suis arrivé [2007], où c'était vraiment la crise forestière, je trouve quand même que finalement, il y a eu une résilience. Parce que malgré tout, je trouve, ça c'est quand même maintenu. Ça aurait pu être une désertification complète là. Mais je trouve que ça c'est quand même maintenu, je veux dire, les gens ont tenus. Quand la grosse onde de choc est finalement passée, on a peu à peu recommencé à rêver et certains ont réalisé de très beaux projets propres aux Hautes-Laurentides ». (Laurent)

L'idée de ce mémoire n'est pas de dépeindre un portrait « idyllique » ou « romancé » de la *transition par le terroir* dans laquelle les acteurs et la région des Hautes-Laurentides se seraient immédiatement investis et reconnus. En effet, la constitution d'un *terroir*, en pratique et en représentation, est un processus issu de « savoirs construits et traduits en actes au cours de l'expérience directe avec des éléments naturels, reposant ainsi nécessairement sur de longs apprentissages, individuels et collectifs ».²⁰¹ De ce fait, le *terroir* dans Hautes-Laurentides est récent donc, toujours en élaboration et en développement dans la région. Cependant, ce qui nous intéresse de comprendre ici, ce sont les motivations des gens à penser et à construire le terroir et ainsi, à continuer à vivre dans leur région suite à la crise forestière. De ce point de vue, il nous importait de saisir les motivations des acteurs au prisme de leurs activités et du lien à leur milieu autant naturel que social c'est-à-dire, au prisme des représentations du *terroir*. Dans les prochaines sections de ce chapitre d'analyse, nous verrons d'abord comment les personnes

²⁰¹ Prévost, Philippe et al. « Le terroir, un concept pour l'action dans le développement des territoires », *Op. cit.*

interrogées définissent la notion de terroir. Ensuite, nous verrons que selon eux, en plus de renvoyer à des produits, à des labels et à des possibilités de développement économique, le *terroir* évoque surtout des valeurs sociales et environnementales dans lesquelles plusieurs membres de la communauté se reconstruisent et se reconnaissent.

2. Le terroir : des définitions variées

Dans le cadre de notre deuxième terrain d'étude (février 2015) dans la MRC Antoine-Labelle, nous avons réalisé un test d'évocation auprès des participants de l'étude en ce qui concerne la notion de *terroir*. Nous leur avons demandé : « Qu'est-ce que le terroir pour vous ? ». Selon les réponses formulées, il est possible de voir que sa définition est polysémique. Au regard du verbatim que nous allons présenter, le terroir renvoie en effet à un ensemble important de dimensions. Selon les définitions données par les acteurs, la notion de *terroir* recouvre: des produits/productions et/ou aliments distinctifs, un milieu naturel, sa composition et sa délimitation géographique (des échelles : local, régional, national), des saveurs et des goûts propres aux caractéristiques du sol et de la terre, du climat et de la topographie, des savoir-faire locaux. Dans les représentations et imaginaires symboliques, les acteurs interrogés nous apprennent également que le terroir renvoie à l'idée « d'ouverture sur le monde », « d'intégrité régionale », « de localité », « de tradition culinaire », « d'identité », « de différenciation », « de fierté » et « d'accueil ». Le terroir relève aussi selon eux « de l'alimentation », « d'une charte de qualité », « d'une signature », « de l'inspiration », « de la création », « de l'ambition » et « d'une logique ». Le terroir témoigne encore « du rapport au temps » et « à la nature ». C'est aussi d'après eux « une philosophie », « une mentalité », « de la conscientisation », « des associations », « un rapport à autrui ». Encore, ce sont « des végétaux », « des arbres », « des animaux » des « grains », « des gens », « des producteurs », « des petites fermes » « des images », « du vécu », « de l'histoire » et de « l'agriculture ». Finalement, d'après les acteurs des Hautes-Laurentides interrogés, le terroir renvoie à l'idée de « force d'avenir » et de « fleuron régional ». Toutes ses dimensions sont en effet évoquées, dans leurs propres mots, par les acteurs comme en témoignent les extraits suivants :

« Humm... Le terroir... Ben, il y a des définitions j'imagine. Pour moi, dans le fond, c'est **la nature profonde du milieu** dans lequel je vis. Pis ses **saveurs**, pis tout ce qui en est issu. C'est à déterminer, mais les céréales qu'on produit avec leur **touche locale**, leur saveur propre, la transformation ici, c'est ça le terroir pour moi ». (Tristan)

« Le terroir, c'est un **produit qui est fait local**. Pour moi, c'est un produit local, c'est un produit qui est régional. Certaines places vont dire que le terroir c'est 100km. Pour nous autres, le terroir c'est au nord du Mont-Tremblant. Pour moi, **c'est les Hautes-Laurentides** ». (Stéphane)

« Pour moi le terroir ça s'étend **au niveau du Québec**. Pour moi, c'est québécois. Oui, tu as le terroir aux alentours de ta ville, oui tu as ta **région** d'abord, mais tu as la province aussi. Le terroir, c'est des **produits québécois**. *Interviewer: Et puis, est-ce que le terroir c'est aussi autre chose que des aliments?* Humm... Je n'ai jamais réfléchi à ça. Tu vois, pour moi, le terroir ç'a toujours été **l'alimentation** ». (Christophe)

« Ce sont les **produits de la terre**, qui sont produits à partir du sol qu'on a. Ce sont des produits qui sont produits localement. Je vois quelque chose qui est comme plus régional ou propre à une région. *Interviewer: Dans les Hautes-Laurentides, avez-vous du terroir?* Ben oui. Ben oui, c'est sûr. **L'agriculture** est associée au terroir, ça c'est sûr ». (Bernard)

« Tsé, c'est sûr que la région des Hautes-Laurentides, c'est particulier, **le climat, la topographie**. C'est vraiment différent. C'est plus **des petites fermes**. Ici, c'est peut-être un plus. Ben, c'est ça, ou niveau de la région, on est loin. On est isolé des maladies, des insectes, ça nous permet de développer des cultures biologiques et d'avoir vraiment notre propre portrait, quelque chose qui nous distingue ». (Janie)

« *Interviewer: Donc, on a du terroir au Québec?* Oui, oui, oui, bah là, moi je parlais pour les Hautes-Laurentides. Mais, effectivement qu'on a du terroir, si j'élargis la question au Québec, ben oui. Tsé, la prune dans le bas Saint-Laurent, c'est vraiment quelque chose qui vient de là depuis toujours. La côte de Beaupré, il y a plein de beaux produits. On a un historique d'érablière, apicole aussi. On a plein... Le lait au Québec, c'est un must. C'est vraiment notre fleuron. Tsé, on a une belle **tradition culinaire** au Québec. Une belle **identité** pis en plus, on est **ouvert sur le monde**. De plus en plus, on intègre plein de choses. On est **très inspirés** par ce qui se fait autour. On est des gens qui **accueillent beaucoup** autant des gens que des cultures, que des modes, des façons de faire. Ça, oui. On va s'enrichir à long terme là-dedans pis on va développer des terroirs encore plus colorés que juste le petit départ qu'on avait. Ici, c'est peut-être plus restreint. **Récemment** et restreint. Tout ça ensemble ». (Tristan)

« *Interviewer: Penses-tu que vous allez devenir des acteurs importants du terroir des Hautes-Laurentides?* Ben, je le souhaite, c'est ça le but. C'est pour ça que je m'investis autant là-dedans. C'est pour pouvoir rayonner avec nos produits et notre **philosophie** sur le Québec au complet ». (Tristan)

« Selon moi, il faut se distinguer au niveau du **produit**. [...] Tsé, si tu fais le même produit que tu fais dans les Basses-Laurentides, ben, qui est-ce qui va venir dans les Hautes-Laurentides pour te voir? Il n'y aura personne là. Il faut faire **quelque chose de différent**, [...] **des produits distinctifs**, [...] un produit tout de suite **haut de gamme**. Pis, il faut tout de suite être **ambitieux**. [...] Pis en plus, on a tout pour le faire. Tsé, comme au niveau du lait bio, des grains bios, des produits du miel, etc. Eh, il me semble qu'il y a juste comme un déclic qui manque. [...] Je pense que les producteurs sont presque prêts. [...] C'est une **mentalité** qu'il faudrait avoir pour toutes les productions, le poulet, les fromages, la même chose. Il faut vraiment se distinguer. La bière, la même chose. Ça marche super bien, mais il faudrait comme aller plus loin. [...] Je pense que les gens de la région sont fiers de leurs produits, mais je pense que les producteurs, ils n'en ont pas assez **conscience**. Moi des fois, je les écoute. Ils réfléchissent trop en se comparant à d'autres régions du Québec. Mais en fait, il ne faut pas se comparer là. On fait quelque chose de différent. Il faut regarder un peu plus ce qu'on a et puis voir vraiment ce qui nous différencie ou ce qu'on pourrait développer pour que ça nous différencie d'ailleurs. Il faut trouver une **signature** ou trouver une façon de faire. La signature elle n'est pas forcément dans le produit, elle est aussi dans la façon de faire, dans la **façon de la valoriser**, dans la façon de **s'associer** avec du monde qui va travailler avec nos produits. [...] Ou tu vois, s'il y avait un regroupement des produits Hautes-Laurentides, mais il faudrait qu'il y ait une certaine **charte de qualité** aussi. [...] C'est ça une **logique** de terroir. [...] Aussi, il faut **sortir de la région** parce qu'à un moment donné, ça ne suffit pas juste la région. Donc, il faut avoir les produits distinctifs et trouver comment les distribuer pis après, ça va le faire ». (Laurent)

« On a un beau terroir très diversifié d'**érablière**, de **producteurs laitiers**, de producteurs fourragers, de **grains** maintenant. Bon, c'est appelé à se structurer. Là, moi, c'est notre **intégrité régionale**, je pense, qui fait notre force là. C'est là-dessus qu'il va falloir miser. [...] C'est tout un art d'essayer de développer ça, de se doter d'une **identité** là. [...] Tsé, les gens sont **fiers** en général de la région, je trouve là, de mon point de vue, mais je pense qu'ils ne savent pas exactement pourquoi. Tsé, parce que justement, il n'y a pas de « Aaah, c'est ça ! ». [...] Fack, on veut se doter d'un **pôle** là. Tout est à devenir, ça va être à nous de se définir comme **force d'avenir** ». (Tristan)

« Moi, je ne suis pas d'accord avec la définition que le terroir c'est le Québec. Pour moi, c'est à plus **petite échelle**. Mettons, moi, ma définition du terroir là, ce n'est pas plus grand que notre MRC. Fack, la MRC Antoine-Labelle pis déjà, on a un grand territoire. C'est quelque chose qui est **fabriqué, produit** dans un **secteur donné**. Mais tsé, ce n'est **pas obligé de venir de la terre là**. Ça peut être des **artisans** du terroir qui vont peindre **des images** de la région ou qui vont **s'inspirer** de la **nature**, du **vécu**, de **l'histoire**. C'est aussi des **savoir-faire**. Moi, là, mettons, je suis une fille du terroir d'ici. [Rires] ». (Marie)

« Pour moi, le terroir, c'est vraiment... On est allés souvent en France pis pour moi, le terroir... Par exemple, le fromage à pâte molle de type brie, ben il ne **goûte vraiment** pas la même chose que le fromage à pâte molle fait en Loire. Parce que le terroir amène **un goût, une signature différente**. Le sol donne le goût. Pour moi, c'est ça. Ici, dans les Hautes-Laurentides, on est dans le bouclier canadien. On a un **sol** argilo-calcaire, ça donne une signature. Dans les vins, c'est un peu ça. Le vin, il goûte différent parce qu'en Alsace c'est plus argileux, en Provence c'est plus sablonneux. [01:04:47.12] Sa femme: Nous, ça va goûter quoi? Nous, on ne le sait pas parce qu'on n'est pas encore rendus là, mais on travaille là-dessus ». (Antoine)

« C'est comme la crème qu'on produit, ça pis le miel, c'est comme un **fleuron régional**. Il a le poisson aussi. On a du bon doré. Le sarrasin aussi. Ben moi, dans ma tête, c'est ça le terroir. Des produits locaux distinctifs. Je ne sais pas si c'est bien ça en fait. Peut-être que ce n'est pas ça ». (Monique)

Au regard des réponses formulées concernant la définition du *terroir*, il est de ce point de vue intéressant de faire remarquer que, dans les imaginaires des acteurs de la MRC Antoine-Labelle, sur le plan temporel, le *terroir* renvoie autant à « l'avenir » qu'au « passé ». Comme l'indiquent plusieurs acteurs interrogés, l'histoire des Hautes-Laurentides est jeune. Nous avons remarqué qu'il était ainsi difficile pour eux de donner des exemples de traditions, de pratiques agricoles ou alimentaires, de savoir-faire, de recettes « traditionnels », du passé ou issus d'un quelconque patrimoine alimentaire propre à la région. Les extraits ci-dessous témoignent surtout de particularité « traditionnelle » québécoise, s'il en est une. Pour les Hautes-Laurentides, les spécifités agricoles et alimentaires semblent, selon les acteurs, à chercher dans l'avenir. Ainsi, les acteurs évoquent des termes tels que « pas encore », « en devenir », « à développer », « à structurer » et « à définir comme force d'avenir » tel que le montrent les extraits suivants :

« On a quand même une **tradition chasse et pêche**. Il y a ici des pourvoiries qui ont **plus de cinquante ans**. Il y a quand même 58 pourvoiries, hein, sur le territoire, mais moi je ne chasse pas et ne pêche pas. Ma famille non plus ». (Louise)

« Je te dirais, depuis les dix dernières années, la chasse a moins la côte auprès de **la nouvelle génération**. [...] Le marché de la chasse, en tout cas à mon avis, **je trouve que ça s'éteint tranquillement** ». (René)

« Notre patrimoine alimentaire... Eeeh... Ben, je dirais [...] Du point de vue de notre historique comme je disais. La tradition de nos grands-mères, nos arrières grands-mères. La culture, les traditions culinaires, c'est **beaucoup de la bouffe de chantier**. Des **grosses batches de plats en sauce**. Beaucoup à base de **patates, de porc**. Tsé, ce n'est pas nécessairement de la cuisine super santé, mais c'est de **la cuisine qui permet de résister à -30 l'hiver** ». (Tristan)

« Typique des Hautes-Laurentides... Si tu recules de ben ben des années, c'est le **lard salé dans les barriques de sel**. Non, mais tsé... Non, je ne peux pas. À part le **ragoût de boulettes** qui pourrait être typique, ou les repas du temps de fêtes, là. Ça serait peut-être ça, mais... Ça serait peut-être **plus typique du Québec**. Dans les Hautes-Laurentides, non, je ne pense pas ». (Alice)

« *[Interviewer]: Penses-tu qu'il y a des savoirs, des savoir-faire, des produits, des semences ou des aliments qui sont de la région des Hautes-Laurentides? Est-ce qu'on peut parler d'un quelconque patrimoine régional ?* Non, je pense que **c'est québécois**. Ouais, **ce n'est pas propre aux Hautes-Laurentides**, je ne pense pas... Ce qui serait propre aux Hautes-Laurentides... **Je ne pense pas que je serais capable de te nommer quelque chose de vraiment spécifique**. *[Interviewer]: Pis au niveau plutôt des recettes, alors?* Je ne pense pas qu'il y ait quelque chose qui pousse ici et qui ne pousse pas ailleurs ou dans d'autres régions du Québec. Tsé, je veux dire, ce qu'on fait ici, ça pourrait aussi bien se faire autour du lac Saint-Jean. Fack, non, je ne pense pas qu'il y ait quelque chose de vraiment précisément attaché aux Hautes-Laurentides. **Pas encore en tout cas** ». (Alice)

« On est **plusieurs cabanes à sucre dans la région**. Eh, puis je pense que c'est assez courant pour les érablières de recevoir des gens d'ailleurs pour leurs expliquer ce qu'il se fait ici. C'est quand même assez **typique là du Québec**. Les gens aiment ça. Puis, ils posent toujours des questions. Oui, **ça fait partie de la tradition de toute façon**. [...] On vend des produits d'érable. Les produits traditionnels **qu'on retrouve un peu partout**. Beurre, tire, etc. Les produits **non traditionnels** comme moutarde, sauce bbq, vinaigrettes, les épices, ces choses-là ». (Céline)

« Humm... Est-ce qu'il y a quelque chose de spécifique aux Hautes-Laurentides ? Ben, en fait, historiquement, eeh, il y a quoi **120-130 ans d'histoire d'établissement ici maximum**. Fack, le terroir... Pis nous autres, on était une région forestière. Je veux dire, l'agriculture c'était là à la base, mais... [...] Ce n'était pas des agriculteurs émérites qui arrivaient ici. Donc, de dire qu'on a un fleuron... Eeh, **je pense que notre identité et authenticité régionale, c'est peut-être aussi en devenir, à développer**. Pis c'est un peu le projet des grains biologiques. Pis se doter d'un sentiment d'appartenance lié à ça aussi [...] On a un beau terroir très diversifié d'érablière, de producteurs laitiers, de producteurs fourragers, de grains maintenant. Bon, **c'est appelé à se structurer**. Là, moi, c'est notre intégrité régionale, je pense, qui fait notre force. **C'est là-dessus qu'il va falloir miser**. [...] C'est tout un art d'essayer de **développer** ça, de se doter d'une identité là. C'est à suivre, là... ». (Tristan)

« Je trouve que, de mon point de vue, les gens sont fiers en général de la région, mais je pense qu'ils ne savent pas exactement pourquoi. Tsé, parce que justement, il n'y a pas de « Aaah, c'est ça ! » Bon, on sait qu'historiquement, on est des défricheurs donc on a bâti notre place. On a créé notre espace et occupé le territoire. On a peut-être **5 générations derrière nous maximum**. L'idée, c'est qu'on veut se doter d'un pôle là. Tout est à devenir, ça va être à nous de se **définir comme force d'avenir** ». (Tristan)

Cependant, pour penser leur « avenir », plusieurs acteurs interrogés s'inspirent en effet du « passé ». Pour repenser leurs pratiques et savoir-faire d'aujourd'hui, plusieurs acteurs ont mentionné s'intéresser au « passé ». Ainsi, comme le montrent les extraits suivants, les acteurs font référence à leurs « ancêtres », aux « générations passées », aux « traditions ordinaires », aux « traditions perdues », à « l'histoire » et sa « réappropriation ». En puisant ainsi dans les réservoirs historiques de l'imaginaire de l'agriculture et de l'alimentation québécoise du « passé », certains acteurs de la MRC Antoine-Labelle cherchent en effet à se réapproprier les pratiques agricoles et alimentaires repérables à l'ensemble du Québec avant l'industrialisation. De ce point de vue, les acteurs interrogés en appellent en effet d'une certaine nostalgie du passé c'est-à-dire de l'ère préindustrielle. Cependant, au regard du verbatim suivant, il ne s'agit pas, pour les acteurs, de penser et de prôner un « retour au passé », mais plutôt de faire « un détour par le

passé » permettant de se projeter vers un futur neuf »²⁰² comme en témoignent les extraits suivants :

« J'essaie toujours de penser, nos **ancêtres à l'époque**, comment ils mangeaient. Qu'est-ce qu'ils faisaient? Donc, le caveau à légumes au mois de février, il restait quoi dedans? On sait que pendant le temps des sucres, on mangeait beaucoup de cochons. Ils l'avaient abattu quand? Parce qu'ils avaient salé le lard... est-ce qu'il était pendu depuis le moins de décembre? Tsé, je me pose beaucoup de questions par rapport au temps de l'année, les gens abattaient quand pis utilisaient quand et quoi? Humm... Je pense que ça fait une différence ». (Alice)

« Donc, les paniers d'hiver, en quelque part au Québec, ça va de soi. Sauf que quand tu parles de ça aux gens aujourd'hui, ils disent: "Ben, les paniers d'hiver, qu'est-ce que tu mets là-dedans?" Ben, **c'est parce qu'on a vécu avec ça des générations avant d'arriver aujourd'hui au supermarché**. Fack, dans les paniers d'hiver, normalement, ça va des patates, carottes, oignons, jusqu'aux endives pis à certaines légumes, même à des fèves germées ou des épinards, des petites pousses, des petites feuilles, soit que tu peux les faire sur le bord d'une fenêtre ou que tu peux conserver l'hiver durant ». (Alice)

« Mettons, comme le sirop de boulot. Je fais du sirop de boulot. Personne n'a jamais entendu parler de ça sauf que, quand tu parles de ça à des gens qui viennent d'une famille où ils ont toujours fait du sirop d'érable, ils vont te répondre que: « Ah, mon grand-père faisait ça, ou ah, ma grand-mère, à la fin de la saison d'érable, elle faisait toujours un petit galon de sirop de boulot », tsé. C'était bon pour les problèmes de femmes, pis tsé, les Indiennes faisaient ça. Pis, c'était vermifuge pour les chevaux aussi. Fack, quand ils finissaient de tout nettoyer leur saison d'érable, ils entaillaient quelques boulots. **Il y avait comme une espèce de tradition, mais ce n'étais pas connu ou s'était tellement... comment je pourrais dire ça... commun pis ordinaire mettons**. Sauf que, si j'ai bien compris, à peu près tout le monde qui faisait du sirop d'érable entaillait un couple de boulots en fin de saison pis l'utilisait. C'était tellement maison, c'était tellement courant que **c'est comme passé dans le beurre de l'histoire**. C'est mon impression parce que, quand on revient avec ça aujourd'hui, la plupart des vieux nous disent: Ah mon grand-père faisait ça, ma grand-mère faisait ça, pis oui, on a toujours eu ça chez nous". **Pis là, je me dis, il y a combien d'autres affaires de même de notre histoire et de nos traditions qui sont**

²⁰² Baschet, Jérôme, *Adieux au capitalisme: autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*. La Découverte, 2014, p. 129. (204 p.)

passées sous silence ? Combien d'autres petites recettes comme ça sont passées dans le beurre? » (Céline)

« Le caveau à légumes était la chose à avoir absolument à tous colons en Nouvelle-France à l'époque. Il fallait que tu cultives tes patates, tes carottes, tes oignons pis que tu les entreposes. Parce que sans ça, l'hiver, tu ne mangeais rien, tu mourais de faim. [...] **On revient un peu à ça**, mon idée première, c'était ça ». (Janie)

« Tu vas dans des pays comme la France, on en revient souvent parce qu'ils sont tellement une grosse population avec tellement un gros savoir-faire ancestral pis incrusté, là. Les gens n'arrêtent pas de dire : « Oui, oui, en France, on sait, ce n'est pas pareil... ». Oui, oui, mais c'est parce que de génération en génération, le monde faisait leur alcool, faisait leur pain, leur grain, leur ci, leur ça, leur vinaigre. Tsé, aujourd'hui, tu dis: « es-tu capable de faire ton vinaigre? ». Le monde va dire: « hein, comment tu fais ça ? ». **Ici, on a comme tout perdu pis on réapprend quelque part parce qu'on a des racines européennes.** Ça revient quand même assez vite. Tu regardes dans les années 1970-1980, tout le monde mangeait des tranches kraft pis du beurre de peanuts kraft. Là, le fromage fin ou fermier, le vinaigre artisanal, les moutardes, tout ça, **ça revient.** Ça revient assez vite parce que justement, on a un lien fort avec l'Europe ». (Alice)

« À peine on a fêté le 125e de Mont-Laurier en 2010. **Les gens s'imaginent qu'il n'y a pas d'histoire. [...] Ils pensent qu'ils n'ont pas d'histoire.** Tsé, comme disait un grand historien Michel Brunet qui enseignait pendant des années à l'UdeM justement, « le fait brutal, c'est que nous n'aimons pas notre histoire ». Tsé, les gens pensent qu'il n'y a rien d'intéressant à parler des bûcherons pis de la soupe aux pois. Qu'il n'y a rien d'intéressant à aller dire que mon grand-père travaillait comme un fou dans le bois alors qu'il y a plein de choses intéressantes. Il y a des gens maintenant qui commencent à s'intéressent à ça. [...] Aussi, depuis deux ans et demi, on a une chronique dans l'un des deux hebdomadaires, *Le Courant* pour le nommer, sur l'histoire de la région. Pis, c'est une petite chronique, pas très longue, avec une personnalité plus ou moins connue. **Pour que les gens se familiarisent avec leur histoire. [...] Principalement pour développer un sentiment d'appartenance et de fierté aussi.** C'était un des buts ». (Serge)

Comme nous l'avons vu, la notion de *terroir* est complexe. Dans les pratiques et les imaginaires, elle renvoie autant à des dimensions écologiques, sociales, culturelles, matérielles qu'immatérielles. La diversité des déclinaisons de *sens* et de *temporalité* entendue de la notion de *terroir* témoigne en effet de son caractère évolutif et difficilement objectivable. Cependant, pour les acteurs des Hautes-Laurentides, le terroir est surtout le baromètre de valeurs régionales. En effet, pour les résidents de la MRC Antoine-Labelle,

par la constitution du *terroir*, ils enregistrent les *goûts* et les *aspirations* de leur communauté, à leur époque, et au regard des transformations qui la traverse.

3. Le terroir au prisme de valeurs

Au-delà d'une compréhension « technique » du terroir, l'analyse de discours fait ressortir le fait que les acteurs appréhendent le terroir plus fondamentalement à travers des valeurs. Parmi celles portées par le mouvement de la *résilience par le terroir* dans la MRC Antoine-Labelle, les acteurs interrogés font ressortir l'autonomie, la qualité de vie, la convivialité, la conscience écologique, l'éducation et la relève. À l'agriculture conventionnelle et au modèle productiviste de la foresterie, c'est un nouveau « vivre de » qui se dessine dans les Hautes-Laurentides autour de valeurs alternatives.

3.1. L'autonomie

Dans sa définition large et dans l'esprit du philosophe Cornelius Castoriadis, l'autonomie en valeur renvoie à la possibilité de se donner à soi-même, individuellement et collectivement, ses propres lois. L'autonomie, de ce fait, constitue bien un projet sans fin qui nécessite un perpétuel questionnement concernant les conditions d'existence. Cette perspective oblige une prise de conscience, et non figée, des membres d'une société en ce qui a trait à ce qu'ils considèrent comme « valant la peine », aussi bien dans les imaginaires qu'en termes d'institution, c'est-à-dire notamment accomplir « une activité qui ne soit pas futile et vaine ».²⁰³ Selon Castoriadis, dans son ouvrage *De l'écologie à l'autonomie (2014)* : « Parler d'une société autonome, de l'autonomie de la société non seulement à l'égard de telle couche dominante particulière, mais à l'égard de sa propre institution, des besoins, des techniques, etc., présuppose à la fois la capacité et la volonté des humains de s'autogouverner, au sens le plus fort de ce terme ».²⁰⁴ Par principe *d'autonomie*, les acteurs du terroir dans la MRC Antoine-Labelle valorisent en effet un certain pouvoir citoyen par *l'appropriation* ou encore la *réappropriation de leurs moyens de production, de pratiques et savoir-faire agricoles, maraîchers, horticoles et culinaires*.

²⁰³ Castoriadis, Cornelius, D., Cohn-Bendit, *De l'écologie à l'autonomie*, Le bord de l'eau, 2014, p. 25.

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 41.

Selon les personnes interrogées, l'autonomie permet en effet, aux individus à la collectivité, une plus grande résilience face à une inflation du panier d'épicerie ou à une diminution de leurs revenus. Comme pied de nez à la consommation, au capitalisme technocratique et technoscientifique, et à titre de valeurs positives et idéales, les acteurs parlent d'autonomie en termes « d'indépendance », « de subsistance », « d'autosuffisance », « d'apprentissage de vécu », de « complémentarité d'activités », et de « choix » comme en témoignent les extraits suivants :

« Il n'y a peut-être pas besoin de se dire, on veut développer à fond une industrie comme c'était le cas avant. Voilà, c'est peut-être **plein de petites choses**, le tourisme, l'agriculture responsable, les produits distinctifs. Justement, ça augmente la résilience par rapport à des crises. Comme ça, il y aurait toujours quelque chose qui marche dans la région, **on ne se serait plus aussi dépendant des aléas du marché** ». (Laurent)

« C'était devenu une logique de rendement. Il y avait une logique de productivité qui est rentrée. Pis une logique aussi, pas juste de productivité, mais de rentabilité dans le sens qu'il fallait choisir les races productives, maternelles, avec des béliers qui allaient faire un agneau qui allait profiter. Tsé, qui allait faire de la viande rapidement. Fack, là, tu te dis, ça élimine plein de races intéressantes, anciennes qui n'ont plus leur logique là-dedans. **Tu te dis: "Moi, je veux-tu embarquer là-dedans?" Pis finalement, moi, ma réponse, ça a été non.** Je me suis dit, j'aime mieux faire de la vente directe, faire comme je veux pis **choisir** une race rustique qui est plus petite, qui ne « *fit* » pas du tout dans la logique marchande de l'agneau lourd. Pis, je pense que c'est une niche, pis c'est correct, tsé. Ça en prend des petits comme ça qui **font à leur tête** ». (Alice)

« Bon, on élève des cochons pour nous autres. On achète nos poulets ici à la Rose des Vents. [...] On mange surtout du porc pis du poulet parce que **c'est ce qu'on produit sur nos fermes proches**. Pis du poisson aussi. Tsé, il y a plein de dorés ici. J'ai du monde qui vient sur mes terres chasser l'outarde. J'en ai plein le congélateur. Ma mère, elle, elle cuisine ça. On reçoit aussi du chevreuil, de l'orignal. Ce n'est pas moi qui va à la chasse et à la pêche, mais on en reçoit de la parenté qui y va dans la région. **On est assez autonome finalement, ou en tout cas, une autonomie alimentaire locale** ». (Tristan)

« Moi pis ma blonde, on a une terre. Pas une ferme, mais ça fait quarante ans qu'on vit au Nord, à Sainte-Anne-du-Lac pis on a fait des jardins, des serres. On peut appeler ça une **ferme de subsistance**. On fait nos légumes pour l'année. Avant, on faisait notre viande aussi, mais maintenant, on est plutôt végétarien. On a développé beaucoup de trucs. C'est **tout un**

apprentissage de vécu. Ouais, toute cette **indépendance** fait mon bonheur ». (Denis)

« **On congèle beaucoup pour nous, notre famille et pour le restaurant.** On a huit congélateurs de 25 pieds cubes dans le garage. On a comme congelé 500 poireaux cet été. C'est rare qu'on a plus qu'un mois où on n'est pas **autosuffisant**. Au mois d'avril, on est déjà capable avec les Jardins de Ferme-Neuve d'avoir les poivrons, les tomates, les concombres. C'est une base. On est capable de travailler avec ça pis on aime mieux faire quelque chose avec **ces aliments qui sont quand même d'ici** que d'acheter un brocoli de l'Espagne ». (Antoine et Marie)

« Habituellement, on a toujours un petit jardin. Là, on est en train de planter, juste sur le bord, des framboises, des mûres. On veut agrandir un peu la production de fruits et légumes pour ne plus devoir en acheter. **On voudrait en avoir suffisamment pour être autosuffisant** ». (Céline)

Pour certains acteurs interrogés, l'autonomie renvoie aussi à l'idée *d'être en accord et cohérent* entre ses principes et ses pratiques. De leur point de vue, et dans l'esprit du terroir, être *automne*, c'est aussi *avoir la possibilité de choisir des pratiques et des savoir-faire* comme en témoignent les extraits suivants:

« On encourage beaucoup, c'est sûr, les gens de la région. On n'est pas de type grande surface parce qu'on est un peu plus proche de la terre, tout ça. **C'est plus cohérent** selon nous ». (Tristan)

« Il y a une pratique là-bas [en France] où, si tu es installé pour abattre, par exemple, tu as une ancienne laiterie et tu as de quoi pendre l'animal et un drain, tu peux le saigner toi-même, le faire chez vous. [...] Un vétérinaire, ça peut être un vétérinaire à la retraite, vient sur place. Tu prends rendez-vous avec lui, il te regarde abattre l'animal, le débiter, l'éviscérer, le couper en quartier, ou l'envoyer chez le débiteur de ton choix, pis mettre tout ça au frais dans un délai raisonnable. Pis lui après, il signe le rapport comme quoi tout a été fait en dedans d'une heure. Ici, oublie ça essayer d'instaurer ça pis pourtant, ça serait facile. Pis ça serait tellement plus sain, plus... je veux dire, l'animal, il a vécu là toute sa vie. Tu le sors dehors, il regarde une bibitte passée pis tu y tires une balle dans la tête. Tu le saignes pis c'est fini. Il n'a pas été transporté 3 heures et demie jusqu'à Terrebonne. Il n'a pas eu de stress, il n'a pas eu de maladie parce qu'il a été mixé avec deux-trois autres troupeaux avant d'arriver. C'est comme ça que chaque animal devrait mourir. Il est né à une ferme, il a grandi, il a bien mangé, il s'est fait gratter le front, il s'est fait nourrir au biberon. **C'est comme ça que ça devrait être fait. Je voudrais pouvoir faire ça moi-même pour moi et mes bêtes**, mais ici, les règlements ne permettent pas ça. Je ne pourrai pas vendre au détail ma viande. C'est dommage ». (Alice)

L'autonomie renvoie également à l'idée de *reconnaissance de l'authenticité* et à la *fierté*, au *plaisir* et au *bonheur de faire soi-même avec des produits locaux* comme le montre un acteur:

« Je fais ma pâte à pizza avec la bière d'ici pis la farine de Kiamika. Déjà là, c'est **complètement local**. Pis, sur le dessus, je mets à peu près ce que moi je cultive. Ça représente une fierté d'ingrédients, de pratiques, de terroir. Une fierté d'authenticité je te dirais, une fierté que malgré tout, on fait les choses comme elles doivent être faites. **Celui qui va réussir à faire un produit complètement local, il va en être fier parce qu'authentiquement, il ne bullshit pas, il ne se compromet pas.** Tsé, c'est vraiment fait ici avec des produits d'ici, avec du monde d'ici. Fack, cette fierté-là, elle est là. [...] Pis, pas juste une fierté d'ailleurs, mais faire local, c'est carrément ça qui va faire que la région va survivre économiquement ». (Alice)

« J'aime ça apprendre à les cuisiner différemment [les légumes racines], je recherche de nouvelles recettes. Pis, ce que j'aime aussi encore plus, c'est prendre des classiques pis essayer de les faire terroir comme le poulet du général tao. Récemment, j'ai réussi à le faire terroir. Fack, **ça, ça me procure beaucoup de plaisirs de réussir à faire une recette à ma manière et tout local** comme ça ». (Alice)

Finalement, l'autonomie dans le domaine alimentaire et agricole, c'est aussi, du point de vue de certains acteurs la MRC Antoine-Labelle, *une question de santé humaine, écologique et économique* :

« C'est ben beau des fruits et des légumes, mais en hiver, manger du melon d'eau, ce n'est peut-être pas la chose à faire. [...] Si tu manges saisonnier, tu viens de régler pas mal de problèmes. **Pour moi manger santé, c'est manger local, donc de saison** ». (Alice)

« Pis manger local aussi. Autant du point de vue de la **qualité nutritionnelle que tsé, du low miles, dans le sens d'avoir le kilométrage alimentaire le plus réduit possible. Ça c'est important. Pour l'économie locale aussi dans le sens d'avoir la capacité de s'approvisionner auprès de tes voisins ou autres. Ça, je trouve que ça fait partie d'une qualité d'alimentation.** Pis l'agriculture biologique en fait partie aussi de par ses pratiques. Je veux dire, l'impact des pesticides sur notre corps, c'est peu documenté. Pis, dès que c'est documenté, il y a une contre-étude de celui qui vend le produit qui sort pour dire que ce n'est pas vraiment vrai. Pis, on sème le doute ». (Denis)

« *Interviewer: Vous êtes pratiquement autosuffisant? Ah non, ben peut-être pas autosuffisant. Je ne suis pas dans toute là. Comme nos œufs, c'est sûr que ça, c'est nous qui les faisons, mais le lait, ce n'est pas moi. Je n'ai pas de vache à lait. Mais j'essaie, le plus que je suis capable. Tsé, quand tu achètes des fraises qui viennent du Mexique, pis que tu sais que l'eau là-bas est assez dégueulasse merci, ben c'est cette eau-là qui a arrosé tes supers fraises que tu manges là. **Je fais attention à ce que j'achète, on ne sait pas ce qu'ils mettent dans ce qu'on mange** ». (Martin)*

*Interviewer: Qu'est-ce que vous souhaitez comme direction à prendre pour la région? Le retour à la terre, peut-être. Plusieurs petites fermes. Essayer de produire pour notre Québec. [...] Produire pour notre Québec pis arrêter d'acheter ailleurs. Arrêtez d'importer pis de faire remplir des paquebots ben pleins de légumes qui viennent d'à l'autre bout du monde pis qui coûte un million du *fuel* pour amener ça icitte quand on serait capable de le produire. **Notre Québec serait en meilleure santé, l'agriculture aussi** ». (Martin)*

« Souvent, quand je vendais à Jean-Talon, les gens me disaient: « Aaah, j'achète déjà ma viande directement d'un producteur, je ne peux pas l'acheter chez vous ». Je disais : « C'est la meilleure affaire que vous ne pouvez pas faire. Bravo! Continuez comme ça ». Il faut encourager un producteur proche de chez vous. Il faut que ça continue comme ça. **Si on veut que notre agriculture réussisse, qu'elle soit en santé, il faut encourager les producteurs locaux et ceux qui en vendent.** C'est pour ça qu'ici, on vend beaucoup de produits locaux. Tout l'hiver, on a vendu des patates qui venaient de notre ferme. On a vendu des choux qui venaient d'un de nos voisins à Jean-Talon. On aurait pu prendre des choux de la Californie pis du Mexique parce qu'ils étaient moins chers. On priorisait les choux à Martin parce que comme nous, c'est un producteur du Québec pis c'est un de nos voisins à Jean-Talon ». (Sylvie)

3.2. La qualité de vie

Dans l'esprit du géographe suisse Antoine Bailly, en étant « un rapport à la conscience, un rapport à la société et un rapport à l'espace », la qualité de vie renvoie en effet « à la totalité des relations entre la société, les hommes et le milieu ».²⁰⁵ Pour les personnes interrogées dans les Hautes-Laurentides, le *terroir* véhicule en effet une qualité de vie. Du point de vue des membres de la communauté, celle-ci est avant tout un rapport

²⁰⁵ Bailly, Antoine, *Géographie du bien-être*, Paris, Economica-Anthropos, 2014, pp. 152.

subjectif au *bien-être* qui lui-même, renvoie à la nature des relations au milieu économique, social, culturel et naturel. En d'autres mots, pour les acteurs interrogés, *être heureux* et *se sentir bien au regard de son milieu* constitue une valeur importante. Faisant appel à diverses interprétations, certains acteurs ont par exemple mentionné que la « campagne », sa « lenteur » et la « proximité » aux humains, aux animaux et aux plantes qu'elle procure était, selon eux, le milieu favorisant au mieux la *belle vie* et la *qualité de vie* comme le montrent les extraits ci-dessous :

« J'ai décidé que j'aurais des enfants à la campagne **pour leur bien-être**. Je voulais **avoir et leur donner une belle vie à la campagne**. Avoir accès à la nature facilement. Le bon air, être en contact avec les animaux ». (Céline)

« J'aime produire mes propres choses. C'est sûr que j'aimerais avoir mon bœuf, mon poulet. Là, j'ai mes légumes. Je trouve ça valorisant de dire: "c'est moi qui les produit". **En vivant sur la ferme, c'est un mode de vie différent aussi que je veux vivre. C'est une qualité de vie que je veux avoir avec les enfants aussi. Plus avec la nature et son rythme lent finalement**. Qu'ils comprennent un peu plus c'est quoi le cycle de la vie, de la petite semence au fruit. C'est sûr que c'est concret en travaillant les mains dans la terre. De travailler dehors avec la nature, c'est vraiment important pour moi là ». (Janie)

« J'apprécie la tranquillité, **la proximité avec les gens**. [...] **Je connais tout le monde ici**. Ils m'ont vu naître. Pour moi, ça, j'aime beaucoup ça. La tranquillité, c'est sûr. Les espaces verts. [...] On a habité 10 ans, ici, sur place, à l'érablière, au sous-sol, avec les enfants. [...] Tsé, je me levais le matin, c'est ce que j'avais comme vue tous les matins. Vous avez vu le paysage ici, c'est magnifique. **Cette qualité de vie pour moi, ça n'a pas de prix**. J'aime beaucoup ma place, mon coin ». (Céline)

« Les gens ici aiment leur milieu. Il y a bien des jeunes qui veulent revenir aussi. Je regarde les amis de mes enfants, il y en a beaucoup qui voudraient revenir. *Interviewer: D'après vous, qu'est-ce qui les motive à revenir dans la région?* **Ce qu'on entend des jeunes c'est la façon de vivre. Tsé, en ville, c'est vite, c'est anonyme tandis qu'ici, tout le monde se connaît. Une qualité de vie je dirais** ». (Sylvie)

Du point de vue des acteurs interrogés, la *qualité de vie*, le *bien-être* et le *bien-vivre* relèvent également d'*indicateurs de richesse alternatifs* à ceux se basant exclusivement sur le produit intérieur brut national, sur le travail et sur le revenu par ménage. À bien des égards, la qualité de vie recouvre, pour les acteurs interrogés, des

aspects de leur vie qui *échappent au tout marchand*. Pour certains interviewés, la qualité de vie relève plus fondamentalement d'un *mode de vie* qui défend les activités non rémunératrices et à l'échelle humaine. En d'autres mots, la qualité de vie, pour les habitants des Hautes-Laurentides renvoie à des *relations familiales et sociales significatives non comptables et non quantifiables* comme le disent certains agriculteurs et artisans:

« Quand tu entends que le seuil de pauvreté à 25 000\$, moi j'ai ça pis je ne me sens pas pauvre pentoute. Je ne me sens pas pauvre parce que je ne compte pas ma richesse en dollars. Je suis riche, j'ai bonne une qualité de vie parce que je suis **beaucoup impliqué dans le communautaire** pis j'ai des revenus qui sont non-chiffrables avec l'agriculture. On fait beaucoup d'échange avec des légumes bios. Ça vaut son pesant d'or. **Ces alternatives, c'est une façon d'être autonome pis de contrecarrer l'idée que la richesse c'est juste des piasses** ». (Denis)

« On lui apporte des légumes presque tous les matins [à un voisin restaurateur]. Les salades surtout. Quand c'est le temps des zucchinis, évidemment, on nage dedans donc on lui amène des zucchinis, tomates, tout ça. Pas mal de légumes, mais je ne lui vends pas. Il me les marque. Pis à la fin de la saison, eeh, bon, il me doit les légumes qu'il a pris. Tout l'hiver, quand je n'ai pas le temps de me faire des lunchs, parce que j'aime bien manger, ben, je peux aller chercher mon lunch là. Il est gratuit. Pis on complète, tsé. Donc, **c'est du troque plutôt que de l'argent. Pis moi, j'aime mieux ça de même, c'est plus convivial, ça favorise l'échange plutôt que l'avoir** ». (Denis)

« C'était ben plus rentable à Saint-Sauveur. Pourquoi on a vendu Saint-Sauveur pis qu'on a décidé de venir s'installer à Mont-Laurier? Parce qu'**a tous les soirs on est chez nous. Tsé, il y a la vie de famille, il y a la qualité de vie qui est importante un moment donné, pas juste l'argent.** [...] Quand les gens montent des plans d'affaire ou quand ils se lancent en affaire, c'est quelque chose qui n'est jamais abordé la qualité de vie. Moi je dis qu'il faut y penser. [...] **Il n'y a pas juste l'argent, un moment donné il faut vivre, plus que ça, il faut bien vivre** ». (Sylvie)

« En production de grande culture, un producteur conventionnel ici n'arrive pratiquement pas. À part quelques producteurs laitiers qui font aussi des grains et qui finalement, n'ont quand même pas d'immenses marges de revenus. [...] Il ne reste qu'un pas à faire pour qu'eux autres aussi fassent finalement la transition [vers la production biologique] et **qu'ils se rendent compte que c'est peut-être plus rentable et plus vivable** ». (Tristan)

« Moi, je trouve **qu'être agriculteur c'est une super belle qualité de vie**. Je ne changerais pas. Tu as vu, on a une belle situation. On est au bout du

rang, on est tout seul sur nos terres. **Moi, ça me convient super bien même si je ne suis pas riche.** Il y a peut-être des gens qui vont manquer de socialisation, c'est un travail solitaire. En même temps, **personne ne me dit quoi faire,** c'est moi qui décide de mon rythme d'avancement, de comment j'organise mon temps pis mes cultures ». (Tristan)

« Les avantages [d'être agriculteur], ben, c'est de vivre avec la nature. D'être avec les animaux, d'avoir un horaire flexible **donc ça permet d'avoir une vie à côté de la job. Bah, en tout cas, on peut l'arranger comme on veut notre horaire** ». (Sylvie)

« Il y a un sentiment de sécurité ici beaucoup plus grand qu'en ville et qu'en Europe encore plus. Moi je barre ma voiture une fois sur deux même ici, en ville, à Mont-Laurier. Donc, **c'est tout un contexte de confort de vie qui difficilement mesurable et quantifiable, mais qui au bout du compte, est quand même un des grands atouts de la région** ». (Fabrice)

« Le projet *Cultiver pour nourrir*, c'est sûr que ça n'a pas rapport avec le tourisme. Ça a rapport quand même avec **la qualité de vie des gens de la région. Donc, si les gens sont mieux nourris, ben, ils sont peut-être plus enclins à aller chercher de l'ouvrage ou juste à être plus heureux.** C'est déjà énorme ». (Denis)

3.3. La convivialité

Comme nous venons de le voir, pour les habitants de la MRC Antoine-Labelle, la qualité des liens sociaux, la sécurité au sein de la communauté et l'équité sociale sont par exemple des aspects importants relevant d'une certaine qualité de vie. D'après les acteurs interrogés, suite à la crise forestière, le *terroir* a en effet suscité une lueur d'espoir dans la reconstruction du lien social et du *bien-vivre* dans les Hautes-Laurentides. Ainsi, du discours des acteurs, le *terroir* semble catalyser un engouement pour de nouvelles manières de vivre, pour une solidarité et une collectivité actives, pour une « réciprocité bienveillante » et pour un « convivialisme », c'est-à-dire que « les liens amicaux, les relations que l'on peut entretenir avec ses voisins, le partage apparaissent comme des richesses importantes et des valeurs centrales de la vie ».²⁰⁶ D'après les personnes

²⁰⁶ Renault, Michel, « Élaborer ensemble des outils pour construire une société plus conviviale. D'une expérience de terrain à une réflexion théorique », dans Caillé, Alain, M. Humbert, S. Latouche et P. Viveret (dir.) *De la convivialité. Dialogues sur la société à venir*, Paris, La Découverte, 2011, p. 167.

interrogées dans la MRC, un *nous collectif* paraît en effet se dessiner dans la région des Hautes-Laurentides avec une dimension active et solidaire concrète autour de *socialités soutenables telles que l'accueil, l'entraide et la solidarité*.

Avec leur slogan « Montez nous voir! » et « Mont-Laurier d'un naturel accueillant! », les Hautes-Laurentides et sa capitale régionale mettent en place des projets qui réinventent les liens sociaux dans la région. En pratique, le village d'accueil des Hautes-Laurentides est à cet effet un projet phare de cette *convivialité renouvelée et revendiquée*. De fait, il s'agit d'une organisation à but non lucratif qui à tous les étés depuis 2006, accueille dans la région une quarantaine de touristes européens et principalement français. Ainsi, pour contrer la dévitalisation des petites municipalités des Hautes-Laurentides, différentes familles hôtes de la MRC Antoine-Labelle accueillent chez elle une famille étrangère pour échanger et faire connaître une partie du patrimoine environnemental et culturel de la région. Comme on peut le lire sur le site Internet du Village d'accueil des Hautes-Laurentides, il s'agit : « de séjours de courte durée proposant des séjours typiquement québécois. Les voyageurs sont logés dans des résidences familiales, une formule qui privilégie la convivialité, le rapport humain et la découverte du milieu rural. [...] [L'objectif] est de redynamiser le milieu, raviver la fierté des citoyens, revenir à une échelle plus humaine, utiliser les expertises locales, accueillir dans le meilleur sens du terme, donner le goût et le pouvoir d'influencer son développement [...] un exemple probant de tourisme communautaire durable et équitable. [De plus], le Village d'accueil encourage l'achat local et les familles hôtes sont tenues de cuisiner avec les produits locaux ». ²⁰⁷ Également, lors des entretiens, certains acteurs interrogés ont en effet mentionné l'importance de valeurs relatives à la convivialité telles que « l'ouverture » et « l'hospitalité » comme le montrent les extraits suivants :

« Le Village d'accueil des Hautes-Laurentides a été créé quand il y a eu la crise de l'industrie forestière. [...] On voulait faire un projet de développement touristique qui, oui, apporte des gens ici, mais qui soit aussi **vecteur de fierté**. [...] Donc, de voir ces gens-là [les touristes] qui viennent

²⁰⁷ Village d'accueil des Hautes-Laurentides, *Une expérience unique au Québec*, 2016. En ligne au <http://www.villagedaccueil.com/a_propos.html>, consulté le 18 avril 2016.

pis qui s'émerveillent face à ces décors-là, les lacs, les rivières qui pour les gens d'ici, sont normaux et classiques. On n'y porte plus vraiment attention. Je pense que oui, ça l'a un impact positif. Je pense que les gens d'ici ressentent une énorme fierté à montrer ça. [...] Moi, je pense, **quand tu reçois quelqu'un que tu ne connais pas chez toi, c'est toujours un signe manifeste d'ouverture et d'accueil.** [...] Non ça n'a pas eu d'impacts économiques majeurs, mais je pense que ça a **un impact social positif, [...] les familles apprécient les échanges que ça crée** ». (Catherine)

« Le Village d'accueil, ça m'a appris quelque chose d'important, c'est la question de l'authenticité, **de l'hospitalité.** [...] Puis, **l'accueil.** Ça revient beaucoup et ça revient tout le temps. À quel point **les gens sont accueillants.** À quel point les touristes se sentent chez eux. [...] Il faut vraiment que cette image-là continue, prospère et ressort et que ça se parle et qu'on mise aussi là-dessus, énormément. [...] Vous devez le savoir, la MRC d'Antoine-Labelle est une MRC très pauvre. Donc, ici, ce n'est pas des grands bâtiments. [...] Les maisons ne sont pas les plus grandes, ce ne sont pas les plus belles, **mais l'accueil et l'environnement naturel, c'est là-dessus qu'on devrait miser,** je pense ». (Catherine)

D'autres projets et pratiques régionales montrent également ces *considérations de convivialité et d'hospitalité* chez les acteurs interrogés dans la MRC Antoine-Labelle. À ce propos certains souhaitent par exemple organiser des fêtes et repas en période de moisson ou encore, accueillent, par esprit de communauté, d'autres entrepreneurs dans leur local :

« Ça fait longtemps que je veux faire ça. Quand ce sera le temps des foins là, pis que les gars seront dans le champ jusqu'à minuit le soir là, je veux faire de la pizza chez nous dans le four à bois dehors. Je vais leur dire : « débarquez chez nous si vous avez faim. Le vendredi soir, je pars le four à pizza ». Les agriculteurs disent: « si on a l'occasion de se voir informellement, on échange tellement, on apprend plus que dans soupape officielle ». Fack, de là, l'idée m'est venue que **tous les vendredis soirs d'été, tout le monde est le bienvenu.** Je fais ma pâte tous les vendredis soirs. J'aimerais que les gens puissent venir en manger pis, ils me donneront 2\$, 4\$, 6\$, je m'en fou là, tsé. S'ils sont agriculteurs, tsé, ça ne me dérange pas ». (Alice)

« Il y avait là, à côté de la gare, une petite boutique d'artisanat pis une boutique à bois. Et puis, ils faisaient des choses pis les vendaient là. Mais, il n'y avait pas de clientèle. Ce n'était comme pas le centre-ville. Fack, ils se cherchaient un local au centre-ville. **Ben, je les ai invités chez nous. [...] J'ai ben de la place dans ma boutique. Je vais me tasser, je vais mettre des choses à la cave pis je vais leur faire de la place. Je trouve**

qu'il faut tous être communautaire si on veut... Ce n'est pas une région riche. C'est comme ça, si on s'en ligne tous chacun pour soi, ben on va tous crever, tsé. [...] Tandis qu'en étant dans le communautaire, on arrive à tirer notre épingle du jeu beaucoup mieux ». (Denis)

D'après de nombreux acteurs interrogés, l'entraide collective, les solidarités, l'esprit de communauté, le partage et la réciprocité présentent en effet des solutions pour recoudre le tissu social après la crise forestière. Pour reprendre l'expression de Serge Latouche, ces « socialités conviviales » participent en effet, selon les acteurs, à la résilience de la communauté locale en ce qu'elles favorisent *les collaborations, les échanges, les innovations et les associations professionnelles et amicales* comme le disent certains agriculteurs et restaurateurs interrogés :

« Le défi pour nous, c'est d'être capable de maintenir notre certification bio. **Donc là, ça ne dépend pas juste de nous. Ça dépend vraiment de toute l'agriculture et des agriculteurs dans la région. Ça dépend de l'esprit de communauté** ». (Lauren)

« **Tu vois, c'est exactement ça qu'il faut, des gens sur un même territoire qui travaillent ensemble, des collaborations, des associations de producteurs. Du monde qui travaille dans le même but, comme pour l'agriculture biologique.** [...] Comme [Simon], il était le moteur. Il a dit: « hey les gars, qu'est-ce qu'on pourrait faire dans la région pour développer l'agricole? »... Il savait qu'il y en avait quelques-uns qui étaient partants pour le bio, il les a motivés, il a monté les dossiers et il a fait les demandes de subventions. Et regarde où ça en est. **Il faut travailler ensemble** ». (Laurent)

« **Notre groupe, c'est plus un groupe social que vraiment un groupe de travail efficace où tout le monde se délègue des tâches.** Ça reste que c'est très bon comme dynamique. De plus en plus de gens se joignent à nous. D'ailleurs, on est rendus 10 membres cette année. Il y a 5 nouveaux membres qui se sont joints à la coopérative ». (Tristan)

« Tout faire soi-même, c'est trop. Éventuellement, si je ne les fais pas pousser moi-même [les fruits et légumes], **je peux quand même les acheter de d'autres producteurs d'ici, les encourager** ». (Janie)

« **On va continuer de collaborer. On se prête des outils, on se prête des machines. Ouais, ça, ça va continuer.** [...] Ça, ça serait peut-être quelque chose qui est un petit peu plus spécifique à la région, oui. Parce que, ça me semble normal sauf, que je m'aperçois que dans d'autres régions, c'est beaucoup plus compétitif. Il y a des gars qui sont venus s'établir ici, par

exemple, qui arrivaient de Terrebonne pis qui se sont aperçus qu'on était très ouverts, très prêteurs, très solidaires. Pis, c'était un petit peu nouveau pour eux autres. [...] J'imagine que c'est l'une des raisons pourquoi ils venaient ici, c'est peut-être parce qu'ils ne *fitaient* pas trop trop là-bas justement. **En arrivant ici, ils ont vu que c'était comme normal de s'entraider pis de se prêter des machines.** Pis tsé, combien de fois le voisin est arrivé pis s'est installé dans ma cour pour réparer une machine pis prendre ma soudeuse ou mes outils. Ou, combien de fois, le voisin a pété sa presse à balles rondes pis il a pris la mienne. Il me l'a ramené toute graissée. Il l'a remis à sa place. Je veux dire... On fait ça tout le temps. On est un petit peu plus tricotés serrés parce que la vie est peut-être plus dure ici ». (Alice)

« Oui, **nos collaborateurs apparaissent sur le menu.** Il y a de nouveaux produits locaux qu'on va insérer. On en ajoute parce qu'il y a des gens qui veulent collaborer, qui veulent participer quand ils voient que ça va de mieux en mieux. Tsé, l'idée c'est de travailler comme ça, en collaboration parce qu'il n'y en a pas beaucoup des restaurateurs qui font ça. [...] **C'est important que les artisans qui font ça apparaissent à la carte, pour les remercier de leur bon travail** ». (Stéphane)

« C'est ce qu'on met sur notre table, ses produits. Je suis parti avec lui. Il m'a amené un cerf, il m'a amené un sanglier. Il a dit : « travaille-les, fais tes recettes pis la différence, la balance, je le rapporterai ». **Il me l'a donné.** Ç'a été la même chose pour la fromagerie, la bière. La bière, on travaille juste avec la bière de Mont-Laurier, la Microbrasserie de la Lièvre. Jonathan, c'est un gars de Rivière-Rouge. **Puis moi, c'est ça que je veux faire, collaborer et servir des produits régionaux.** Molson pis Labatt n'ont pas besoin de moi pour vivre ». (Stephane)

« Dès qu'elle a monté son projet, moi j'ai dit "Hey, go, je veux un panier de légumes de chez vous". **C'était sûr que je voulais l'encourager.** Ensuite, ben, on achète notre miel à la chaudière chez Anicet. On achète des légumes au Marché Grandeur Nature. **On essaie d'encourager le plus possible.** On prend tout notre sirop d'érable chez Mélanie Grenier à côté ». (Tristan)

« Comme c'est là, on cherche des marchés pour nos légumes. Les hôpitaux, les garderies de la région. **Des marchés autres que le grand client** parce qu'il y a des producteurs de légumes dans la région pis **on ne veut pas être en compétition.** On voudrait aller dans un autre créneau même, leur ouvrir une porte pour un autre créneau. On aimerait aller dans les hôpitaux. Par exemple, si l'hôpital à Mont-Laurier achetait 10% de leurs légumes dans la région, ils pourraient acheter une bonne partie de mes légumes. Pi ils pourraient aussi acheter des produits bios de d'autres petits maraîchers de

la région. Tsé, **on voudrait ouvrir des portes pour vendre ici les légumes d'ici**. On travaille là-dessus ». (Denis)

« J'ai le chef Robert Cholette **qui s'implique généreusement, gratuitement et régulièrement ici. C'est mon mentor. Pis lui, il est en fin de carrière donc pour lui, ça lui fait plaisir de transmettre ses connaissances**. On jase du menu, on jase des produits, pis on écrit la nouvelle carte ensemble. Je n'ai pas encore l'expérience que lui peut avoir. C'est nouveau parce que comme je l'ai dit, je *popotais* très bien. Maintenant, je cuisine. C'est ça la différence donc **on échange beaucoup, il m'aide** là-dedans ». (Stéphane)

D'après le discours de certains acteurs régionaux, cette convivialité en valeur renvoie également à *l'idée de justice et d'équité sociale* dans laquelle le *don, matériel et immatériel*, est central au sein de divers projets et pratiques communautaires, sociaux et solidaires comme le montrent les exemples suivants :

« Je n'en revenais pas la première année que suis allée au Festival de l'ail de Saint-Anne-de-Bellevue qu'un bulbe d'ail, ok, il était beau-là, un beau gros bulbe d'ail, mais 3\$ le bulbe. Un filet de 4 bulbes à 12\$. Je me suis dit: « Wow, j'aimerais ça moi aussi vendre 4 bulbes à 12\$ », mais à Mont-Laurier, ça n'arrivera pas. Tsé, on est loin du West Island. **Pis, je me suis dit: « pourquoi en profiter de toute façon? Pourquoi profiter de ça ? Pourquoi ne pas donner la chance à tout le monde, même les plus pauvres, de manger du frais, du coloré et du local ? »** [...] Je me suis dit, si mes carottes rouges pis jaunes, pis blanches pis vulgairement oranges sont à peu près 1.25\$ la livre chez nous. En quelque part, c'est normal, tsé. Je n'aurais pas à leur vendre 4\$ la livre juste parce qu'elles sont violettes mes maudites carottes, tsé. [...] Oui, les graines de carottes mauves coûtent plus cher, mais elles ne coûtent pas plus cher au point que tu en demandes un prix de fou pis que les gens ordinaires en soient privés ».

« Ici, on a quand même plusieurs comptoirs alimentaires que ce soit la *Manne du jour* ou *Cultiver pour Nourrir* ou tout ça, tsé. Ils font un super beau travail, ils font des super beaux légumes et ils servent honorablement ces comptoirs-là. Pis, tous les autres, comme moi, [...] **on a toujours l'espèce de slogan. Je ne pense pas que ce soit nous qui l'ayons inventé, mais "Un rang pour la manne", pour la manne du jour. Tsé, qu'il y ait toujours une petite portion de ce qu'on cultive qu'on donne finalement à la manne...** Que ce soit 3 caisses de rutabaga, ou tsé... Le mot c'est rapidement passé dans notre gang de cultivateurs. Fack, un rang pour la manne. **Qu'il y ait toujours de quoi à donner pour les comptoirs alimentaires, pour les plus pauvres de notre région et avec la crise, ça fait pas mal de monde** ». (Alice)

« De nos jardins, on donne beaucoup à Ferme-Neuve, au comptoir alimentaire de Ferme-Neuve. C'est notre chouchou. On passe là tous les matins, comme ça, on amène toujours une boîte de laitues, **ce qu'on a de trop. Ça fait partie de notre philosophie. Il faut s'entraider moi je dis** ». (Denis)

« C'est sûr qu'on encourage beaucoup et on est content de voir que la MRC veut développer le bio. Pis je pense que, en même temps, ça fait partie d'une stratégie globale, au sens où, **si tu développes l'agriculture biologique, ça fait une agriculture qui est socialement plus responsable, plus impliquée dans sa communauté, plus juste** ». (Louise)

« On travaille beaucoup avec des composts qu'on achète des cultivateurs d'ici. L'année passée, **on a eu des cadeaux. La paille qu'on met sur nos plants, c'est donné par des cultivateurs. C'est un projet vraiment, vraiment collectif. Comme c'est un projet communautaire, on a beaucoup d'associations avec beaucoup de gens** ». (Denis)

« L'an prochain, on s'attend à avoir beaucoup, beaucoup de légumes pis fournir, tout l'été en tout cas, des légumes frais pour les comptoirs alimentaires de la région. Nous, on fait tout ce qui est cuisine collective et comptoir alimentaire. Il y en a un à Ferme-Neuve, il y en a un à Mont-Laurier. À Mont-Laurier, ils nourrissent 160 familles avec leur comptoir alimentaire. Tsé, ça, ça prend quand même beaucoup de légumes. À Ferme-Neuve, ils nourrissent environ 80 familles et à Nominigüe, une soixantaine. On aimerait éventuellement réussir, l'été au moins, **à donner des légumes biologiques frais à tous ces gens-là**. C'est le but du projet. [...] On ne produit pas encore assez. On pourrait avoir des champs pis ça ne serait pas assez. Il y a une grande demande ici, tsé, il y a beaucoup de pauvreté. [...] En ce moment, on est 3 employés. Par contre **chez nous, il y a des bénévoles et des jeunes qui font des genres de projets de réinsertion sociale**, par semaine on est 8-10. Ça bouge beaucoup ». (Denis)

Finalement, selon le discours de certains acteurs interrogés, *le don, le partage et l'entraide*, caractéristiques de la convivialité en valeur et en pratique, *s'opèrent également dans la sphère privée et notamment concernant les repas*. Chez les acteurs du *terroir*, la *commensalité conviviale* (« manger ensemble et à la même table (*mensa*) »²⁰⁸) est en effet une dimension importante comme le montrent ces extraits :

²⁰⁸ Poulain, Jean-Pierre, *Dictionnaire des cultures alimentaires*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 271.

« On n'est pas catégorique, mais on trouve ça important de **manger tout le monde ensemble à table** le plus possible. De manger les 4 à table autour de 17h45 à peu près pour s'installer toute la gang. Moi, **je trouve ça super important de prendre le temps d'être ensemble pis de ne pas être chacun de notre côté à manger vite fait. C'est un petit moment en famille** au moins qu'on peut passer ensemble ». (Martin)

« Ben, ma mère est ben gros dans le portrait. [...] C'est elle qui ramène le petit, **elle nous aide beaucoup. Pis elle cuisine encore pour nous autres.** Tsé, beaucoup. Elle fait des batchs de soupe, de bines à l'outarde, des salades. [...] Ma mère a toujours été une bonne cuisinière **pis on a toujours partagé des plats qu'elle cuisine pour notre famille** ». (Tristan)

« *Interviewer: Mangez-vous à table?* Oui, **toujours ensemble.** Jamais devant la télé. Moi, j'ai grandi en mangeant devant la télé. Ici, on ne le permet pas parce qu'on veut manger ensemble. Pour nous, le salon, ce n'est pas fait pour manger. **C'est un moment à partager où on se parle. C'est un moment familial.** Nous, on cuisine et les enfants, c'est eux qui mettent la table. C'est important ». (Antoine)

« Ma grand-mère, c'est elle qui avait la maison ici avant. Pis, au début, au moins les quatre premières années facilement, elle venait nous **aider gratuitement** en cuisine à quasiment toutes les fins de semaine. Elle, elle était dans la vaisselle. Elle nous a aidés pendant longtemps ». (Marie)

3.4. La conscience écologique

Dans l'esprit du géographe et philosophe Augustin Berque, la conscience écologique renvoie à la compréhension « des rapports entre les organismes (y compris humains) et son environnement (y compris social : mœurs, institutions, etc.) [...] Il s'agit plus fondamentalement, de concevoir les liens de l'être humain avec les choses qui l'entourent. [...] Il s'agit des *prises* que l'environnement offre à la perception et en même temps de la capacité que celle-ci possède d'avoir prise sur ou d'être en prise avec ces prises. [...] [Celles-ci] ne sont ni proprement subjectives, ni proprement objectives. Pour autant, ces prises ne sont pas seulement phénoménales. Elles sont en effet aussi une réalité physique ». ²⁰⁹ De ce point de vue phénoménologique, et au regard du discours des acteurs, *la conscience (temps : passé, présent et futur) écologique (milieu naturel et humain) est*

²⁰⁹ Berque, Augustin, *Écoumène Introduction à l'étude des milieux humains*, Op. cit., p. 172 et 246.

en effet partie prenante d'un terroir dans les Hautes-Laurentides. Selon les acteurs interrogés, la conscience écologique en valeur renvoie ainsi à l'importance de « faire partie d'un écosystème » et d'une « humanité », à l'idée de « respect », du « système », d'une « roue », du « vivant », de la « vie » et de la « biodiversité ». De leur point de vue, la conscience écologique relève également de « ressources », « de rapports et de sensibilités à l'environnement (beauté, calme, non-pollution » et d'une « nature intrinsèque ». La conscience écologique témoigne également de « changements », de « transformations », d'une « situation planétaire » et renvoie à ce que les acteurs considèrent comme « bon », « beau » et « bien ». Les extraits suivants montrent en effet que la prise de conscience écologique est une valeur importante dans les Hautes-Laurentides et notamment dans le travail d'agriculteurs :

« On travaille tout au goutte à goutte **plutôt que de travailler avec des gros arrosoirs qui gaspillent beaucoup d'eau.** On essaie vraiment de... **Il y a tout un impact, low impact, environnemental dans tout ce qu'on fait. C'est biologique ce qu'on fait donc c'est bien** ». (Janie)

« Le concept de **l'agriculture biologique est en train de s'implanter, ça c'est intéressant.** On est quand même une région isolée par rapport au reste des Laurentides à cause justement des montagnes. Donc, ça nous isole du reste, mais il y a quand même, **je dirais qu'il y a une quarantaine d'agriculteurs maintenant qui sont biologiques. Ce qui est beaucoup parce qu'avant, il n'y en avait pas là. [...]** Ce n'est pas juste parce que les gens y voient une opportunité économique, c'est toute une vision du monde, de nos rapports à l'environnement et à l'humanité qui sont en train de changer ». (Denis)

« C'est certain que si tu es un pourvoyeur, disons que tu as un grand territoire de chasse et pêche, pis qu'ils coupent [les compagnies forestières] une partie de ta forêt, ben, veut-veut pas, les animaux, ils déménagent. Quand les animaux déménagent, ils ne vont pas être aussi bien ailleurs que là, ce n'est pas vrai. **Tout est comme un peu calculé dans la nature, hein. La biodiversité, si tu prends 50 orignaux pis que tu les chasses sur un territoire non coupé, ben là, des fois, ça crève de faim là pis des orignaux, il n'en en aura plus.** [...] Eux autres, ils disent [les compagnies forestières]: « Il va y avoir plein de petites branches qui vont pousser, c'est de la bouffe pour les orignaux ». Mais, c'est une bouffe, eeh, bah, c'est comme McDonalds, tsé. C'est de la bouffe instantanée, mais tu n'as plus de couvert donc pas de facilité de te protéger des prédateurs. [...] **Moi, j'y vois un problème environnemental** ». (Louise)

« **Moi, ce que j'aime, c'est beaucoup plus protéger du territoire pour nous-mêmes, pis pour la biodiversité.** Tant mieux, tsé, que le gouvernement investisse dans nos affaires pour qu'on ait, tsé, du tourisme, pour créer de l'emploi. C'est fantastique, mais je m'en fou complètement. **Moi, ce qui m'intéresse, c'est d'améliorer la biodiversité de la région. Pis qu'on ait une plus belle nature** ». (Denis)

« Ben la nature, c'est, c'est... Je dirais que **la nature, elle était d'abord pourvoyeuse de richesses** puisque c'était majoritairement l'exploitation forestière qui générait la richesse de la région. Alors... Mais, ça ne se limite pas à ça. **La nature, c'est aussi effectivement, la beauté d'un site, le calme, la non-pollution visuelle.** C'est se retrouver au sommet de la Montagne du Diable, c'est très trippant. Je veux dire, vous êtes d'abord à 800 mètres d'altitude qui est le 2e plus haut sommet des Laurentides et puis, vous avez une différence de température par rapport à notre niveau qui se trouve déjà à 200 mètres d'altitude. On est au mois d'octobre, il y a des randonneurs qui sont partis au sommet de la montagne, il neigeait au mois d'octobre. Donc, c'est sûr que c'est ce contraste qui ne sera jamais visible ailleurs est **fantastique en soi** ». (Fabrice)

« On devrait par exemple plutôt investir sur la Montagne du Diable, sur le Parc Régional Poisson Blanc à Notre-Dame-du-Laus et puis sur l'île à la perdrix blanche, le barrage Kiamika. Parce que là, ce sont des places qui attirent un genre de tourisme vraiment intéressant. Tsé, les gens qui aiment la nature. **Pis, ce sont des sites enchanteurs. Là-bas, à l'île à la perdrix blanche, c'est une forêt qui doit avoir 400 ans. Les arbres sont gigantesques. C'est magnifique.** [...] Ça c'est le tourisme, je trouve qui devrait.... Tsé, **le ski de fond, la raquette ça ne pollue pas, ça respecte l'enivrement.** Le pire je trouve, c'est la motoneige. C'est très bruyant, ça sent très mauvais. [...] C'est désagréable. Ça n'attire pas la bonne clientèle touristique ». (Denis)

« J'ai beaucoup d'amis cultivateurs qui sont **très sensibilisés à la problématique environnementale.** J'ai un ami qui a une érablière de 15 000 érables qui est toute biologique. [...] Pis je pense que **l'influence n'est pas venue nécessairement juste de nous, mais de la situation planétaire aussi. Écoute, il faut vraiment être aveugle pour ne pas voir. De plus en plus, les gens réalisent qu'il faut faire quelque chose.** [...] Lui, il a découvert des façons de faire pour vraiment amoindrir son empreinte écologique. [...] Ouais, il y a beaucoup plus de gens sensibilisés pis intéressés à préserver la région ». (Lauren)

« À chaque année, je produis 100 tresses d'ail avec des fleurs séchées du jardin qu'on attache là-dedans. C'est très joli puis l'ail est bon. **C'est un ail bio, c'est un bon ail.** Pis en vendant mes 100 tresses d'ail, ça me permet de m'acheter des pommiers parce qu'à chaque année, j'en perds

évidemment. Avoir des arbres fruitiers, ça me permet d'avoir des semences.
C'est une roue qui tourne, moi je fais juste m'y insérer sans dégâts ».
(Denis)

Comme le montrent les deux derniers extraits, la conscience écologique renvoie également à l'idée de *responsabilité face au monde, aux vivants et aux générations futures*. Comme le fait remarquer le philosophe allemand Hans Jonas : « Ici, c'est donc la qualité et non la causalité de l'acte qui est le point décisif dont on porte la responsabilité ».²¹⁰ Chez les acteurs interrogés dans la MRC, *la responsabilité en vertu ou en morale* s'exprime à travers des idées telles que « le devoir de prendre soin », « faire attention », « rattraper les erreurs du passé », « avoir des comptes à rendre », « s'opposer », « faire quelque chose », « ne pas dégrader », « ne pas déranger », « prêcher par l'exemple », « protéger », « préserver », « sauvegarder », « amoindrir son empreinte écologique », « ne pas gaspiller » autant les ressources naturelles qu'humaines pour plus de « durabilité » :

« J'adore travailler sur la terre, aménager l'espace, planter des arbres. On a planté 700 chênes pis des épinettes avec ma mère le long du fossé pour faire consolider les berges. **Avoir un impact positif. Je me sens comme responsable de l'occupation de la terre que je fais ici** ». (Tristan)

« Plus que j'ai étudié, plus j'ai vu et compris les enjeux de l'agroalimentaire. C'est une immense industrie l'agrobusiness. C'est ramifié avec les plus grosses industries du monde. Autant la mécanique, le pétrochimique que l'industrie pharmaceutique pour les produits phytosanitaires ou autres. C'est un immense monopole détenu par quelques tous puissants. **Ce sont des visions de développement qui ne tiennent pas en compte l'établissement des populations, l'intégrité environnementale**. Aussi, ça détruit le potentiel de développement. C'est productiviste au bout. [...] Pis c'était ça mon goût d'aller étudier en agronomie. En voyant comment ça fonctionne, ben je suis encore d'autant plus convaincu que ce **n'est pas bon. Tsé, juste pour le volet environnemental, au volet économique et social, c'est encore la même chose. C'est du gros gaspillage à tous les niveaux** ». (Tristan)

« On a fait des berges cette année pour des agriculteurs. Des agriculteurs qui avaient des problèmes d'érosion à cause du mauvais drainage des sols, des terres. Ils ont fait des grands canaux, là, pour drainer le sol pis c'était

²¹⁰ Jonas, Hans, *Le principe responsabilité : Une éthique pour la civilisation technologique*, Champs Essais, Flammarion, 2013, p.180.

une erreur. **Ils ont fait ça dans les années 1960 pis là, nous on essaie de rattraper ça.** Il y a eu beaucoup d'érosion. Ç'a créé des fours dans les ruisseaux pis il n'y a plus de poissons dedans ». (Denis)

« Au niveau de la production agricole, les producteurs de la région ont fait beaucoup de chemin depuis les dix dernières années. Par exemple, la présence des vaches dans les cours d'eau. Ç'a été clôturé en bonne partie dans la région. La protection du sol aussi. La condition du sol. **De plus en plus, les producteurs veulent faire attention, ils veulent semer des engrais verts.** Des cultures qui vont redynamiser le sol. Le semi-direct aussi. De moins déranger le sol finalement. **De garder les micro-organismes en place, de protéger, de ne pas tout défaire** les petites cabanes de vers de terre. Les producteurs sont là-dessus ou ça s'en vient ». (Janie)

« Non, non, je n'ai jamais fait de sport motorisé. J'ai toujours fait ski de fond et du canoé. Je veux être en cohérence dans les pratiques de santé, d'efforts physiques. Je ne suis pas un gars d'exploitation forestière ou de ressources, au contraire, **j'essaie le plus possible de vivre en symbiose avec le milieu sans le dégrader** ». (Tristan)

« Le côté nature, c'est très important. C'est le fait d'être localisé sur l'une des plus belles rives du réservoir Baskatong et au pied de la Montagne du Diable. **La conservation de ça, ça fait partie... C'est notre plus belle richesse.** Donc, en tout cas, en tant que destination, je me verrais mal la galvauder surtout qu'on est là pour un plus long terme. **Pour que notre destination soit durable, il faut s'assurer de la conserver** ». (Fabrice)

« Pis eux autres, en même temps, ils ont créé ce parc-là [le Réservoir du poisson blanc] pour essayer de contrôler... Il y avait plein de gens qui *squattaient* les îles, pis un moment donné, quand tu n'as plus de feu, qu'est-ce que tu fais? Tu coupes le bois sur l'île, **c'était en train de tout se dévaster. On a dit: « Mon Dieu, avant qu'on ne voie plus la beauté du site, il faut faire quelque chose** ». Fack, il y a ce parc-là qui est venu sauvegarder les îles ». (Louise)

« Moi, ça fait 24-25 ans que je m'occupe d'une association de protection de l'environnement, ici, dans la région qui s'appelle l'APEHL; [l'association de protection de l'environnement des Hautes-Laurentides]. Tout le monde nous connaît là. On est les *chialeux* notoires, tsé. **On s'oppose à ben des affaires, à beaucoup de pratiques non environnementales** ». (Denis)

« Je suis chasseur et pêcheur. Quand on donne les formations de maniement d'armes, **on dit aux gens de se ramasser. Les forêts ce ne sont pas des poubelles. Il n'y a pas si longtemps, à chaque camp de chasse, il y avait un dépotoir. Pis, à un moment donné, les gens ont commencé**

à être plus sensibilisés, à faire attention à l'environnement. On doit prêcher par l'exemple. Plus on fait attention à l'environnement plus nos jeunes vont faire attention. C'est comme ça dans le domaine environnemental et dans le domaine agricole. Il y a encore pas si longtemps, on mettait des produits chimiques dans les champs, pis après ça, on s'est dit: "On va arrêter ça on est en train de saturer non champ, ça détériore les cours d'eau pis les animaux ne peuvent plus aller boire là". Si on fait attention, les nouveaux agriculteurs vont faire encore plus attention. Maintenant, les nouvelles normes s'en vont vers les produits biologiques ». (Stéphane)

La conscience écologique se manifeste aussi, chez les acteurs interrogés dans les Hautes-Laurentides, par *la volonté de valoriser la richesse du milieu naturel qui fait la typicité des produits de terroir* comme le montre cet extrait :

« Ça été un des premiers à faire un travail sur... ben **de voir qu'il y a différents goûts selon les saisons au niveau des miels.** Et donc, plutôt que de faire ce qui existait à l'époque, c'est-à-dire classer les miels selon la couleur, ben comme pour le sirop d'érable. Tu avais le doré, le clair pis le foncé. C'était juste ça, il n'y avait pas de sélection sur les goûts, sur les types de fleurs que les abeilles butinent ni rien. C'était juste sur la couleur. Ben la couleur, des fois, tu as des miels clairs qui sont amers, des miels clairs qui sont doux. Donc, c'est vraiment pas du tout le même profil. Ben lui, **il a commencé à sortir des miels de printemps, selon les saisons en fait. Récoltés selon les saisons ce qui est assez logique parce que chaque saison, selon ton territoire, tu as des fleurs qui vont donner des goûts différents. Des fleurs différentes, sur un sol différent pour des goûts différents** ». (Laurent)

3.5. L'éducation

Dans l'esprit du sociologue québécois Jacques Grand'Maison, l'éducation est « un lieu pour développer ses manières propres de s'exprimer, de penser, de voir et de comprendre le monde et de s'y impliquer. [L'éducation humaniste] aide à donner un sens à sa vie, à bien penser, à mieux connaître le monde d'hier et d'aujourd'hui, à faire de bons choix d'études, de travail, de style de vie et d'amour ».²¹¹ En effet, d'après le sociologue

²¹¹ Grand'Maison, Jacques, *Ces valeurs dont on parle si peu. Essai sur l'état des mœurs au Québec*, Montréal, Carte Blanche, 2015, p. 23.

Edgard Morin, dans l'éducation comme valeur, « il y a cette ambition de transmettre des « savoirs fondamentaux qui constituent une aide au « savoir-vivre » au plein sens du terme ». ²¹² Certains acteurs interrogés témoignent en effet de cette aspiration à « enseigner à vivre » aux enfants, mais aussi aux autres membres de la communauté. Du discours des acteurs du *terroir*, l'on retrouve des idées telles que « éduquer », « expliquer », « transmettre », « être », « apprendre à vivre », « savoir rêver », « mieux penser », « sensibiliser à la culture et à l'histoire collective » comme le montrent les extraits suivants :

« Pis c'est vrai que ce n'est pas dans la culture populaire de trouver ça important la culture, justement. On doit tout le temps sensibiliser. Nous, juste au niveau des archives, les gens ne savent pas tous les trésors qu'ils ont chez eux. On leur dit: « Ne jetez rien, amenez-nous, si vous pensez que vos enfants ou vos petits-enfants ne s'en occuperont pas de vos vieilles photos et de vos vieux documents, amenez-les ici ». Ils ne savent pas. C'est encore ce qu'on disait tantôt. Ils ne savent pas leur histoire, ils ne savent pas ce qui est important pis ce qui doit être conservé, diffusé et préservé. **C'est de la sensibilisation tout le temps, tout le temps. C'est pour ça qu'un organisme comme la Société d'histoire doit demeurer, pour continuer ce mandat-là qui est de sensibiliser les gens à leur histoire personnelle, culturelle et collective. Je pense que sait mieux où on va quand on sait d'où on vient** ». (Serge)

« Plus encore que d'améliorer le secteur touristique, je pense qu'il faut aussi réussir à **changer les habitudes des gens d'ici, des locaux. Il faut les amener à mieux penser leurs habitudes par rapport à l'agriculture pis à l'alimentation** parce que tsé, même s'il y a des touristes, il faut vivre ici. [...] Les touristes, c'est vrai qu'ils ont beaucoup d'argent pis qu'ils achètent à l'impulsion [...] Mais, le reste de la semaine, tu vis avec les locaux. [...] Le tourisme c'est important, mais les locaux aussi c'est important parce que lorsqu'il n'y a pas de touristes, il faut que tu vives avec les gens locaux. [...] **C'est une éducation à l'achat local qu'il y a à faire d'abord pour les gens de la région.** [...] **Le produit local, pour le local** ». (Sylvie)

« *Interviewer: Qu'est-ce que tu souhaites transmettre à tes enfants?* Humm... Ben, **la passion de la vie.** C'est sûr que j'aime ce que je fais, mais je ne le fais pas nécessairement en leur mettant de la pression pour qu'ils reprennent la ferme. [...] **Moi, ma vision à long terme, ben, c'est ça. De transmettre à mes enfants mes connaissances du milieu, mais surtout cet enthousiasme-là face à la vie. Je veux leur apprendre à vivre, leur métier, ils le choisiront eux autres même. Je veux leur apprendre à**

²¹² Morin, Edgar, *Enseigner à vivre: manifeste pour changer l'éducation*, Op. cit., p.47.

s'impliquer dans un projet qui leur est cher, pis d'atteindre leur rêve, pis d'être persévérant. De se dépasser, tout le monde à du beau potentiel. Être bien, croire en soi et bien prendre soin du milieu naturel, c'est la plus belle chose qu'on peut transmettre ». (Tristan)

« J'ai parlé avec les conseillers pédagogiques de la commission scolaire. En septembre, on veut s'associer avec la classe de 5^e année du village pour le projet de faire un herbier. [...] Les enfants vont dans le bois pis ils prennent des plantes, des fougères, des feuilles d'arbres pis là, il faut qu'il les répertorie. Un herbier, dans le fond, c'est le cahier avec la feuille de l'arbre ou de la plante avec le nom, le nom latin, la description. Moi, je leur ai proposé de venir faire ça ici. On a plusieurs essences d'arbres, juste dans ce petit coin-là. [...] Il y a toujours l'agent de la faune du CFP de Mont-Laurier qui vient rencontrer les jeunes pour leur **expliquer c'est quoi les différentes fougères**. Je trouve ça super trippant. [...] **Je suis sensible à ce que les jeunes connaissent et s'approprient les ressources naturelles de la région** ». (Céline)

D'un point de vue plus pragmatique, chez les acteurs interrogés, l'éducation renvoie également à un *bagage de connaissances pratiques et de techniques*. Cette dimension s'enracine particulièrement dans le discours *concernant la cuisine, ses « savoir-faire » et de ses « savoir-être »* constitutifs d'un certain *art de la table*. Dans le domaine du fait alimentaire, les acteurs mentionnent en effet désirer « en parler », « faire comprendre », « faire connaître », « répondre au manque de connaissances », « réapprendre », « enseigner », « éduquer », « donner des conseils », « faire », « refaire », « animer », « sensibiliser », « apprendre aux gens », « montrer la valeur du travail », « donner des capacités », « cuisiner et manger ensemble », « partager », « goûter » et « prendre le temps ». Selon le discours de certains acteurs, *pour apprendre et créer*, « l'expérience », « l'intuition », « l'inspiration », « l'audace », la « curiosité » et « l'ouverture » sont en effet des qualités essentielles de l'éducation comme valeur. Les extraits qui suivent témoignent de ces diverses interprétations de l'éducation en pratique :

« Il faut réapprendre les savoir-faire liés à la production et à la transformation des aliments ». (Tristan)

« Nous, quand on explique aux clients le repas, **on explique le menu, mais aussi, on explique les recettes, les techniques qu'on a utilisées pour qu'ils comprennent ce qu'ils mangent. Ici, on essaie aussi de répondre au manque de savoir-faire en cuisine. Par notre table gourmande, on veut éduquer, sensibiliser, apprendre aux gens.** La première année,

quand on faisait encore des visites à la ferme, on montrait dans le jardin ce qu'ils mangeaient, le produit, ce que ça l'air sur le plan, comment ça pousse, à quel moment. Les gens ont beaucoup cette curiosité-là quand ils viennent. C'est aussi naïeux que des œufs. Quand on leur dit qu'on a nos douze poules qui nous donnent douze œufs par jour. Ça nous étonne toujours de voir qu'il y en a qui n'ont jamais vu ça, que l'œuf vient vraiment de la poule ». (Antoine et Marie)

« **On peut éduquer, même au niveau de l'alimentation. Tout le monde peut apprendre,** il faut juste prendre la chance **d'être un peu audacieux de goûter.** Éventuellement, on découvre de nouvelles affaires. Il faut être un peu ouvert ». (Christophe)

« C'est la culture le problème. Les gens ont tellement peur de prendre beaucoup de temps pour cuisiner. Ils ont peur de perdre leur temps à cuisiner. **Nous on désire leur montrer** que cuisiner, c'est loin d'être une perte de temps ». (Antoine et Marie)

« Les instruments de cuisine, ils [les enfants] les connaissent. **Ils connaissent** les noms. **Ils sont capables** de couper des légumes, ils connaissent les techniques. Ils ont grandi là-dedans. **Ça fait des enfants curieux, qui ont soif d'apprendre. C'est quelque chose qu'on avait envie de transmettre,** mais en même temps, j'ai l'impression que ça ne pouvait pas être autrement. **Ils nous voient en cuisine, on cuisine ensemble. C'est normal d'apprendre et de transmettre la cuisine chez nous** ». (Antoine et Marie)

« On fait des petites capsules vidéos avec des enfants pour qu'ils **apprennent à cuisiner.** Par exemple, une pizza, c'est facile à acheter, mais c'est aussi tellement facile à faire avec n'importe quels ingrédients. Tu n'es même pas obligé de faire ta pâte qui, par ailleurs, est aussi facile à faire, mais bon. **On leur montre** qu'ils peuvent juste prendre une tranche de pain en guise de pâte, **qu'ils peuvent être créatifs.** Et si ton pain est le moins de qualité, ben, ta pizza, elle va être pas mal meilleure ». (Marie)

« Notre moment de la journée, c'est le souper. Je m'assois à table avec mes enfants pis il n'y a pas d'histoire de télé. Ça, c'est sacré. **Le souper, c'est sacré. Je prends le temps de cuisiner minimum une heure pour qu'elles voient la valeur du travail, qu'elles apprennent et qu'on s'assoit ensemble pis qu'on mange quelque chose de bon** ». (Alice)

« *Interviewer: Ç'a été elle, ta mère, ton mentor en cuisine, ton influence principale?* Tout à fait. **C'est vraiment elle qui m'a amené à aimer la cuisine, qui m'a appris à cuisiner aussi, à bien manger.** Ma mère, c'était

super important quand j'étais petit. Elle m'a toujours amené à dire, ben l'importance de bien manger ». (Tristan)

« On est une ferme de production d'alimentation. Fack, c'est sûr, **on est tout le en train de parler de ça**. Tsé, le p'tit, **on l'anime beaucoup. Il connaît toutes les sortes de grains qu'on produit, tous les silos comment ça marche. Tsé, je ne sais pas... Il sait reconnaître les sortes de fèves, d'où ça vient, comment ça pousse** ». (Tristan)

« On n'achète pas de liqueur, de *Jell-O*, de je ne sais pas quoi. Le moins de bouffe transformée. On n'a pas de produits congelés non plus. **On cuisine tout ce qu'on mange et on montre aux enfants pour qu'à leur tour, ils sachent faire** ». (Tristan)

« J'aime beaucoup travailler avec les jeunes. **Ça fait 4 ans qu'ils viennent ici apprendre à faire des biscuits parce que c'est à côté l'école**. Ils viennent à l'érablière à pied. Pas besoin de transport scolaire, ça ne leur coûte rien. Pis, ils viennent faire des biscuits. C'est eux qui font la recette. Pis après ça, ils les emballent pis, ils les vendent dans des petits sacs ». (Céline)

« Dernièrement, je leur ai fait un petit tartare d'original. **Ma fille me rappelle souvent pour avoir des conseils**. Comment tu as monté ta mayonnaise? **Je lui enseigne**. Elle l'a **refaite** plusieurs fois cette recette. [...] Des fois, elles [ses filles] vont m'appeler pour me demander mon avis sur un nouveau produit. Comment tu le ferais papa? **J'ai de l'intuition pis maintenant de l'expérience, des connaissances**. Telle partie, il faut que ça soit cuit de telle manière. Ce sont des connaissances générales de cuisinier. **Je leur transmets avec plaisir** ». (Stéphane)

« Là, **on part en Europe pour deux mois pour apprendre différents types de cuisine**. On va aller dans les restaurants et **discuter** avec les cuisiniers. J'aimerais aussi aller dans des familles, apprendre des cuisines familiales et régionales. Aller dans des petites auberges pour aller **goûter**, apprendre et **partager** d'autres types de cuisines. **M'inspirer** du travail des autres et revenir avec ça. [...] Moi si un Français venait ici et voudrait avoir une recette, je lui transmettrais facilement. Entre chefs, on se transmet nos inspirations ». (Stéphane)

Finalement, selon le discours de cet acteur, l'éducation renvoie également à la possibilité de développer ses *sens et esprit critique* :

« Plus j'avance dans mon parcours, plus je me rends compte que l'information est au service du pouvoir. **Ça nous force à développer notre jugement critique. Ça, ça fait partie de toutes les bonnes pratiques à**

mettre en place. C'est beaucoup d'éducation là-dedans aussi. Apprendre à cibler ses choix de consommation ». (Tristan)

« Ben... disons, j'essaye de ne pas acheter de céréales de marque General Mills pis Kelog's. On essaie de mettre ça de côté, mais ça arrive des fois qu'elle [sa femme] achète des Muselix. Ce sont de bonnes céréales, **mais ça reste que moi je suis super critique**. Je suis peut-être même des fois fatiguant dans mon engagement. **J'y en ai beaucoup montré depuis qu'on est ensemble. À force d'être informé et mieux éduqué, tu le sais. Donc, de dire, telle compagnie, non**. Ça c'est une branche de telle grosse affaire. On va essayer de privilégier des entreprises canadiennes, idéalement québécoises, biologiques si possible. Surtout dans les céréales. Nous autres, on est producteur de grains, c'est comme une continuité, une cohérence ». (Tristan)

3.6. La relève

Comme autre valeur portée par les acteurs du *terroir* dans les Hautes-Laurentides, les membres de la communauté parlent de l'importance de *la relève* et de *la postérité*. Par celle-ci se traduit, chez les personnes interrogées, le désir de voir perdurer, d'un point de vue social et culturel, la communauté régionale et ses particularités. Ainsi, *les jeunes générations et même les générations à naître* sont en elle-même une valeur essentielle du *terroir*. La plupart des acteurs témoignent en effet de *l'importance de leur descendance et du rôle qu'ils jouent ou qu'ils auront à jouer dans la perpétuation de la lignée familiale, de l'entreprise et des valeurs et pratiques régionales*. À cet effet, ce producteur dit ceci à propos de sa ferme d'élevage et maraîchère biologique :

« **C'est pour les enfants** que je fais tout ça de cette façon-là. Pour qu'ils puissent en profiter et à leur tour, en faire profiter leurs enfants et ainsi de suite ». (Martin)

Au regard du discours des acteurs interrogés, deux types de *relève* apparaissent. La première est *établie depuis au moins deux générations*. Les acteurs parlent ainsi d'un « héritage » matériel et/ou symbolique et d'une « passation » et ils évoquent l'idée de « ne pas tout perdre » comme le montrent les extraits suivants :

« **Moi, j'aimerais ben ça que mes enfants restent ici pis là, à date, c'est ça qui veulent. Mon fils veut reprendre la ferme.** [...] C'est le jardin qui l'intéresse. Il y a un gros jardin bio ici en arrière, on fait tous nos légumes.

C'est ça qui veut faire, fack je vais lui donner la propriété pis lui, y va pouvoir s'amuser avec ça. [...] Avant ça, c'était à mon père. Pis là, nous autres ça fait 50 ans qu'on habite ici. Vois-tu, moi je suis venu au monde ici, mes enfants aussi. Peut-être que mon fils aura ses enfants ici, en tout cas, j'aimerais ça. C'est notre héritage familial dans la région ». (Martin)

« On a une cabane à sucre sur nos terres. Ça, c'est un projet que j'ai fait pour mon fils. Pour qu'il puisse avoir un revenu de l'érablière en plus de ses revenus de la terre. Il va peut-être gagner, je ne sais pas... 50-60 000\$ par année avec ça. Il va faire la belle vie pis, il va être ben. C'est surtout pour lui que je fais ça, pour que ça ne soit pas trop dur financièrement ». (Martin)

« C'est plus vieux que moi, on est la deuxième génération. Au départ, c'est mon beau père et ma belle-mère qui ont créé ça, Pis eux, en fait, ils sont venus s'installer dans le Nord. C'était un peu comme un retour à la terre à la fin des années 1970. Ils étaient travailleurs sociaux donc, rien à voir avec l'agriculture. [...] Moi à ce moment-là [en 2007], je commençais à vouloir m'installer comme apiculteur. Je voulais faire une saison chez un apiculteur donc, il m'a dit vient au Québec faire ta saison. Je suis venu pis j'ai rencontré ma blonde. Et voilà, quoi. Donc, je suis resté. Je suis revenu l'année d'après. [...] Finalement, tout ce qui est activité miel a été repris par le fils, pis tout ce qui est hydromel a été repris par la fille. C'est ça qui s'est passé... au sens d'une passation, tu vois ». (Laurent)

« À la ferme, on est associés avec mon fils qui va avoir trente ans en décembre. Il a 20% des parts. Un jour, ça va tout être à lui ». (Sylvie)

« Mon mari, il est fils de producteur agricole. [...] Quand on avait 19 et 20 ans, on a décidé qu'on voulait une ferme. Son père nous a aidés à en trouver une. Il y avait une terre en faillite. On a soumissionné. On a fait une offre et notre offre a été acceptée avec les moyens qu'on avait. Le petit peu de *cash* qu'on avait à ce temps-là, on l'a mis pour acheter cette terre-là, 358 acres pour commencer. Pis tranquillement, on a monté notre troupeau bovin. Ce n'est pas un héritage matériel, mais nos deux familles étaient là-dedans ». (Sylvie)

« Il est vraiment passionné [son fils qui reprendra la ferme familiale]. Des fois, je l'écoute parler pis je ne comprends pas. Pourtant, il les voit les chiffres lui aussi. Il voit bien qu'on ne fait pas ben ben d'argent à travailler comme des fous. Pis il ne démord pas. Oui, oui, il est passionné par l'agriculture, vraiment passionné. Sa conjointe, elle aussi travaille chez un producteur laitier. Elle, elle travaille chez son oncle en espérant prendre la relève de la ferme laitière. Pis, ça travaille tous les deux plein d'heures... Un soir elle est arrivée souper, il était 7h30 [19h30] pis elle avait

commencé à 4h30 le matin. Il faut qu'elle soit passionnée pour 450\$ par semaine. Les jeunes qui sont en agriculture, je pense qu'ils sont vraiment, vraiment passionnés. **Nous autres, ben, on vieillit pis on est plus fatigués alors on leur cède peu à peu nos biens et nos connaissances comme ça tout ne sera pas perdu** ». (Sylvie)

Le deuxième type de *relève* que les acteurs évoquent où disent appartenir est ce que dans la littérature, certains auteurs nomment les *nouveaux ruraux* ou les *néo-ruraux*. Comme le mentionne Myriam Simard, professeure à l'Institut national de la recherche scientifique de Montréal et spécialiste des jeunes et de la ruralité, « par « nouveaux ruraux » ou plutôt « néo-génération », nous pensons « aux jeunes de retour après la fin de leurs études en ville, des retraités, des immigrants, des artistes, des travailleurs autonomes œuvrant à distance grâce aux nouvelles technologies de l'information ».²¹³ Comme le mentionnent les acteurs interrogés, cette *relève*, autant que celle établie depuis des générations, partage un « sentiment d'appartenance régional » comme le montrent les extraits qui suivent :

« Ben, ce qui m'a motivé à revenir dans les Hautes-Laurentides, c'est mon sentiment d'appartenance à la région. Je ne voyais pas aller ailleurs qu'ici pour m'établir, ou pour partir une ferme, ou pour travailler en agriculture ». (Tristan)

« Dans ma famille, on a toujours eu un chalet ici, à Lac des îles. Toute ma vie je suis venue ici, mais je ne suis pas allée à l'école ici. **Je n'ai pas grandi ici, mais je suis venue tous les étés de ma vie. Pis, j'avais plusieurs oncles et tantes qui avaient des fermes pis j'ai toujours su, depuis que je suis toute petite, que c'est ça que je voudrais aussi faire un jour.** Tsé, qu'un jour, c'est comme ça et comme eux que j'allais vivre. J'étais déjà décidé à l'avance. Fack, un moment donné, ça c'est fait ». (Alice)

« Je suis allée à l'école à Montréal. J'ai un diplôme en montage de structure en aérospatiale. Donc, j'ai fait presque un mois de stage, stage-travail chez Canadair, mais je suis tombée enceinte de mon premier garçon. Donc, avec mon chum, on a décidé... Lui aussi travaillait dans ce domaine-là. Et lui aussi c'est un gars de Mont-Laurier. Donc, on a décidé de revenir en région pis de s'occuper de l'entreprise [...] L'entreprise, c'est mon père qui l'a bâti encore 1989 avec un peu d'aide de ses frères et son père. Mais à la base,

²¹³ Simard, Myriam, « Nouvelles populations rurales et conflits au Québec: regards croisés avec la France et le Royaume-Uni », *Géographie, économie, société*, 2007, vol.9, p. 188.

c'est à mon père, c'est son terrain, sa terre qui s'étend jusqu'à la montagne là-bas. Les champs sont tous à nous, mais on les loue pour la culture parce qu'on n'est pas équipés pour faire de la culture. Mon père est décédé en 1996, donc moi j'entrais en secondaire 5. **Donc, fallait que... On ne savait pas trop. On a gardé les entreprises avec mon frère. On s'est dit qu'il fallait garder ça** ». (Céline)

« *Interviewer: Avez-vous toujours habité dans la région?* Non. Je suis Montréalais, **je suis né à Montréal pis j'y ai habité 24 ans. Là, ça fait 40 ans que j'habite à Sainte-Anne-du-lac, c'est le dernier village au Nord.** *Interviewer: Pis, qu'est-ce qui vous a amené ici?* Ma blonde. *Interviewer: Ah ouais? Elle, elle était d'ici?* Non, elle n'est pas d'ici. Ma blonde, c'est une voyageuse, elle arrivait de la Californie. Elle cherchait une place tranquille. Elle est allée à Saint-Anne pis elle a aimé. Pis, je l'ai rencontré à Montréal, en ville. Je suis venue la visiter pis finalement, je suis resté. Justement, ça va faire 40 ans en juin qu'on est ensemble. [...] **Ouais, on a eu un coup de foudre pour la région. C'est une belle région. On a choisi de vivre et de travailler ici parce que ça nous plaisait, ça nous ressemblait** ». (René)

« **Non, ni l'un, ni l'autre on n'est de la région.** [...] Oui, c'est drôle parce qu'avec l'archiviste, bon, on est comme les trois personnes les plus impliquées, celles qui se passionnent le plus pour l'histoire d'ici. Pis on n'est pas de la région ni l'un, ni l'autre. **Ça nous empêche pas d'adorer la région** ». (Serge)

« **Au départ moi je viens d'ici, mais je suis partie 10 ans.** Je suis revenue il y a 2 ans après avoir fini ma maîtrise. Je suis revenue vivre ici. [...] J'ai eu un bébé. Pis, on était, moi et mon conjoint, tous les deux originaires d'ici. C'est ça, on était partis pendant 10 ans. [...] Pis, il est venu un moment où l'on s'est dit: "Bon ben, qu'est-ce qu'on fait? Est-ce qu'on s'installe quelque part? Qu'est-ce qu'on décide, tsé?". **Puis, on s'est dit que c'était un chouette cadre pour avoir une famille.** C'est très classique comme question. [...] Autant, il y a quelques années, quand on parlait de notre projet de revenir en région, tout le monde autour de nous, nous disait: « Mais, c'est quoi le problème? Qu'est-ce qui se passe? ». Autant maintenant je sens que... Maintenant, je sens beaucoup moins de regards surpris quand on dit qu'on est revenus vivre en région après 10 ans à Montréal qu'il y a environ 5 ans. [...] **Il y a un genre de reconnaissance d'une qualité de vie** ». (Catherine)

Finalement, au regard du discours de certains acteurs, *la relève néo-rurale immigrante*, dans la MRC Antoine-Labelle, permet également de réfléchir et d'envisager le *terroir* selon *divers modèles c'est-à-dire ouvert à la diversité des expériences* :

« Moi je suis originaire du centre de la France. Ensuite, j'ai fait mes études d'agronomie à Toulouse, pis un peu partout, en Suède, en Afrique aussi un petit peu et puis après mes études, **j'ai été engagé par l'Association des producteurs de Miel en Corse pour travailler sur une appellation d'origine contrôlée en Corse. Donc, j'ai travaillé là-dessus.** C'était géré par un système de contrôle de l'appellation. Et puis, en fait, avec cet outil qui est l'appellation d'origine contrôlée, on a développé l'apiculture en Corse. Donc, tu vois, c'est à partir d'une valorisation du produit miel qu'on a fait en sorte qu'il y ait plus de monde qui en vivent, donc installer des jeunes, former de jeunes avant qu'ils s'installent idéalement, pis même ceux qui étaient déjà installés, les soutenir pour développer leur savoir-faire, etc. Puis on a aussi monté, avec une station d'élevage d'abeilles, une installation pour multiplier les abeilles parce que justement, quand les gens allaient s'installer là... Il n'y avait pas de producteurs d'abeilles finalement. Donc, pour que les jeunes puissent s'installer, il fallait qu'il y ait. Puis en même temps, il fallait travailler pour améliorer la race d'abeilles Corse. Pis après, tout le volet aussi promotion du miel avec l'appellation d'origine contrôlée. Les différents arômes. En fait, l'appellation d'origine contrôlée des miels de Corse, ça fonctionne un peu comme on travaille ici sur les miels. Il y a les miels de printemps... de saison en fait. **Donc, j'essaie un peu de faire tout ce travail ici aussi** ». (Laurent)

4. Une réalité en décalage : le *terroir* comme défi

Comme nous venons de le voir, le *terroir* dans les Hautes-Laurentides est porteur de valeurs qui donnent sens à la notion elle-même, mais aussi aux projets et pratiques que les acteurs régionaux mettent en œuvre dans la MRC Antoine-Labelle. Les personnes que nous avons interrogées nous ont cependant fait part de difficultés auxquelles elles sont confrontées dans la mise en œuvre ce nouveau « vivre de » régional. En effet, bien que leurs représentations et initiatives du *terroir* soient aujourd'hui porteuses d'espoir et résolument tournées vers l'avenir, être agriculteur, paysan et artisan du *terroir* dans les Hautes-Laurentides demeure une voie pavée d'embûches. Nous verrons dans la prochaine section de ce chapitre que d'importants défis économiques, politiques, touristiques, géographiques, démographiques et concernant les mentalités et les pratiques concrètes dans la région sont à prendre en compte dans cette aspiration à la *résilience par le terroir*. En mettant en évidence les difficultés rencontrées par les acteurs du *terroir* dans les

Hautes-Laurentides, nous montrerons ici en quoi la réalité du *terroir* est toujours en décalage par rapport aux aspirations collectives des acteurs de l'étude.

4.1. Un défi économique

Les acteurs interrogés ont en effet mentionné plusieurs difficultés économiques auxquelles ils font face, sur la durée ou de manière sporadique. Que ce soit, la « pauvreté économique du ménage », le « manque ou le peu de financement » ou encore la « difficile rentabilité des activités de l'entreprise », les acteurs du *terroir* dans les Hautes-Laurentides *éprouvent ou y voient en effet des nombreuses difficultés financières à leurs projets* comme en témoignent les extraits suivants :

« Pis c'est sûr qu'il y a un contexte économique et monétaire, dans le sens qu'on n'a pas nécessairement les moyens d'acheter tout ce qu'on voudrait. J'aimerais ça que mon garde-manger soit rempli de produits bios, mais des fois l'offre n'est pas là, pis des fois c'est les moyens qu'on n'a pas. **On a eu des années difficiles sur la ferme ce qui a fait qu'on était égorgé au bout.** Ça va peut-être aller mieux dans les prochaines années. On a eu un refinancement tout dernièrement pis ça nous sauve parce que sinon, on vendait à l'automne ». (Tristan)

« J'espère que vous allez rencontrer du monde plus optimiste que moi. Il ne faut pas se compter des histoires. Ce n'est pas vrai que ça va super bien ici. [...] Au début des années 1980, même s'il y avait une crise forestière, on ne la sentait pas ici là. Là, ce n'est pas la même chose. [...] Il y en a beaucoup qui font leur épicerie au *Tigre géant* pis au *Dollorama*. Même ceux qui amènent ici leurs légumes bios, ils font leur épicerie au Tigre géant. Une chance que tu veux manger bio... **Bon, je sais qu'économiquement c'est très difficile pour certaines familles,** mais quand même... » (Sylvie)

« L'agriculture, elle est en pleine restructuration dans la région. C'était beaucoup l'élevage laitier pis, tu le vois, toutes les fermes laitières, elles ferment. **Les jeunes ne sont pas capables de racheter les quotas** ». (Denis)

« Il y a des jeunes qui veulent s'impliquer dans la relève agricole. Quand ils sont là pis qu'ils s'impliquent, c'est parce que souvent c'est un cadeau des parents. C'est un héritage parce que **la valeur des terres agricoles aujourd'hui, les jeunes ne peuvent pas se payer ça. Ils travailleraient sans fin pour crever de faim au final** ». (Tristan)

« Côté agricole, on n'a pas le moyen de se payer du personnel à temps plein. C'est aussi pour ça que c'est dur de garder des employés. Pis, c'est de l'ouvrage qui est exigeant. Ce n'est pas tout le monde qui est prêt à accepter ça là, **des salaires de misère pour un ouvrage exigeant. [...] L'été, on a besoin de bras, ce n'est ni facile d'en trouver ni facile de les payer** ». (Sylvie)

« Là, moi, en ce moment, je gagne principalement ma vie avec complètement autre chose. Un peu d'héritage pis le loyer que j'ai d'un duplex que j'avais acheté en ville il y a longtemps. *Interviewer: Parce que tes activités à la ferme ne sont pas très rentables? Non. J'espère qu'elles le deviennent* ». (Alice)

« L'agriculture, je trouve ça compliqué de ce temps-là. Je trouve que c'est... Tsé, c'est bien beau une immense terre avec des animaux, mais **la rentabilité, c'est difficile** ». (Sylvie)

« Il y a des jeunes qui prennent la relève des fermes existantes. Il y a quand même des fermes qui terminent leur cycle de vie sans avoir de relève intégrée, mais **le gros problème, c'est le financement**. Des jeunes, il y en a de même qui veulent se lancer en agriculture. Il y a plein de monde qui voudrait emboîter le pas. J'étais impliqué dans les syndicats de la relève à l'échelle provinciale. **Le problème, c'est que le modèle n'est pas adapté à la nouvelle réalité, aux nouveaux projets, aux nouvelles envies** ». (Tristan)

« Dernièrement encore, je connais du monde qui **s'est fait refuser son financement pour son projet**, et puis tu te dis, « ben là, comment ça, toi, ils t'ont refusé, ce n'est pas possible ». Une jeune là, qui s'installait pour faire des paniers bios, **pis ils ont refusé de l'aider. Parce qu'ils trouvaient que ce n'était pas viable** ». (Laurent)

« Puis, il y aurait plus à faire aussi. Pour d'autres producteurs qui des fois, je pense, **n'ont pas reçu tout le soutien désiré** du CLD [Centre local de développement]. Mais des fois, je pense que c'est plus un manque de connaissance de l'un et de l'autre. À la fois des producteurs qui ne connaissent pas le fonctionnement du CLD pis à la fois du CLD qui, au niveau agricole, ce n'est pas tout à fait leur domaine. Ils vont regarder ça un peu plus comme une entreprise classique alors que, par exemple dans l'agricole, il y a de l'entraide qui peut exister pour installer un projet. C'est sûr, ça, ce n'est pas comptabilisable, mais ça va faire toute la différence. Donc, ça, c'est sûr qu'il y a un travail à faire là-dessus des deux côtés. [...] À la Financière Agricole, c'est la même affaire, peut-être même pire. Parce qu'on moins avec le CLD, il y a une certaine souplesse, mais la financière agricole, **c'est bloqué. Tout est systématisé à l'échelle du Québec donc, c'est plus dur financièrement pour des petits comme nous** ». (Laurent)

« La survie [de la Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides], elle est problématique. On essaie de garder le far, mais **il n'y a pas de soutien financier**. C'est ça, il n'y a pas de soutien. Il n'y a pas de préoccupations culturelles, je pense, au niveau gouvernemental, autant au provincial qu'au fédéral. Fack, c'est bien difficile. Dans le fond, on végète. [...] C'est pourtant la mémoire de la région, on ne peut tout de même pas laisser ça aller. C'est impossible, je refuse. [...] Tsé, on préserve une partie de la mémoire du Québec, mais **le gouvernement ne nous offre pas de financement. Il y avait quelques petits programmes de subventions, ils sont de plus en plus coupés**. [...] De la ville de Mont-Laurier, on reçoit un bon support. Les autres municipalités, même si on s'appelle Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides, les autres municipalités sont... Il y en a combien qui sont membres? 7-8, pis ça coûte 30\$ par année sur 17 qui fournissent le 30\$ ». (Serge)

Comme le montrent les précédents extraits, les acteurs du *terroir* dans les Hautes-Laurentides entretiennent un rapport complexe à l'économie marchande. D'un côté, nous l'avons vu, ils promeuvent des projets *nature/culture* qui sont, dans une certaine mesure, alternatifs à ce modèle et d'un autre côté, pour les réaliser, ils dépendent en effet principalement de l'économie libérale et ses financements bancaires. L'extrait suivant est à ce propos éloquent :

« Pis finalement, il y a eu un changement de garde au courant de l'hiver. Le gérant [à la Banque National] a pris sa retraite, c'est un autre qui est rentré. **Là, lui, il m'a dit « on va plutôt attendre que tu fasses tes preuves ». Ben, les preuves, je ne les ai jamais faites. Je n'ai jamais eu les moyens de faire mes preuves**. Là, ça été déficit sur déficit. On a eu 1 ou 2 années sur 6 qui ont été profitables. Il a dit « Ben là, regarde, tu n'es pas rentable fack on ne t'aidera pas ». **Tsé, c'est une spirale capitaliste. On veut en sortir pis en même temps, on est plongé dedans** ». (Tristan)

4.2. Un défi politique

Comme les acteurs le mentionnent déjà en partie en évoquant leur problème économique, une autre des grandes difficultés qu'ils rencontrent renvoie à l'inadéquation du modèle économique et politique au regard de leurs pratiques et aspirations alternatives. Selon les personnes interrogées, c'est surtout *la stagnation et la paralysie du modèle agricole québécois* qui demeure le problème majeur. Les acteurs interrogés évoquent en effet des difficultés au regard de l'inadaptation du « système », des « réglementations », de la « centralisation des décisions », « de la stupidité bureaucratique », de la « lourdeur

des cahiers de charge », des « tracas administratifs » qui, selon eux, les freinent dans leurs activités agricoles et alimentaires comme le montrent les extraits suivants :

« Il y a plein de choses, d'initiatives qui sont comme presque prêtes dans la région, et puis qui des fois... Tsé, on va voir au MAPAQ et là, tu te fais dire : « Aah, mais là, votre truc, c'est pourri, ça n'a pas rapport ». Pis finalement, tu t'aperçois, 10 ans après que l'entreprise elle explose. Je veux dire que ça marche super bien. Et alors qu'au départ, quand ils sont venus, on leur a dit : « Non, ça ne marchera pas dans la région ». C'est dommage. Ça veut dire que là, celui qui a monté le projet, il fallait qu'il soit vraiment motivé parce que **tout le monde a essayé de le décourager. J'en connais. C'est arrivé. Il y a quelques personnes qui justement, dans des organismes comme ça... Des fois, on dirait qu'ils ne se rendent pas compte ceux qui travaillent dans ces instances-là. Il ne suffit pas de beaucoup hein pour qu'un projet passe ou casse. Il suffit d'une personne qui vous plante ou qui vous encourage** ». (Laurent)

« Il faudrait qu'il y ait une Union paysanne pis beaucoup de personnes, pis Équiterre, pis plein d'autres organismes sérieux qui poussent du côté des petits. En ce moment, ce n'est pas le cas pis pourtant, même le rapport Pronovost le disait: « Beaucoup de petites fermes et non pas six grosses ». C'est ça qui va sauver la planète. C'était clair. [...] **Comme c'est là, c'est beaucoup de petits, mais beaucoup de petits que les règlements empêchent de vivre de leur production parce que, c'est ça, le système n'est pas fait pour ça.** [...] L'argument comme quoi, petit est moins rentable, ça me fait toujours sursauter pis sauter au plafond. Je me dis que ce n'est pas vrai. Ce n'est tellement pas vrai que plus petit veux dire, moins rentable. C'est des règlements qui font en sorte que... Dans une région comme la nôtre où on est beaucoup de petites entreprises et où on a peu de population, ben, c'est très frustrant d'entendre ça parce que c'est tellement pas vrai et ça ne nous aide pas à nous faire valoir ». (Alice)

« Avec les coupures d'austérité pis la manifestation qu'on a eue au mois de décembre, c'est ça qui est arrivé. La roue, elle a coincé. Je me sens tout le temps poche d'aller dans la rue comme ça pis de brailler parce **qu'on ne demande pas d'extra, on veut juste que le gouvernement enlève le maudit bâton dans la roue.** C'est juste ça. Sinon, la roue, elle roule toute seule. Ça se fait tout seul, mais eux, ça l'air que ça les arrange que ça roule pas ». (Alice)

« On élève, on abat et on vend de la viande locale ici... du lapin, de la saucisse de porc, du poulet nourris aux grains. Ça se vend comme des petits pains chauds. Un mois pis c'est fini, il n'y en a plus. Ça se vend tout de suite, tout de suite. Les gens, ils recherchent ça *au bout* de la viande de qualité. On pourrait en faire beaucoup plus pis on les vendrait tous. Mais, **on ne peut pas. On n'a pas le droit. Il faudrait aller chercher des quotas**

qui coûteraient, genre, 50 000\$ pour faire autant de poulets qu'il y a de demande. [...] On a juste le droit à 100 poulets par adresse. C'est encore une histoire de règlements qui n'ont pas d'allure ». (Martin)

En plus des embûches plus « systémiques » rencontrées en raison de la stagnation du modèle politique et agricole actuel, les acteurs évoquent aussi la *trop grande charge de travail administrative à laquelle ils sont soumis*. Par exemple, les acteurs disent ne plus « avoir suffisamment de temps » pour faire ce qu'ils aiment, pour réaliser pleinement les tâches liées à leur métier et profession en raison de bureaucratie trop élevée :

« En fait, c'est toujours ça le problème, la centralisation des règlements pis des décisions. Nous autres, on en subit tout le temps les conséquences. C'est ça qui est ben plate. Il y a vraiment un dynamisme ici malgré tout. Pis, s'il y avait moins de stupidités, moins de règlements stupides et moins de bureaucratie. Si tu regardes... comment ça s'appelle... l'Association des PME du Québec. Eux autres, ils se plaignent depuis des années qu'il y a trop de paperasse pour les PME, mais c'est encore décuplé chez les agriculteurs. On est des PME, mais en plus on est agricole, fuck, en plus, on a... c'est un gros problème. Oui. C'est un gros problème. Tsé, moi, ma job, ce n'est pas de finir de remplir ma demande de subvention auprès de la financière agricole. Ma job à temps plein, c'est de me mettre les deux genoux dans la marde pis d'essayer de donner un biberon de colostrum à un bébé mouton. Tsé, c'est ça ma job. C'est ça mon métier. Ce n'est pas d'être devant un ordinateur la moitié de la journée pis, quand j'ai la chance, aller sauver un bébé mouton. Ma première job c'est de sauver mon bébé mouton pis quand j'ai du temps, de finir certaines paperasses pis faire ma comptabilité. Il faudrait alléger tout ça ». (Alice)

« Un moment donné, on a rencontré dans une autre réunion de l'UPA, le ministre de l'Agriculture qui parlait de... **créer un cahier de charges pour je ne me rappelle plus quoi encore. Pis là, je suis allée au micro, pis j'ai dit: « C'est beau. C'est super beau les cahiers de charges. C'est beau. Ça remplit les filières des agronomes, sauf qu'avez-vous pensé que les cahiers de charges, c'est moi qui va me les taper. Moi, avant, j'allais dans le champ pis je chauffais des tracteurs pis j'allais voir les veaux, j'allais aider aux vaches à mettre bas. Asteur, je me contente de faire de la comptabilité pis de remplir vos fameux cahiers de charges ».** Pis mon rôle, être agricultrice pour moi, ce n'est pas remplir juste des cahiers de charges. C'est de profiter de la vie agricole, mais vous nous confinez dans la bureaucratie qui en finit plus. Pis, c'est ça qui décourage les producteurs de plus en plus ». (Sylvie)

« Moi, j'essaie d'envoyer mes animaux à l'abattoir de Ferme-Neuve, même si c'est plus compliqué que de les envoyer à Thurso [en Outaouais] à l'abattoir Bouwman qui est accrédité. [...] L'abattoir de Ferme-Neuve n'est pas de type A, c'est un abattoir de type C. C'est un abattoir de proximité qu'ils appellent. Fack, tu n'as pas le droit de revendre ta viande. Tu peux juste envoyer tes animaux pour ta consommation personnelle. Fack, si tu veux que des clients achètent ta viande, en fait, il faut que tu vendes ta viande à l'abattoir qui, lui, la vend aux clients. Donc, tu dois fournir ta liste de clients d'avance. **Tsé, c'est plein de petits tracas administratifs. Ça ne change pas grand-chose en bout de ligne, mais pour le producteur, c'est stressant parce qu'il faut qu'ils fournissent une hypothétique liste de clients**, peut-être de gens qui en ont déjà acheté avant pis qui ont dit: « Oui, oui, je t'en achèterai un autre dans le futur, mais peut-être pas là ». Dans le fond, il n'est pas moins salubre l'agneau qui a été abattu cette semaine à Ferme-Neuve que l'autre là-bas. L'abattoir est aussi propre. Moi, je l'ai visité plusieurs fois parce que mes animaux vont être abattus là pis je suis devenue membre coopérante. Il n'est pas moins salubre. **C'est finalement juste une histoire de règlements, mais pour nous, ça nous impact beaucoup en termes de temps et d'énergie** ». (Alice)

« Le travail à la ferme n'est pas valorisé. Ce sont les fermes qui vont vivre la population. Pas de ferme, pas de pays. C'est un pays sans vie, là, selon moi. On fait manger les gens. Pis, on n'arrête pas de dire : « le prix du bœuf a beaucoup monté ». Pourquoi le prix de la viande à la consommation a beaucoup monté? Parce qu'il y a **trop de producteurs qui ont lâché**. Au Québec, on avait 230 000 vaches, on est rendus à 160 000 vaches. C'est un travail très difficile et peu valorisé. **Les producteurs sont tannés, ils lâchent**. [...] **C'est à cause des coupures financières pis des exigences gouvernementales qu'ils nous demandent. Quand on a commencé là, on avait cinquante vaches. Pis on vivait. Il a fallu monter à deux cent vaches. Pis je n'arrive pas plus que quand... j'arrive même moins que quand j'avais cinquante vaches**. Cette année, des employés, on n'en prend pas. Ils ne sont pas capables de *taugher*. Pis, on n'a pas les moyens de les payer cette année. Fack, les charges remontent pis en plus il faut que tu sois toujours tout seul. Ça fait qu'ils font quoi les gars, ils lâchent. C'est pour ça que ç'a baissé de 70 000 vaches juste au Québec. [...] Pis à la grandeur du Canada, on parle d'un million. D'un million de vaches qui ont baissé là ». (Sylvie)

En ce qui a trait à la reconnaissance du *terroir* et des appellations territoriales, un acteur régional *souhaite cependant plus de contrôle* comme le montre cet extrait :

« Il y a une appellation d'origine ici [au Québec], mais... Il faudrait que ça soit d'un endroit donné. En fait, le système de reconnaissance existe un petit peu au Québec, mais des fois je trouve qu'il y a un petit peu un

détournement. Tsé, comme les cidres de glaces qui ont l'appellation d'origine contrôlée « cidre de glace du Québec ». Mais...C'est déjà du Québec... C'est comme si on disait miel de France, ok, mais tsé, **ce n'est pas très précis**. Un moment donné, ils ont beaucoup tergiversé à savoir s'ils allaient faire « cidre de glace Montérégie », « cidre de glace machin ». Bon, ils se sont aperçus qu'il n'y a pas tant de différences non plus entre les produits. Mais par contre, il y a l'agneau de Charlevoix. Ça par contre, **ça respecte plus l'esprit des appellations**. Mais au niveau du miel, ici, ce n'est pas réglementé. Ben, il y a toujours l'histoire des colorations, claire, machin, même si ça été un peu abandonné, mais les gens par contre, **leurs savoir-faire, ce n'est pas contrôlé. Le monde, ils écrivent miel de printemps, il n'y a rien de contrôlé** ». (Laurent)

4.3. Un défi touristique

Si la grande majorité des acteurs ont en effet mentionné que *le terroir devait se développer d'abord par et pour les locaux*, ils évoquent également la nécessité que *s'ouvre davantage le terroir des Hautes-Laurentides au tourisme*. Les acteurs, notamment de la gouvernance régionale, disent vouloir « se structurer », « créer une destination », « avoir un produit distinctif des autres régions du Québec » et vouloir que la région « se fasse connaître ». Concernant *le développement et la valorisation de l'industrie touristique*, plusieurs acteurs suggèrent de se « créer une image », de « mieux travailler en commun », en « complémentarité » et « de s'éduquer aux standards de qualité ». Certains disent :

« Il y a beaucoup de trucs culturels qui se font, mais qui demeurent à l'échelle locale, régionale. **Je pense que si on avait une promotion touristique qui était plus organisée pis plus cohérente**. Et puis, si on avait une espèce de point de fusion entre, justement, les hôteliers, les restaurateurs, les pourvoyeurs, la ville, le CLD, ceux qui s'occupent de la culture, ben là, **je pense qu'on pourrait créer vraiment une image**. [...] **Pour ça, il faut que tout le monde travaille ensemble. Pis, il n'y a pas cette structure là encore** ». (Catherine)

« Ben, **c'est une destination qu'il faut créer**. Donc, c'est sûr que la MRC était très connue pour ses pourvoiries avec le service pourvoirie d'il y a 10 ans, c'est-à-dire, très basique. **Il y a une ouverture là pour autre chose, [...] pour hausser la qualité des services, pour hausser la qualité d'hébergement. Je pense qu'il y a toute une éducation à faire en termes de fournisseurs, en termes de population, en termes de main-d'œuvre également**. Je prends souvent cet exemple-là, on a un fournisseur local. En

2007, je lui dis: « Ben tient, ça va être la Saint-Sylvestre, donc le 31 décembre, et je voudrais du thon rouge du temps où ce n'était pas encore trop interdit d'en avoir ». Et, je lui commande ça le 1er décembre. Le 29 décembre, il me téléphone pour me dire: « Je n'aurai pas ton thon rouge ». Je dis: « Ben, qu'est-ce que tu peux faire? ». Il me dit: « Je peux te donner de l'espadon à la place ». **Alors ça, c'est une première contrariété. C'est que la région n'était pas obligatoirement éduquée à avoir des menus différents que la brochette de poulet.** Donc, fort de cette expérience, je lui dis: « Bon ben, ok, file-moi le ton espadon ». Mais le plus curieux, c'est que le 10 janvier là, il me téléphone pour me dire: « J'ai reçu ton thon rouge », sans aucune compréhension qu'effectivement, c'était le 31 décembre que j'en avais besoin parce que mes clients du souper du 31 décembre, c'est ça que j'avais mis au menu. Donc, le 10 janvier, je n'en avais plus besoin, mais **c'est cette éducation-là, à tous les niveaux de la hausse des standards de qualité qui est à faire.** [...] Il y a tellement de concurrence, tellement de beaux endroits à visiter dans le monde et au Québec que l'on doit **aller chercher l'excellence.** On ne peut plus simplement se dire: « Oui, ma brochette de poulet, elle est bonne ». Il faut aller chercher **quelque chose qui va nous différencier** ». (Fabrice)

« **Je souhaite que le secteur touristique s'améliore.** Je me dis si on attire des touristes, ben, en quelque part, on va attirer des entreprises aussi parce que plus il y a de touristes, **plus on a de chance d'avoir un bon restaurant.** Plus on a de chance d'avoir une salle de spectacles qui soit pleine. Pis qu'on aille d'autres commerces qui s'intègrent à ça parce que plus il y a de monde. Le monde attire le monde. C'est de même que ça marche. Pis, **il ne faut pas avoir peur de la compétition parce qu'il y a de la place pour tout le monde** ». (Sylvie)

Concernant l'agrotourisme dans la région, les acteurs parlent en effet d'un « manque de circuits », d'un « manque choix de restaurants » notamment de « restaurants gastronomiques », d'une difficulté « à s'organiser », à « rejoindre et à unifier l'offre culturelle et alimentaire » et à veiller à « ne pas travailler en amont des artisans du *terroir* » comment le montrent les extraits suivants :

« **Il faudrait qu'il y ait des activités à faire, des activités d'agrotourisme. C'est sûr qu'il faudrait qu'il y ait un peu plus d'accueil à la ferme.** Pour l'instant, il n'y en a pas, il n'y a vraiment pas beaucoup de monde qui en fait. Les gens sont prêts à se structurer pour ça. Pis en même temps, des fois, ben c'est comme un autre métier aussi hein. Donc, eh, ce n'est pas tout le monde qui a le goût de le faire et qui peut le faire non plus ». (Laurent)

« **Surtout au niveau agrotouristique, il y a beaucoup de choses à faire finalement. Il n'y a pas tant d'entreprises qui...** Comme chez nous, il y a un centre d'interprétation, mais il n'y en a pas tant d'autres choses qui existent dans la région. Il y avait la ferme La Rose des Vents qui en faisait un moment donné. Pis maintenant, ben ils ont fermé leur boutique, tout ça. Donc, les gens qui cherchent à faire de l'agrotourisme, il n'y a pas grand-chose quoi. **Ça ne nous aide pas à nous faire connaître.** [...] Il faudrait avoir... **Les gens veulent des circuits d'agrotourisme** ou combinant des activités de nature même ». (Laurent)

« Puis, non, je ne pense pas qu'ils [l'Agence de développement touristique des Hautes-Laurentides] ont vraiment réussi à **rejoindre les acteurs du monde de la culture et les acteurs de l'alimentation, les restaurateurs, etc. pour créer une offre globale commune.** Je ne pense pas que c'est un manque de volonté, ni un manque d'intérêt. **Je pense que c'est une difficulté à s'organiser et à bien entreprendre les actions. Je pense que c'est ça le problème parce que je pense que l'ouverture est là.** [...] Ce qui se passe, c'est que les acteurs du tourisme ne devraient jamais travailler en amont des restaurateurs, des pourvoyeurs, des agriculteurs au nom de la culture. En ce moment, c'est ce qui se passe ici. [...] Je pense qu'on a plein de potentiel. Je pense qu'on serait bientôt en mesure d'offrir un produit qui va nous distinguer des autres régions du Québec. Ça viendra probablement ». (Catherine)

« **L'offre de restauration, c'est un défi c'est sûr. Justement, parce que c'est la même chose que les produits locaux.** Je pense que maintenant, quand on se promène dans les régions touristiques, **on s'attend à avoir une offre gastronomique qui soit à la hauteur.** [...] Je pense que c'est vraiment un gros défi qu'on a dans le coin. [...] On a beaucoup de fast-food, c'est très pénible. Eh, c'est très désagréable. Les gens ne viendront pas ici pour manger du Mcdo. [...] L'offre culturelle et alimentaire, je pense qu'elles mériteraient d'être justement mises en commun. [...] Il y a une clientèle qui cherche ça. Pis cette clientèle-là, ben en ce moment, **on n'a pas ce qu'il faut pour lui offrir une gastronomie de qualité** ». (Catherine)

Bien que les membres de la communauté des Hautes-Laurentides semblent plutôt unanimes en ce qui concerne le développement de l'offre agrotouristique, certains acteurs témoignent cependant de la difficulté d'opérer ce type d'entreprise dans la région. Comme le montrent ces deux extraits, ce n'est pas faute d'avoir essayé :

« On avait une boutique à la ferme avant de passer au feu en 2007. On l'a eu de 2007 à 2008, **ce n'était pas rentable. Les gens ne se déplaçaient pas.** [...] Après l'incendie, on a décidé de ne pas réinstaller de boutique à la ferme. On a reconstruit l'usine, mais pas de boutique ». (Sylvie)

« La Rose des vents avait ouvert une table champêtre un moment donné avec leurs produits. La dame qui tenait ça avait suivi son cours ici à l'école hôtelière à Sainte-Adèle. **Ils se sont rendu compte qu'il n'y a pas un très gros marché pour ce genre de table ou plutôt que ce n'est pas encore bien développé. Ce n'était pas évident. Ils ont fermé leur table champêtre. Ils se sont plutôt concentrés sur la production de poulets de qualité.** Ils font un produit aussi bon que le lapin peut l'être à Stanstead. C'est un poulet d'exception. On est contents de travailler avec ça pis de l'offrir aux clients ». (Stéphane)

Finalement, concernant les défis touristiques, *l'éloignement et l'accessibilité* semblent, selon les personnes interrogées, un frein au développement de ce secteur. Les acteurs parlent en effet d'une « difficulté d'accès », « aux conditions routières dangereuses en forêt » et au « manque de proximité des infrastructures de services » tels que les extraits le mettent en lumière :

« **Souvent, ce qu'on entend : « C'est beau les Hautes-Laurentides, mais ce n'est pas facilement accessible ».** Tsé là, aller jusqu'à Mont-Tremblant, ça va bien, il y a deux voies, pis ça fonctionne bien. Après ça, **ce n'est pas facile d'accès.** [...] On a une richesse en lacs et en pourvoiries, c'est merveilleux. Sauf que ce n'est pas facile d'accès. Tsé, si le touriste arrive avec sa BMW pis qu'il se ramasse dans un chemin de bois, sur un chemin de terre... pas sûr qu'il va y aller. Pis, on veut attirer une clientèle qui a des sous aussi. Un moment donné, il va simplement s'arrêter à Mont-Tremblant parce que c'est plus facile. [...] **Il faut qu'il y ait une autoroute jusqu'à Mont-Laurier. Sinon, Mont-Laurier en touristique va avoir énormément de misère à se débloquer. Tout ce qu'on attend des visiteurs c'est que c'est difficile d'accès ».** (Sylvie)

« Le danger, je le disais, c'est plutôt la fréquentation de **nos clients automobilistes qui se retrouvent à certains moments de l'année face à des camions remplis de bois et qui sont, lorsque c'est le premier que vous croisez, c'est assez impressionnant surtout sur les petites routes de forêt.** [...] Le chauffeur, il fait ça à longueur de journée donc, forcément il connaît la route absolument par cœur, au millimètre qu'il a besoin, il sait où il doit passer. Alors, si on est dans son chemin, malheureusement ça fait... Il faut sensibiliser aussi la coop forestière de temps en temps pour leur rappeler qu'il y a quand même un code de conduite à respecter pour éviter les accidents et les mauvaises publicités. [...] Sinon, je dois dire que, les années passant, il y a aussi une habitude à prendre de leur part et d'ouverture par rapport à la fréquentation des publics qui deviennent de plus en plus touristiques ». (Fabrice)

« **La contrariété, c'est l'éloignement. Bon ben, hier par exemple, on a eu une coupure d'électricité. On est en bout de ligne électrique, mais on n'est pas équipés pour subvenir à nos propres besoins.** Donc, on est dépendants de la puissance électrique et de n'importe quel accident que ça soit un arbre qui tombe, que ça soit... Et c'est tout de suite 2-3 heures alors au mois de juin, c'est un peu moins pénible même si ça arrête toute l'entreprise. Au mois de décembre, c'est plus pénible. L'année 2012, on en a connu une panne où effectivement, pendant plus de 24 heures, on n'a plus eu l'électricité. Donc, c'est gérer le client qui est là, qui paye un prix important et à qui on explique que voilà, c'est la forêt. C'est ça, c'est le niveau d'eau. Je veux dire, c'est les contraintes d'opération en forêt. Je veux dire, on n'a pas de plus grosses contraintes que n'importe quelle autre entreprise qui soit ailleurs. Sauf **qu'en termes de proximité, ben c'est sûr que tout est plus compliqué** ». (Fabrice)

4.4. Un défi concernant les mentalités et les pratiques alimentaires

Les acteurs du *terroir* interrogés désirent *changer ou faire évoluer les mentalités régionales* qui selon certains, en raison notamment de la dévitalisation économique et identitaire, ne sont parfois *pas suffisamment cohérentes, systématiques, inclusives, engagées et collaboratives*. Concernant *la culture régionale*, les acteurs du *terroir* souhaitent en effet un certain « enrichissement et une ouverture culturelle », plus « d'implications », « d'engagements » et de « revendications de l'héritage culturel régional » comme l'affirment certains :

« Quand il y a une activité culturelle, **il faut que tout le monde embarque**. C'est de convaincre toutes les entreprises de la région que c'est... **Il faut s'impliquer** en tant que commerçant à chaque activité qu'il y a. Tsé, d'une façon ou d'une autre. Mais, il ne faut pas dire : « Aaah, ça se passe dans une autre municipalité, ça ne nous regarde pas ». Ça se passe dans notre région. **C'est ce qu'il faut se rentrer dans la tête aussi là. C'est dans notre région que ça se passe et ça nous regarde toute la gang** ». (Sylvie)

« Ce n'est pas tellement les 30 kilomètres, mais **je pense que c'est une question de mentalités**. Vous prenez un festival, vous prenez le même festival qui va être organisé à Mont-Laurier qui est une population de 10 000 habitants et le même festival, vous allez l'organiser à Ferme-Neuve, qui est plus proche de chez nous et qui est une ville de 3000 habitants, il y

aura plus de monde à Ferme-Neuve. **Ça, c'est une question d'engagement. C'est une ville qui est plus dynamique. Il y a déjà la volonté de fédérer autour de projets. À Mont-Laurier et dans d'autres municipalités, c'est la difficulté et c'est flagrant** ». (Laurent)

« C'est sûr que la priorité... Je prends souvent cette image-là. Quand vous êtes au milieu du lac et que vous pensez que vous êtes en train de vous noyer, est-ce que c'est de savoir ce que vous allez manger le soir qui est important ou c'est de savoir si on va rejoindre le bord du lac ? Alors, quand une région est en difficulté, est-ce la culture va être le moteur de changement? Je ne pense pas que ce soit la première idée qui nous vient en tête. **Pour eux, ça peut-être un plus, mais le premier souci des gens ici, ce n'est pas vraiment de s'enrichir au niveau de la culture. S'enrichir de manière culturelle et je pense que cette mentalité-là est à changer** ». (Fabrice)

« Mais, c'est ça, **la relève pour préserver l'histoire régionale, elle est où? Nous, on ne la voit pas.** On ne la voit pas à la société d'histoire. Je vous le dis, c'est toutes des personnes qui sont à la retraite. Les jeunes sont très très difficiles à aller chercher. Il y en a, mais ils ne s'impliquent pas, ils n'ont pas le temps. Pis les jeunes familles, pis tout ça. **On espère qu'une relève va se lever un moment donné pour préserver et revendiquer l'héritage culturel régional. Il faudrait que les jeunes intègrent ça** ». (Serge)

« Je trouve que... et c'est peut-être comme ça dans toutes les régions plus éloignées des métropoles au Québec. C'est qu'il y a quand même, effectivement, un côté très autarcique. Donc, c'est un peu tenu local et pis on fait nos affaires localement. *Interviewer: Donc, pas tellement ouvert aux étrangers, à l'Autre?* C'est peut-être un peu plus difficile. Je pense que si je le dis de manière tout à fait transparente, effectivement, **la venue d'Européens, parce que j'en suis un et je l'ai vécu, n'est pas toujours bien perçue pour utiliser les ressources.** Alors, ce n'est pas qu'on pense qu'on le fait mieux que d'autres, c'est qu'on pense que c'est un produit qui peut être développé et que ce soit un Européen ou un Québécois ou... Finalement, ce n'est pas très grave. **Ce qu'il faut voir là-dedans, c'est la diversité et la possibilité de faire rayonner une région, mais la vision n'est pas encore tout à fait celle-là** ». (Fabrice)

Concernant *les mentalités en lien avec terroir et ses projets dans la région*, certaines personnes souhaitent en effet une plus grande « implication et coopération » des entrepreneurs du *terroir* et des membres de la communauté, une « ouverture d'esprit » face aux pratiques agricoles biologiques, aux produits du terroir et aux commerces de proximité. En d'autres mots, concernant *les défis associés au terroir*, les

personnes interrogées désirent une plus grande « sensibilisation l'achat local », « à la qualité plutôt qu'au bas prix » et à « la signature locale » comme l'attestent les extraits suivants :

« Je pense que là aussi, c'est révélateur. Par exemple, tu vois, nous on travaille avec plusieurs organismes de gouvernance régionale. Les organismes nous appellent pour leurs cocktails, pour acheter nos produits. La ville de Mont-Laurier ne nous a jamais rien acheté, jamais. Tsé, ça veut dire qu'ils achètent du vin à la SAQ pour faire leurs cocktails, mais je me dis : « On est juste à côté... ». Pis même, ils n'achètent même pas de bières. La microbrasserie est pourtant sur la municipalité de Mont-Laurier. **Tsé, il y a vraiment un travail à faire sur les mentalités, là-dessus, là. [...] Ou s'ils viennent, ils vont me demander directement une commandite. Ben oui, mais... aide-moi, je vais t'aider. Pis, ils vont regarder juste le prix.** « Ben oui, *Sleeman*, ils vous font un prix, donc, vous achetez *Sleeman* pour la bière ». À un moment donné, veux-tu donner ou pas une signature à ton événement ? Tsé, une signature locale. **C'est ça le truc. Il faut vraiment que ça soit mieux intégré.** Tsé, les gens ils sont fiers, mais quand vient le temps de l'acte, des fois, ils oublient. Tsé, ils sont fiers dans l'idée sauf que si tu veux vraiment changer les choses, c'est dans l'acte qu'il faut le faire parce que c'est ça qui compte finalement ». (Laurent)

« Tu vois, il y avait une épicerie fine à Mont-Laurier, pis, eeh, je veux dire, elle n'y arrivait pas vraiment. C'est difficile, tu vois. C'est encore élitiste. C'est encore trop vu [l'engouement pour le local, le bio et l'équitable], dans la région, pour les gens de la région, comme un truc de hippies. Pour eux, c'est comme un monde à part, ça ne leur appartient pas. Ce n'est pas leurs trucs. C'est sûr que du coup, quand tu pars avec cette base-là pour développer quelque chose de distinctif, ben.... **ce n'est pas tout le monde hein qui comprend** ». (Denis)

« Notre plus gros défi, c'est de faire connaître notre magasin et de convaincre les gens que c'est pas parce qu'on est petit que c'est plus cher que les grandes chaînes. Souvent même, on est moins cher que les prix en circulaire. **Sauf que les gens, ils n'osent pas entrer venir voir pour comparer. Tsé, c'est ça le plus gros défi, changer les mentalités par rapport au petit commerce de proximité** ». (Sylvie)

« Écoutez, on a vraiment de beaux produits du terroir. Ça c'est... il n'y a pas de doute. C'est juste dommage que **les gens ne les connaissent pas. Les gens de la région ne les connaissent pas.** Ils savent qu'un tel est un producteur, mais on dirait que les gens ne connaissent pas le produit. [...] Ici, les gens ont la chance de pouvoir venir goûter aux produits de la région, pis apprêtés de façon gastronomique sans que ça lui coûte un bras. À 39,95\$ une table comme ça avec du cerf rouge ou du sanglier, ce n'est pas

cher. **Il faut que les gens du coin sachent mieux ce qu'on a dans la région en termes de produits** ». (Stéphane)

« Il y en a qui ont les moyens de se payer du foie gras, mais **ça va prendre du temps avant que les gens s'habituent**. Les gens ici, ils ne connaissent pas encore ben ben ça ce genre de produits ». (Sylvie)

« **Des fois, c'est juste qu'il faudrait s'associer avec l'autre voisin qui est en arrière, mais on ne savait pas que lui aussi, il avait un peu le même genre de projet**. Parce que, c'est ça, ce n'est pas dit ou chacun voulait peut-être garder son truc ou tsé... Donc, je suis sûr que ça, ça pourrait être un truc intéressant, **des associations pour aller trouver d'autres opportunités, pour se distinguer tous ensemble** ». (Laurent)

« Ça fait peur de voir des agriculteurs biologiques qui commencent. Il y a des mauvaises herbes dans le champ. Tsé, moi le premier, j'en ai échappé des champs pleins de mauvaises herbes, des mauvaises pratiques, une mauvaise planification. Personne est contre le rendement économique de son entreprise, il faut juste arriver à le démontrer et **les gens vont finir par adhérer et changer leurs préjugés négatifs** ». (Tristan)

« C'est sûr que le choc des générations, ça joue beaucoup c'est-à-dire que les gens, les producteurs qui ont peut-être, tsé, 50 ans et plus, pis là, c'est sous toute réserve, **il y a toute une mentalité différente**. Pis je l'ai constaté au sein même de notre groupe de producteurs bios ». (Tristan)

« Je ne sais pas... **la mentalité est comme ce qu'elle est**. Tsé, nous autres, on a toujours dit: « Vaut mieux manger moins, boire moins de vin, ou manger moins de fromage, mais en acheter de bonne qualité ». Tsé, tu peux t'acheter 2 bouteilles de vin au dépanneur à 10\$ ou tu peux t'en acheter une bonne à 15-16\$ ou à 20\$, mais tu profites de ta bonne bouteille de vin ou ta bonne pointe de fromage comparée à du fromage en tranche Kraft là. Si on regarde le prix d'un pack de fromage Kraft en tranches, je trouve ça cher comparé à une pointe de fromage d'ici. C'est ça... **Les mentalités sont encore ce qu'elles sont** ». (Sylvie)

Si les acteurs mettent en lumière que les *mentalités et les représentations* sont en effet un frein à la constitution et à la mise en valeur du *terroir* dans leur région, ceux-ci pointent également comme défi d'importance, *les pratiques alimentaires concrètes qui selon plusieurs, ne promeuvent pas suffisamment le terroir régional et ses entrepreneurs*. À cet effet les acteurs interrogés évoquent la problématique des « lieux d'achats alimentaires » qui demeurent encore pour la plupart, les grandes épiceries conventionnelles et où il est cependant difficile de se procurer des produits locaux et

régionaux. Plusieurs acteurs, et notamment pour les acteurs eux-mêmes du *terroir*, « faire le moins d'arrêts possible » demeure une dimension importante bien que, comme le montrent les extraits qui suivent, ils soient pour la plupart conscients que cette pratique n'encourage pas autant les artisans du *terroir*. Certains acteurs voient cette pratique comme « un manque de solidarité » tel que le montrent certains extraits :

« Beaucoup au IGA. C'est vraiment là que ça se passe. **Pis malheureusement. À cause des contraintes de temps pis de fonctionnement, c'est vers là qu'on converge. Pis, tsé, on voudrait mettons acheter plus de stock ailleurs, mais des fois c'est vraiment la contrainte qui nous amène...** L'offre, elle se passe là aussi, dans les grands centres. **C'est très crève-cœur, tsé, au point de vue vocation, mais même à ça, on essaie de faire des choix là-dedans aussi.** C'est pas tout le temps facile ». (Tristan)

« Quand tu as des enfants, ça ne te tente pas de faire 6 arrêts. Tu as déjà la SAQ, l'IGA, le bureau de poste, la pharmacie, pis là, en plus, il faudrait que tu arrêtes au Nordest [petite boucherie et épicerie fine] parce que c'est local et moins cher d'aller acheter ton bout de viande. Tu es au IGA, ben là, tu ramasses tout au IGA. Ça, ça joue aussi. **C'est une question de faire le moins d'arrêts possible. Des fois, ce que je fais, pis je fais un effort pour le faire parce que je suis conscientisée pis parce que je suis là-dedans moi-même.** Souvent, je vais arrêter, j'ai les enfants, mais je vais arrêter au Nordest en premier. Je vais acheter tout ce que je veux là pis après, je vais aller au supermarché pour compléter. Je vais faire l'effort de faire l'inverse. Pis ici, les gens, c'est beaucoup des familles avec des enfants. Fack, le moins d'arrêts possible. Ça, d'après moi, ça joue sur les pratiques ». (Alice)

« Je sais que **la pratique commune**, ici, c'est de partir une fois aux 2-3 semaines pis d'aller à un Wal-Mart ou chez Costco pour faire le plein d'affaires. **Je ne pense pas que ce soit parce que les gens ne sont pas conscientisés, qu'ils ne sont pas sensibles aux producteurs locaux. Je pense que c'est une question de réalité économique dans la région et de temps sauf que cette pratique impacte vraiment les entrepreneurs locaux** ». (Louise)

« Tsé, moi je regarde ici là, depuis 2012, qu'on est ouvert, depuis novembre 2012. Eeh... **en date d'aujourd'hui là, j'ai seulement trois producteurs agricoles de la région qui sont venus dans le magasin. Qui sont venu acheter.** [...] Ceux qui ont des serres, tous ceux qui vendent des tomates là, moi je les vois à ce temps-ci là. **Ils viennent me porter des tomates, pis ils repartent. À deux fois par semaine, ils n'achètent pas de lait, ils n'achètent pas de viande, ils achètent rien.** Je pense qu'ils

mangent juste des tomates ce monde-là parce qu'ils n'achètent jamais rien ici. **Pourquoi ne pas favoriser la mentalité et surtout, la pratique de... « Elle vend mes tomates, je vais l'encourager ». Ben non, ils vont faire leur épicerie chez IGA pis au Tigre Géant.** C'est pour te dire que ce n'est pas gagné hein. [...] C'est ces affaires-là que je ne comprends pas. Ok, ils produisent leurs bœufs. Parfait. Mais, ce n'est pas tout le monde qui fait leurs patates, leurs choux, leurs carottes pis leurs blés d'inde, ou, de la vinaigrette ou de l'huile. Tsé, de l'huile d'olive, ça ne pousse pas dans leurs champs à ce que je sache. Moi, j'en vends, mais, je ne les vois pas. C'est ça. Je trouve ça ben ben dommage ». (Sylvie)

4.5. Un défi démographique

Finalement, la dynamique démographique est, selon les acteurs interrogés, un défi non négligeable dans l'élaboration et la mise en place du *terroir régional*. En effet, bien que, comme nous l'avons vu, il existe tout de même une *relève* à l'échelle régionale, *la population se fait cependant vieillissante et les jeunes peu nombreux*. Selon les acteurs interrogés, bien que « l'expérience », induite par notamment par l'âge, soit en soi une valeur conséquente pour la définition du *terroir*, ce sont souvent les jeunes qui mettent en branle de nouveaux projets. À cet égard, les acteurs mentionnent dans la région un « manque de monde » et surtout, « de jeunes » qui se traduit par un « manque de main-d'œuvre qualifiée » et certain « manque de dynamisme » et d'une « vision novatrice » pour la région comme certaines personnes l'affirment :

« La proportion de jeunes dans la région, elle n'est pas des plus fortes non plus. Des jeunes, des jeunes actifs, il n'y en a n'a pas beaucoup. Tsé, il y a un dynamisme qui est... Ben, c'est sûr qu'avec une population jeune active qui ce cesse de diminuer... Il faut tout relancer, quoi ». (Louise)

« J'avais un rêve, j'ai travaillé dans cet objectif-là. En cuisine, c'est vraiment plus difficile de déléguer parce que ce n'est pas juste technique. C'est une question de goût, de signature. Je veux que ça soit fait à ma manière. Transmettre ça, cette intuition-là à un autre cuisinier, ce n'est pas facile. **La relève est particulière difficile dans notre domaine. Il faut presque plutôt désigner un héritier pis ça ne se trouve pas à tous les coins de rue et surtout pas ici où il y a peu de jeunes ».** (Stéphane)

« Mais c'est ça, tu vois, **la population, elle diminue dans la région.** Les revenus sont comme dans les plus bas de tout le Québec. [...] **On a du mal**

à trouver du monde qualifié. Tsé, tous les jeunes, ils vont faire leur étude ailleurs pis il n'y en a pas beaucoup qui reviennent. Quand tu regardes les amies de ma blonde, pis de mon beau-frère, il n'y en a pas beaucoup qui sont dans la région. Ils sont tous partis ». (Denis)

« À mon sens, un des plus grands défis de la région, c'est de faire venir ici des jeunes familles avec des idées novatrices ». (Laurent)

« Les jeunes là, c'est l'exode là. C'est l'exil. [...] Les jeunes présentement, tout ce qu'ils voient, je vais te le dire la réalité là, ils ne voient que le chômage ». (Sylvie)

« Ben en tant que chef... Les jeunes vous savez... la majorité des jeunes veulent un gros salaire sans avoir d'expérience. Ils ne veulent pas commencer au bas de l'échelle. Non, ils ne veulent pas ça. En tout cas, il y en a des bons, mais le travail de cuisinier, c'est un travail très ingrat, c'est vraiment très difficile, ce sont des heures interminables. C'est aussi difficile d'avoir une vie de famille quand tu es chef cuisinier à moins de travailler dans les institutions. **Pour la relève, ce n'est pas facile.** D'un point vu économique, partir un restaurant, c'est risqué. Si tu n'es pas *backé*, c'est risqué de faire faillite. **Je comprends les jeunes d'être hésitant ».** (Stéphane)

[00:21:34.00] Interviewer: *Pensez-vous que les jeunes, les jeunes familles sont intéressés à venir s'établir ici? Si les jeunes d'ici partent, est-ce qu'ils reviennent? Quand il y en a une nouvelle qui arrive, on est super contents pis on essaie de tout faire pour les garder, là. Non, non, les jeunes ne sont pas intéressés à venir ici. [...] Disons que si tu es un ingénieur ou que tu as un emploi spécialisé, c'est plus difficile. Ouais. C'est plus difficile trouver le cash. Tsé, veut-veut pas, un ingénieur, ça joue dans les 100 000 par année. Il y en a là des ingénieurs ici, mais tsé, ils ne laisseront pas leur place à un autre. **Pour tous les professionnels, c'est difficile. On a de la difficulté à trouver des médecins ».** (Denis)*

« Il n'y en a pas beaucoup de fermes qui ont de la relève, des jeunes qui voudraient reprendre. Il y en a quelques-uns, comme nous autres, qui ont de la relève, mais pas beaucoup en moyenne parce que, souvent, en production bovine, il faut qu'ils travaillent en plus à côté de la ferme. Il faut travailler à l'extérieur de l'entreprise. Nous autres, on a l'avantage de faire de la mise en marché, ça aide niveau revenu. Mais, c'est ça, si ce n'était pas de la mise en marché, je ne suis pas sûr qu'on aurait de la relève. **Les jeunes ne veulent plus ça, en tout cas, plus sur ce modèle-là ».** (Sylvie)

Conclusion du chapitre

Pour les acteurs du *terroir* dans les Hautes-Laurentides, c'est un paradoxe: « la crise forestière » a été et est toujours riche en apprentissages et en opportunités. En effet, la *crise* a bel et bien mis en œuvre des mécanismes de *résilience* en stimulant l'intelligence géographique et la créativité sociale de la communauté. En son cœur, le *terroir*, avec ses définitions variées et ses valeurs communes relatives à la qualité de vie, à l'autonomie, à la convivialité, à la conscience écologique, à l'éducation et à la relève, est un outil pratique et conceptuel porteur d'espoir. Cependant, comme nous l'avons vu, la *révolution par le terroir* comporte de nombreux défis à relever. De ce point de vue, le *terroir* comme projet de société dans la MRC Antoine-Labelle est en marche. La graine de la transformation de la société et du territoire des Hautes-Laurentides est bel et bien semée, le temps continuera de nous en montrer ses fruits.

Conclusion générale

« On me demande souvent si notre cuisine est de saison. Je trouve ça très intrigant. Qu'est-ce qui est de saison, ici, en février ? Rien. Rien ne pousse ici. [...] Il faut apprendre à travailler les feuilles mortes, la vache laitière, la truite et le saumon, les herbes sauvages, la tourbe, le sapin et l'épinette. [...] il faut être créatif, inventif et réhabiliter d'anciennes techniques qui produiront quelque chose de complètement différent en cuisine. [...] Mon boulot consiste à garder l'original en vie d'une façon que les gens peuvent comprendre, adapter les traditions pour ne pas les perdre. »

Magnus Nilsson, chef du Fäviken (Suède), 2016

La MRC Antoine-Labelle dans la région des Hautes-Laurentides au Québec a depuis environ une dizaine d'années fait face à d'importantes reconfigurations de son espace économique, social et culturel. Suite à la « crise forestière » qui a lourdement affecté la région, une problématique sociale s'est rapidement manifestée au sein de la communauté. La région forestière devait désormais trouver d'autres voies économiques et identitaires pour elle et sa communauté. L'un des chemins de la résilience régionale a aujourd'hui convergé vers le *terroir*. À l'heure où se structure peu à peu cette réalité *nature/culture* dans la région, le *terroir* est apparu pour nous comme un bel objet d'étude sociologique, autant pour nous interroger sur la pertinence sociale du concept que pour en analyser ses pratiques et ses représentations régionales. À une époque où les régions rurales se voient en effet conférer une grande attractivité (*c.f.* phénomène de la néo-ruralité, du « retour à la terre », emplois et mouvements solidaires ruraux, forte demande d'éco construction, etc.), il ne fait pas de doute que le *terroir* participe « à la mise en place d'une nouvelle constitution rurale faisant la place, à côté de la fonction productive, aux fonctions patrimoniales et environnementales ».²¹⁴ À travers notamment la valorisation de nouveaux modes de vie et métiers ruraux (paysan, artisan, guide du *terroir*, agro tourisme,

²¹⁴ Rouvière, Catherine, *Retourner à la terre. L'utopie néo-rurale en Ardèche depuis les années 1960*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015, p. 441.

etc.), le *terroir* redéfinit en effet les « contours d'un nouveau modèle de développement et de société, reposant sur le décloisonnement des secteurs (agriculture, artisanat, commerce, tourisme, culture) et la multifonctionnalité ». ²¹⁵

D'un point de vue sociologique, nous avons appréhendé le *terroir* au prisme de la sociologie de l'environnement, de l'alimentation et du bien-vivre qui constituent des champs disciplinaires complémentaires à notre objet d'étude. En effet, une lecture transversale de ces sociologies nous a permis d'enrichir la compréhension actuelle du *terroir* et de sa constitution dans la région des Hautes-Laurentides. En éclairant les liens d'interdépendance entre les humains et les non-humains, les particularités des espaces alimentaires et les savoir-faire et savoir-vivre qui en sont constitutifs, le *terroir* est un concept opératoire pour analyser les transformations au sein d'une communauté et précisément, celle de la MRC Antoine-Labelle. D'un point de vue méthodologique, pour comprendre ce « goût du *terroir* », nous avons interrogé par entretiens semi-dirigés dix-sept acteurs-clés du *terroir* des Hautes-Laurentides. Plus précisément, nous nous sommes entretenus avec des acteurs opérants des activités liées à l'histoire, à la préservation et à la protection de l'environnement, à l'hébergement, à l'artisanat, à la restauration, à l'agrotourisme, à la production maraîchère, agricole et d'élevage et en ce qui a trait à la gouvernance régionale pour le développement de la collectivité, qui ont chacun témoigné de leur réalité du *terroir*. Par le biais de ces entretiens et plus largement par l'ensemble de notre méthodologie qualitative, nous avons cherché à mieux comprendre comment ces acteurs se représentent le *terroir* aussi bien en ce qui concerne leurs pratiques qu'en ce qui concerne leurs aspirations.

Notre analyse sociologique montre en effet que le *terroir*, pour les acteurs interrogés, renvoie à des définitions variées, mais à des valeurs communes qui dessinent les contours d'un nouveau « vivre de » régional axé autour de valeurs sociales et environnementales alternatives. Cette étude montre que le *terroir* est en effet à appréhender au-delà de ses produits. Il constitue, les acteurs des Hautes-Laurentides nous l'ont montré, une réalité symbolique et culturelle renvoyant à tout un ensemble de valeurs

²¹⁵ *Ibidem*.

telles que : 1) l'autonomie, 2) la qualité de vie, 3) la convivialité, 4) la conscience écologique, 5) l'éducation et 6) la relève. Ces valeurs, mises en lumière par notre démarche empirique dans les Hautes-Laurentides, démontrent toute l'importance de faire dialoguer les champs de la sociologie de l'environnement, de l'alimentation et de ce que nous avons appelé une sociologie du « bien vivre ». C'est peut-être cette exigence de synthèse qui constitue l'un des apports de ce travail à la sociologie. L'ensemble des valeurs évoquées par les acteurs invite le sociologue à penser les liens entre ces champs d'études afin d'embrasser la réalité multidimensionnelle du *terroir*.

L'autonomie, pour les acteurs interrogés dans les Hautes-Laurentides, s'incarne ainsi par un certain désir de *réappropriation des moyens de production* par des savoir-faire propres, par la nécessité de *cohérence* et de *liberté* concernant les choix de vie, et par la volonté de valoriser la *santé humaine et économique*. À cet égard, dans le domaine alimentaire, ce désir d'autonomie soulève les limites de l'âge agro-industriel.²¹⁶ En raison du développement industriel et technologique qui sectorise, divise et déshumanise le travail, un changement du lien de confiance s'opère dans la période moderne concernant l'alimentation. Exacerbant de nouvelles peurs et anxiétés notamment en raison d'un manque de traçabilité et d'authenticité des aliments, les mangeurs modernes sont alors sujets à une certaine « gastro-anomie »²¹⁷, c'est-à-dire à une perte de repères normatifs dans le domaine alimentaire. De surcroît, face à une existence de plus en plus déshumanisée²¹⁸, il y a en effet une nécessité de repenser et de refonder nos sociétés vers d'autres formes d'organisation, qu'elles soient alternatives à la grande industrie, à l'économie marchande ou encore post-capitalistes.²¹⁹ Au centre de ces réflexions sur l'autonomie individuelle et politique, force est de constater qu'il y a aujourd'hui, dans les

²¹⁶ Csergo, Julia, « Les mutations de la modernité alimentaire XIXe siècle », dans *Des aliments et des hommes. Entre science et idéologie, définir ses propres repères*, *Op. cit.*

²¹⁷ Fischler, Claude, « Gastronomie et gastro-anomie : Sagesse du corps et crise bio culturelle de l'alimentation moderne », dans Fischler Claude (dir.) *La nourriture. Pour une anthropologie culturelle de l'alimentation*, *Op. cit.*

²¹⁸ Berque, Augustin, *Milieu et identité humaine. Notes pour un dépassement de la modernité*, *Op. cit.*

²¹⁹ Baschet, Jérôme, *Adieux au capitalisme: autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, *Op. cit.*; Castoriadis cité par Caumières, Philippe, A., Tomès, *Cornelius Castoriadis : réinventer la politique après Marx*, *Op. cit.*

Hautes-Laurentides et au sein de plusieurs autres communautés et mouvements, la nécessité de questionner les « nourritures existentielles »²²⁰, c'est-à-dire nos conditions d'existence en apprenant et en réapprenant à *bien vivre*.²²¹

La *qualité de vie*, imputable notamment au *milieu de vie* et à des *indicateurs alternatifs de richesse* est également une valeur en soi à défendre d'après les acteurs. Dans cette perspective du *vivre mieux*²²² qui montre que ce ne sont pas juste les possessions matérielles qui comptent²²³, d'autres indicateurs de richesse sont en effet à considérer pour le bien-être humain et la qualité de vie. Ces richesses alternatives, nous l'avons vu, sont à lire à travers des mouvements comme la « décroissance »²²⁴, la « sobriété heureuse »²²⁵ et la « simplicité volontaire »²²⁶ qui valorisent par exemple la qualité et la spécificité des milieux²²⁷ et la capacité de résilience des communautés.²²⁸ En effet, pour plusieurs acteurs interrogés dans les Hautes-Laurentides, cette *qualité de vie* est à bien des égards indissociable d'un certain « retour à la terre »²²⁹ comme mode de vie et comme lieu favorable à la constitution d'un *terroir* et aux innovations *nature/culture* durables.²³⁰ La mise en pratique d'une transition écologique, sociale et politique²³¹ par l'action locale est en définitive un phénomène bien visible dans la communauté Antoine-Labelle.

²²⁰ Pelluchon, Corine, *Les Nourritures : Philosophie du corps politique*, *Op. cit.*

²²¹ Morin, Edgar, *Enseigner à vivre: manifeste pour changer l'éducation*, *Op. cit.*

²²² Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), *Indicateur du mieux vivre*, *Op. cit.*

²²³ Caillé, Alain, *L'idée même de richesse*, *Op. cit.*; Stiglitz, Joseph, A., Sen, J.-P., Fitoussi, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, *Op. cit.*

²²⁴ Abraham, Yves-Marie, L. Marion, H. Philippe, *Décroissance versus développement durable, Débat pour la suite du monde*, *Op. cit.*

²²⁵ Rabhi, Pierre, *Vers la sobriété heureuse*, Arles, Actes Sud, 2013.

²²⁶ Mongeau, Serge, *La simplicité volontaire plus que jamais*, *Op. cit.*

²²⁷ Berque, Augustin, « Paysage empreinte, paysage matrice Éléments de problématique pour une géographie culturelle », *Op. cit.*; Berque, Augustin, *Milieu et identité humaine. Notes pour un dépassement de la modernité*, *Op. cit.*

²²⁸ Hopkins, Rob, *Ils changent le monde. 1001 initiatives de transition écologique*, *Op. cit.*

²²⁹ Rouvière, Catherine, *Retourner à la terre. L'utopie néo-rurale en Ardèche depuis les années 1960*, *Op. cit.*

²³⁰ Bessière, Jacinthe, *Innovation et patrimoine alimentaire en espace rural*, *Op. cit.*

²³¹ Hopkins, Rob, *Manuel de transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Montréal, Écosociété, 2010 ; Lewis, Michael, Conaty, Par, *Impératif Transition Construire une économie solidaire*, Montréal, Écosociété, 2015.

En lien avec la qualité de vie, la *convivialité*²³² semble aussi être une valeur centrale dans les Hautes-Laurentides. Comme l'évoquent les acteurs interrogés, *l'accueil, l'entraide la générosité, la qualité des relations, la volonté collective de solidarité, de partage et de réciprocité* sont plus que jamais des civilités conviviales et gourmandes²³³ à mettre en place et en valeur dans la région. Influencée par des mouvements tels que *Slow Food* qui promeuvent la convivialité en mettant en place, au cœur des communautés, des lieux de rencontres d'échange et de solidarité, la communauté des Hautes-Laurentides cherche, elle aussi, à travers diverses initiatives régionales, à valoriser la spécificité de son terroir naturel et culturel.²³⁴ Par une convivialité active, une « pédagogie du terroir » et une « économie des terroirs »²³⁵ le mouvement de la résilience dans les Hautes-Laurentides participe en ce sens à l'élaboration de nouveaux modèles et espaces alimentaires²³⁶ durables et conviviaux.

Indissociable des précédentes valeurs présentées, la conscience écologique est centrale dans la définition d'un terroir régional. Pour les acteurs interrogés, la *conscience écologique* renvoie à l'idée de faire partie de la *vie, du vivant, d'un écosystème*. La conscience de cette implication fondamentale oblige à une réflexion collective et politique sur la place que l'on occupe dans la biodiversité, et donc en ce qui a trait au principe de la causalité et de responsabilité.²³⁷ Ce processus réflexif concernant les enjeux éthiques et politiques de la vie²³⁸ renvoie, d'après les acteurs de l'étude, à l'idée notamment *de prendre soin de l'environnement et à une volonté de valoriser la richesse du milieu naturel et culturel* qui fait la typicité des terroirs. Non sans écho aux divers mouvements de la

²³² Caillé, Alain, *Manifeste Convivialiste. Déclaration d'interdépendance*, *Op. cit.*; Caillé, Alain M., Humbert, S., Latouche et P., Viveret, *De la convivialité. Dialogues sur la société à venir*, *Op. cit.*

²³³ Ariès, Paul. *Le socialisme gourmand: Le Bien-vivre: un nouveau projet politique*, *Op. cit.*

²³⁴ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture [UNESCO], *Rencontres internationales Planète Terroirs*, *Op. cit.*

²³⁵ Vachon, Bernard, *La passion du rural. Quarante ans d'écrits, de paroles et d'actions pour que vive le Québec rural*, Tome 2, « Évolution récente du Québec rural, 1961-2014. De l'exode au puissant désir de campagne », *Op. cit.*

²³⁶ Poulain, Jean-Pierre, *Dictionnaire des cultures alimentaires*, *Op. cit.*; Poulain, Jean-Pierre, *Sociologies de l'alimentation : les mangeurs et l'espace social alimentaire*, *Op. cit.*

²³⁷ Jonas, Hans, *Le principe responsabilité : Une éthique pour la civilisation technologique*, *Op. cit.*

²³⁸ Pelluchon, Corine, *Les Nourritures : Philosophie du corps politique*, *Op. cit.*

consommation responsable ou encore, proche des principes de l'agroécologie²³⁹ qui cherchent à montrer l'interdépendance de la nature et de la culture²⁴⁰, la conscience écologique dans les Hautes-Laurentides oblige elle aussi à interroger le rapport ontologique de l'homme à son milieu naturel et culturel.²⁴¹

Résolument tourné vers l'avenir, le terroir, pour les acteurs des Hautes-Laurentides, met en lumière les valeurs de l'éducation et de la pédagogie. En effet, *éduquer, expliquer, transmettre, être, apprendre à vivre*, sont autant de clés pour la connaissance pratique, technique et critique que pour l'apprentissage d'un « savoir-être » et d'un « savoir-vivre »²⁴² inhérents à un apprentissage du terroir. L'éducation dans les Hautes-Laurentides, comme au sein des différents mouvements alternatifs présentés (consommation responsable, slow food et convivialiste) nécessite en effet cohérence et exemplarité. La relève constitue finalement une autre valeur importante pour la constitution, la vitalité et la viabilité d'un terroir. Dans les Hautes-Laurentides, qu'elle soit établie sur des générations ou rendue possible par le phénomène de la néo-ruralité²⁴³, la relève ouvre nécessairement aux idées d'innovation et de diversité des terroirs. Cette actualisation ou invention de l'histoire, de l'héritage et des traditions régionales porte en elle le potentiel pour pérenniser dans le temps et dans l'espace le terroir régional.

Au-delà du *terroir* lui-même, on peut voir dans ces représentations le témoignage des « goûts » d'une communauté à une époque donnée, le goût du « mieux vivre-ensemble » et le goût d'un paysage naturel durable. Ces aspirations et représentations, liées au temps et au lieu, imprègnent et nourrissent les pratiques sociales d'aujourd'hui. Dans les Hautes-Laurentides, le *terroir* porte ainsi un certain *bien-vivre* pensé en termes de projet social fédérateur et non pas en termes de petit bonheur individuel. La constitution

²³⁹ Rabhi, Pierre, *L'agroécologie, une éthique de vie*, *Op. cit.*

²⁴⁰ Latour, Bruno, *Face à Gaïa Huit conférences sur le nouveau régime climatique*, *Op. cit.*; Pelluchon, Corine, *Les Nourritures : Philosophie du corps politique*, *Op. cit.*

²⁴¹ Berque, Augustin, *Écoumène Introduction à l'étude des milieux humains*, *Op. cit.*; Berque, Augustin, *Milieu et identité humaine. Notes pour un dépassement de la modernité*, *Op. cit.*

²⁴² Morin, Edgar, *Enseigner à vivre: manifeste pour changer l'éducation*, *Op. cit.*

²⁴³ Simard, Myriam, « Nouvelles populations rurales et conflits au Québec: regards croisés avec la France et le Royaume-Uni », *Op. cit.*

d'un *terroir* est bel et bien un projet de communauté. À cet égard, la construction du *terroir* dans la MRC Antoine-Labelle ne cesse d'osciller entre des dimensions idéales et des actions concrètes, entre économie et écologie, entre marché et utopie au sens constructif du terme. Le *terroir* demeure de fait une réalité encore jeune dans la région des Hautes-Laurentides. Les acteurs en ont en effet fait état lorsqu'ils témoignent des nombreux défis économiques, politiques, touristiques, démographiques et concernant les mentalités locales en ce qui a trait à la mise en œuvre de leurs projets.

Finalement, comme nous l'avons constaté à la lecture de certains rapports émis par des acteurs de la gouvernance régionale dans la MRC Antoine-Labelle, la plupart des instances décisionnelles ne mobilisent pas encore pleinement le *terroir*, en mots et comme outil pleinement culturel. En effet, si la région des Hautes-Laurentides est bien connue pour sa beauté naturelle, la définition de la *culture régionale* et son développement par le *terroir* demeure en construction, à l'image de l'identité culturelle régionale. Comme le mentionne le *Schéma d'aménagement de développement de la MRC Antoine-Labelle (2013)*:

« La culture en tant qu'identité régionale prend une place de plus en plus importante dans le quotidien. Que ce soit par la découverte de bâtiments, de lieux ou d'évènements, il n'en demeure pas moins que de vouloir connaître et découvrir les spécificités culturelles d'un territoire prend de l'ampleur. [...] Traditionnellement, la culture est perçue comme étant une volonté locale d'acteurs souhaitant un certain divertissement. Toutefois, la culture se représente également par l'identité propre à une communauté. Maillage de l'histoire, des coutumes, des savoir-faire, des légendes transmises au fil du temps, c'est l'aspect abstrait de la culture qui constitue le patrimoine immatériel d'une population. Or pour se définir, la population doit se rejoindre en un même point, se rallier à cette identité et c'est l'un des défis majeurs qui réside actuellement dans la MRC Antoine-Labelle : la définition de son identité régionale, de son unicité. Une culture riche, forte et rayonnante ajoute à l'épanouissement personnel et collectif ».²⁴⁴

Dans ce même rapport, les conclusions indiquent que « depuis cinq à dix ans, on observe un changement dans la région et la culture [matérielle et immatérielle] est de plus en plus demandée, voire mise de l'avant ».²⁴⁵ Dans cet objectif de valorisation de la

²⁴⁴ Service de l'aménagement du territoire MRC d'Antoine-Labelle, *Diagnostic territorial : Bilan et Enjeux de développement Vers un schéma d'aménagement et de développement de 3^e génération*, Op. cit.

²⁴⁵ *Ibid.*

culture, la *Politique culturelle de la MRC Antoine-Labelle (2013)*, rédigée par des élus municipaux, des représentants culturels et des personnes-ressources de la MRC, dresse ainsi un inventaire des produits culturels et des enjeux reliés. Si la région semble ainsi reconnaître l'importance de la culture dans la valorisation régionale, force est pourtant de constater que le terroir est le grand absent de cette politique culturelle.

Il est en effet étonnant de constater à la lecture du rapport que le *terroir*, l'alimentation et ses activités de production (savoir-faire sauvage et agricole, etc.), de transformation (produits de terroir, etc.) et de consommation (recettes, cuisine régionale, savoir-faire locaux, etc.) ne figurent pas à proprement parler dans la *Politique culturelle de la MRC Antoine-Labelle (2013)*. À titre de composantes de la culture, les auteurs du rapport mentionnent que :

« La culture est un vaste domaine comportant de nombreuses facettes. Lorsqu'on traite d'un tel sujet, diverses interprétations se manifestent. Les membres du comité culturel se sont alors engagés dans une réflexion approfondie afin de clarifier certains concepts et d'éviter les ambiguïtés. Ils devaient, à priori, définir et s'entendre sur ce qu'était la « culture », ses différentes composantes et leurs interactions. Cet exercice était essentiel afin d'établir une base de discussion commune et de faciliter les échanges. Il a permis d'offrir une vue d'ensemble du domaine culturel et de déterminer les différents éléments à considérer lors de la rédaction du présent document ». ²⁴⁶

Lors de l'élaboration de la *Politique culturelle de la MRC Antoine-Labelle (2013)*, certains éléments culturels ont ainsi été mis de l'avant plus que d'autres. Dans la catégorie *Histoire et Patrimoine*, on trouve sans plus de précisions : l'histoire, la généalogie le patrimoine (mobilier, immobilier, religieux, immatériel, etc.), le paysage culturel patrimonial, l'archéologie, la muséologie et les archives. À titre d'exemple, la *Politique Culturelle* liste les gares ferroviaires, les ponts couverts, les édifices, les immeubles patrimoniaux et les paysages urbains ou naturels. Dans la catégorie *Arts et Lettres* : les arts médiatiques (cinéma, multimédia, etc.), la littérature, les métiers d'art (poterie, vitrail, bijoux, etc.), les arts visuels (peinture, photographie, sculpture, installation, etc.), les arts

²⁴⁶ Comité culturel de la MRC Antoine-Labelle, *Politique culturelle de la MRC Antoine-Labelle*, Québec, 2013, En ligne au <<http://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/default/files/documentation/politiqueculturelle16octobre2013.pdf>>, consulté 8 février 2016.

de la scène (théâtre, danse, musique, etc.) et les arts multidisciplinaires. La *Politique Culturelle* mentionne que :

« par le biais de leurs œuvres, les artistes et artisans s’engagent dans un processus qui est enrichissant pour l’ensemble de la communauté. Les lettres, les arts visuels, les métiers d’art, les arts de la scène, les arts médiatiques, sont autant de moyens d’expression qui permettent de susciter des émotions et des réflexions. [...] Les artistes influencent le changement et contribuent à l’évolution des mentalités et par conséquent, de notre culture. De plus, les artistes colorent notre identité régionale de leurs œuvres. Ils sont, en quelque sorte, les porte-étendards de notre culture ».²⁴⁷

Pour une région qui cherche à renforcer son capital culturel et naturel, qu’en est-il du *terroir*, des arts de la table, des pratiques culinaires et des savoir-faire paysans et agricoles? Qu’en est-il des artisans-fermiers, des artisans-maraîchers, des artisans-cueilleurs, des artisans-charcutiers et fromagers, des artisans boulangers, des artisans-cuisiniers, des artisans-brasseurs, des aubergistes et hôteliers, etc. qui font connaître et rayonner culturellement la région des Hautes-Laurentides? Dans cette *Politique culturelle de la MRC Antoine-Labelle (2013)*, l’alimentation, le terroir et ses différents corps de métiers ne semblent pas reconnus à part entière comme des professions artistiques et culturelles étant donné qu’ils ne figurent pas dans ce document. Comme nous le montrent pourtant les acteurs de la résilience par le terroir, le territoire, l’alimentation et les métiers de la bouche ne sont-ils pas une manifestation culturelle d’importance dans la région? Une prise en compte de ces dimensions paraît nécessaire afin de mettre en œuvre une politique culturelle à l’écoute des atouts et des aspirations de la région.

Pour que le *terroir* des Hautes-Laurentides soit pleinement valorisé et sa dynamique entretenue, il est essentiel d’*inventer et de faire vivre un discours*, de créer des histoires, du rêve, de la mythologie. À l’image des hauts lieux de la gastronomie tels que la ville de Lyon en France et comme l’indique le rapport *Lyon Capitale de la Gastronomie : Plan de développement horizon 2020*, une politique culturelle ne peut faire l’impasse sur la parole et l’inclusion des acteurs eux-mêmes : « Il faut adapter le discours autour des points forts de l’agglomération (produits/terroirs, convivialité/plaisir),

²⁴⁷ *Ibid.*

développer des dimensions porteuses (la santé/équilibre), pour faire en sorte que tous (producteurs, restaurateurs, habitants) puissent s’y associer et s’approprier la démarche ». ²⁴⁸ En d’autres termes, le *terroir* se construit autant par le « haut », dans les politiques, que par le « bas », par les artisans, les paysans et l’ensemble des corps de métier qui *font* le *terroir*.

Il y a de toute évidence une réalité du *terroir* dans les Hautes-Laurentides. L’avenir nous dira si les acteurs régionaux sauront et pourront poursuivre, sur un temps long, cette voie qu’est celle de la *résilience par le terroir*. L’avenir nous dira également si ce mouvement est capable de fédérer au-delà de la région elle-même. Plusieurs régions, que l’on songe à l’Abitibi ou la Gaspésie, sont en effet aujourd’hui confrontées, suite à la remise en cause de leurs activités principales, que ce soit la foresterie ou la pêche, à une problématique économique, sociale et culturelle similaire à celle que vit la communauté des Hautes-Laurentides. À cet égard, dans la continuité de cette étude, il serait intéressant de comparer le phénomène de la résilience par le *terroir* dans les Hautes-Laurentides avec l’expérience vécue par d’autres régions du Québec. Assurément, une *sociologie du terroir* au Québec reste à penser et mettre en œuvre.

²⁴⁸ Grand Lyon Communauté Urbaine, *Lyon, capitale mondiale de la gastronomie ?* 2007. En ligne au http://www.millenaire3.com/content/download/2462/40076/version/4/file/Lyon2020_gastronomie.pdf, consulté le 12 octobre 2016.

Bibliographie

Ouvrages

Abraham, Yves-Marie, L. Marion, H. Philippe, *Décroissance versus développement durable, Débat pour la suite du monde*, Montréal, Écosociété, 2011, 237 pp.

Abric, Jean-Claude, « Les représentations sociales : aspects théoriques » dans Abric Jean-Claude (dir.) *Pratiques sociales et représentations*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 12-35.

Ariès, Paul, *Le socialisme gourmand: Le Bien-vivre: un nouveau projet politique*, Paris, La Découverte, 2013, 220 pp.

Ascher, François, « Dis-moi ce que tu manges. La vie urbaine hyper moderne révélée par les pratiques alimentaires », dans *Informations sociales Prospective 2015 Politique familiales et sociales*, CNAF, 2005, pp. 92-104.

Bailly, Antoine, *Géographie du bien-être*, Paris, Economica-Anthropos, 2014, pp. 152.

Baschet, Jérôme, *Adieux au capitalisme: autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*. Paris, La Découverte, 2014, 204 pp.

Becker, Karin, V., Morinaux et M., Tabeaud, « L'alimentation et le temps qu'il fait : deux phénomènes « totaux » intimement liés », dans Becker, Karin et al. (dir.) *L'alimentation et le temps qu'il fait*, Éditions Hermann, 2015, 448 pp.

Beck, Ulrich, *La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, 2001, 521 pp.

Berque, Augustin, *Écoumène Introduction à l'étude des milieux humains*, Paris, Belin, 2010, 446 pp.

Berque, Augustin, *Milieu et identité humaine. Notes pour un dépassement de la modernité*, Paris, Éditions Donner Lieu, 2010, 150pp.

Berque, Augustin, « Paysage empreinte, paysage matrice Éléments de problématique pour une géographie culturelle », *Espaces géographiques*, volume 13, no 1, 1984, p. 33-34.

Bessiere, Jacinthe, *Innovation et patrimoine alimentaire en espace rural*, Éditions Quae, 2012, 155 pp.

Bonneuil, Christophe, J. B. Fressoz, *L'événement anthropocène*, Paris, Éditions du Seuil, 2013, 320 pp.

Bourdieu, Pierre, « Comprendre », dans *La misère du monde*, Éditions du Seuil. Paris, 1993, 1460 pp.

Caillé, Alain M., Humbert, S., Latouche et P., Viveret, *De la convivialité. Dialogues sur la société à venir*, Paris, La Découverte, 2011, 196 pp.

Caillé, Alain, *Manifeste Convivialiste. Déclaration d'interdépendance*, Le Bord de l'eau, 2013, 40 pp.

Caillé, Alain, *L'idée même de richesse*, Paris, Cahiers libres, La découverte, 2012, 140 pp.

Campanhoudt, Luc van, R., Quivy et J. Marquet, *Manuel de recherche en sciences sociales*, 4^e éd., Paris: Dunod, 2011, 262 pp.

Castoriadis cité par Caumières, Philippe, A., Tomès, *Cornelius Castoriadis : réinventer la politique après Marx*, Paris, Presses universitaires de France, 2011, 283 pp.

Castoriadis, Cornelius, D., Cohn-Bendit, *De l'écologie à l'autonomie*, Éditions Le bord de l'eau, 2014, 106 pp.

Roger Chartier, « Le monde comme représentation », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, Volume 44, Numéro 6, 1989, pp. 1505-1520.

Corbeau, Jean-Pierre, J-P., Poulain, *Penser l'Alimentation. Entre imaginaire et rationalité*, Toulouse, Éditions Privat, 2002, 210 pp.

Csergo, Julia, « Nostalgies du terroir », dans Sophie Bessis (dir), *Mille et une bouches. Cuisines et identités culturelles*, Editions Autrement, Mutations 154, 1995, pp. 156-162.

Csergo, Julia, « L'Émergence des cuisines régionales – France XVIIIe-XXe », dans Jean-Louis Flandrin et M. Montanari (dir.), *Histoire de l'Alimentation*, Paris, Fayard, 1996, chap. XLV, 823-841 pp.

Csergo, Julia, « Les mutations de la modernité alimentaire XIXe siècle », dans *Des aliments et des hommes. Entre science et idéologie, définir ses propres repères*, Publications de l'Institut français de nutrition, Paris, 2004, pp.75-88.

Dardot, Pierre, C., Laval, *Commun: essai sur la révolution au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2015, 593 pp.

De la Soudière, Martin, *Au bonheur des saisons. Voyage au pays de la météo*, Paris, Bernard Grasset, 1999, 379 pp.

De la Soudière, Martin, *Poétique du village*, Paris, Éditions Stock, 2010, 260 pp.

Deslauriers, Jean-Pierre, M., Kérisit, « Le devis de recherche qualitative », dans Poupart J., et Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives, *La recherche qualitative Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Éditions Gaëtan Morin, 1997, pp.85-111.

Deverre, Christian et C., Lamine, « Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales », *Économie rurale*, 2010, no 3, pp. 57-73.

Diamond, Jared, *Effondrement : Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard, 2006, 648 pp.

Dubuisson-Quellier, Sophie, « Cible ou ressource: Les ambiguïtés de la mobilisation des consommateurs dans la contestation contre l'ordre marchand », *Sociologie et sociétés*, 2009, vol. 41, no 2, pp. 189-214.

Dubuisson-Quellier, Sophie. *La consommation engagée*, Les Presses de Sciences Po, 2009, 144 pp.

Durand Folco, Jonathan, « Bâtir, habiter et penser la transition par le milieu », *Milieu(x)*, numéro 2, Éditions Habiter, Québec, 2015, pp. 51-57.

Durant, Gilbert, *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*, Paris, Dunod, 1993 (1ère édition Paris, P.U.F., 1960).

Durant, Gilbert, *L'Imagination symbolique*, Paris, PUF, 2015 (1ère édition en 1964).

Fischler, Claude, « Gastronomie et gastro-anomie : Sagesse du corps et crise bio culturelle de l'alimentation moderne », dans Fischler Claude (dir.) *La nourriture. Pour une anthropologie culturelle de l'alimentation*, Communications, 31, 1979, pp.189-210.

Fischler, Claude, E., Masson, *Manger. Français, Européens et Américains face à l'alimentation*, Éditions Odile Jacob, 2008, 336 pp.

Fumey, Gilles, *Manger local, manger global. L'alimentation géographique*, Paris: CNRS Editions, 2010, 160 pp.

Giorgi, Amedeo, « De la méthode phénoménologique utilisée comme mode de recherche qualitative en sciences humaines : théorie, pratique et évaluation », dans Poupard J., et Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives, *La recherche qualitative Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Éditions Gaëtan Morin, 1997, 405 pp.

Grand'Maison, Jacques, *Ces valeurs dont on parle si peu. Essai sur l'état des mœurs au Québec*, Montréal, Carte Blanche, 2015, 136 pp.

Hopkins, Rob, *Ils changent le monde. 1001 initiatives de transition écologique*, Paris, Anthropocène, Éditions du Seuil, 2014, 198 pp.

Hopkins, Rob, *Manuel de transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Montréal, Écosociété, 2010, 212 pp.

Houles, Gilles, « Le sens commun comme forme de connaissance : de l'analyse clinique en sociologie », *Sociologie et sociétés*, vol. 19 no 2, 1987, pp. 77-86.

Illich, Ivan, *La convivialité*, Paris, Points, 1973, 158 pp.

Jean, Bruno, *Territoire d'avenir. Pour une sociologie de la ruralité*, Sciences régionales, Presses de l'université du Québec, 1997, 342 pp.

Jodelet, Denise, « Aperçus sur les méthodologies qualitatives », dans Moscovici, Serge, F., Buschini (dir.), *Les méthodes des sciences humaines*, Presses universitaires de France, 2003, pp.139-162.

Jodelet, Denise, *Les représentations sociales*, Paris, Presses universitaires de France, 1989, 424 pp.

Jonas, Hans, *Le principe responsabilité : Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Champs Essais, Flammarion, 2013, 470 pp.

Lambert, Michel, *Histoire de la cuisine familiale du Québec. Volume 3 : La forêt, ses régions et ses produits*, Québec: Les Éditions GID, 2009, 1380 pp.

Laurent, Éloi, *Social-écologie*, Paris, Editions Flammarion, 2011, 230 pp.

Latouche, Serge, « La voie de la décroissance. Pour une société d'abondance frugale », dans Caillé, Alain, M. Humbert, S. Latouche et P. Viveret (dir.) *De la convivialité. Dialogues sur la société à venir*, Paris, La Découverte, 2011, pp.42-72.

Latour, Bruno, *Face à Gaia Huit conférences sur le nouveau régime climatique*, Paris, Les empêcheurs de tourner en rond/La Découverte, Paris, 2015, 368 pp.

Leray, Christian, I., Bourgeois, « L'analyse de contenu », dans Gauthier, Benoît et I., Bourgeois (dir.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2016, pp. 427-453.

Lewis, Michael, Conaty, Par, *Impératif Transition Construire une économie solidaire*, Montréal, Écosociété, 2015, 420 pp.

Mannoni, Pierre, *Les représentations sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, 127 pp.

Mongeau, Serge, *La simplicité volontaire plus que jamais*, Montréal, Écosociété, 1998, 266 pp.

Morin, Edgar, *Enseigner à vivre: manifeste pour changer l'éducation*, Arles, Éditions Actes Sud, 2014, 121 pp.

Nils, Frédéric, B., Rimé, « L'interview », dans Moscovici, Serge, F., Buschini (dir.), *Les méthodes des sciences humaines*, Paris, Presses universitaires de France, 2003, pp. 165-185.

Paillé, Pierre, A., Mucchielli, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin, 2008, 315 pp.

Palmonari, Augusto, B., Zani, « Les études de communautés », dans Moscovici, Serge, F., Buschini (dir.), *Les méthodes des sciences humaines*, Paris, Presses universitaires de France, 2003, pp. 13-38.

Pelluchon, Corine, *Les Nourritures : Philosophie du corps politique*, Paris, Éditions Du Seuil, 2015, 392 pp.

Poulain, Jean-Pierre, « La nourriture de l'autre: entre délices et dégoûts », dans *Internationale de l'imaginaire Cultures, Nourriture*, Paris, Babel, Nouvelle série – No 7, 1997, pp.115-139.

Poulain, Jean-Pierre, *Sociologies de l'alimentation : les mangeurs et l'espace social alimentaire*, Paris, Presses universitaires de France, 2002, 287 pp.

Poulain, Jean-Pierre, « Penser et manger la chair », dans Jean-Pierre Poulain (dir.) *L'homme, le mangeur et l'animal. Qui nourris l'autre ?*, Paris, Les Cahiers de l'OCHA, no 12, 2007, 328 pp.

Poulain, Jean-Pierre, *Dictionnaire des cultures alimentaires*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, 1465 pp.

Pitte, Jean-Robert, *Gastronomie française: histoire et géographie d'une passion*, Paris, Fayard, 1991, 261 pp.

Rabhi, Pierre, *L'agroécologie, une éthique de vie*, Arles, Domaine du Possible, Actes Sud, 2015, 75 pp.

Rabhi, Pierre, *Vers la sobriété heureuse*, Arles, Actes Sud, 2013, 163 pp.

Renault, Michel, « Élaborer ensemble des outils pour construire une société plus conviviale. D'une expérience de terrain à une réflexion théorique », dans Caillé, Alain, M. Humbert, S. Latouche et P. Viveret (dir.) *De la convivialité. Dialogues sur la société à venir*, Paris, La Découverte, 2011, pp. 167- 188.

Rouvière, Catherine, *Retourner à la terre. L'utopie néo-rurale en Ardèche depuis les années 1960*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015, 500 pp.

Sabourin, Paul, « L'analyse de contenu », dans Gauthier, Benoît (dir.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2009, pp. 415-444.

Sauvé, Lucie, « L'équivoque du développement durable », *Chemin de traverse*, 2007, vol. 4, pp. 31-47.

Savoie-Zaïc, Lorraine, « L'entrevue semi-dirigée », dans Gauthier, Benoît (dir.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2009, pp. 337-360.

Simard, Myriam, « Nouvelles populations rurales et conflits au Québec: regards croisés avec la France et le Royaume-Uni », *Géographie, économie, société*, 2007, vol.9, pp.187-213.

Sinaï, Agnès, R., Stevens, H., Carton, P, Servigne, *Petit traité de résilience locale*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2015, 110 pp.

Siniscalchi, Valeria, « Slow versus fast. Économie et écologie dans le mouvement Slow Food », *Terrain. Revue d'ethnologie de l'Europe* no 60, 2013, pp. 132-147.

Solé, Andreu, « Développement durable ou décroissance ? Le point aveugle du débat », dans Abraham, Y-M, L. Marion et H. Philippe (dir.), *Décroissance versus développement durable*, Montréal, Écosociété, pp. 14-33.

Tetsurô, Watsuji, *Fûdo le milieu humain*, Paris, CNRS Editions, 2011, 330 pp.

Vachon, Bernard, *La passion du rural. Quarante ans d'écrits, de paroles et d'actions pour que vive le Québec rural*, Tome 2, « Évolution récente du Québec rural, 1961-2014. De l'exode au puissant désir de campagne », Éditions Trois-Pistoles, 2011, 344 pp.

Vaillancourt, Jean-Guy, « Sociologie de l'environnement: de l'écologie humaine à l'écosociologi », dans Tessier, Robert, J-G., Vaillancourt (dir.), *La Recherche sociale en environnement Nouveaux paradigmes*, Montréal, PUM, 1996, pp. 19-47.

Vovelle, Michel, « Histoire et représentations », *Sciences humaines*, no 27, 1993, p. 27

Wagner, Wolfgang, N., Kronberger, « Killer tomatoes! Collective symbolic coping with biotechnology », dans Deaux, K., G Philogene (dir.) *Representations of the social: Bridging Theoretical Traditions*, Oxford: Blackwell 2001, 376 pp.

Wagner, Wolfgang, N., Kronberger, « Le naturel et l'artificiel dans le nouveau monde du génie génétique », dans K. Weiss, D. Marchand (dir.), *Psychologie sociale de l'environnement*, Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 2006, 248 pp.

Waridel, Laure, *L'envers de l'assiette et quelques idées pour la remettre à l'endroit*, Montréal, Écosociété, [1998], 2011, 232 pp.

Ziegler, Jean, *L'empire de la honte*, Paris, Fayard, 2005, 323 pp.

Sites Internet :

Beck, Ulrich, « La politique dans la société du risque », La Découverte | *Revue du MAUSS*, no.17, 2001. En ligne au <<http://www.cairn.info/revue-du-mauss-2001-1-page-376.htm#re1nol>>, consulté le 12 février 2016.

Centre Local de Développement d'Antoine-Labelle (CLD), *Portrait socio-économique de la MRC d'Antoine-Labelle*, Québec, CLD, 2011. En ligne au <http://www.cld-antoine-labelle.qc.ca/doc/portrait_socio-economique_mrcal.PDF>, consulté le 4 février 2016.

Chef's Table, *Magnus Nilsson*, 2016. En ligne au <<https://www.netflix.com/watch/80007949?trackId=200257859>>, consulté le 4 février 2016.

Comité culturel de la MRC Antoine-Labelle, *Politique culturelle de la MRC Antoine-Labelle*, Québec, 2013. En ligne au <<http://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/default/files/documentation/politiqueculturelle16octobre2013.pdf>>, consulté 8 février 2016.

Conseil des appellations réservées et des termes valorisants [CARTV], *Questions autour de la notion de terroir*, Québec, CARTV, 2015. En ligne au <<http://www.cartv.gouv.qc.ca/questions-autour-notion-terroir>>, consulté le 18 janvier 2016.

Conseil des appellations réservées et des termes valorisants [CARTV], *Qui sommes-nous ?*, Québec, CARTV, 2015. En ligne au <<http://www.cartv.gouv.qc.ca/qui-sommes-nous-cartv>>, consulté le 18 janvier 2016.

Consoglobe Consommer mieux, Vivre mieux, *L'agroécologie s'arme pour conquérir l'Europe*, 2016. En ligne au <<http://www.consoglobe.com/agroecologie-europe-cg>>, consulté le 18 avril 2016.

Coopérative BioGrain des Hautes-Laurentides, *À propos*, 2016. En ligne au <<http://www.coopbiograin.com/apropos.html>>, consulté le 15 décembre 2015.

Crutzen, Paul, « Geology of mankind », *Nature*, vol. 415, 2002. En ligne au <<http://www.nature.com/nature/journal/v415/n6867/full/415023a.html>>, consulté le 12 février 2016.

EcoTec Consultants, *Retombées économiques de l'industrie forestière et de l'industrie du récréotourisme en terres publiques dans les MRC d'Antoine-Labelle et des Laurentides*, Québec, 2004. En ligne au <http://cld-antoine-labelle.qc.ca/doc/labo/Rapport_retombees.pdf>, consulté le 4 février 2016.

Emploi Québec Laurentides, *Profil socioéconomique et caractéristiques du marché du travail MRC d'Antoine-Labelle*, Québec, Emploi Québec, 2010. En ligne au

<http://www.emploiquebec.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/pdf/Regions/Laurentides/15_i mt_profil_AntoineLabelle.pdf>, consulté le 10 juillet 2015.

Grand Lyon Communauté Urbaine, *Lyon, capitale mondiale de la gastronomie ?* Lyon, 2007. En ligne au <http://www.millenaire3.com/content/download/2462/40076/version/4/file/Lyon2020_g astronomie.pdf>, consulté le 12 octobre 2016.

Laboratoire rural des Hautes-Laurentides (Le G.R.A.I.N), *Qui sommes-nous ?*, 2009. En ligne au <<http://legrain.qc.ca/GRAIN.html>>, consulté le 15 décembre 2015.

La Semaine Verte, *Céréales de la relance*, 2015. En ligne au <<http://ici.radio-canada.ca/tele/la-semaine-verte/2014-2015/episodes/351182/lin-lait-nichoir-oiseaux-shiitake-exportation-fruit-mer-cereales?isAutoPlay=1>>, consulté le 15 décembre 2015.

Les Convivialistes, *Pourquoi un site convivialiste ?*, 2016. En ligne au <<http://www.lesconvivialistes.org/>>, consulté le 18 avril 2016.

Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles du Québec (MERN), *Portrait territorial ; Laurentides*, Québec, MERN, 2006. En ligne au <<https://www.mffp.gouv.qc.ca/publications/territoire/planification/portrait-laurentides.pdf>>, consulté le 28 novembre 2015.

MRC d'Antoine-Labelle, *Plan de développement de la zone agricole (PDZA)*, Québec, 2015, En ligne au <http://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/default/files/pdza_synthese_consultation_0.pdf>, consulté 10 février 2016.

Mouvement québécois pour une décroissance conviviale, Marion, Louis, *Le progrès en procès*, 2009. En ligne au <<http://www.decroissance.qc.ca/node/238>>, consulté le 18 avril 2016.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Indicateur du mieux vivre*, En ligne au <<http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/#/111111111111>>, consulté le 08 août 2016.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture [UNESCO], *Rencontres internationales Planète Terroirs*, 2005. En ligne au <<http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001543/154388f.pdf>>, consulté 4 août 2016.

Prévost, Philippe et al. « Le terroir, un concept pour l'action dans le développement des territoires », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 14, Numéro 1, 2014. En ligne au <<https://vertigo.revues.org/14807>>, consulté le 02 juin 2016.

Radio-Canada, *Les travailleurs forestiers des Hautes-Laurentides manifestent*, 2003. En ligne au <<http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Index/nouvelles/200305/14/013-foret-manif-laurentides.asp>>, consulté le 2 août 2015.

Service de l'aménagement du territoire MRC d'Antoine-Labelle, *Portrait de la MRC d'Antoine-Labelle*, Québec, 2006. En ligne au <http://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/default/files/SAT_SAR_PORTRAIT%20MRC.pdf>, consulté le 4 février 2016.

Service de l'aménagement du territoire MRC d'Antoine-Labelle, *Diagnostic territorial : Bilan et Enjeux de développement Vers un schéma d'aménagement et de développement de 3^e génération*, Québec, 2013. En ligne au <http://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/default/files/diagnostic_territorial_bilan_et_enjeux_de_developpement_t.pdf>, consulté le 5 février 2016.

Signature Bois Laurentides, *L'industrialisation du secteur forestier des Laurentides*, Québec, 2013. En ligne au <http://www.cneae.gouv.qc.ca/publications/PDF/memoires/sbl_mem.pdf>, consulté le 4 février 2016.

Signature Bois Laurentides, *Impacts des changements apportés à l'assurance-emploi sur le développement local et régional du secteur forestier des Laurentides*, Québec, 2013. En ligne au <http://www.cneae.gouv.qc.ca/publications/PDF/memoires/sbl_mem.pdf>, consulté le 2 août 2015.

Slow Food International, *Notre philosophie*, 2016. En ligne au <<http://www.slowfood.com/network/fr/a-propos-de-nous/>>, consulté le 16 avril 2016.

Slow Food Montréal, *Qu'est-ce que Slow Food ?*, 2016. En ligne au <<http://www.slowfoodmontreal.com/a-propos/>>, consulté le 16 avril 2016.

Stiglitz, Joseph, A., Sen, J-P., Fitoussi, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, 2008. En ligne au <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/stiglitz/doc-commission/RAPPORT_francais.pdf>, consulté le 08 août 2016.

Transition France Le Mouvement de la transition en France, *Présentation*, 2016. En ligne au <<http://www.transitionfrance.fr/2016/04/01/presentation/#more-10584>>, consulté le 8 août 2016.

Village d'accueil des Hautes-Laurentides, *Une expérience unique au Québec*, 2016. En ligne au <http://www.villagedaccueil.com/a_propos.html>, consulté le 18 avril 2016.

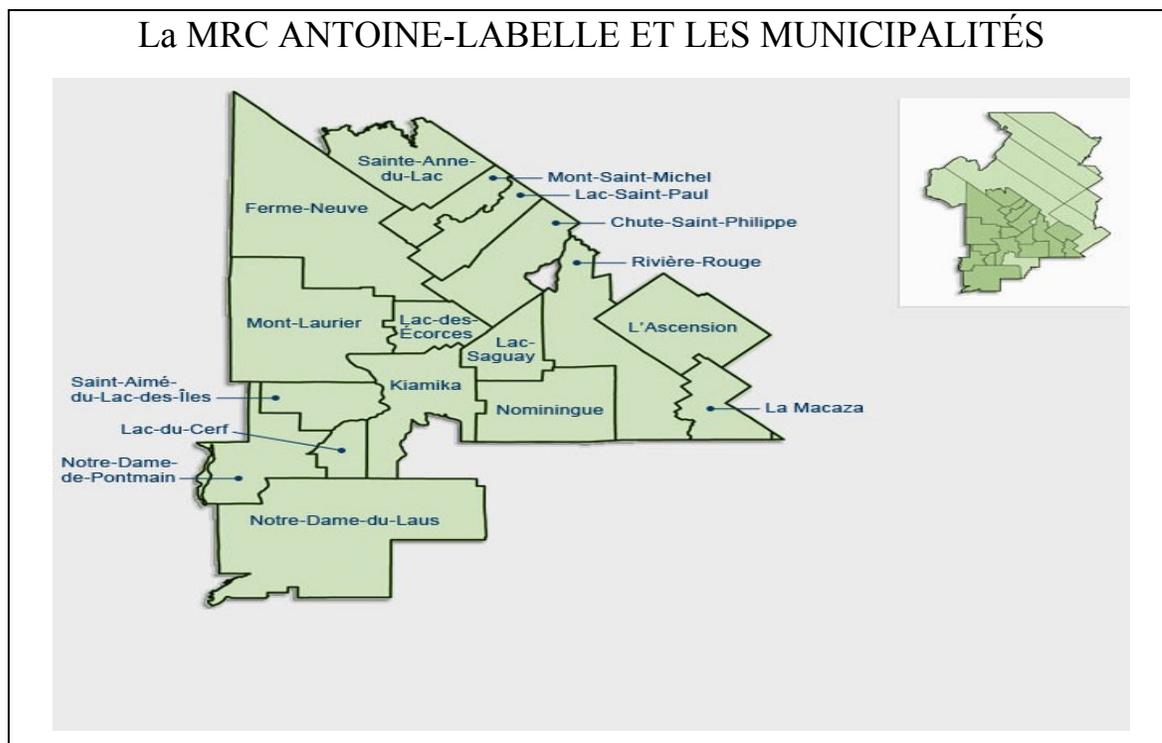
Zins Beauchesne et associés, *Plan de développement touristique de la MRC d'Antoine-Labelle*, CLD de la MRC Antoine-Labelle, Québec, 2008, En ligne au <http://www.cld-antoine-labelle.qc.ca/doc/tourisme_plan/plannedeveloppementtouristiquezins.PDF>, consulté le 8 février 2016

Annexe 1



Wikipédia L'Encyclopédie libre, *Antoine-Labelle*, 2015. En ligne au <http://fr.wikipedia.org/wiki/Antoine-Labelle>, consulté le 12 avril 2015.

Annexe 2



MRC d'Antoine-Labelle, *La MRC et les Municipalités*, 2015. En ligne au <http://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/la-mrc-et-les-municipalites>, consulté le 12 avril 2015.

